OFF
ALLES
G3/

103e ANNÉE
VOL. 103

N° 45
7967

Gazette officielle du Québec

QUÉBEC OFFICIAL GAZETTE

Québec, samedi 6 novembre 1971

Règlements

1° Adresser toute correspondance à l'Éditeur officiel du Québec, Hôtel du Gouvernement, Québec.

2° Fournir le texte de l'annonce dans les deux langues officielles. Lorsque celle-ci est envoyée dans une seule langue la traduction en est faite aux frais des intéressés, d'après le tarif officiel.

3° Indiquer le nombre d'insertions.

4° Payer comptant et avant publication le coût des annonces, suivant le tarif ci-dessous, excepté lorsque ces annonces doivent être publiées plusieurs fois. En ce cas, l'intéressé doit acquitter la facture sur réception et avant la deuxième insertion: sinon, cette dernière insertion est suspendue, sans autre avis et sans préjudice des droits de l'Éditeur officiel du Québec, qui rembourse, chaque fois, s'il y a lieu, toute somme versée en plus.

5° L'abonnement, la vente de documents, etc., sont strictement payables d'avance.

6° Tout paiement doit être fait par chèque ou mandat à l'ordre du ministre des Finances.

7° La *Gazette officielle du Québec* est publiée le samedi matin de chaque semaine; mais l'ultime délai pour la réception des avis, documents ou annonces, expire à midi, le ***mercredi***, à moins que ce jour soit un jour férié. Dans ce cas, l'ultime délai expire à midi, le mardi. Les avis, documents ou annonces reçus en retard sont publiés dans une édition subséquente. De plus, l'Éditeur officiel du Québec a le droit de retarder la publication de certains documents, à cause de leur longueur ou pour des raisons d'ordre administratif.

Québec, Saturday, November 6, 1971

Rules

1. Address all communications to The Québec Official Publisher, Parliament Buildings, Québec.

2. Advertisers should submit all copy in both official languages, otherwise they will be charged for translation at official rates.

3. Specify the number of insertions.

4. Advertisements are payable in advance at rates set forth below, except when they are to be published more than once. In such case, remittance must be made upon receipt of the invoice and before the second insertion, failing which further insertions will be automatically cancelled without prejudice to The Québec Official Publisher, and any overpayment refunded.

5. Fees for subscription, sale of documents and the like are payable in advance.

6. Remittance must be made by cheque or money order payable to the Minister of Finance.

7. The *Québec Official Gazette* is published every Saturday morning. All notices, documents or advertisements for publication must reach The Québec Official Publisher, not later than ***Wednesday***, noon; if Wednesday is a holiday, the deadline is Tuesday noon. Material not delivered in time will appear in a later edition. Moreover, The Québec Official Publisher reserves the right to defer publication of certain documents because of their length or for administrative reasons.

BIBLIOTHÈQUE NATIONALE
REÇU LE
9 NOV 1971
DU QUÉBEC

L'Éditeur officiel du Québec, ROCH LEFEBVRE, *Québec Official Publisher*

8° Toute demande d'annulation ou tout paiement sont soumis aux dispositions de l'article 7.

9° Si une erreur typographique se glisse dans une première insertion, les intéressés sont priés d'en aviser l'Éditeur officiel du Québec, avant la seconde insertion et ce, afin d'éviter de part et d'autre des frais onéreux de reprise.

Tarif des annonces, abonnements, etc.

Première insertion: 40 cents la ligne agate, pour chaque version, (14 lignes au pouce, soit 220 lignes par page, pour les deux versions).

Insertions subséquentes: 20 cents la ligne agate pour chaque version.

La matière tabulaire (listes de noms, de chiffres, etc.) est comptée double.

Traduction: $4 des 100 mots.

Exemplaire séparé: $1 chacun.

Feuilles volantes: $3 la douzaine.

Périodes d'abonnement: du 1er janvier au 31 décembre $20; du 1er avril au 31 décembre, $15 et du 1er juillet au 31 décembre, $10.

N.B.— Les chiffres placés au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier nombre réfère à notre numéro de facture; la deuxième à celui de l'édition de la *Gazette* pour la première insertion; le troisième à celui du nombre d'insertions, et la lettre « o » signifie que la matière n'est ni de notre composition ni de notre traduction. Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro de facture.

L'Éditeur officiel du Québec,
ROCH LEFEBVRE.

Hôtel du Gouvernement,
Québec, 30 avril 1969 37883 — 1-52-o

8. Any request for cancellation or refund is subject to the provisions of article 7.

9. If a typographical error occurs in the first insertion, interested parties are requested to notify The Québec Official Publisher, before the second insertion, in order to avoid costly duplication.

Advertising, Rates, Subscriptions, etc.

First insertion: 40 cents per agate line, for each version, (14 lines to the inch, or 220 lines per page, for both versions).

Subsequent insertions: 20 cents per agate line, for each version.

Tabular matter (lists of names, figures, etc.) at double rate.

Translation: $4 per 100 words.

Single copies: $1 each.

Slips: $3 per dozen.

Subscription periods: From January 1st to December 31st, $20; April 1st to December 31st, $15 and July 1st to December 31st, $10.

N.B.— Key to figures below notices:

The first figure is our invoice number; the second, that of the edition of the *Gazette* carrying the first insertion; the third, the number of insertions. The letter "o" indicates that the text was not composed or translated by The Québec Official Publisher personnel. Notices published only once are followed by our invoice number.

ROCH LEFEBVRE,
Québec Official Publisher.

Parliament Buildings,
Québec, April 30, 1969 37883 — 1-52-o

Pour toute demande de renseignements concernant publication d'avis, tirés-à-part ou abonnement à la *Gazette officielle du Québec*, veuillez communiquer avec:

Georges Lapierre
Gazette officielle du Québec
Téléphone: (418) 643-5195

Adresser toute correspondance au bureau de

l'Éditeur officiel du Québec,
Hôtel du Gouvernement,
Québec 4, P.Q.

For information concerning the publication of notices, off-prints or subscription rates to the *Québec Official Gazette*, please call:

Georges Lapierre
Québec Official Gazette
Telephone: (418) 643-5195

All correspondence should be sent to the office of the

Québec Official Publisher,
Parliament Buildings,
Québec 4, P.Q.

Affranchissement en numéraire au tarif de la troisième classe (permis n° 107)
Postage paid-in-cash — Third class matter (permit No. 107)

Lettres patentes

A C S Distributors Ltd.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 4e jour de juin 1971, constituant en corporation: Réal Houle, Jean-Guy Racicot et Réginald Gauthier, tous trois comptables, de 782, 3e Avenue, Val d'Or, pour les objets suivants:

Faire le commerce de scies mécaniques, pièces de canots, bateaux et moteurs hors-bord ou marins et tout matériel de camping, de motos-neige ou autres, et leurs accessoires, sous le nom de « A C S Distributors Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 40,000 actions ordinaires de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Val d'Or, district judiciaire d'Abitibi.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

42770-o 2848-1971

Advanced Mechanical Drive M & M Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 18e jour de mai 1971, constituant en corporation: Georges Martin, Léo Thériault, tous deux industriels, et Marguerite Benjamin, ménagère, épouse de Alain Marsan, tous trois de Napierville, pour les objets suivants:

Fabriquer et faire le commerce de machines, moteurs, outils, instruments et quincaillerie de toutes sortes, sous le nom de « Advanced Mechanical Drive M & M Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 300 actions ordinaires d'une valeur nominale de $100 chacune et en 100 actions privilégiées d'une valeur nominale de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Longueuil, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

42770-o 2451-1971

Aladin Crane Service Ltd.
Service de grue Aladin ltée

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 14e jour de juin 1971, constituant en corporation: Josaphat Dumesnil, 3655, Parc, Saint-Hubert, Jean Rochon, Saint-Jovite, tous deux opérateurs, et Philippe Paradis, entrepreneur, 1631, Chopin, Laval, pour les objets suivants:

Faire affaires comme constructeurs et entrepreneurs généraux en construction et louer toute sorte de machinerie, sous le nom de « Aladin Crane Service Ltd.— Service de grue Aladin ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 300 actions privilégiées de $100 chacune.

Letters Patent

A C S Distributors Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 4th day of June, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Réal Houle, Jean-Guy Racicot and Réginald Gauthier, all three accountants, of 782, 3rd Avenue, Val d'Or, for the following purposes:

To carry on a business in mechanical-saws, spare parts for canoes, boats and outboard or marine motors, camping gear of all kinds, snowmobiles and similar craft, and supplies therefor, under the name of "A C S Distributors Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 40,000 common shares of $1 each.

The head office of the company is at Val d'Or, judicial district of Abitibi.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

42770 2848-1971

Advanced Mechanical Drive M & M Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 18th day of May, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Georges Martin, Léo Thériault, both manufacturers, and Marguerite Benjamin, housewife, wife of Alain Marsan, all three of Napierville, for the following purposes:

To manufacture and deal in machinery, motors, tools, instruments and hardware of all kinds, under the name of "Advanced Mechanical Drive M & M Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 300 common shares of a nominal value of $100 each and 100 preferred shares of a nominal value of $100 each.

The head office of the company is at Longueuil, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

42770 2451-1971

Aladin Crane Service Ltd.
Service de grue Aladin ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 14th day of June, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Josaphat Dumesnil, 3655 Parc, St. Hubert, Jean Rochon, St. Jovite, both operators, and Philippe Paradis, contractor, 1631 Chopin, Laval, for the following purposes:

To carry on business as builders and general building contractors and to rent all types of machinery, under the name of "Aladin Crane Service Ltd.— Service de grue Aladin ltée", with a total capital of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 300 preferred shares of $100 each.

Le siège social de la compagnie est 3655, rue Parc, Saint-Hubert, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

42770-o 3194-1971

Amedo inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 7e jour de mai 1971, constituant en corporation sans capital-actions: J.-Aristide Tardif, médecin, 333, Grande-Allée est, Gérard Cloutier, gérant de Caisse Populaire, 50, avenue Laurier, app. 4, Pierre Talbot, économiste, 17, St-Louis, Jacques L'Heureux, avocat, 86, St-Louis, tous quatre de Québec, et André Robitaille, architecte-urbaniste, 2295, Masson, Sillery, pour les objets suivants:

Grouper les personnes intéressées à l'étude et à l'analyse de projets d'ensembles domiciliaires et autres projets à caractère commercial, en la région métropolitaine de Québec, sous le nom de « Amedo inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $1,950,000.

Le siège social de la corporation est à Québec, district judiciaire de Québec.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

42770-o 3115-1971

Les amis de l'hôpital polonais St-Stanislas Kostka

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 3e jour de juin 1971, constituant en corporation sans capital-actions: Jean-H. Massey, avocat, 2706, de Soissons, Montréal, Doris Bolger, secrétaire juridique, fille majeure, 216, Fréchette, et Gilles Baribeau, comptable, 146, Grove, ces deux derniers de Granby, pour les objets suivants:

Fournir une aide morale et financière aux patients de et à l'hôpital St-Stanislas Kostka, sous le nom de « Les amis de l'hôpital polonais St-Stanislas Kostka ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $200,000.

Le siège social de la corporation est 1956, rue Frontenac, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

42770-o 3026-1971

Armoires de Laval inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 8e jour de juin 1971, constituant

The head office of the company is at 3655 Parc Street, St. Hubert, judicial district of Montreal.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

42770 3194-1971

Amedo inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 7th day of May, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: J.-Aristide Tardif, physician, 333 Grande-Allée East, Gérard Cloutier, Caisse Popular manager, 50 Laurier Avenue, Apt. 4, Pierre Talbot, economist, 17 St. Louis, Jacques L'Heureux, advocate, 86 St. Louis, all four of Québec, and André Robitaille, architect-urbanist, 2295 Masson, Sillery, for the following purposes:

To group together persons interested in the study and analysis of residential centre projects and other projects of a commercial nature, in the metropolitan region of Québec, under the name of "Amedo inc.".

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is $1,950,000.

The head office of the corporation is at Québec, judicial district of Québec.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

42770 3115-1971

Les amis de l'hôpital polonais St-Stanislas Kostka

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 3rd day of June, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Jean-H. Massey, advocate, 2706 de Soissons, Montreal, Doris Bolger, legal secretary, spinster, 216 Fréchette, and Gilles Baribeau, accountant, 146 Grove, the latter two of Granby, for the following purposes:

To provide moral and financial assistance for patients of and in St. Stanislas Kostka Hospital, under the name of "Les amis de l'hôpital polonais St-Stanislas Kostka".

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is $200,000.

The head office of the corporation is at 1956 Frontenac, Montreal, judicial district of Montreal.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

42770 3026-1971

Armoires de Laval inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 8th day of June, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorpo-

en corporation: Jacques Larchevêque, ébéniste, Huguette Larchevêque, ménagère, épouse dudit Jacques Larchevêque, tous deux de 3580, Charron, Saint-Louis-de-Terrebonne, Guy Girard, vendeur, et Diane Girard, ménagère, épouse dudit Guy Girard, ces deux derniers de 2700, DeBlois, Laval, pour les objets suivants:

Exécuter des travaux de menuiserie en général et fabriquer des armoires de cuisine, sous le nom de « Armoires de Laval inc. », avec un capital total de $10,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 4171, boulevard Lite, Laval, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

42770-o 3118-1971

rating: Jacques Larchevêque, cabinet maker, Huguette Larchevêque, housewife, wife of said Jacques Larchevêque, both of 3580 Charron, Saint-Louis-de-Terrebonne, Guy Girard, salesman, and Diane Girard, housewife, wife of said Guy Girard, the latter two of 2700 DeBlois, Laval, for the following purposes:

To perform joinery work in general and to manufacture kitchen cabinets, under the name of "Armoires de Laval inc.", with a total capital stock of $10,000, divided into 1,000 common shares of $10 each.

The head office of the company is at 4171 Lite Boulevard, Laval, judicial district of Montreal.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

42770 3118-1971

Association des Auxiliaires Familiales diplômées de Québec
Certified Homemaker Association of Québec

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 11e jour de juin 1971, constituant en corporation sans capital-actions: Lucille Doyon, épouse de Gérard Houde, 900, Rigaud, Sainte-Foy, Pauline Boucher, épouse de Herman Higgins, 4, Bellevue, Sainte-Catherine, Marie-Jeanne Doyon, 1850, 4e Avenue, Thérèse Nadeau, 47, des Chênes est, toutes deux filles majeures, et Cécile Gaudreault, épouse de Charles-Eugène Tremblay, 2005, Champfleury, app. 3, ces trois dernières de Québec, toutes auxiliaires familiales, pour les objets suivants:

Susciter et appuyer toute activité de nature à consolider et à unifier la profession d'auxiliaire familiale, sous le nom de « Association des Auxiliaires Familiales diplômées de Québec — Certified Homemaker Association of Québec ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $100,000.

Le siège social de la corporation est 900, rue Rigaud, Sainte-Foy, district judiciaire de Québec.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

42770-o 3119-1971

Association des Auxiliaires Familiales diplômées de Québec
Certified Homemaker Association of Québec

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 11th day of June, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Lucille Doyon, wife of Gérard Houde, 900 Rigaud, St. Foy, Pauline Boucher, wife of Herman Higgins, 4 Bellevue, St. Catherine, Marie-Jeanne Doyon, 1850, 4th Avenue Thérèse Nadeau, 47 des Chênes East, both spinsters, and Cécile Gaudreault, wife of Charles-Eugène Tremblay, 2005 Champfleury, Apt. 3, the latter three of Québec, all homemakers, for the following purposes:

To originate and support any activity likely to consolidate and unify the profession of homemaking, under the name of "Association des Auxiliaires Familiales diplômées de Québec — Certified Homemaker Association of Québec".

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is $100,000.

The head office of the corporation is at 900 Rigaud Street, St. Foy, judicial district of Québec.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

42770 3119-1971

L'Association des directeurs des salles de spectacles des centres culturels inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 18e jour de mai 1971, constituant en corporation sans capital-actions: Gilbert Comtois, 191, Régent, Saint-Lambert, Lucien Legault, 1007, Lévis, Val d'Or, et Henri Bryselbout, 566, Cherrier, Rouyn, tous trois administrateurs, pour les objets suivants:

L'Association des directeurs des salles de spectacles des centres culturels inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 18th day of May, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Gilbert Comtois, 191 Régent, St. Lambert, Lucien Legault, 1007 Lévis, Val d'Or, and Henri Bryselbout, 566 Cherrier, Rouyn, all three administrators, for the following purposes:

Étudier, protéger et développer les intérêts matériels, culturels, économiques et sociaux des membres, sous le nom de « L'Association des directeurs des salles de spectacles des centres culturels inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $200,000.

Le siège social de la corporation est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

42770-o 154-1971

To study, protect and develop the material, cultural, economic and social interests of the members, under the name of "L'Association des directeurs des salles de spectacles des centres culturels inc.".

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is $200,000.

The head office of the corporation is at Montreal, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

42770 154-1971

Association des jeunes de Laprairie

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 23e jour de juin 1971, constituant en corporation sans capital-actions: Denise Daoust, technicienne en loisirs, fille majeure, Denis Daoust, étudiant, tous deux de 80, Henri-Dunant, Normand Bigonnesse, opérateur, 670, Rouiller, Yvon Gamache, apprenti électricien, 825, Lamarre, et Yves Lefort, éducateur, 828, Rouiller, tous de La Prairie, pour les objets suivants:

Promouvoir les loisirs, sous le nom de « Association des jeunes de Laprairie ».

Le montant auquel sont limités les revenus annuels provenant des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $100,000.

Le siège social de la corporation est à La Prairie, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

42770-o 3318-1971

Association des jeunes de Laprairie

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 23rd day of June, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Denise Daoust, recreation tehnician, spinster, Denis Daoust, student, both of 80 Henri-Dunant, Normand Bigonnesse, operator, 670 Rouiller, Yvon Gamache, apprentice electrician, 825 Lamarre, and Yves Lefort, educator, 828 Rouiller, all of La Prairie, for the following purposes:

To organize recreational activity, under the name of "Association des jeunes de Laprairie".

The amount to which the annual revenue from the immovable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is $100,000.

The head office of the corporation is at La Prairie, judicial district of Montreal.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

42770 3318-1971

L'Association des Naturopathes de Montréal

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 4e jour de juin 1971, constituant en corporation sans capital-actions: François de Sales Robert, 614, Argyle, Jacques Baugé Prévost, 6655, St-Denis, tous deux de Montréal, et Hubert Verret, 213, St-Eustache, Saint-Eustache, tous trois naturopathes, pour les objets suivants:

Promouvoir de toutes manières les intérêts matériels, culturels et sociaux des membres, sous le nom de « L'Association des Naturopathes de Montréal ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que la corporation peut acquérir et posséder est de $100,000.

Le siège social de la corporation est 7521, rue Boyer, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

42770-o 1257-1971

L'Association des Naturopathes de Montréal

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 4th day of June, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: François de Sales Robert, 614 Argyle, Jacques Baugé Prévost, 6655 St. Denis, both of Montreal, and Hubert Verret, 213 St. Eustache, St. Eustache, all three naturopaths, for the following purposes:

To foster in all ways the material, cultural and social interests of the members, under the name of "L'Association des Naturopathes de Montréal".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is $100,000.

The head office of the corporation is at 7521 Boyer Street, Montreal, judicial district of Montreal.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

42770 1257-1971

L'Association des sinistrés et évacués de St-Jean-Vianney et de Shipshaw inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 27e jour de mai 1971, constituant en corporation sans capital-actions: Harold Simard, mécanicien, Lucien Gaudreault, adjoint technique, Rodrigue Lessard, papetier, Raymond Boivin, voyageur de commerce, Georges Vatcher, mécanographe, et Jean-Claude Girard, officier en relations publiques, tous de Saint-Jean-Vianney, pour les objets suivants:

Promouvoir les intérêts des sinistrés et évacués de St-Jean-Vianney et de Shipshaw, sous le nom de « L'Association des sinistrés et évacués de St-Jean-Vianney et de Shipshaw inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $5,000.

Le siège social de la corporation est 139, rue St-Aimé, Jonquière, district judiciaire de Chicoutimi.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

42770-o 2799-1971

L'Atelier d'expression du Cap-de-la-Madeleine inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 15e jour de juin 1971, constituant en corporation sans capital-actions: André Pichette, gérant, 289, Milot, Donat Dargis, concierge, 10, Loranger, et Venant Sévigny, professeur, 970, De Mézy, tous trois de Cap-de-la-Madeleine, pour les objets suivants:

Promouvoir la formation éducative de jeunes garçons et jeunes filles par des moyens tels que l'expression corporelle, le chant mimé, le théâtre, la musique et l'efficience physique, sous le nom de « L'Atelier d'expression du Cap-de-la-Madeleine inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $100,000.

Le siège social de la corporation est à Cap-de-la-Madeleine, district judiciaire de Trois-Rivières.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

42770-o 2703-1971

Auto école Provinciale ltée

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 11e jour de janvier 1971, constituant en corporation: Baruch Pollack, 6085, de Vimy, Outremont, Isidore Greenbaum, 615, Westluke, Côte Saint-Luc, tous deux avocats, Joan Adye, 3453, Peel,

L'Association des sinistrés et évacués de St-Jean-Vianney et de Shipshaw inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 27th day of May, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Harold Simard, mechanic, Lucien Gaudreault, technical assistant, Rodrigue Lessard, stationer, Raymond Boivin, travelling salesman, Georges Vatcher, data-processing operator, and Jean-Claude Girard, public relations officer, all of Saint-Jean-Vianney, for the following purposes:

To foster the interests of the disaster victims and the evacuees of St-Jean-Vianney and Shipshaw, under the name of "L'Association des sinistrés et évacués de St-Jean-Vianney et de Shipshaw inc.".

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is $5,000.

The head office of the corporation is at 139 St. Aimé Street, Jonquière, judicial district of Chicoutimi.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

42770 2799-1971

L'Atelier d'expression du Cap-de-la-Madeleine inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of June, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: André Pichette, manager, 289 Milot, Donat Dargis, caretaker, 10 Loranger, and Venant Sévigny, teacher, 970 De Mézy, all three of Cap-de-la-Madeleine, for the following purposes:

To foster the educational training of young men and women by such means as bodily expression, mimed singing, drama, music and physical accomplishment, under the name of "L'Atelier d'expression du Cap-de-la-Madeleine inc.".

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is $100,000.

The head office of the corporation is at Cap-de-la-Madeleine, judicial district of Trois-Rivières.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

42770 2703-1971

Auto école Provinciale ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 11th day of January, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Baruch Pollack, 6085 de Vimy, Outremont, Isidore Greenbaum, 615 Westluke, Côte Saint-Luc, both advocates, Joan Adye, 3453 Peel, and Julia

et Julia Marshall, 1400, avenue des Pins, ces deux dernières secrétaires, célibataires, de Montréal, pour les objets suivants:

Diriger et gérer une ou des écoles à des fins d'instructions se rapportant à la conduite des automobiles, sous le nom de « Auto école Provinciale ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

42770 139-1971

Bemalux inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 1er jour de juin 1971, constituant en corporation: Jean-Louis Mathieu, vendeur, Marcelle Jobin, épouse dudit Jean-Louis Mathieu, tous deux de 6800, Renoir, Laval, Zora Gleiman, veuve de Millos Smoll, 304, Frenette, toutes deux ménagères, et Robert Dankmeyer, gérant de production, 344, Bertrand, ces deux derniers de Rosemère, pour les objets suivants:

Fabriquer et faire le commerce de produits chimiques de toutes sortes, sous le nom de « Bemalux inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 2,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Laval, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

42770-o 2970-1971

George Besson Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 31e jour de mai 1971, constituant en corporation: Joël A. Pinsky, 69, chemin Downshire, Harold Dizgun, 57, Aldred Crescent, et Martin Gross, 190, Netherwood Crescent, tous trois avocats, de Hampstead, pour les objets suivants:

Manufacturer toutes sortes de marchandises, articles et effets, en faire le commerce, sous le nom de « George Besson Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune et 39,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 463 ouest, rue Ste-Catherine, chambre 106, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

42770 2901-1971

Marshall, 1400 Pine Avenue, the latter two secretaries, spinsters, of Montreal, for the following purposes:

To conduct and operate a school or schools for instructional purposes in connection with driving automobiles, under the name of "Auto école Provinciale ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of $10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

42770-o 139-1971

Bemalux inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of June, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Jean-Louis Mathieu, salesman, Marcelle Jobin, wife of the said Jean-Louis Mathieu, both of 6800 Renoir, Laval, Zora Gleiman, widow of Millos Smoll, 304 Frenette, both housewives, and Robert Dankmeyer, production manager, 344 Bertrand, the latter two of Rosemère, for the following purposes:

To manufacture and deal in chemical products of all kinds, under the name of "Bemalux inc.", with a total capital of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and 2,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Laval, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

42770 2970-1971

George Besson Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 31st day of May, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Joël A. Pinsky, 69 Downshire Road, Harold Dizgun, 57 Aldred Crescent, and Martin Gross, 190 Netherwood Crescent, all three advocates, of Hampstead, for the following purposes:

To manufacture and deal in goods, wares and merchandise of every kind, under the name of "George Besson Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of the par value of $1 each and 39,000 preferred shares of the par value of $1 each.

The head office of the company is at 463 St. Catherine Street West, Room 106, Montreal, judicial district of Montreal.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

42770-o 2901-1971

Bevjam Corporation

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 22e jour de juin 1971, constituant en corporation: Harvey I. Britton, entrepreneur, 5650, avenue Smart, H. James Richstone, marchand, et Beverley Richstone, ménagère, épouse dudit H. James Richstone, ces deux derniers de 5645, Westluke, tous trois de Côte Saint-Luc, pour les objets suivants:

Faire le commerce des différents produits de boulangerie, biscuits, produits laitiers, et « delicatessen », sous le nom de « Bevjam Corporation », avec un capital total de $40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de $1 chacune et 30,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 2805 ouest, avenue Van Horne, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

42770 3406-1971

Bijouterie R. Pilon inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 10e jour de juin 1971, constituant en corporation: Roméo Pilon, Pierre Pilon, tous deux de 908, Roy, et Jacques Pilon, 915, Roy, tous trois bijoutiers, de La Tuque, pour les objets suivants:

Faire affaires comme bijoutiers, orfèvres, marchands de diamants, fabricants de montres et autres commerces semblables, sous le nom de « Bijouterie R. Pilon inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à La Tuque, district judiciaire de Saint-Maurice.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

42770-o 2964-1971

H. Blicher Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 28e jour de juin 1971, constituant en corporation: Harold Blicher, administrateur, Mary Blicher, ménagère, épouse dudit Harold Blicher, tous deux de 3620, Ridgewood, Montréal, et Reevin Pearl, avocat, 5745, chemin Côte Saint-Luc, Hampstead, pour les objets suivants:

Manufacturer toutes sortes de produits, articles et marchandises, en faire le commerce, sous le nom de « H. Blicher Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de $1 chacune et 30,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à 3620, rue Ridgewood, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

42770 3460-1971

Bevjam Corporation

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of June, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Harvey I. Britton, contractor, 5650 Smart Avenue, H. James Richstone, merchant, and Beverley Richstone, housewife, wife of the said H. James Richstone, the latter two of 5645 Westluke, all three of Côte Saint-Luc, for the following purposes:

To deal in miscellaneous bakery products, confectionery, biscuits, dairy products and delicatessen products, under the name of "Bevjam Corporation", with a total capital stock of $40,000, divided into 10,000 common shares of $1 each and 30,000 preferred shares of $1 each.

The head office of the company is at 2805 Van Horne Avenue West, Montreal, judicial district of Montreal.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

42770-o 3406-1971

Bijouterie R. Pilon inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 10th day of June, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Roméo Pilon, Pierre Pilon, both of 908 Roy, and Jacques Pilon, 915 Roy, all three jewellers, of La Tuque, for the following purposes:

To carry on business as jewellers, goldsmiths, diamond merchants, watch-makers, and deal in other like commerce, under the name of "Bijouterie R. Pilon inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of $100 each.

The head office of the company is at La Tuque, judicial district of St. Maurice.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

42770 2964-1971

H. Blicher Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of June, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Harold Blicher, executive, Mary Blicher, housewife, wife of the said Harold Blicher, both of 3620 Ridgewood, Montreal, and Reevin Pearl, advocate, 5745 Côte St. Luc Road, Hampstead, for the following purposes:

To manufacture and deal in all kinds of products, articles and merchandise, under the name of "H. Blicher Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 10,000 common shares of $1 each and 30,000 preferred shares of $1 each.

The head office of the company is at 3620 Ridgewood Street, Montreal, judicial district of Montreal.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

42770-o 3460-1971

Victor Blouin inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 1er jour de juin 1971, constituant en corporation: Jean-Guy Blouin, 6073, du Jardin, Orsainville, Victor Blouin, tous deux industriels, et Jeannette Giroux, ménagère, épouse dudit Victor Blouin, ces deux derniers de 1050, Raymond Casgrain, Québec, pour les objets suivants:

Faire le commerce et le transport de biens, marchandises, aliments et services de toutes sortes, sous le nom de « Victor Blouin inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Québec, district judiciaire de Québec.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

42770-o 2863-1971

Victor Blouin inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of June, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Jean-Guy Blouin, 6073 du Jardin, Orsainville, Victor Blouin, both manufacturers, and Jeannette Giroux, housewife, wife of the said Victor Blouin, the latter two of 1050 Raymond Casgrain, Québec, for the following purposes:

To deal in and transport goods, merchandise, food and services of all kinds, under the name of "Victor Blouin inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of $100 each.

The head office of the company is at Québec, judicial district of Québec.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

42770 2863-1971

Boîte à musique Lévis inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 21e jour de mai 1971, constituant en corporation: Lévis Bouliane, commerçant, Rosaire Grenier, comptable, et Justine Lacoste, avocate, fille majeure, tous trois de Sherbrooke, pour les objets suivants:

Faire le commerce d'objets utilisés pour fin de loisirs et de récréation, sous le nom de « Boîte à musique Lévis inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de $10 chacune et en 200 actions privilégiées d'une valeur nominale de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 2253, rue King ouest, Sherbrooke, district judiciaire de Saint-François.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX,

42770-o 2699-1971

Boîte à musique Lévis inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of May, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Lévis Bouliane, dealer, Rosaire Grenier, accountant, and Justine Lacoste, advocate, spinster, all three of Sherbrooke, for the following purposes:

To deal in entertainment and recreational articles, under the name of "Boîte à Musique Lévis inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of a nominal value of $10 each and 200 preferred shares of a nominal value of $100 each.

The head office of the company is at 2253 King Street West, Sherbrooke, judicial district of St. François.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

42770 2699-1971

Gérard Boyte inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 8e jour de juin 1971, constituant en corporation: Gérard Boyte, entrepreneur, Murielle Métivier, ménagère, épouse dudit Gérard Boyte, tous deux de 350, Boyte, et Michel Lemay, électricien, 100, Lamontagne, tous trois de Notre-Dame-des-Laurentides, pour les objets suivants:

Fabriquer et faire le commerce de toutes sortes d'articles et marchandises fabriqués totalement ou en partie de bois, sous le nom de « Gérard Boyte inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 3,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 1,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Gérard Boyte inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 8th day of June, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Gérard Boyte, contractor, Murielle Métivier, housewife, wife of the said Gérard Boyte, both of 350 Boyte, and Michel Lemay, electrician, 100 Lamontagne, all three of Notre-Dame-des-Laurentides, for the following purposes:

To manufacture and deal in all kinds of articles and goods made, in whole or in part, of wood, under the name of "Gérard Boyte inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 3,000 common shares of $10 each and 1,000 preferred shares of $10 each.

Le siège social de la compagnie est 350, rue Boyte, Notre-Dame-des-Laurentides, district judiciaire de Québec.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

42770-o 3077-1971

Buanderie Impériale (1971) ltée
Imperial Laundry (1971) Ltd.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 4e jour de juin 1971, constituant en corporation: Maurice Thibault, médecin, 858, Bellevue, Charles-E. Rouleau, courtier, 2504, Triquet, et Louis de G. Page, administrateur, 1296, Rouville, tous trois de Sainte-Foy, pour les objets suivants:

Faire affaires comme buandiers, teinturiers et nettoyeurs, sous le nom de « Buanderie Impériale (1971) ltée — Imperial Laundry (1971) Ltd. », avec un capital total de $100,000, divisé en 50,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de $1 chacune et en 5,000 actions privilégiées d'une valeur nominale de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 6, rue des Bains, Québec, district judiciaire de Québec.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

42770-o 3008-1971

C.P.P. Distributors & Services Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 16e jour de juin 1971, constituant en corporation: Phyllis Cohen, 4605, Lacombe, Marcia Star, 3455, Côte-des-Neiges, et Sylvia Ruffel, 3871, Martial, tous trois secrétaires, filles majeures, de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer les affaires d'une compagnie de portefeuille et de placements, sous le nom de « C.P.P. Distributors & Services Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de $1 chacune et 30,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

42770 3303-1971

Capricorn Productions Ltd.
Productions Capricorne ltée

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 16e jour de juin 1971, constituant en corporation: Max M. Teitelbaum, 2022, rue Ward, Saint-Laurent, Maxwell Shenker, 1110 ouest, rue Sherbrooke, tous deux avocats, et Dora Ruscica, secrétaire,

The head office of the company is at 350 Boyte Street, Notre-Dame-des-Laurentides, judicial district of Québec.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

42770 3077-1971

Buanderie Impériale (1971) ltée
Imperial Laundry (1971) Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 4th day of June, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Maurice Thibault, physician, 858 Bellevue, Charles-E. Rouleau, broker, 2504 Triquet, and Louis de G. Page, executive, 1296 Rouville, all three of St. Foy, for the following purposes:

To carry on business as launderers, dyers and cleaners, under the name of "Buanderie Impériale (1971) ltée — Imperial Laundry (1971) Ltd.", with a total capital of $100,000, divided into 50,000 common shares of a nominal value of $1 each and 5,000 preferred shares of a nominal value of $10 each.

The head office of the company is at 6, des Bains Street, Québec, judicial district of Québec.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

42770 3008-1971

C.P.P. Distributors & Services Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 16th day of June, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Phyllis Cohen, 4605 Lacombe, Marcia Star, 3455 Côte des Neiges, and Sylvia Ruffel, 3871 Martial, all three secretaries, filles majeures, of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a holding and investment company, under the name of "C.P.P. Distributors & Services Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 10,000 common shares of $1 each and 30,000 preferred shares of $1 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

42770-o 3303-1971

Capricorn Productions Ltd.
Productions Capricorne ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 16th day of June, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Max M. Teitelbaum, 2022 Ward Street, Saint-Laurent, Maxwell Shenker, 1110 Sherbrooke Street West, both advocates, and Dora Ruscica, secretary,

fille majeure, 4403, avenue d'Orléan, ces deux derniers de Montréal, pour les objets suivants:

Exploiter un commerce d'éditeurs de films et gérer des studios de vues animées, sous le nom de « Capricorn Productions Ltd.— Productions Capricorne ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 20,000 actions ordinaires de $1 chacune et 20,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 6300, avenue Lennox, appartement 303, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

42770 1700-1966

Norbert Carlin inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 4e jour de juin 1971, constituant en corporation: Norbert Schachter, manufacturier, 2121, rue Tupper, app. 1216, Jacques Schonberg, administrateur, 5835, place Decelles, et Manon Champagne, secrétaire, célibataire, 6549, Boyer, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Confectionner des vêtements de toutes sortes, en faire le commerce sous le nom de « Norbert Carlin inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune et 30,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 463 ouest, rue Ste-Catherine, local 106, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

42770 3105-1971

Le Centre d'accueil Amqui

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 7e jour de janvier 1971, constituant en corporation sans capital-actions: Bernard Ouimette, ingénieur forestier, Raymond Lechasseur, inspecteur, Valmond Corneau, technicien forestier, Philippe Bellavance, entrepreneur-électricien, Rita Gonthier, ménagère, épouse dudit Philippe Bellavance, Wilfrid Dubé, entrepreneur, Jacqueline Roussel, ménagère, épouse dudit Wilfrid Dubé, Marius Fortin, gérant, Marie-Paule Laudie, institutrice, épouse de Gilles Frenette, et Elizabeth Dionne, ménagère, épouse de Lucien Larouche, tous d'Amqui, pour les objets suivants:

Réunir les alcooliques pour les amener à suivre un traitement adéquat et les aider à se réintégrer à la société après un traitement approprié, sous le nom de « Le Centre d'accueil Amqui ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $20,000.

fille majeure, 4403 d'Orléans Avenue, the latter two of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as motion picture producers and to operate motion picture studios, under the name of "Capricorn Productions Ltd.— Productions Capricorne ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 20,000 common shares of $1 each and 20,000 preferred shares of $1 each.

The head office of the company is at 6300 Lennox Avenue, Apartment 303, Montreal, judicial district of Montreal.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

42770-o 1700-1966

Norbert Carlin inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 4th day of June, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Norbert Schachter, manufacturer, 2121 Tupper Street, Apt. 1216, Jacques Schonberg, executive, 5835 Decelles Place, and Manon Champagne, secretary, spinster, 6549 Boyer, all three of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in clothing of all kinds, under the name of "Norbert Carlin inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 10,000 common shares of the par value of $1 each and 30,000 preferred shares of the par value of $1 each.

The head office of the company is at 463 St. Catherine Street West, Room 106, Montreal, judicial district of Montreal.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

42770-o 3105-1971

Le Centre d'accueil Amqui

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 7th day of January, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Bernard Ouimette, forestry engineer, Raymond Lechasseur, inspector, Valmond Corneau, forestry technician, Philippe Bellavance, electrical contractor, Rita Gonthier, housewife, wife of the said Philippe Bellavance, Wilfrid Dubé, contractor, Jacqueline Roussel, housewife, wife of the said Wilfrid Dubé, Marius Fortin, manager, Marie-Paule Laudie, teacher, wife of Gilles Frenette, and Elizabeth Dionne, housewife, wife of Lucien Larouche, all of Amqui, for the following purposes:

To bring together alcoholics in order to persuade them to undergo adequate treatment and to help them to reinstate themselves in society after such treatment, under the name of "Le Centre d'accueil Amqui".

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is $20,000.

Le siège social de la corporation est à Amqui, district judiciaire de Rimouski.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

42770-o 52-1971

Cinéma Le Vimy ltée

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 4e jour de juin 1971, constituant en corporation: Léandre Meilleur, industriel, Denis Millaire, entrepreneur, André Morin, commerçant, et Andre-Gilles Sarrazin, agent d'assurances, tous quatre de Ferme-Neuve, pour les objets suivants:

Exploiter une agence de théâtres, sous le nom de « Cinéma Le Vimy ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 2,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Ferme-Neuve, district judiciaire de Labelle.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

42770-o 3033-1971

Clinique capillaire de l'Est inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 3e jour de juin 1971, constituant en corporation: Auguste Côté, 11355, Philippe-Hébert, Montréal, Jean Lamothe, 125, Côte Ste-Catherine, Outremont, et Claude Bélanger, 135, des Érables, Mont-Saint-Hilaire, tous trois administrateurs, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de coiffeurs, salons de beauté, manucure, massages, bains de beauté, clinique pour traitements du cuir chevelu et cheveux, sous le nom de « Clinique capillaire de l'Est inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 100 actions ordinaires de $10 chacune et en 390 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 370, boulevard St-Joseph est, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

42770-o 2984-1971

Le Club de base-ball Repentigny, junior A inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 19e jour d'avril 1971, constituant en corporation sans capital-actions: Lionel-E. Lalongé, courtier d'assurance, 132, Lorange, Jean-Paul Tremblay, pompier, 44, Louisianne, tous deux de Repentigny, et Arthur Chiasson, entrepreneur, 509, Lacombe, Saint-Paul-l'Ermite, pour les objets suivants:

Former et administrer un club sportif et promouvoir en particulier le sport du base-ball, sous le nom de « Le Club de base-ball Repentigny, junior A inc. ».

The head office of the corporation is at Amqui, judicial district of Rimouski.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

42770 52-1971

Cinéma Le Vimy ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 4th day of June, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Léandre Meilleur, manufacturer, Denis Millaire, contractor, André Morin, dealer, and André-Gilles Sarrazin, insurance agent, all four of Ferme-Neuve, for the following purposes:

To operate a theatre agency, under the name of "Cinéma Le Vimy ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and 2,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Ferme-Neuve, judicial district of Labelle.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

42770 3033-1971

Clinique capillaire de l'Est inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 3rd day of June, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Auguste Côté, 11355 Philippe-Hébert, Montreal, Jean Lamothe, 125 Côte St. Catherine, Outremont, and Claude Bélanger, 135 des Érables, Mont-Saint-Hilaire, all three administrators, for the following purposes:

To carry on business as hairdressers and operate beauty, manicure, massage and beauty bath salons; clinics for scalp and hair treatments, under the name of "Clinique capillaire de l'Est inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 100 common shares of $10 each and 390 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at 370 St. Joseph Boulevard East, Montreal, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

42770 2984-1971

Le Club de base-ball Repentigny, junior A inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 19th day of April, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Lionel-E. Lalongé, insurance broker, 132 Lorange, Jean-Paul Tremblay, fireman, 44 Louisianne, both of Repentigny, and Arthur Chiasson, contractor, 509 Lacombe, St. Paul-l'Ermite, for the following purposes:

To form and manage a sports club and promote baseball in particular, under the name of "Club de base-ball Repentigny, junior A inc.".

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $100,000.

Le siège social de la corporation est à Repentigny, district judiciaire de Joliette.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

42770-o 1951-1971

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may acquire or hold is to be limited, is $100,000.

The head office of the corporation is at Repentigny, judicial district of Joliette.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

42770 1951-1971

Club de loisirs pour handicapés de Sherbrooke

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 9e jour de juin 1971, constituant en corporation sans capital-actions: Gérard Côté, animateur, 500, Murray, Denyse Loubier, ménagère, 382, Rouen, et Doris Vachon, archiviste, 383, Bowen sud, ces deux dernières filles majeures, tous trois de Sherbrooke, pour les objets suivants:

L'organisation des loisirs, sous le nom de « Club de loisirs pour handicapés de Sherbrooke ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $40,000.

Le siège social de la corporation est à Sherbrooke, district judiciaire de Saint-François.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

42770-o 2701-1971

Club de loisirs pour handicapés de Sherbrooke

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 9th day of June, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Gérard Côté, animator, 500 Murray, Denyse Loubier, housewife, 382 Rouen, and Doris Vachon, archivist, 383 Bowen South, the latter two spinsters, all three of Sherbrooke, for the following purposes:

The organization of recreational activities, under the name of "Club de loisirs pour handicapés de Sherbrooke".

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is $40,000.

The head office of the corporation is at Sherbrooke, judicial district of St. François.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

42770 2701-1971

Club des bricoleurs ébénistes de St-Joseph de Sorel inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 25e jour de mai 1971, constituant en corporation sans capital-actions: Jean Frappier, Pierre Salvail, tous deux avocats, et Cécile Péloquin, secrétaire, épouse de Gérald Péloquin, tous trois de 70, du Roi, Sorel, pour les objets suivants:

Établir et exploiter un club social pour la récréation et la détente de l'esprit et du corps des membres et leurs invités, sous le nom de « Club des bricoleurs ébénistes de St-Joseph de Sorel inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobilier que peut acquérir et posséder la corporation, est de $40,000.

Le siège social de la corporation est à Saint-Joseph-de-Sorel, district judiciaire de Richelieu.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

42770-o 827-1971

Club des bricoleurs ébénistes de St-Joseph de Sorel inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 25th day of May, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a coporation without share capital: Jean Frappier, Pierre Salvail, both advocates, and Cécile Péloquin, secretary, wife of Gérard Péloquin, all three of 70 du Roi, Sorel, for the following purposes:

To establish and operate a social club for the mental and physical exercise and relaxation of the members and their guests, under the name of "Club des bricoleurs ébénistes de St-Joseph de Sorel inc.".

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is $40,000.

The head office of the corporation is at Saint-Joseph-de-Sorel, judicial district of Richelieu.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

42770 827-1971

Le Club des campeurs de Saint-Hyacinthe inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 10e jour de mai 1971, constituant

Le Club des campeurs de Saint-Hyacinthe inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 10th day of May, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorpo-

en corporation sans capital-actions: Rosaire Leblanc, inspecteur, 1280, Turcot, Fernand Céré, 2460, Choquette, Hélène Turgeon, épouse de Marcel Gendron, 1070, rang St-Francois, tous deux secrétaires, Yves Goulet, menuisier, 2865, Pagé, tous quatre de Saint-Hyacinthe, Cyrille Leblanc, mécanicien, 139, Pinard, Saint-Thomas-d'Aquin, et Réal St-Amant, opérateur, 392, St-Pierre, Saint-Joseph, pour les objets suivants:

Établir et administrer un club social et promouvoir principalement le camping, sous le nom de « Le Club des campeurs de Saint-Hyacinthe inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $25,000.

Le siège social de la corporation est 1280, rue Turcot, Saint-Hyacinthe, district judiciaire de Saint-Hyacinthe.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

42770-o 2455-1971

Le Club Enduro de Québec inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 28e jour de mai 1971, constituant en corporation sans capital-actions: Edmond Vercheval, directeur, 9, des Capucins, Loretteville, Fernand Houde, marchand, 135, boulevard Central sud, Jean-Guy Ferland, opérateur, 570, Bonaventure, Guy Anderson, distributeur, 245, Latourelle, tous trois de Québec, et Bernard Ringuet, agent de bureau, 630, 68e Rue est, Charlesbourg, pour les objets suivants:

Créer diverses activités sociales en rapport avec le sport de la motocyclette, sous le nom de « Le Club Enduro de Québec inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $100,000.

Le siège social de la corporation est 688, St-Vallier ouest, Québec, district judiciaire de Québec.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

42770-o 2555-1971

Conseil régional de développement 6-C

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 17e jour de mai 1971, constituant en corporation sans capital-actions: Fernand Roy, chef de service, 195, de Salaberry, Hervé Paquette, gérant, 25, Colonial, et Jacques-L. Laporte, ingénieur, 348, Neuve-France, tous trois de Saint-Jean, pour les objets suivants:

Promouvoir et orienter le développement économique et social de la région 6-C, sous le nom de « Conseil régional de développement 6-C ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que la corporation peut acquérir et posséder est de $500,000.

rate a corporation without share capital: Rosaire Leblanc, inspector, 1280 Turcot, Fernand Céré, 2460 Choquette, Hélène Turgeon, wife of Marcel Gendron, 1070 St. François Range, both secretaries, Yves Goulet, carpenter, 2865 Pagé, all four of St. Hyacinthe, Cyrille Leblanc, mechanic, 139 Pinard, St. Thomas-d'Aquin, and Réal St-Amant, operator, 392 St. Pierre, St. Joseph, for the following purposes:

To establish and manage a social club and promote camping in particular, under the name of "Le Club des campeurs de Saint-Hyacinthe inc.".

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may acquire or hold is to be limited, is $25,000.

The head office of the corporation is at 1280 Turcot Street, St. Hyacinthe, judicial district of St. Hyacinthe.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

42770 2455-1971

Le Club Enduro de Québec inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of May, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Edmond Vercheval, manager, 9 des Capucins, Loretteville, Fernand Houde, merchant, 135 Central Boulevard South, Jean-Guy Ferland, operator, 570 Bonaventure, Guy Anderson, distributor, 245 Latourelle, all three of Québec, and Bernard Ringuet, business agent, 630, 68th Street East, Charlesbourg, for the following purposes:

To organize various social activities relating to the sport of motorcycling, under the name of "Le Club Enduro de Québec inc.".

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is $100,000.

The head office of the corporation is at 688 St. Vallier West, Québec, judicial district of Québec.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

42770 2555-1971

Conseil régional de développement 6-C

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 17th day of May, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Fernand Roy, head of service, 195 de Salaberry, Hervé Paquette, manager, 25 Colonial, and Jacques-L. Laporte, engineer, 348 Neuve-France, all three of St. Jean, for the following purposes:

To promote and give direction to the economic and social development of region 6-C, under the name of "Conseil régional de développement 6-C".

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is $500,000.

Le siège social de la corporation est à Saint-Jean, district judiciaire d'Iberville.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

42770-o 2344-1971

Couvoir Dorval inc.
Dorval Hatchery Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 31e jour de mai 1971, constituant en corporation: Marc Valois, 4390, Old Orchard, Jean-Charles Latour, 2630, Soissons, tous deux avocats, et Jocelyne Dancause, secrétaire, fille majeure, 1646, Galt, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce d'oeufs, dindonneaux et dindes, poulets et autres volailles de toutes sortes, sous le nom de « Couvoir Dorval inc. — Dorval Hatchery Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,500 actions ordinaires de $10 chacune et 250 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Dorval, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

42770 2888-1971

Cummins-Québec Ltd.
Cummins-Québec ltée

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 16e jour de juin 1971, constituant en corporation: Jacques Tétrault, 460, avenue Wood, Michael Dennis, 681, Grosvenor, et D. Terence Dingle, 561, Landsdowne, tous trois avocats, de Westmount, pour les objets suivants:

Faire le commerce de marchandises, articles et produits, sous le nom de « Cummins-Québec Ltd. — Cummins-Québec ltée », avec un capital-actions divisé en 1,000 actions ordinaires sans valeur au pair et 39,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à 8101, boulevard Ste-Anne, Montréal-ouest, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

42770 3304-1971

Décor Universel de Québec inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 8e jour de juin 1971, constituant en corporation: Jean-E. Boudreau, industriel, 155, 67e Rue ouest, France Goudreau, et Ghislaine Delisle, ces deux dernières secrétaires, filles majeures, de 150, 73e Rue ouest, tous trois de Charlesbourg, pour les objets suivants:

The head office of the corporation is at St. Jean, judicial district of Iberville.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

42770 2344-1971

Couvoir Dorval inc.
Dorval Hatchery Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 31st day of May, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Marc Valois, 4390 Old Orchard, Jean-Charles Latour, 2630 Soissons, both lawyers, and Jocelyne Dancause, secretary, fille majeure, 1646, Galt, all three of Montreal, for the following purposes:

To deal in eggs, turkey poults and turkeys, chicks and other poultry of all sorts, under the name of "Couvoir Dorval inc. — Dorval Hatchery Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,500 common shares of $10 each and 250 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Dorval, judicial district of Montreal.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

42770-o 2888-1971

Cummins-Québec Ltd.
Cummins-Québec ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 16th day of June, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Jacques Tétrault, 460 Wood Avenue, Michael Dennis, 681 Grosvenor, and D. Terence Dingle, 561 Landsdowne, all three advocates, of Westmount, for the following purposes:

To deal in goods, wares and merchandise of all kinds, under the name of "Cummins-Québec Ltd. — Cummins-Québec ltée", with a capital stock divided into 1,000 common shares without par value and 39,000 preferred shares of the par value of $1 each.

The head office of the company is at 8101 Ste-Anne Boulevard, Montreal West, judicial district of Montreal.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

42770-o 3304-1971

Décor Universel de Québec inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 8th day of June, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Jean-E. Boudreau, manufacturer, 155, 67th Street West, France Goudreau, and Ghislaine Delisle, the latter two secretaries, spinsters, of 150, 73rd Street West, all three of Charlesbourg, for the following purposes:

Agir comme décorateur et emsemblier, sous le nom de « Décor Universel de Québec inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 3,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 1,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 155, 67e Rue ouest, Charlesbourg, district judiciaire de Québec.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

42770-o 3076-1971

Disro inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 7e jour de mai 1971, constituant en corporation: Danielle Trudel, 1825, 57e Avenue, Pointe-aux-Trembles, Ginette Murray, 2351, Bellechasse, toutes deux secrétaires, et Claire Lebeau, assistante-comptable, 10775, Esplanade, ces deux dernières de Montréal, toutes trois filles majeures, pour les objets suivants:

Faire le commerce de produits, marchandises, biens, objets, articles, billets et coupons de loterie de toutes sortes, sous le nom de « Disro inc. », avec un capital divisé en 4,000 actions ordinaires sans valeur nominale.

Le siège social de la compagnie est 356, rue de Lanaudière, Joliette, district judiciaire de Joliette.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

42770-o 2515-1971

Distribution publique Laval inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 19e jour de mars 1971, constituant en corporation: Roland Lamothe, ébéniste, Alain Lamothe, gérant, tous deux de 7501, Rousselot, et Hélène Boivin, téléphoniste, épouse de Jean Lamothe, 7500, Rousselot, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce de tous genres et expèces d'appareils automatiques de vente, sous le nom de « Distribution publique Laval inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 300 actions ordinaires d'une valeur nominale de $1 chacune et en 3,970 actions privilégiées d'une valeur nominale de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 411, rue Gouineau, Laval, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

42770-o 1395-1971

Le domaine Laflèche inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 17e jour de juin 1971, constituant en corporation: Louis-Georges Arseneault, industriel,

To act as decorators and decorating specialists, under the name of "Décor Universel de Québec inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 3,000 common shares of $10 each and 1,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at 155, 67th Street West, Charlesbourg, judicial district of Québec.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

42770 3076-1971

Disro inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 7th day of May, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Danielle Trudel, 1825, 57th Avenue, Pointe-aux-Trembles, Ginette Murray, 2351 Bellechasse, both secretaries, and Claire Lebeau, assistant accountant, 10775 Esplanade, the latter two of Montreal, all three spinsters, for the following purposes:

To deal in lottery products, merchandise, goods, articles, tickets and coupons of all kinds, under the name of "Disro inc.", with a capital divided into 4,000 common shares without nominal value.

The head office of the company is at 356 Lanaudière Street, Joliette, judicial district of Joliette.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

42770 2515-1971

Distribution publique Laval inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 19th day of March, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Roland Lamothe, cabinet-maker, Alain Lamothe, manager, both of 7501 Rousselot, and Hélène Boivin, telephone operator, wife of Jean Lamothe, 7500 Rousselot, all three of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in all kinds of vending machines, under the name of "Distribution publique Laval inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 300 common shares of a nominal value of $1 each and 3,970 preferred shares of a nominal value of $10 each.

The head office of the company is at 411 Gouineau Street, Laval, judicial district of Montreal.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

42770 1395-1971

Le domaine Laflèche inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 17th day of June, 1971, have been issued by the Minister of Finanical Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Louis-Georges Arseneault, manufacturer, Cécile V.

Cécile V. Arseneault, secrétaire, épouse dudit Louis-Georges Arseneault, tous deux de 3800, des Hêtres, et Denise A. Rivard, maîtresse de maison, épouse de Marcel Rivard, 3960, Cardinal Léger, app. 17, tous trois de Trois-Rivières, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble, de construction et de portefeuille, sous le nom de « Le domaine Laflèche inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 300 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 3800, rue des Hêtres, Trois-Rivières, district judiciaire de Trois-Rivières.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

42770-o 3332-1971

Dor-Fit Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnie et coopératives donne avis, qu'en vertu de la premières partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 18e jour de juin 1971, constituant en corporation: Jean-Guy Brunelle, Mary Brunelle, épouse dudit Jean-Guy Brunelle, tous deux marchands, de 492, de la Bretagne, et David Jenkins, homme de service, 507, l'Artique, tous trois de Laval, pour les objets suivants:

Manufacturer des portes de garage et des ouvre-portes de garage automatiques, en faire le commerce, sous le nom de « Dor-Fit Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et 3,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à 492, de la Bretagne, Laval, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

42770 3371-1971

Eastern Electronics (1971) Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 4e jour de juin 1971, constituant en corporation: Richard Drouin, 1780, Côte Gignac, Sillery, Michel Fréchette, 8435, Moncourt, Charlesbourg, tous deux avocats, et Gilles Viel, stagiaire, 886, Myrand, app. 7, Sainte-Foy, pour les objets suivants:

Faire affaires comme électriciens; fabriquer et faire le commerce de toutes sortes d'appareils et accessoires électriques, sous le nom de « Eastern Electronics (1971) Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Sept-Iles, district judiciaire de Hauterive.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

42770-o 3054-1971

Arseneault, secretary, wife of the said Louis-Georges Arseneault, both of 3800 des Hêtres, and Denise A. Rivard, housewife, wife of Marcel Rivard, 3960 Cardinal Léger, Apt. 17, all three of Trois-Rivières, for the following purposes:

To carry on business as a real estate, construction and holding company, under the name of "Le domaine Laflèche inc.", with a total capital of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 300 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at 3800 des Hêtres Street, Trois-Rivières, judicial district of Trois-Rivières.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

42770 3332-1971

Dor-Fit Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act letters patent, bearing date the 18th day of June, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Jean-Guy Brunelle, Mary Brunelle, wife of the said Jean-Guy Brunelle, both merchants, of 492 de la Bretagne, and David Jenkins, service man, 507 l'Artique, all three of Laval, for the following purposes:

To manufacture and deal in garage doors and automatic garage door openers, under the name of "Dor-Fit Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 3,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at 492 de la Bretagne, Laval, judicial district of Montreal.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

42770-o 3371-1971

Eastern Electronics (1971) Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 4th day of June, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Richard Drouin, 1780 Côte Gignac, Sillery, Michel Fréchette, 8435 Moncourt, Charlesbourg, both advocates, and Gilles Viel, articled student, 886 Myrand, Apt. 7, St. Foy, for the following purposes:

To carry on business as electricians; to manufacture and deal in all kinds of electrical appliances and accessories, under the name of "Eastern Electronics (1971) Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Sept-Iles, judicial district of Hauterive.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

42770 3054-1971

Les entreprises de peinture Vermont limitée
Vermont Paints Enterprises Limited

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 16e jour de juin 1971, constituant en corporation: Jean-Paul Michaud, 1732, St-Alexandre, Longueuil, Marcel Major, tous deux peintres en bâtiments, et Denyse Cadieux, ménagère, épouse dudit Marcel Major, ces deux derniers de 1239, Front, Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs généraux en construction et peintres en bâtiments et faire le commerce de toutes sortes de matériaux, sous le nom de « Les entreprises de peinture Vermont limitée — Vermont Paints Enterprises Limited », avec un capital total de $40,000, divisé en 200 actions ordinaires de $100 chacune et en 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 1239, rue Front, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

42770-o 3275-1971

Les entreprises J.M.P. inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 9e jour de juin 1971, constituant en corporation: Marcel Pouliot, entrepreneur, électricien, 618, 18e Rue, Jean-Charles Morin, menuisier, et Thérèse DeBlois, ménagère, épouse dudit Jean-Charles Morin, ces deux derniers de 648, 19e Rue, tous trois de Charny, pour les objets suivants:

Faire affaires comme constructeurs et entrepreneurs généraux en construction et faire le commerce de toutes sortes de matériaux, sous le nom de « Les entreprises J.M.P. inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 300 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Charny, district judiciaire de Québec.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

42770-o 3337-1971

Les films Roger Vallée inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 25e jour de juin 1971, constituant en corporation: Jacques Mochon, 9129, Louisiane, Saint-Léonard, Claude Ouellette, 956, Fréchette, et Gilles Londéi, 288, 65e Avenue, ces deux derniers de Laval, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Faire affaires comme producteurs et éditeurs de projections animées et films, sous le nom de « Les films Roger Vallée inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Les entreprises de peinture Vermont limitée
Vermont Paints Enterprises Limited

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 16th day of June, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Jean-Paul Michaud, 1732 St. Alexandre, Longueuil, Marcel Major, both painters, and Denyse Cadieux, housewife, wife of the said Marcel Major, the latter two of 1239 Front, Montreal, for the following purposes:

To carry on business as general building contractors and painters and to deal in all kinds of materials, under the name of "Les entreprises de peinture Vermont limitée — Vermont Paints Enterprises Limited", with a total capital of $40,000, divided into 200 common shares of $100 each and 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at 1239 Front Street, Montreal, judicial district of Montreal.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

42770 3275-1971

Les entreprises J.M.P. inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 9th day of June, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Marcel Pouliot, contractor, electrician, 618, 18th Street, Jean-Charles Morin, joiner, and Thérèse DeBlois, housewife, wife of said Jean-Charles Morin, the latter two of 648, 19th Street, all three of Charny, for the following purposes:

To carry on business as builders and general building contractors and to deal in all kinds of materials, under the name of "Les entreprises J.M.P. inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 300 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Charny, judicial district of Québec.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

42770 3337-1971

Les films Roger Vallée inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 25th day of June, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Jacques Mochon, 9129 Louisiane, Saint-Léonard, Claude Ouellette, 956 Fréchette, and Gilles Londéi, 288, 65th Avenue, the latter two of Laval, all three advocates, for the following purposes:

To carry on business as producers and editors of animated cartoons and films, under the name of "Les films Roger Vallée inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of $10 each.

Le siège social de la compagnie est à Laval, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

42770-o 3470-1971

L. E. Fortin inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en dat du 15e jour de juin 1971, constituant en corporation: Louis-Émile dit Paul Fortin, marchand, Suzanne Fortin, ménagère, épouse dudit Louis-Émile dit Paul Fortin, tous deux de 613, 6e Avenue, et Antoine Dionne, courtier en assurance, 959, 10e Avenue, tous trois de Dolbeau, pour les objets suivants:

Fabriquer et faire le commerce de toutes parties et accessoires d'automobiles, de même que toutes pièces de machines, instruments, outils, appareils et accessoires, sous le nom de « L. E. Fortin inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Dolbeau, district judiciaire de Roberval.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

42770-o 3227-1971

Gigy Original Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 22e jour de juin 1971, constituant en corporation: Gilles Carmichael, gérant, 120, Bellerive, Villeneuve, Jean-Yves Carmichael, contrôleur, 3458, Clérin, Sainte-Foy, et Hector Pelletier, avocat, 1050, Raymond-Casgrain, Québec, pour les objets suivants:

Fabriquer et faire le commerce de toute espèce de vêtements, sous le nom de « Gigy Original Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 500 actions classe « A » de $10 chacune et en 3,500 actions classe « B » de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 2177, rue St-Édouard, Giffard, district judiciaire de Québec.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

42770-o 3391-1971

Gilles Pet Shop Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 11e jour de juin 1971, constituant en corporation: Gilles Huot, 10807, Edger, Montréal-Nord, Claude Thibault, 5510, Ringuet, tous deux commerçants, et Claude Le Corre, avocat, 8337, Nantes, ces deux derniers de Saint-Léonard, pour les objets suivants:

The head office of the company is at Laval, judicial district of Montreal.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

42770 3470-1971

L. E. Fortin inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of June, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Louis-Émile (known as Paul) Fortin, merchant, Suzanne Fortin, housewife, wife of the said Louis-Émile (known as) Paul Fortin, both of 613, 6th Avenue, and Antoine Dionne, insurance broker, 959, 10th Avenue, all three of Dolbeau, for the following purposes:

To manufacture and deal in all automobile parts and accessories, as well as in all machine parts, instruments, tools, appliances and accessories, under the name of "L. E. Fortin inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of $10 each.

The head office of the company is at Dolbeau, judicial district of Roberval.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

42770 3227-1971

Gigy Original Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of June, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Gilles Carmichael, manager, 120 Bellerive, Villeneuve, Jean-Yves Carmichael, comptroller, 3458 Clérin, St. Foy, and Hector Pelletier, advocate, 1050 Raymond-Casgrain, Québec, for the following purposes:

To manufacture and deal in all kinds of clothes, under the name of "Gigy Original Inc.", with a total capital of $40,000, divided into 500 class "A" shares of $10 each and 3,500 class "B" shares of $10 each.

The head office of the company is at 2177 St. Édouard Street, Giffard, judicial district of Québec.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

42770 3391-1971

Gilles Pet Shop Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 11th day of June, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Gilles Huot, 10807 Edger, Montreal-North, Claude Thibault, 5510 Ringuet, both dealers, and Claude Le Corre, advocate, 8337 Nantes, the latter two of St. Léonard, for the following purposes:

Faire l'élevage et le commerce d'animaux domestiques, sous le nom de « Gilles Pet Shop Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Saint-Léonard, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

42770-o 1545-1971

Gratton construction inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 8e jour de juillet 1971, constituant en corporation: Georges-Yvon Gouin, avocat, 790, Davaar, Outremont, Georges-André Lefebvre, administrateur, 161, Roussillon, et Jacqueline Daoust, secrétaire, épouse de Charles Thiffault, 2805, Tracy, ces deux derniers de Laval, pour les objets suivants:

Fabriquer et faire le commerce de marchandises et articles fabriqués totalement ou en partie de métaux ou bois, sous le nom de « Gratton construction inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de $1 chacune et en 300 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 1540, Leprohon, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

42770-o 3675-1971

Habitations Lasalle inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 10e jour de juin 1971, constituant en corporation sans capital-actions: Albert Leclerc, architecte, 229, de la Sapinière, Ronaldo Raboin, notaire, 242, Ste-Marie, et Françoise Guévin, secrétaire, fille majeure, 91, Ste-Thérèse, tous trois de Rimouski, pour les objets suivants:

Construire et mettre des logements à loyer modique à la disposition de personnes à faible revenu, sous le nom de « Habitations Lasalle inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que la corporation peut acquérir et posséder, est de $5,000,000.

Le siège social de la corporation est à Rimouski, district judiciaire de Rimouski.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

42770-o 3172-1971

Hovergames Distribution Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 1er jour de juin 1971, constituant en corporation: Jacques Ducharme, homme d'affaires, 6070, Houel, Saint-Léonard, Maurice Beaudet, ingé-

To breed domestic animals and carry on business relating thereto, under the name of "Gilles Pet Shop Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of $10 each.

The head office of the company is at St. Léonard, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

42770 1545-1971

Gratton construction inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 8th day of July, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Georges-Yvon Gouin, advocate, 790 Davaar, Outremont, Georges-André Lefebvre, executive, 161 Roussillon, and Jacqueline Daoust, secretary, wife of Charles Thiffault, 2805 Tracy, the latter two of Laval, for the following purposes:

To manufacture and deal in merchandise and articles manufactured entirely or partly of metal or wood, under the name of "Gratton construction inc.", with a total capital of $40,000, divided into 10,000 common shares of $1 each and 300 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at 1540 Leprohon, Montreal, judicial district of Montreal.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

42770 3675-1971

Habitations Lasalle inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 10th day of June, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Albert Leclerc, architect, 229 de la Sapinière, Ronaldo Raboin, notary, 242 St. Marie, and Françoise Guévin, secretary, spinster, 91 St. Thérèse, all three of Rimouski, for the following purposes:

To construct low-rental dwellings for the benefit of the low-income class, under the name of "Habitations Lasalle inc.".

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is $5,000,000.

The head office of the corporation is at Rimouski, judicial district of Rimouski.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

42770 3172-1971

Hovergames Distribution Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of June, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Jacques Ducharme, businessman, 6070 Houel, St. Léonard, Maurice Beaudet, engineer, 375 Montée

nieur, 375, Montée St-Philippe, Saint-Philippe, et André Perreault, avocat, 50, Place Crémazie, suite 606, Montréal, pour les objets suivants:

Fabriquer et faire le commerce de jouets, nouveautés, ameublements, quincaillerie, du bois, et de toutes sortes de spécialités connexes, sous le nom de « Hovergames Distribution Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 5,000 actions ordinaires de $1 chacune et en 3,500 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 6070, Houel, Saint-Léonard, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

42770-o 1667-1971

St. Philippe, St. Philippe, and André Perreault, advocate, 50 Place Crémazie, Suite 606, Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in toys, novelties, furnishings, hardware, wood and all kinds of related specialties, under the name of "Hovergames Distribution Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 5,000 common shares of $1 each and 3,500 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at 6070 Houel, St. Léonard, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

42770 1667-1971

Laine Les Rivières inc.
Les Rivières Wool Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 10e jour de juin 1971, constituant en corporation: Leonard J. Smits, professeur, Mme Leonard J. Smits, commerçantes, épouse dudit Leonard J. Smits, et Toussaint Smits, coordinateur technique, tous trois de 1483, des Oblats, Chambly, pour les objets suivants:

Faire le commerce de produits, articles et marchandises faits, en tout ou en partie, de laine, sous le nom de « Laine Les Rivières inc. — Les Rivières Wool Inc.", avec un capital total de $40,000, divisé en 20,000 actions ordinaires de $1 chacune et en 20,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 1483, des Oblats, Chambly, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

42770-o 2753-1971

Laine Les Rivières inc.
Les Rivières Wool Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 10th day of June, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Leonard J. Smits, teacher, Mrs. Leonard J. Smits, dealer, wife of the said Leonard J. Smits, and Toussaint Smits, technical coordinator, all three of 1483 des Oblats, Chambly, for the following purposes:

To deal in products, articles and merchandise made entirely or partly of wool, under the name of "Laine Les Rivières inc. — Les Rivières Wool Inc.", with a total capital of $40,000, divided into 20,000 common shares of $1 each and 20,000 preferred shares of $1 each.

The head office of the company is at 1483 des Oblats, Chambly, judicial district of Montreal.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

42770 2753-1971

Laurentian Horsemen Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 15e jour de juin 1971, constituant en corporation sans capital-actions: Laurent Morin, route rurale 5, George MacCulloch, route rurale 2, tous deux fermiers, Gérard Quenneville, fonctionnaire, Bernadette Quenneville, secrétaire, épouse dudit Gérard Quenneville, tous deux de 47, Malette, Jacques Poirier, plombier, Louise Poirier, ménagère, épouse dudit Jacques Poirier, tous deux de 293, Gougeon, et Roger Poirier, contremaître, 92, Bradford, tous de Lachute, pour les objets suivants:

Établir et exploiter un club de genre « Western », sous le nom de « Laurentian Horsemen Inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que la corporation peut acquérir et posséder, est de $40,000.

Laurentian Horsemen Inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of June, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Laurent Morin, Rural Route 5, George MacCulloch, Rural Route 2, both farmers, Gérard Quenneville, civil servant, Bernadette Quenneville, secretary, wife of the said Gérard Quenneville, both of 47 Malette, Jacques Poirier, plumber, Louise Poirier, housewife, wife of the said Jacques Poirier, both of 293 Gougeon, and Roger Poirier, foreman, 92 Bradford, all of Lachute, for the following purposes:

To set up and operate a "cow-boy" style club, under the name of "Laurentian Horsemen Inc.".

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is $40,000.

Le siège social de la corporation est route rurale numéro 1, Centre Li-An, Lachute, district judiciaire de Terrebonne.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

42770-o 3093-1971

Les loisirs de St-Edwidge de Clifton

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 4e jour de juin 1971, constituant en corporation sans capital-actions: Denis Désorcy, Jean-Yves Masson, tous deux journaliers, et Gilles Côté, garagiste, tous trois de Saint-Edwidge-de-Clifton, pour les objets suivants:

L'organisation des loisirs, sous le nom de « Les loisirs de St-Edwidge de Clifton ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $50,000.

Le siège social de la corporation est à Saint-Edwidge-de-Clifton, district judiciaire de Saint-François.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

42770-o 2884-1971

Les loisirs de St-Léonard inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 10e jour de juin 1971, constituant en corporation sans capital-actions: Denis Allard, Richard Lebeau, tous deux professeurs, Jean-Guy Courchesne, Robert Bergeron, tous deux employés de bureau, Gaétan Doucet, étudiant, René Lupien, hôtelier, et Jacques Corriveau, inspecteur, tous de Saint-Léonard-d'Aston, pour les objets suivants:

L'organisation des loisirs, sous le nom de « Les loisirs de St-Léonard inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $100,000.

Le siège social de la corporation est à Saint-Léonard-d'Aston, district judiciaire de Nicolet.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

42770-o 3146-1971

Loisirs Notre-Dame-de-la-Merci

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 17e jour de juin 1971, constituant en corporation sans capital-actions: Claude Tardif, aide-électricien, 9497, Charton, François Barrette, caissier, 9402, Iberville, Ernest Tottino, officier des prêts, 9417, St-Firmin, tous trois de Montréal, et Gilles Bouchard, travailleur en loisirs, 1845, St-Jean-Baptiste, #3, Pointe-aux-Trembles, pour les objets suivants:

The head office of the corporation is Rural Route 1, Centre Li-An, Lachute, judicial district of Terrebonne.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

42770 3093-1971

Les loisirs de St-Edwidge de Clifton

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 4th day of June, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Denis Désorcy, Jean-Yves Masson, both labourers, and Gilles Côté, garage-keeper, all three of Saint-Edwidge-de-Clifton, for the following purposes:

The organization of recreational activities, under the name of "Les loisirs de St-Edwidge de Clifton".

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is $50,000.

The head office of the corporation is at Saint-Edwidge-de-Clifton, judicial district of Saint-François.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

42770 2884-1971

Les loisirs de St-Léonard inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 10th day of June, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Denis Allard, Richard Lebeau, both teachers, Jean-Guy Courchesne, Robert Bergeron, both office employees, Gaétan Doucet, student, René Lupien, hotel manager, and Jacques Corriveau, inspector, all of Saint-Léonard-d'Aston, for the following purposes:

The organization of recreational activities, under the name of "Les loisirs de St-Léonard inc.".

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is $100,000.

The head office of the corporation is at Saint-Léonard-d'Aston, judicial district of Nicolet.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

42770 3146-1971

Loisirs Notre-Dame-de-la-Merci

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 17th day of June, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Claude Tardif, electrician's helper, 9497 Charton, François Barrette, cashier, 9402 Iberville, Ernest Tottino, loans officer, 9417 St. Firmin, all three of Montreal, and Gilles Bouchard, recreation worker, 1845 St. Jean Baptiste, #3, Pointe-aux-Trembles, for the following purposes:

Développer les loisirs dans la paroisse Notre-Dame-de-la-Merci, sous le nom de « Loisirs Notre-Dame-de-la-Merci ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $75,000.

Le siège social de la corporation est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

42770-o 3287-1971

Luminarex Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 16e jour de juin 1971, constituant en corporation: Fernand Parent, manufacturier, Jocelyne DeRoy, ménagère, épouse dudit Fernand Parent, tous deux de 1145, 63e Avenue, Laval, et Guy Bélisle, opérateur, 4290, Métropolitain, Montréal, pour les objets suivants:

Fabriquer et faire le commerce de lustres, appliqués et lampadaires, sous le nom de « Luminarex Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 20,000 actions ordinaires de $1 chacune et en 20,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 3490, chemin Gascon, Saint-Louis-de-Terrebonne, district judiciaire de Terrebonne.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

42770-o 3206-1971

Mathieu de Souza tailleur inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 9e jour de juin 1971, constituant en corporation: Allan B. Frank, Joyce Blond, épouse dudit Allan B. Frank, tous deux avocats, de 366, Barberry, Dollard-des-Ormeaux, et Nicole Ducharme, secrétaire, épouse de Richard Ducharme, 7800, du Ronceray, app. 6, Anjou, pour les objets suivants:

Faire affaires comme tailleurs, sous le nom de « Mathieu de Souza tailleur inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 20,000 actions ordinaires de $1 chacune et en 2,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 1018, rue Sherbrooke ouest, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

42770-o 3133-1971

Meteor Towing Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres

To develop recreational activities in the parish of Notre-Dame-de-la-Merci, under the name of "Loisirs Notre-Dame-de-la-Merci".

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is $75,000.

The head office of the corporation is at Montreal, judicial district of Montreal.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

42770 3287-1971

Luminarex Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 16th day of June, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Fernand Parent, manufacturer, Jocelyne DeRoy, housewife, wife of the said Fernand Parent, both of 1145, 63rd Avenue, Laval, and Guy Bélisle, operator, 4290 Metropolitan, Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in lighting fixtures of the ceiling, wall-bracket and lamp-post varieties, under the name of "Luminarex Inc.", with a total capital of $40,000, divided into 20,000 common shares of $1 each and 20,000 preferred shares of $1 each.

The head office of the company is at 3490 Gascon Road, Saint-Louis-de-Terrebonne, judicial district of Terrebonne.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

42770 3206-1971

Mathieu de Souza tailleur inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 9th day of June, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Allan B. Frank, Joyce Blond, wife of the said Allan B. Frank, both advocates, of 366 Barberry, Dollard-des-Ormeaux, and Nicole Ducharme, secretary, wife of Richard Ducharme, 7800 du Ronceray, Apt. 6, Anjou, for the following purposes:

To carry on business as tailors, under the name of "Mathieu de Souza tailleur inc.", with a total capital of $40,000, divided into 20,000 common shares of $1 each and 2,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at 1018 Sherbrooke Street West, Montreal, judicial district of Montreal.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

42770 3133-1971

Meteor Towing Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 3rd day of June, 1971, have been issued by the Minister of Financial

patentes, en date du 3e jour de juin 1971, constituant en corporation: Georges Labelle, chauffeur, Jeannine Parent, ménagère, épouse dudit Georges Labelle, et Alcide Desjardins, comptable, tous trois de 9760, St-Hubert, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de remorquage, de transport, déplacement et transmission d'automobiles, camions, tracteurs, et autres genres de véhicules ainsi que leurs parties et accessoires, sous le nom de « Meteor Towing Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 20,000 actions ordinaires de $1 chacune et en 2,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX,

42770-o 2943-1971

Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Georges Labelle, driver, Jeannine Parent, housewife, wife of the said Georges Labelle, and Alcide Desjardins, accountant, all three of 9760 St. Hubert, Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of towing, transporting, moving and shipping of automobiles, trucks, tractors and other types of vehicles and their accessories and parts, under the name of "Meteor Towing Inc.", with a total capital of $40,000, divided into 20,000 common shares of $1 each and 2,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

42770 2943-1971

La meunerie de Matane inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 17e jour de juin 1971, constituant en corporation: Ivan Fortin, avocat, Claire Fortin, ménagère, épouse dudit Ivan Fortin, et Jeanne Côté, secrétaire, épouse de Denis Claveau, tous trois de Mont-Joli, pour les objets suivants:

Faire affaires comme meuniers dans toutes ses spécialités, sous le nom de « La meunerie de Matane inc. », avec un capital total de $60,000, divisé en 3,000 actions ordinaires de $20 chacune.

Le siège social de la compagnie est 307, avenue Desjardins, Matane, district judiciaire de Rimouski.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

42770-o 3293-1971

La meunerie de Matane inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 17th day of June, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Ivan Fortin, advocate, Claire Fortin, housewife, wife of the said Yvan Fortin, and Jeanne Côté, secretary, wife of Denis Claveau, all three of Mont-Joli, for the following purposes:

To operate a milling business in all its specialties, under the name of "La meunerie de Matane inc.", with a total capital of $60,000, divided into 3,000 common shares of $20 each.

The head office of the company is at 307 Desjardins, Matane, judicial district of Rimouski.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

42770 3293-1971

Miracle Art Furniture Creations Inc.
Les créations d'ameublement Miracle, inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 2e jour de juillet 1971, constituant en corporation: Predrag B. Ruzich, homme d'affaires, Yovanka Vejin, ménagère, épouse dudit Predrag B. Ruzich, tous deux de 10812, Ste-Gertrude, Montréal-nord, Rémi Goulet, executive, 1625, Kénogami, Laval, Aleksandar Poljak, 165 est, Mozart, Montréal, et Michel Perron, 6340, Roi René, Anjou, ces deux derniers comptables, pour les objets suivants:

Manufacturer des substances plastiques de toutes sortes, en faire le commerce, sous le nom de « Miracle Art Furniture Creations Inc.— Les créations d'ameublement Miracle, inc. », avec un capital total de $200,000, divisé en 7,500 actions catégorie « A » d'une valeur au pair de $10 chacune, 7,500 actions catégorie « B » d'une valeur au pair de $10 chacune et 5,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune.

Miracle Art Furniture Creations Inc.
Les créations d'ameublement Miracle, inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 2nd day of July, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Predrag B. Ruzich, businessman, Yovanka Vejin, housewife, wife of the said Predrag B. Ruzich, both of 10812 Ste-Gertrude, Montreal North, Rémi Goulet, administrator, 1625 Kénogami, Laval, Aleksandar Poljak, 165 Mozart East, Montreal, and Michel Perron, 6340 Roi René, Anjou, the latter two accountants, for the following purposes:

To manufacture and deal in plastic substances of every kind, under the name of "Miracle Art Furniture Creations Inc.— Les créations d'ameublement Miracle, inc.", with a total capital stock of $200,000, divided into 7,500 class "A" shares of the par value of $10 each, 7,500 class "B" shares of the par value of $10 each and 5,000 preferred shares of the par value of $10 each.

Le siège social de la compagnie est à Montréal-nord, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

42770 3602-1971

Nadeau Drive Yourself Inc.
Location de véhicules Nadeau inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 18e jour de juin 1971, constituant en corporation: Richard Nadeau, Silidor Nadeau, tous deux hommes d'affaires, et Lucienne Lord, ménagère, épouse dudit Silidor Nadeau, tous trois de 174, Charlotte, Sorel, pour les objets suivants:

Faire la location de véhicules de toutes sortes, sous le nom de « Nadeau Drive Yourself Inc.— Location de véhicules Nadeau inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Sorel, district judiciaire de Richelieu.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

42770-o 3340-1971

Nigu inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 14e jour de juin 1971, constituant en corporation: Mario Létourneau, 49, Daigneault, Chambly, Richard Cleary, 3290, Barclay, app. 6, Montréal, et Paul Lesage, 200, de Gaspé, app. 913, Verdun, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Faire le commerce de tableaux, peintures ou autres oeuvres picturales d'artistes, sous le nom de « Nigu inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 801A, Havre des Iles, Laval, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

42770-o 3011-1971

90th Avenue Restaurant Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 13e jour de mai 1971, constituant en corporation: Denis Tsoukalas, John Pouliezos, tous deux restaurateurs, de 6913, Wiseman, app. 1, Phyllis Cohen, célibataire, secrétaire, 4605, Lacombe, tous trois de Montréal, et Mervyn N. Rosenstein, avocat, 1307, Beauvais, Saint-Laurent, pour les objets suivants:

Exploiter un commerce de restaurateur, sous le nom de « 90th Avenue Restaurant Inc. », avec un

The head office of the company is at Montreal North, judicial district of Montreal.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

42770-o 3602-1971

Nadeau Drive Yourself Inc.
Location de véhicules Nadeau inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 18th day of June, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Richard Nadeau, Silidor Nadeau, both businessmen, and Lucienne Lord, housewife, wife of the said Silidor Nadeau, all three of 174 Charlotte, Sorel, for the following purposes:

To rent vehicles of all kinds under the name of "Nadeau Drive Yourself Inc.— Location de véhicules Nadeau inc.", with a total capital of $40,000, divided into 400 common shares of $100 each.

The head office of the company is at Sorel, judicial district of Richelieu.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

42770 3340-1971

Nigu inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 14th day of June, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Mario Létourneau, 49 Daigneault, Chambly, Richard Cleary, 3290 Barclay, Apt. 6, Montreal, and Paul Lesage, 200 de Gaspé, Apt. 913, Verdun, all three advocates, for the following purposes:

To carry on business in tableaux, paintings and other pictorial works of artists, under the name of "Nigu inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of $10 each.

The head office of the company is at 801A Havre des Iles, Laval, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

42770 3011-1971

90th Avenue Restaurant Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 13th day of May, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Denis Tsoukalas, John Pouliezos, both restaurateurs, of 6913 Wiseman, Apt. 1, Phyllis Cohen, secretary, spinster, 4605 Lacombe, all three of Montreal, and Mervyn N. Rosenstein, advocate, 1307 Beauvais, Saint-Laurent, for the following purposes:

To operate a restaurant, under the name of "90th Avenue Restaurant Inc.", with a total capital stock

capital total de $40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de $1 chacune et 3,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Lasalle, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

42770 2543-1971

Papineau et Dufour ltée

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 1er jour de juin 1971, constituant en corporation: Jean-Maurice Papineau, Georges Papineau et André Dufour, tous trois entrepreneurs, de Ferme-Neuve, pour les objets suivants:

Industrie et commerce de bois, sous le nom de « Papineau et Dufour ltée », avec un capital total de $60,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 2,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Ferme-Neuve, district judiciaire de Labelle.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

42770-o 2582-1971

Les placements Girardin, Glackmeyer & associés, ltée
Girardin, Glackmeyer & Associates Investments, Ltd.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 18e jour de juin 1971, constituant en corporation: Marcel Girardin, vendeur de fonds mutuels, 8933, de Louresse, Anjou, Michel Bourdonnais, économiste, 20, Willowdale, Outremont, et Jean-Guy Lambert, analyste, 4320, de Lorimier, app. 7, Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de placement, sous le nom de « Les placements Girardin, Glackmeyer & associés, ltée — Girardin, Glackmeyer & Associates Investments, Ltd.", avec un capital divisé en 500,000 actions ordinaires sans valeur nomiale.

Le siège social de la compagnie est 8933, rue de Louresse, Anjou, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

42770-o 3364-1971

Les placements Miel ltée

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 11e jour de juin 1971, constituant en corporation: Marc Bourgeois, 69, Vivian, Gilles Bertrand, 147, Dunrae, tous deux de Mont-Royal, et

of $40,000, divided into 10,000 common shares of $1 each and 3,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Lasalle, judicial district of Montreal.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

42770-o 2543-1971

Papineau et Dufour ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of June, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Jean-Maurice Papineau, Georges Papineau and André Dufour, all three contractors, of Ferme-Neuve, for the following purposes:

To carry on the business and trade of wood, under the name of "Papineau et Dufour ltée", with a total capital stock of $60,000, divided into 4,000 common shares of $10 each and 2,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Ferme-Neuve, district judiciaire de Labelle.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

42770 2582-1971

Les placements Girardin, Glackmeyer & associés, ltée
Girardin, Glackmeyer & Associates Investments, Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 18th day of June, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Marcel Girardin, mutual stocks salesman, 8933 de Louresse, Anjou, Michel Bourdonnais, economist, 20 Willowdale, Outremont, and Jean-Guy Lambert, analyst, 4320 de Lorimier, Apt. 7, Montreal, for the following purposes:

To carry on business as an investment company under the name of "Les placements Girardin, Glackmeyer & associés, ltée — Girardin, Glackmeyer & Associates Investments, Ltd.", with a capital divided into 500,000 common shares without nominal value.

The head office of the company is at 8933 de Louresse Street, Anjou, judicial district of Montreal.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

42770 3364-1971

Les placements Miel ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 11th day of June, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating. Marc Bourgeois, 69 Vivian, Gilles Bertrand, 147 Dunrae, both of Mount Royal, and Jean Guy, 5400 de

Jean Guy, 5400, de Louisbourg, Montréal, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de portefeuille, sous le nom de « Les placements Miel ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 5,000 actions ordinaires de $1 chacune et en 3,500 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 5710, rue Donohue, Saint-Laurent, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives.
J.-ALBERT GAGNON.

42770-o 3163-1971

Plomberie Gaétan Gagné ltée

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 11e jour de juin 1971, constituant en corporation: Gaétan Gagné, plombier, Priscilla Drapeau, ménagère, épouse dudit Gaétan Gagné, tous deux de 1410, Victor Morin, Laval, et Christian Gagné, électricien, 1514, Lecocq, Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs en plomberie, chauffage, ventilation, climatisation de l'air et réfrigération, sous le nom de « Plomberie Gaétan Gagné ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 3,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 1410, Victor Morin, Laval, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

42770-o 2617-1971

E. J. Regan Laboratories Company Ltd.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 3e jour de mai 1971, constituant en corporation: Eric J. Regan, 2, Martignan, Kenneth Jones, 125, place Sunnyside, tous deux de Dollard-des-Ormeaux, et James High, 1393, rue John Kennedy, Lasalle, tous trois techniciens dentistes, pour les objets suivants:

Exploiter un commerce de techniciens dentistes et celui d'un laboratoire, sous le nom de « E. J. Regan Laboratories Company Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé én 20,000 actions ordinaires de $1 chacune et 20,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à 5253, boulevard Décarie, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

42770 2305-1971

Louisbourg, Montreal, all three advocates, for the following purposes:

To carry on business as a holding company, under the name of "Les placements Miel ltée", with a total capital of $40,000, divided into 5,000 common shares of $1 each and 3,500 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at 5710 Donohue Street, St. Laurent, judicial district of Montreal.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

42770 3163-1971

Plomberie Gaétan Gagné ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 11th day of June, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Gaétan Gagné, plumber, Priscilla Drapeau, housewife, wife of the said Gaétan Gagné, both of 1410 Victor Morin, Laval, and Christian Gagné, electrician, 1514, Lecocq, Montreal, for the following purposes:

To carry on business as plumbing, heating, ventilation, air-conditioning and refrigeration contractors, under the name of "Plomberie Gaétan Gagné ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 3,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at 1410 Victor Morin, Laval, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

42770 2617-1971

E. J. Regan Laboratories Company Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 3rd day of May, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Eric J. Regan, 2 Martignan, Kenneth Jones, 125 Sunnyside Place, both of Dollard-des-Ormeaux, and James High, 1393 John Kennedy Street, Lasalle, all three dental technicians, for the following purposes:

To carry on business as dental technician and laboratory, under the name of "E. J. Regan Laboratories Company Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 20,000 common shares of $1 each and 20,000 preferred shares of $1 each.

The head office of the company is at 5253 Décarie Boulevard, Montreal, judicial district of Montreal.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

42770-o 2305-1971

Les rouleaux Concorde du Québec inc.
Québec Concorde Rollers Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 29e jour de mars 1971, constituant en corporation: Claude Béland, 777, Rockland, Mont-Royal, Paul-A. Trudeau, 6460, 9e Avenue, Montréal, et Robert Bastien, 376, de Normandie, Longueuil, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Fabriquer et faire le commerce d'appareils électriques, électroniques ou chimiques, y compris des moteurs, des rouleaux, des machines, des extincteurs chimiques, leurs parties et accesoires, sous le nom de « Les rouleaux Concorde du Québec inc.— Québec Concorde Rollers Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 500 actions ordinaires de $10 chacune et en 3,500 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Mont-Saint-Hilaire, district judiciaire de Saint-Hyacinthe.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

42770-o 1561-1971

Les rouleaux Concorde du Québec inc.
Québec Concorde Rollers Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 29th day of March, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Claude Béland, 777 Rockland, Mount Royal, Paul-A. Trudeau, 6460, 9th Avenue, Montreal, and Robert Bastien, 376 de Normandie, Longueuil, all three advocates, for the following purposes:

To manufacture and deal in electric, electronic or chemical appliances, including motors, rollers, machines, chemical extinguishers, their parts and accessories, under the name of "Les rouleaux Concorde du Québec inc.— Québec Concorde Rollers Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 500 common shares of $10 each and 3,500 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Mont St. Hilaire, judicial district of St. Hyacinthe.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

42770 1561-1971

Guymont St-Hilaire inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 27e jour de mai 1971, constituant en corporation: Guymont St-Hilaire, meunier, Madeleine Breton, ménagère, épouse dudit Guymont St-Hilaire, tous deux de Saint-Sylvestre, et Marcel St-Hilaire, boucher, Cap-Santé, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce de grains, céréales et produits agricoles de toutes sortes, sous le nom de « Guymont St-Hilaire inc. », avec un capital total de $100,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Saint-Sylvestre, district judiciaire de Québec.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

42770-o 2839-1971

Guymont St-Hilaire inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 27th day of May, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Guymont St-Hilaire, carpenter, Madeleine Breton, housewife, wife of the said Guymont St-Hilaire, both of St. Sylvestre, and Marcel St-Hilaire, butcher, Cap-Santé, for the following purposes:

To manufacture and deal in grains, cereals and farm products of all kinds, under the name of "Guymont St-Hilaire inc.", with a total capital stock of $100,000, divided into 10,000 common shares of $10 each.

The head office of the company is at St. Sylvestre, judicial district of Québec.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

42770 2839-1971

Salon Twiggi « uni-sex » inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 3e jour de juin 1971, constituant en corporation: Fernand Latraverse, administrateur, Johanne Rhéaume, secrétaire, tous deux de 5080, Pie IX, app. 401, et Gloria Massey, administrateur, 6358, Christophe-Colomb, ces deux dernières filles majeures, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de coiffeurs et coiffeuses pour hommes et femmes, sous le nom de « Salon Twiggi « uni-sex » inc. », avec un capital total de $40,000,

Salon Twiggi "uni-sex" inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 3rd day of June, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Fernand Latraverse, administrator, Johanne Rhéaume, secretary, both of 5080 Pie IX, Apt. 401, and Gloria Massey, administrator, 6358 Christophe-Colomb, the latter two spinsters, all three of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as men's and women's hairdressers, under the name of "Salon Twiggi "uni-sex" inc.", with a total capital stock of $40,000, divided

divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 300 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

42770-o 2944-1971

into 1,000 common shares of $10 each and 300 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

42770 2944-1971

Service des loisirs de Valcourt inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisière partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 7e jour de juin 1971, constituant en corporation sans capital-actions: Jean Rivard, avocat, 1059, Prospect, Sherbrooke, André Poirier, dessinateur, 1140, J.A. Bombardier, Guy Lussier, administrateur, 989, Montcalm, Robert Malouin, contremaître, 583, Desranleau, Anselme Lapointe, directeur, 944, des Bouleaux, Gérard Ruel, commerçant, 1200, Montcalm, et Denis Allaire, préposé en dessin, 949, des Cascades, ces six derniers de Valcourt, pour les objets suivants:

Promouvoir et développer les sports en général, sous le nom de « Service des loisirs de Valcourt inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $500,000.

Le siège social de la corporation est à Valcourt, district judiciaire de Bedford.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

42770-o 3013-1971

Service des loisirs de Valcourt inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 7th day of June, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Jean Rivard, advocate, 1059 Prospect, Sherbrooke, André Poirier, draftsman, 1140 J.A. Bombardier, Guy Lussier, executive, 989 Montcalm, Robert Malouin, foreman, 583 Desranleau, Anselme Lapointe, director, 944 des Bouleaux, Gérard Ruel, dealer, 1200 Montcalm, and Denis Allaire, drafting employee, 949 des Cascades, the latter six of Valcourt, for the following purposes:

To promote and develop sports in general, under the name of "Service des loisirs de Valcourt inc.".

The amont to which the value of the immovable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is $500,000.

The head office of the corporation is at Valcourt, judicial district of Bedford.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

42770 3013-1971

Société artistique, culturelle et sportive de Petite Rivière St-François inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 16e jour de juin 1971, constituant en corporation sans capital-actions: Euclide Bouchard, industriel, Martin Lavoie, gérant de caisse, tous deux de Saint-François-Xavier-de-la-Petite-Rivière, et Pierre Côté, stagiaire, 190, des Pins ouest, Québec, pour les objets suivants:

L'organisation des loisirs, sous le nom de « Société artistique, culturelle et sportive de Petite Rivière St-François inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $50,000.

Le siège social de la corporation est à Saint-François-Xavier-de-la-Petite-Rivière, district judiciaire de Saguenay.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

42770-o 3252-1971

Société artistique, culturelle et sportive de Petite Rivière St-François inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 16th day of June, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Euclide Bouchard, manufacturer, Martin Lavoie, credit union manager, both of St. François-Xavier-de-la-Petite-Rivière, and Pierre Côté, articled student, 190 des Pins West, Québec, for the following purposes:

The organization of recreational activities, under the name of "Société artistique, culturelle et sportive de Petite Rivière St-François inc.".

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may acquire or hold is to be limited, is $50,000.

The head office of the corporation is at St. François-Xavier-de-la-Petite-Rivière, judicial district of Saguenay.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

42770 3252-1971

Sound Ideas of Montreal Ltd.
Idées de sons de Montréal ltée

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 17e jour de septembre 1970, constituant en corporation: Clifford Beattie, administrateur, 12, rue Tunstall, Senneville, Marvin Rosenhek, 335 Grenfell, Mont-Royal, Seymour Machlovitch, 3495, Mountain, Montréal, tous deux avocats, et Madeleine Lamothe, secrétaire, épouse de Nelson Jackson, 155, Deguire, Saint-Laurent, pour les objets suivants:

Manufacturer des appareils de reproduction sonore, auditive et visuelle, de la machinerie, blocs sonores, instruments, dispositifs, pièces d'iceux, fournitures, accessoires, attaches et machinerie électrique et électronique, outillage, appareils et accessoires se rapportant à iceux, en faire le commerce, sous le nom de « Sound Ideas of Montreal Ltd.— Idées de sons de Montréal ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de $1 chacune et 30,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

42770 4016-1970

Sound Ideas of Montreal Ltd.
Idées de sons de Montréal ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 17th day of September, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Clifford Beattie, executive, 12 Tunstall Street, Senneville, Marvin Rosenhek, 335 Grenfell, Mount Royal, Seymour Machlovitch, 3495 Mountain, Montreal, both advocates, and Madeleine Lamothe, secretary, wife of Nelson Jackson, 155 Deguire, Saint-Laurent, for the following purposes:

To manufacture and deal in sound, audio and visual equipment, machinery, units, instruments, devices, parts thereof, supplies, accessories, attachments and electric and electronic machinery, equipment, appliances and accessories relating thereto, under the name of "Sound Ideas of Montreal Ltd.— Idées de sons de Montréal ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 10,000 common shares of $1 each and 30,000 preferred shares of $1 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

42770-o 4016-1970

Truchon Excavation Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 21e jour de juin 1971, constituant en corporation: Charles-Édouard Jeannotte, constructeur, 1613, Le Caron, Guy Truchon, opérateur de machines lourdes, et Jeanne Gagné, secrétaire, épouse dudit Guy Truchon, ces deux derniers de 881, Noël, tous trois de Laval, pour les objets suivants:

Exécuter des travaux d'excavation et de remplissage et faire affaires comme entrepreneurs généraux en construction, sous le nom de « Truchon Excavation Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 2,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 881, rue Noël, Laval, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

42770-o 3355-1971

Truchon Excavation Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of June, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Charles-Édouard Jeannotte, builder, 1613 Le Caron, Guy Truchon, heavy machinery operator, and Jeanne Gagné, secretary, wife of said Guy Truchon, the latter two of 881 Noël, all three of Laval, for the following purposes:

To perform excavation and filling work and to carry on business as general building contractors, under the name of "Truchon Excavation Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and 2,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at 881 Noël Street, Laval, judicial district of Montreal.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

42770 3355-1971

Zelikovsky & Co. Inc.
Zelikovsky & Cie inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 7e jour de juillet 1971, constituant en corporation: Lawrence Caplan, 260 Alexis Nihon, app. 109, Saint-Laurent, Michael Haberman, 3072,

Zelikovsky & Co. Inc.
Zelikovsky & Cie inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 7th day of July, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Lawrence Caplan, 260 Alexis Nihon, Apt. 109, Saint-Laurent, Michael Haberman, 3072 Van Horne,

Van Horne, app. 1, Montréal, et Dorothy Beckenstein, 5703 Davies, Côte Saint-Luc, tous trois administrateurs, pour les objets suivants:

Envelopper ou emballer des marchandises de substances variées en colis, sous le nom de « Zelikovsky & Co. Inc.— Zelikovsky & Cie ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et 2,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à 260, Alexis Nihon, Saint-Laurent, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

42770 3099-1971

Apt. 1, Montreal, and Dorothy Beckenstein, wife of Isidore Beckenstein, 5703 Davies, Côte Saint-Luc, all three executives, for the following purposes:

To envelop or wrap goods in various substances as packages, under the name of "Zelikovsky & Co. Inc.— Zelikovsky & Cie inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and 2,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at 260 Alexis Nihon, Saint-Laurent, judicial district of Montreal.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

42770-o 3099-1971

Compagnies dissoutes

Algon Équipement inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Algon Équipement inc. », constituée en corporation le 28 février 1963, à compter du 29 octobre 1971.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

42770-o 936-63

Aqueduc St-Cuthbert Co. ltée

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Aqueduc St-Cuthbert Co. ltée », constituée en corporation le 13 février 1948, à compter du 29 octobre 1971.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

42770-o 2087-48

Ariane Industries Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Ariane Industries Inc. », constituée en corporation le 5 juillet 1961, à compter du 29 octobre 1971.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

42770-o 13004-61

L'Association Provinciale des Animateurs de Pastorale au Secondaire inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « L'Association Provinciale des Animateurs de Pastorale au Secondaire inc. », constituée en corporation le 15 février 1971, à compter du 29 octobre 1971.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

42770-o 767-71

Companies Dissolved

Algon Équipement inc.

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender, as of October 29, 1971, of the charter of "Algon Équipement inc.", incorporated on February 28, 1963.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

42770 936-63

Aqueduc St-Cuthbert Co. ltée

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender, as of October 29, 1971, of the charter of "Aqueduc St-Cuthbert Co. ltée", incorporated on February 13, 1948.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

42770 2087-48

Ariane Industries Inc.

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender, as of October 29, 1971, of the charter of "Ariane Industries Inc.", incorporated on July 5, 1961.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

42770 13004-61

L'Association Provinciale des Animateurs de Pastorale au Secondaire inc.

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender, as of October 29, 1971, of the charter of "L'Association Provinciale des Animateurs de Pastorale au Secondaire inc.", incorporated on February 15, 1971.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

42770 767-71

Blakenor Limited

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Blakenor Limited », constituée en corporation le 28 décembre 1965, à compter du 29 octobre 1971.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

42770-o 5647-65

La Chemise Marco inc.
Marco Shirt Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « La Chemise Marco inc.— Marco Shirt Inc. », constituée en corporation le 9 janvier 1959, à compter du 29 octobre 1971.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

42770-o 13882-58

Le Club Cherrier (1968) inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Le Club Cherrier (1968) inc. », constituée en corporation le 7 octobre 1968, à compter du 29 octobre 1971.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

42770-o 4543-68

Compagnie Immobilière Valran

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Compagnie Immobilière Valran », constituée en corporation le 23 octobre 1959, à compter du 29 octobre 1971.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

42770-o 15873-59

Édifice Ferland inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Édifice Ferland inc. », constituée en corporation le 31 mars 1949, à compter du 29 octobre 1971.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

42770-o 3639-49

Édifice Laure inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Édifice Laure inc. », constituée en corporation le 14 juin 1962, à compter du 29 octobre 1971.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

42770-o 12290-62

Blakenor Limited

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender, as of October 29, 1971, of the charter of "Blakenor Limited", incorporated on December 28, 1965.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

42770 5647-65

La Chemise Marco inc.
Marco Shirt Inc.

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender, as of October 29, 1971, of the charter of "La Chemise Marco inc.— Marco Shirt Inc.", incorporated on January 9, 1959.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

42770 13882-58

Le Club Cherrier (1968) inc.

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender, as of October 29, 1971, of the charter of "Le Club Cherrier (1968) inc.", incorporated on October 7, 1968.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

42770 4543-68

Compagnie Immobilière Valran

Notice is given that under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender, as of October 29, 1971, of the charter of "Compagnie Immobilière Valran", incorporated on October 23, 1959.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

42770 15873-59

Édifice Ferland inc.

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender, as of October 29, 1971, of the charter of "Édifice Ferland inc.", incorporated on March 31, 1949.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

42770 3639-49

Édifice Laure inc.

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender, as of October 29, 1971, of the charter of "Édifice Laure inc.", incorporated on June 14, 1962.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

42770 12290-62

Les Éditions Albert inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Les Éditions Albert inc. », constituée en corporation le 29 avril 1960, à compter du 29 octobre 1971.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

42770-o 11424-60

Les Entreprises Bisaillon ltée

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Les Entreprises Bisaillon ltée », constituée en corporation le 14 juin 1966, à compter du 29 octobre 1971.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

42770-o 2496-66

La Fédération des Écoles de Puériculture et de Soins aux Enfants Malades
The Federation of the Schools of Puericulture and Care of the Sick Child

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « La Fédération des Écoles de Puériculture et de Soins aux Enfants Malades — The Federation of the Schools of Puericulture and Care of the Sick Child », constituée en corporation le 10 juillet 1964, à compter du 29 octobre 1971.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

42770-o 3172-64

Heritage Holdings Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Heritage Holdings Inc. », constituée en corporation le 16 avril 1959, à compter du 29 octobre 1971.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

42770-o 12250-59

Kerr Automobiles Ltd.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Kerr Automobiles Ltd. », constituée en corporation le 14 janvier 1969, à compter du 29 octobre 1971.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

42770-o 6201-68

Laboratoire Canadien de Produits Electro-Vibres, inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des

Les Éditions Albert inc.

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender, as of October 29, 1971, of the charter of "Les Éditions Albert inc.", incorporated on April 29, 1960.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

42770 11424-60

Les Entreprises Bisaillon ltée

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender, as of October 29, 1971, of the charter of "Les Entreprises Bisaillon ltée", incorporated on June 14, 1966.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

42770 2496-66

La Fédération des Écoles de Puériculture et de Soins aux Enfants Malades
The Federation of the Schools of Puericulture and Care of the Sick Child

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender, as of October 29, 1971, of the charter of "La Fédération des Écoles de Puériculture et de Soins aux Enfants Malades — The Federation of the Schools of Puericulture and Care of the Sick Child", incorporated on July 10, 1964.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

42770 3172-64

Heritage Holdings Inc.

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender, as of October 29, 1971, of the charter of "Heritage Holdings Inc.", incorporated on April 16, 1959.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

42770 12250-59

Kerr Automobiles Ltd.

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender, as of October 29, 1971, of the charter of "Kerr Automobiles Ltd.", incorporated on January 14, 1969.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

42770 6201-68

Laboratoire Canadien de Produits Electro-Vibres, inc.

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and

compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Laboratoire Canadien de Produits Electro-Vibres, inc. », constituée en corporation le 26 octobre 1964, à compter du 29 octobre 1971.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

42770-o 4326-64

Société de Prêts Laurier inc.
Laurier Finance Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Société de Prêts Laurier inc.— Laurier Finance Inc. », constituée en corporation le 15 septembre 1961, à compter du 29 octobre 1971.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

42770-o 13881-61

Legault Tire Service ltée

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Legault Tire Service ltée », constituée en corporation le 15 avril 1965, à compter du 29 octobre 1971.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

42770-o 1710-65

Marché Fortin ltée

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Marché Fortin ltée », constituée en corporation le 18 avril 1956, à compter du 29 octobre 1971.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

42770-o 11187-56

Marvel Kote Distribution Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Marvel Kote Distribution Inc. », constituée en corporation le 16 septembre 1965, à compter du 29 octobre 1971.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

42770-o 4139-65

Mercerie Lecours inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Mercerie Lecours inc. », constituée en corporation le 9 février 1967, à compter du 29 octobre 1971.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

42770-o 554-67

Cooperatives has been pleased to accept the surrender, as of October 29, 1971, of the charter of "Laboratoire Canadien de Produits Electro-Vibres, inc.", incorporated on October 26, 1964.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

42770 4326-64

Société de Prêts Laurier inc.
Laurier Finance Inc.

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender, as of October 29, 1971, of the charter of "Société de Prêts Laurier inc.— Laurier Finance Inc.", incorporated on September 15, 1961.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

42770 13881-61

Legault Tire Service ltée

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender, as of October 29, 1971, of the charter of "Legault Tire Service ltée", incorporated on April 15, 1965.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

42770 1710-65

Marché Fortin ltée

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender, as of October 29, 1971, of the charter of "Marché Fortin ltée", incorporated on April 18, 1956.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

42770 11187-56

Marvel Kote Distribution Inc.

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender, as of October 29, 1971, of the charter of "Marvel Kote Distribution Inc.", incorporated on September 16, 1965.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

42770 4139-65

Mercerie Lecours inc.

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender, as of October 29, 1971, of the charter of "Mercerie Lecours inc.", incorporated on February 9, 1967.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

42770 554-67

Mico inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Mico inc. », constituée en corporation le 28 juillet 1966, à compter du 29 octobre 1971.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

42770-o 3105-66

Mont Louis Seigniory Limited

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Mont Louis Seigniory Limited », constituée en corporation le 26 mai 1924, à compter du 29 octobre 1971.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

42770-o 990-24

Pat Nicholson limitée

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Pat Nicholson limitée », constituée en corporation le 25 juin 1954, à compter du 29 octobre 1971.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

42770-o 11360-54

Les Placements J.F.R.M. ltée

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Les Placements J.F.R.M. ltée », constituée en corporation le 2 janvier 1970, à compter du 29 octobre 1971.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

42770-o 6050-69

Placements Pierre Roux inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Placements Pierre Roux inc. », constituée en corporation le 17 juillet 1963, à compter du 29 octobre 1971.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

42770-o 2543-63

Plâtrage St-Laurent (1963) inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Plâtrage St-Laurent (1963) inc. », constituée en corporation le 5 avril 1963, à compter du 29 octobre 1971.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

42770-o 1513-63

Mico inc.

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender, as of October 29, 1971, of the charter of "Mico inc.", incorporated on July 28, 1966.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

42770 3105-66

Mont Louis Seigniory Limited

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender, as of October 29, 1971, of the charter of "Mont Louis Seigniory Limited", incorporated on May 26, 1924.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

42770 990-24

Pat Nicholson limitée

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender, as of October 29, 1971, of the charter of "Pat Nicholson limitée", incorporated on June 25, 1954.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

42770 11360-54

Les Placements J.F.R.M. ltée

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender, as of October 29, 1971, of the charter of "Les Placements J.F.R.M. ltée", incorporated on January 2, 1970.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

42770 6050-69

Placements Pierre Roux inc.

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender, as of October 29, 1971, of the charter of "Placements Pierre Roux inc.", incorporated on July 17, 1963.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

42770 2543-63

Plâtrage St-Laurent (1963) inc.

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender, as of October 29, 1971, of the charter of "Plâtrage St-Laurent (1963) inc.", incorporated on April 5, 1963.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

42770 1513-63

Rohault Mines Ltd.
(No personal liability)

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Rohault Mines Ltd. » (No personal liability), constituée en corporation le 21 janvier 1952, à compter du 29 octobre 1971.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

42770-o 2126-52

Royer, McDonald inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Royer, McDonald inc. », constituée en corporation le 28 juin 1965, à compter du 29 octobre 1971.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX

42770-o 2866-65

Secrétariat Médical Sept-Iles inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Secrétariat Médical Sept-Iles inc. », constituée en corporation le 14 août 1969, à compter du 29 october 1971.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

42770-o 4011-69

St-Louis & Fils ltée

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « St-Louis & Fils ltée », constituée en corporation le 24 septembre 1963, à compter du 29 octobre 1971.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

42770-o 3961-63

La Société de Planification Générale inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « La Société de Planification Générale inc. », constituée en corporation le 27 mars 1968, à compter du 29 octobre 1971.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

42770-o 1349-68

Tapis Maison ltée
Home Carpet Ltd.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Tapis

Rohault Mines Ltd.
(No personal liability)

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender, as of October 29, 1971, of the charte of "Rohault Mines Ltd." (No personal liability), incorporated on January 21, 1952.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

42770 2126-52

Royer, McDonald inc.

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender, as of October 29, 1971, of the charter of "Royer, McDonald inc.", incorporated on June 28, 1965.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

42770 2866-65

Secrétariat Médical Sept-Iles inc.

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender, as of October 29, 1971, of the charter of "Secrétariat Médical Sept-Iles inc.", incorporated on August 14, 1969.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

42770 4011-69

St-Louis & Fils ltée

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender, as of October 29, 1971, of the charter of "St-Louis & Fils ltée", incorporated on September 24, 1963.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

42770 3961-63

La Société de Planification Générale inc.

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender, as of October 29, 1971, of the charter of "La Société de Planification Générale inc.", incorporated on March 27, 1968.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

42770 1349-68

Tapis Maison ltée
Home Carpet Ltd.

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender,

Maison ltée — Home Carpet Ltd. », constituée en corporation le 27 septembre 1965, à compter du 29 octobre 1971.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

42770-o 4177-65

Les Terrains de la Ferte inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Les Terrains de la Ferte inc. », constituée en corporation le 23 juillet 1962, à compter du 29 octobre 1971.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

42770-o 13095-62

J. Terry Ltd.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « J. Terry Ltd. », constituée en corporation le 5 mars 1962, à compter du 29 octobre 1971.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

42770-o 10617-62

Transportation Trucking Services Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Transportation Trucking Services Inc. », constituée en corporation le 11 août 1967, à compter du 29 octobre 1971.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

42770-o 3456-67

2100 Papineau Realty Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « 2100 Papineau Realty Inc. », constituée en corporation le 7 juin 1957, à compter du 29 octobre 1971.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

42770-o 11841-57

United Plumbing & Heating Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « United Plumbing & Heating Inc. », constituée en corporation le 1er mars 1937, à compter du 29 octobre 1971.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

42770-o 557-37

as of October 29, 1971, of the charter of "Tapis Maison ltée — Home Carpet Ltd.", incorporated on September 27, 1965.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

42770 4177-65

Les Terrains de la Ferte inc.

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender, as of October 29, 1971, of the charter of "Les Terrains de la Ferte inc.", incorporated on July 23, 1962.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

42770 13095-62

J. Terry Ltd.

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender, as of October 29, 1971, of the charter of "J. Terry Ltd.", incorporated on March 5, 1962.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

42770 10617-62

Transportation Trucking Services Inc.

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender, as of October 29, 1971, of the charter of "Transportation Trucking Services Inc.", incorporated on August 11, 1967.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

42770 3456-67

2100 Papineau Realty Inc.

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender, as of October 29, 1971, of the charter of "2100 Papineau Realty Inc.", incorporated on June 7, 1957.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

42770 11841-57

United Plumbing & Heating Inc.

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender, as of October 29, 1971, of the charter of "United Plumbing & Heating Inc.", incorporated on March 1, 1937.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

42770 557-37

Vivons Jrs. Ltd.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Vivons Jrs. Ltd. », constituée en corporation le 2 décembre 1966, à compter du 29 octobre 1971.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

42770-o 4947-66

Zante Pizza St. Laurent Ltd.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Zante Pizza St. Laurent Ltd. », constituée en corporation le 26 mai 1966, à compter du 29 octobre 1971.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

42770-o 1956-66

Vivons Jrs. Ltd.

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surender, as of October 29, 1971, of the charter of "Vivons Jrs. Ltd.", incorporated on December 2, 1966.

ROCH RIOUX,
Directors of the Companies Service.

42770 4947-66

Zante Pizza St. Laurent Ltd.

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender, as of October 29, 1971, of the charter of "Zante Pizza St. Laurent Ltd.", incorporated on May 26, 1966.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

42770 1956-66

Chartes — demandes d'abandon de

Le Café Tabouret ltée

Avis est donné que la compagnie « Le Café Tabouret ltée » demandera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives la permission d'abandonner sa charte.

Le procureur de la compagnie,
42775-o BERNARD E. BLANCHARD, *avocat.*

Imprimerie petit journal ltée

Avis est par les présentes donné que « Imprimerie petit journal ltée », compagnie incorporée en vertu de la Loi des compagnies, demandera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives de la province de Québec la permission d'abandonner sa charte en vertu des dispositions de ladite loi.

Donné à Montréal, ce 26e jour d'octobre 1971.

Les procureurs de la compagnie,
GEOFFRION & PRUD'HOMME.

500 Place d'Armes,
Montréal (126), Qué. 42780-o

T. S. Meehan (Bury) Ltd.

Avis est donné que la compagnie « T. S. Meehan (Bury) Ltd. », corporation incorporée sous la Loi des compagnies du Québec et ayant son siège social dans la cité de Sherbrooke, Québec, demandera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives de la province de Québec, la permission d'abandonner sa charte.

Daté à Sherbrooke, ce 13e jour de juillet 1971.

Le secrétaire,
ANDRÉ P. CHARPENTIER, C.A.

67 ouest, King, Sherbrooke, P.Q. 42781-o

Charters — Applications for Surrender of

Le Café Tabouret ltée

Notice is given that "Le Café Tabouret ltée" will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives for leave to surrender its charter.

BERNARD E. BLANCHARD, *Advocate,*
42775 *Attorney for the Company.*

Imprimerie petit journal ltée

Notice is hereby given that "Imprimerie petit journal ltée", company incorporated under the Companies Act, will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives of the Province of Québec for leave to surrender its charter under the provisions of the said Act.

Dated at Montreal, this 26th day of October, 1971.

GEOFFRION & PRUD'HOMME,
Attorneys for the Company.

500 Place d'Armes,
Montreal (126), Qué. 42780-o

T. S. Meehan (Bury) Ltd.

Notice is given that "T. S. Meehan (Bury) Ltd.", a corporation incorporated under the Companies Act and having its head office in the city of Sherbrooke, Québec, will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives of the Province of Québec for leave to surrender its charter under the provisions of the Companies Act.

Dated at Sherbrooke, this 13th day of July 1971.

ANDRÉ P. CHARPENTIER, C.A.,
Secretary.

67 King West, Sherbrooke, P.Q. 42781-o

Dupré automobile ltée

Avis est donné que la compagnie « Dupré automobile ltée », 18 boulevard Laurier, Beloeil, Qué., demandera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives la permission d'abandonner sa charte.

Le secrétaire,
42779-o THÉRÈSE DUPRÉ CARRIÈRE.

Dupré automobile ltée

Notice is given that "Dupré automobile ltée », 18 Laurier Boulevard, Beloeil, Québec, will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives for leave to surrender its charter.

THÉRÈSE DUPRÉ CARRIÈRE,
42779 *Secretary.*

La Société d'habitation de St-Roch inc.

Avis est donné que la compagnie « La Société d'habitation de St-Roch inc. » demandera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives la permission d'abandonner sa charte.

Les procureurs de la compagnie,
42782-o LACHAPELLE, ROY, PARENT, *Advocats.*

La Société d'habitation de St-Roch inc.

Notice is given that "La Société d'habitation de St-Roch inc." will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives for leave to surrender its charter.

LACHAPELLE, ROY, PARENT, *Advocates,*
42782 *Attorneys for the Company.*

Cartier Mortgage and Realty Ltd.
Cartier hypothèque et immeubles ltée

Avis est donné par les présentes que la compagnie « Cartier Mortgage and Realty Ltd.— Cartier hypothèque et immeubles ltée », une corporation en vertu de la Loi des compagnies, et ayant son siège social à Montréal, s'adressera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives de la province de Québec, pour obtenir la permission d'abandonner sa charte selon les dispositions de la Loi des compagnies.

Daté à Montréal, ce 7e jour de juin 1971.

Les procureurs de la compagnie,
(Sceau) ADESSKY, KINGSTONE, ZERBISIAS
1255 Universiét & POULIN.
Suite 400, Montreal, Québec. 42776-o

Cartier Mortgage and Realty Ltd.
Cartier hypothèque et immeubles ltée

Notice is hereby given that "Cartier Mortgage and Realty Ltd.— Cartier hypothèque et immeubles ltée", a corporation incorporated under the Companies Act and havings its head office in the city of Montreal will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives of the Province of Québec for leave to surrender its charter under the provisions of the Companies Act.

Dated at Montreal, this 7th day of June, 1971.

ADESSKY, KINGSTONE, ZERBISIAS
(Seal) & POULIN,
1255 University,, Street. *Attorneys for the Company.*
Suite 400, Montreal, Québec. 42776-o

La Cie de développement St-Charles inc.

Avis est donné que « La Cie de développement St-Charles inc. », une corporation légalement constituée en vertu de la Loi des compagnies, et ayant son siège social à Montréal, s'adressera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives de la province de Québec, pour obtenir la permission d'abandonner sa charte suivant les dispositions de la Loi des compagnies.

Daté à Montréal, ce 19e jour d'octobre 1971.

Les procureurs de la compagnie,
ADESSKY, KINGSTONE, ZERBISIAS
1255 Université, & POULIN.
Suite 400, Montréal, Québec. 42777

La Cie de développement St-Charles inc.

Notice is hereby given that "La Cie de développement St-Charles inc.", a corporation incorporated under the Companies Act and having its head office in the city of Montreal will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, of the Province of Québec, for leave to surrender its charter under the provisions of the Companies Act.

Dated at Montreal, this 19th day of October, 1971.

ADESSKY, KINGSTONE, ZERBISIAS
& POULIN,
1255 University Street, *Attorneys for the Company.*
Suite 400, Montreal, Québec. 42777-o

Le Club social au chat noir inc.

Avis est donné que la compagnie « Le Club social au chat noir inc. » constituée en vertu de la Loi des compagnies, ayant son siège social à Montréal, dans le district de Montréal, province de Québec, demandera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives, la permission d'abandonner sa charte.

Québec, le 21 octobre 1971.

L'HEUREUX, PHILIPPON, GARNEAU,
TOURIGNY & ST-ARNAUD.
C.P. 2325, Québec 2, Qué. 42778-o

Le Club social au chat noir inc.

Notice is given that "Le Club social au chat noir inc." incorporated under the Companies Act, having its head office in Montreal City, in the district of Montreal, Province of Québec, will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies, and Cooperatives for leave to surrender its charter.

Québec, October 21, 1971.

L'HEUREUX, PHILIPPON, GARNEAU,
TOURIGNY & ST-ARNAUD.
P.O. Box 2325, Québec 2, Qué. 42778-o

Chaussures Max inc.
Max Shoes Inc.

Avis est donné que la compagnie « Chaussures Max inc.— Max Shoes Inc. » demandera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives la permission d'abandonner sa charte.

Le procureur de la compagnie,
GUY BÉLISLE, *notaire.*

149, rue St-Eustache,
St-Eustache, Qué. 42819-o

Chaussures Max inc.
Max Shoes Inc.

Notice is given that "Chaussures Max inc.— Max Shoes Inc." will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives for leave to surrender its charter.

GUY BÉLISLE, *Notary,*
Attorney for the company.

149 St. Eustache Street,
St. Eustache, Qué. 42819

Keyran Operating Company Ltd.

Avis est donné que « Keyran Operating Company Ltd. », corporation constituée en vertu de la Loi des compagnies, s'adressera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives pour obtenir la permission d'abandonner sa charte en vertu de la Loi des compagnies.

Daté à Montréal, Québec, ce 20e jour d'octobre, 1971.

Le secrétaire-trésorier,
G. W. KENNAWAY.

42820-o

Keyran Operating Company Ltd.

Notice is hereby given that "Keyran Operating Company Ltd.", a corporation incorporated under the Companies Act, will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives for leave to surrender its charter under the provisions of the Companies Act.

Dated at Montreal, Québec this 20th day of October. 1971.

G. W. KENNAWAY,
Secretary-Treasurer.

42820-o

Centre sportif Mont St-Eustache inc.

Avis est donné que la compagnie: « Centre sportif Mont St-Eustache inc. » demandera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives la permission d'abandonner sa charte.

Les procureurs de la compagnie,
BINETTE, LACHANCE,
BÉLISLE & TAILLEFER.

149, rue St-Eustache, St-Eustache, P.Q. 42846-o

Centre sportif Mont St-Eustache inc.

Notice is given that "Centre sportif Mont St-Eustache inc." will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives for leave to surrender its charter.

BINETTE, LACHANCE,
BÉLISLE & TAILLEFER,
Attorneys for the Company.

149 St. Eustache Street, St. Eustache, P.Q. 42846

Grenier & Frères ltée

Avis est donné que la compagnie « Grenier & Frères ltée » demandera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives du Québec, la permission d'abandonner sa charte.

Québec, ce 16 octobre 1971.

Le procureur de la compagnie,
YVON CHAMBERLAND, *avocat.*

1000, avenue Fournier, Ste-Foy, Québec 10. 42847-o

Grenier & Frères ltée

Notice is given that "Grenier & Frères ltée" will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives of Québec, for leave to surrender its charter.

Québec, October 16, 1971.

YVON CHAMBERLAND, *Avocat,*
Attorney for the Company.

1000, Fournier Avenue, Ste-Foy, Québec 10. 42847-o

Shawinigan Charcoal ltée

Avis est donné que la compagnie « Shawinigan Charcoal ltée », demandera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives la permission d'abandonner sa charte.

Montréal, ce 14 octobre 1971.

Le procureur de la compagnie,
GERVAISE BRISSON.

42848-o

Shawinigan Charcoal ltée

Notice is given that "Shawinigan Charcoal ltée" will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives for leave to surrender its charter.

Montreal, October 14, 1971.

GERVAISE BRISSON,
Attorney for the Company.

42848

Wolff Farm & Real Estate Consultants Inc.

Avis est par les présentes donné que « Wolff Farm & Real Estate Consultants Inc. », une corporation légalement constituée selon la Loi des compagnies et ayant son siège social dans la ville de Montréal, solicitera auprès du ministre des institutions financières, com-

Wolff Farm & Real Estate Consultants Inc.

Notice is hereby given that "Wolff Farm & Real Estate Consultants Inc., a corporation incorporated under the Companies Act and having its head office in the city of Montreal, will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives of

pagnies et coopératives de la province de Québec, la permission d'abandonner sa charte selon les provisions de la Loi des compagnies.

Donné à Montréal, ce 27e jour d'octobre 1971.

Le secrétaire,
HARVEY CRESTOHL.

42849-o

the Province of Québec for leave to surrender its charter under the provisions of the Companies Act.

Dated at Montreal, this 27th day of October, 1971.

HARVEY CRESTOHL,
Provisional Secretary.

42849-o

Divers
Compagnies

Bancroft Industries Limited

La compagnie « Bancroft Industries Limited » donne avis qu'elle a changé le nombre de ses administrateurs de 3 à 4.

Le secrétaire,
WILLIAM WHYTE.

42783-o 3182-45

Corporation Sepco-Metcon Sepco-Metcon Corporation

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis qu'il a approuvé le règlement numéro XXIII, de la compagnie « Metcon Corporation », constituée par lettres patentes en date du 9e jour de janvier 1963, changeant son nom en celui de « Corporation Sepco-Metcon — Sepco-Metcon Corporation ».

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

42784-o 90-63

Onyx Films, inc.

La compagnie « Onyx Films, inc. » donne avis qu'elle a changé le nombre de ses administrateurs de 6 à 4.

Le secrétaire,
CLAUDE HÉROUX.

42785-o 11238-62

Russell Knit Ltd.

La compagnie « Russell Knit Ltd." donne avis qu'elle a changé le nombre de ses administrateurs de 3 à 7.

Le secrétaire,
J.-MARCEL BLAIS.

42786-o 15619-61

Service Social Lafontaine

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis que le 23 septembre 1971, il a approuvé les amendements aux règlements généraux de la corporation « Service Social Lafontaine », et ce, en vertu de l'article 225 de la Loi des compagnies.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

42787-o 3862-63

Miscellaneous
Companies

Bancroft Industries Limited

Notice is given that "Bancroft Industries Limited" has changed the number of its directors from 3 to 4.

WILLIAM WHYTE,
Secretary.

42783-o 3182-45

Corporation Sepco-Metcon Sepco-Metcon Corporation

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has approved the by-law number XXIII, of the company "Metcon Corporation", incorporated by letters patent dated the 9th day of January 1963, changing its name into that of "Corporation Sepco-Metcon — Sepco-Metcon Corporation".

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

42784-o 90-63

Onyx Films, inc.

Notice is given that "Onyx Films, inc." has decreased the number of its directors from 6 to 4.

CLAUDE HÉROUX,
Secretary.

42785 11238-62

Russell Knit Ltd.

Notice is given that "Russell Knit Ltd." has changed the number of its directors from 3 to 7.

J.-MARCEL BLAIS,
Secretary.

42786-o 15619-61

Service Social Lafontaine

The Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives gives notice that on September 23, 1971, he approved the amendments to the general by-laws of the corporation "Service Social Lafontaine", pursuant to section 225 of the Companies Act.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

42787 3862-63

Blondy Art Luggage Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis qu'il a approuvé le règlement « A », de la compagnie « Art Luggage & Novelties Co. Ltd. », constituée par lettres patentes en date du 19e jour de décembre 1958, changeant son nom en celui de « Blondy Art Luggage Inc. ».

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

42821-o 14749-58

Blondy Art Luggage Inc.

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has approved the by-law "A", of the company "Art Luggage & Novelties Co. Ltd.", incorporated by letters patent dated the 19th day of December, 1958, changing its name into that of "Blondy Art Luggage Inc.".

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

42821-o 14749-58

Domaine Neufchatel inc.

La compagnie « Domaine Neufchatel inc. » donne avis qu'elle a changé le nombre de ses administrateurs de 5 à 3.

Le secrétaire,
GYRILLE DELAGE, N.P.

42822-o 5220-65

Domaine Neufchatel inc.

Notice is given that "Domaine Neufchatel inc." has decreased the number of its directors from 5 to 3.

CYRILLE DELAGE, N.P.,
Secretary.

42822 5220-65

Hydraulic Machinery Company, Limited

La compagnie « Hydraulic Machinery Company, Limited » donne avis qu'elle a augmenté de 4 à 5 le nombre de ses administrateurs.

Le secrétaire,
J. G. PORTEOUS.

42823 1745-47

Hydraulic Machinery Company, Limited

Notice is given that "Hydraulic Machinery Company, Limited" has changed the number of its directors from 4 to 5.

J. G. PORTEOUS,
Secretary.

42823-o 1745-47

Anita Rubin Fashions Ltd.
Les Modes Anita Rubin ltée

La compagnie « Anita Rubin Fashions Ltd.— Les Modes Anita Rubin ltée » donne avis qu'elle a augmenté de 3 à 4 le nombre de ses administrateurs.

Le secrétaire,
ASSAD JARRAH ZADE.

42824 159-71

Anita Rubin Fashions Ltd.
Les Modes Anita Rubin ltée

Notice is given that "Anita Rubin Fashions Ltd.— Les Modes Anita Rubin ltée" has changed the number of its directors from 3 to 4.

ASSAD JARRAH ZADE,
Secretary.

42824-o 159-71

Tel-Aide

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis que le 19 octobre 1971, il a approuvé les règlements généraux (numéro 1) de la corporation « Tel-Aide », et ce, en vertu de l'article 226 de la Loi des compagnies.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

42825-o 4649-70

Tel-Aide

The Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives gives notice that on October 19, 1971, and pursuant to section 226 of the Companies Act, he approved the general by-laws (number 1) of "Tel-Aide".

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

42825 4649-70

Bail ltée
Bail Ltd.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis qu'il a approuvé le règlement numéro 56, de la compagnie « A.N. Bail Compagnie limitée — A.N. Bail Company Limited », constituée par lettres patentes en date du 3e jour d'avril 1940, changeant son nom en celui de « Bail ltée — Bail Ltd. ».

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

42850-o 2105-40

Bail ltée
Bail Ltd.

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has approved the by-law No. 56, of the company "A.N. Bail Compagnie limitée — A.N. Bail Company Limited", incorporated by letters patent dated the 3rd day of April 1940, changing its name into that of "Bail ltée — Bail Ltd.".

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

42850-o 2105-40

Louis-Georges Perron inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis qu'il a approuvé le règlement de la compagnie « Les Immeubles Ste-Foy ltée », constituée par lettres patentes en date du 21e jour de mars 1967, changeant son nom en celui de « Louis-Georges Perron inc. ».

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

42851-o 1218-67

Résidence Ste-Marie

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis que le 4 octobre 1971, il a approuvé les amendements aux règlements généraux de la corporation « Résidence Ste-Marie », et ce, en vertu de l'article 226 de la Loi des compagnies.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

42852-o 4235-66

Louis-Georges Perron inc.

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has approved the by-law of the company "Les Immeubles Ste-Foy ltée", incorporated by letters patent dated the 21st day of March, 1967, changing its name into that of "Louis-Georges Perron inc.".

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

42851-o 1218-67

Résidence Ste-Marie

The Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives gives notice that on October 4, 1971, he approved the general by-laws of "Résidence Ste-Marie", pursuant to section 226 of the Companies Act.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

42852 4235-66

Sièges sociaux

Barnea Enterprises Ltd.

La compagnie « Barnea Enterprises Ltd. », constituée en corporation par lettres patentes le 4e jour de mai 1959, et ayant son siège social à Montréal, où son bureau était situé à 3906, rue Clark, donne avis qu'elle l'a transporté à 5221, avenue De Gaspé, ville et district de Montréal, province de Québec.

À compter de la date de cet avis ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Le secrétaire,
MUSZKE CUKIERMAN.

42788 12672-59

Jerimor Fabrics Inc.

La compagnie « Jerimor Fabrics Inc. » donne avis qu'elle a changé son siège social du numéro 111, rue Chabanel ouest, Montréal au numéro 2895, rue Notre-Dame, Lachine.

Le secrétaire,
SANDRA GOLDBERG.

42801-o 15431-59

J. M. Marsan & Compagnie limitée

La compagnie « J. M. Marsan & Compagnie limitée » donne avis qu'elle a transporté son siège social de 2795, chemin Bates Montréal, à 675, Montée de Liesse, Saint-Laurent.

L'assistant-secrétaire,
DONALD L. COLEMAN.

42802 9162-49

Head Offices

Barnea Enterprises Ltd.

Notice is hereby given that "Barnea Enterprises Ltd.", incorporated by letters patent on the 4th day of May, 1959, and having its head office in Montreal, where its office was situated at 3906 Clark Street, has moved it to 5221 De Gaspé Avenue, city and district of Montreal, Province of Québec.

From and after the date of this notice the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Montreal, this 5th day of October, 1971.

MUSZKE CUKIERMAN,
Secretary.

42788-o 12672-59

Jerimor Fabrics Inc.

Notice is given that "Jerimor Fabrics Inc." has transferred its head office from 111 Chabanel Street West, Montreal to 2895 Notre-Dame Street, Lachine.

SANDRA GOLDBERG,
Secretary.

42801-o 15431-59

J. M. Marsan & Compagnie limitée

Notice is given that "J. M. Marsan & Compagnie limitée" has transferred its head office from 2795 Bates Road, Montreal to 675 Montée de Liesse, Saint-Laurent.

DONALD L. COLEMAN,
Assistant-Secretary.

42802-o 9162-49

Oryx Realty Corporation

La compagnie « Oryx Realty Corporation », constituée en corporation par lettres patentes, le 7e jour de mai 1958, et ayant son siège social à Montréal, où son bureau était situé à 3906, rue Clark, donne avis qu'elle l'a transporté à 5221, avenue De Gaspé, ville et district de Montréal, province de Québec.

À compter de la date de cet avis, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Daté à Montréal, ce 5e jour d'octobre 1971.

Le secrétaire-trésorier,
ZELMAN CUKIERMAN.

42803 11567-58

Oryx Realty Corporation

Notice is hereby given that "Oryx Realty Corporation", incorporated by letters patent on the 7th day of May, 1958, and having its head office in Montreal, where its office was situated at 3906 Clark Street, has moved it to 5221 De Gaspé Avenue, city and district of Montreal, Province of Québec.

From and after the date of this notice the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Montreal, this 5th day of October, 1971.

ZELMAN CUKIERMAN,
Secretary-Treasurer.

42803-o 11567-58

Breault & Gosselin Construction Co. Ltd.

Avis est donné que la compagnie « Breault & Gosselin Construction Co. Ltd. », constituée en corporation suivant la première partie de la Loi des compagnies en date du trente novembre mil neuf cent soixante-dix et ayant son siège social en la Ville D'Anjou, a établi son bureau au numéro 8435, boulevard Châteauneuf.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Donné à Lavaltrie, ce 7e jour du mois d'octobre mil neuf cent soixante et onze.

EUGÈNE BREAULT.

42789-o 5287-70

Breault & Gosselin Construction Co. Ltd.

Notice is hereby given that "Breault & Gosselin Construction Co. Ltd.", company incorporated by Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 30th day of November nineteen seventy, and having its head office at Ville d'Anjou, has established its office at No. 8435 Châteauneuf Boulevard.

From and after the date of this notice the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Lavaltrie, this 7th day of October nineteen seventy-one.

EUGÈNE BREAULT.

42789-o 5287-70

Cie d'informatique de gestion ltée

Avis est donné que la compagnie « Cie d'informatique de gestion ltée », constituée en corporation par lettres patentes en date du 27 août 1971 et ayant son siège social dans la Ville de Brossard, a établi son bureau au numéro 2431A rue Nancy.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Donné à Montréal, ce 12e jour d'octobre 1971.

La secrétaire,
HÉLÈNE STE-MARIE.

42790-o 3614-71

Cie d'informatique de gestion ltée

Notice is hereby given that the "Cie d'informatique de gestion ltée" company, incorporated by letters patent on the 27th day of August, 1971, and having its head office in the City of Brossard, has established its office at No. 2431A Nancy Street.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Montreal, this 12th day of October 1971.

HÉLÈNE STE-MARIE,
Secretary.

42790-o 3614-71

Cercogex Inc.

Avis est donné que la compagnie « Cercogex Inc. », constituée en corporation par lettres patentes en date du 17 juin 1971 et ayant son siège social à Montréal, a établi son bureau sur le Boulevard Gouin est, au numéro 1496, district judiciaire de Montréal.

A compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Donné à Montréal, ce 3 août 1971.

Le président,
CLAUDE BAILLARGEON.

42791-o 3128-71

Cercogex Inc.

Notice is given that "Gercogex Inc.", incorporated by letters patent dated June 17, 1971, with its head office in Montreal, has established its office on Gouin Boulevard East, at number 1496, judicial district of Montreal.

From and after the date of this notice the said office shall be considered by the company as being its head office.

Given in Montreal, August 3, 1971.

CLAUDE BAILLARGEON,
President.

42791 3128-71

La Compagnie d'Exploration Minière Duval ltée Duval Mining Exploration Company Ltd.

La compagnie « La Compagnie d'Exploration Minière Duval ltée — Duval Mining Exploration Company Ltd. » donne avis qu'elle a transporté son siège social de Montréal à 524, rue Laflamme, Thetford-Mines.

Le secrétaire,
MICHEL BLOUIN.

42792 3699-71

Conrad Sportswear Inc.

Avis est donné que la compagnie « Conrad Sportswear Inc. » constituée en vertu de la Loi des compagnies par lettres patentes en date du 2e jour de janvier 1970, et ayant son siège social et sa principale place d'affaires en les ville et district de Montréal, l'a transporté à 4446, boulevard St-Laurent, en les ville et district de Montréal, province de Québec.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Donné à Montréal, ce 19e jour d'octobre 1971.

Le secrétaire,
EDDY MAJERFELD.

42793-o 6344-69

Cougar Investments Limited

Avis est donné que la compagnie « Cougar Investments Limited » constituée par lettres patentes datées du 3 août 1971, et ayant son siège social à Montréal, P.Q., a établi son bureau principal à Suite 750, 1 Place Ville Marie, Édifice de La Banque Royale du Canada.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Montréal, P.Q., ce 13e jour de septembre 1971.

(Sceau) *Le président,*
F. A. CHEFTECHI.

42794-o 71-4052

Domaine Neufchatel inc.

La compagnie « Domaine Neufchatel inc. » donne avis qu'elle a changé son siège social du numéro 81, rue St-Pierre, Québec, au numéro 1271, rue Lemoine, Sillery.

Le secrétaire,
CYRILLE DELAGE, N.P.

42822-o 5220-65

Alliance Advertising & Applied Arts Inc.

La compagnie « Alliance Advertising & Applied Arts Inc. » constituée en corporation en vertu de la première partie de la Loi des compagnies par lettres patentes émises le 27 septembre 1949, donne avis qu'elle a transporté son siège social de 2215, Plymouth Grove, Montréal, Québec à 2041 ouest, rue Notre-Dame, Montréal, Québec.

Montréal, Québec, ce 18e jour d'octobre 1971.

Le secrétaire,
(Sceau) ROMÉO LAVERTU.

42826 7798-49

La Compagnie d'Exploration Minière Duval ltée Duval Mining Exploration Company Ltd.

Notice is given that "La Compagnie d'Exploration Minière Duval ltée — Duval Mining Exploration Company Ltd." has transferred its head office from Montreal to 524 Laflamme Street, Thetford Mines.

MICHEL BLOUIN,
Secretary.

42792-o 3699-71

Conrad Sportswear Inc.

Notice is hereby given that "Conrad Sportswear Inc." incorporated under the Companies Act by letters patent dated the 2nd day of January, 1970, and having its head office and principal place of business in the city and district of Montreal, has moved it to 4446 St. Lawrence Boulevard, in the city and district of Montreal, Province of Québec.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Montreal, this 19th day of October, 1971.

EDDY MAJERFELD,
Secretary.

42793-o 6344-69

Cougar Investments Limited

Notice is hereby given that "Cougar Investments Limited" incorporated by letters patent dated August 3, 1971, and having its head office in Montreal, P.Q., has established its head office at Suite 750, 1 Place Ville Marie, The Royal Bank Building.

From and after the date of the present notice, the said office is considered by the company as being its head office.

Given at Montreal, P.Q., this 13th day of September, 1971.

(Seal) F. A. CHEFTECHI,
President.

42794-o 71-4052

Domaine Neufchatel inc.

Notice is given that "Domaine Neufchatel inc." has transferred its head office from number 81 St-Pierre Street, Québec to number 1271 Lemoine Street, Sillery.

CYRILLE DELAGE, N.P.,
Secretary.

42822 5220-65

Alliance Advertising & Applied Arts Inc.

Notice is hereby given that "Alliance Advertising & Applied Arts Inc.", incorporated under Part I of the Companies Act by letters patent issued on September 27, 1949 has moved its head office from 2215 Plymouth Grove, Montreal, Québec to 2041 Notre-Dame Street West, Montreal, Québec.

Montreal, Québec, this 18th day of October 1971.

ROMÉO LAVERTU,
(Seal) *Secretary.*

42826-o 7798-49

Diamond Expansion Bolt Company of Canada

La compagnie « Diamond Expansion Bolt Company of Canada" constituée en corporation en vertu de la Loi des compagnies de Québec de 1920 par lettres patentes datées du 26 janvier 1926, et ayant son siège social à Montréal, donne avis qu'elle a établi son bureau à 4111 Tour de la Bourse, place Victoria, Montréal 115, Canada.

Daté du 4 mai 1971.

Le secrétaire,
DAVID C. SEARLS.

42827 2278-25

Nadeau Drive Yourself Inc.
Location de Véhicules Nadeau Inc.

Avis est donné que la compagnie « Nadeau Drive Yourself Inc.— Location de Véhicules Nadeau Inc. » constituée en corporation par lettres patentes émises en date du 18 juin 1971 et ayant son siège social à Sorel, a établi son bureau au numéro 98, de la rue Ramesay.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Daté de Sorel, ce 15e jour de juillet 1971.

Le secrétaire-trésorier,
RICHARD NADEAU.

42828-o 3340-71

T. Veno (Eastern) Inc.

La compagnie « T. Veno (Eastern) Inc. » donne avis qu'elle a changé son siège social de Dollard-des-Ormeaux au numéro 2740, boulevard Pitfield, Saint-Laurent.

Le secrétaire,
BERNARD BRISEBOIS.

42804-o 1940-70

Universal Granit Center Inc.
Centre Universel du Granit inc.

La compagnie « Universal Granit Center Inc.— Centre Universel du Granit inc. » donne avis qu'elle a changé son siège social du numéro 2608, boulevard Liégeois, Sainte-Foy, à Lac Drolet, comté de Frontenac.

Le secrétaire,
MARCEL SIROIS.

42853-o 1105-69

Informatique SGF ltée

Avis est donné que la compagnie « Informatique SGF ltée » constituée en corporation en vertu de la première partie de la Loi des compagnies en date du 18 juin 1970 et ayant son siège social dans la cité de Montréal, a établi son bureau au numéro 215, de la rue Saint-Jacques (suite 816), à Montréal.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Donné à Montréal, ce 9e jour de septembre 1971.

Le secrétaire,
J. CLAUDE BUREAU.

42854-o 2648-70

Diamond Expansion Bolt Company of Canada

Notice is hereby given that "Diamond Expansion Bolt Company of Canada", incorporated under the Québec Companies Act of 1920 by letters patent dated January 26, 1926 and having its head office in Montreal, has established its office at 4111 Stock Exchange Tower, Place Victoria, Montreal 115, Canada.

Dated May 4, 1971.

DAVID C. SEARLS,
Secretary.

42827-o 2278-25

Nadeau Drive Yourself Inc.
Location de Véhicules Nadeau Inc.

Notice is given that "Nadeau Drive Yourself Inc.— Location de Véhicules Nadeau Inc." incorporated by letters patent on the 18th day of June, 1971, having its head office in the city of Sorel, has established its office at number 98 Ramesay Street.

From the date of the present notice, the said office is considered by the company as being its head office.

Dated at Sorel, this 15th day of July, 1971.

RICHARD NADEAU,
Secretary-Treasurer.

42828-o 3340-71

T. Veno (Eastern) Inc.

Notice is given that "T. Veno (Eastern) Inc." has transferred its head office from Dollard-des-Ormeaux to number 2740 Pitfield Boulevard, Saint-Laurent.

BERNARD BRISEBOIS,
Secretary.

42804 1940-70

Universal Granit Center Inc.
Centre Universel du Granit inc.

Notice is given that "Universal Granit Center Inc.— Centre Universel du Granit inc." has transferred its head office from number 2608 Liégeois Boulevard, Sainte-Foy to Drolet Lake, county of Frontenac.

MARCEL SIROIS,
Secretary.

42853 1105-69

Informatique SGF ltée

Notice is given that "Informatique SGF ltée" incorporated under Part I of the Companies Act on June 18, 1970, and having its head office in the city of Montreal, has established its office at number 215 St. James Street, (Suite 816), in Montreal.

From the date of this notice, the said office is considered by the company as being its head office.

Given at Montreal, this 9th day of September, 1971.

J. CLAUDE BUREAU,
Secretary.

42854 2648-70

L'Institut de Personnalité inc.

Avis est donné que la compagnie « L'Institut de Personnalité inc. », constituée en corporation en vertu de la Loi des compagnies par lettres patentes datées du 2 juillet 1965, et ayant son siège social dans la ville de Montréal, où elle avait son bureau situé jusqu'aujourd'hui à 1600, rue Berri, l'a transporté à 2850 est, rue Sherbrooke.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Donné à Montréal, ce 22e jour de septembre 1971.

(Sceau) *Le secrétaire,*
MAURICE JETTÉ.

42855-o 2935-65

ImNat Ltd.
ImNat ltée

Avis est donné que la compagnie « ImNat Ltd. — ImNat ltée » constituée en corporation par lettres patentes en date du 26 avril 1971 et ayant son siège social à Montréal, a établi son bureau et sa principale place d'affaires au 500, Place d'Armes, Suite 1660, Montréal, P.Q.

Montréal, le 15 octobre 1971.

Le secrétaire,
ROGER L. BEAULIEU, C.R.

42798-o 1968-71

Imprimerie St-Patrice inc.

Avis est donné que la compagnie « Imprimerie St-Patrice inc. » constituée en corporation sous l'empire de la Loi des compagnies en date du 18e jour de juin 1970 et ayant son siège social en la cité de Trois-Rivières, a établi son bureau, au numéro 973, de la rue Champflour, en ladite cité.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Donné à Trois-Rivières, ce 14e jour d'octobre 1971.

Le président,
JACQUES DUPONT.

42799-o 2681-70

Lu Bel Industries Limited
Les industries Lu Bel limitée

Avis est donné que la compagnie « Lu Bel Industries Limited — Les industries Lu Bel limitée » constituée par lettres patentes datées du 13 août 1971, et ayant son siège social à Grand'Mère, P.Q., a établi son bureau principal à 400, 7e Avenue.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Montréal, P.Q., ce 27e jour d'août 1971.

(Sceau) *Le président,*
F. A. CHEFTECHI.

42800-o 71-4246

L'Institut de Personnalité inc.

Notice is hereby given that "L'Institut de Personnalité inc.", company incorporated under the Québec Companies Act by letters patent dated July 2, 1965, and having its head office in the city of Montreal, where its office was situated up to today at 1600 Berri Street, has moved it to 2850 Sherbrooke Street East.

From and after the date of this notice the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Montreal, this 22nd day of September, 1971.

(Seal) MAURICE JETTÉ,
Secretary.

42855-o 2935-65

ImNat Ltd.
ImNat ltée

Notice is hereby given that "ImNat Ltd. — ImNat ltée" company incorporated by letters patent dated April 26, 1971, and having its head office in Montreal, has established its office and principal place of business at 500, Place d'Armes, Suite 1660, Montreal, P.Q.

Montreal, October 15, 1971.

ROGER L. BEAULIEU, Q.C.,
Secretary.

42798-o 1968-71

Imprimerie St-Patrice inc.

Notice is hereby given that "Imprimerie St-Patrice inc." company incorporated by letters patent given on the 18th day of June 1970, and having its head office in Trois-Rivières, has established its office at 973 Champflour Street, in the said city.

From and after the date of this notice the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Trois-Rivières, this 14th day of October, 1971.

JACQUES DUPONT.
President.

42799-o 2681-70

Lu Bel Industries Limited
Les industries Lu Bel limitée

Notice is hereby given that "Lu Bel Industries Limited — Les industries Lu Bel limitée" incorporated by letters patent dated August 13, 1971, and having its head office in Grand'Mère, P.Q., has established its head office at 400, 7th Avenue.

From and after the date of the present notice, the said office is considered by the company as being its head office.

Given at Montreal, P.Q., this 27th day of August, 1971.

(Seal) F. A. CHEFTECHI,
President.

42800-o 71-4246

Les Entreprises Michel J. Alepin inc.

Avis est par les présentes donné que la compagnie « Les Entreprises Michel J. Alepin inc. », constituée en corporation dans la province de Québec, en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, par lettres patentes portant la date du 26 juillet 1971, et ayant son siège social en la ville de Lasalle, a établi son bureau principal au 700, 44e Avenue, Ville Lasalle, district judiciaire de Montréal.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Montréal, ce 2e jour d'août 1971.

(Sceau) *Le président,*
MICHEL J. ALEPIN.

42795-o 3751-71

Les Entreprises Michel J. Alepin inc.

Notice is hereby given that the company "Les Entreprises Michel J. Alepin inc.", incorporated in the Province of Québec, under Part I of the Companies Act, by letters patent bearing the date of July the 26th, 1971, and having its head office in the city of Lasalle, has established its office at 700, 44th Avenue, city of Lasalle, district of Montreal.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being its head office.

Montreal, this 2nd day of August, 1971.

(Seal) MICHEL J. ALEPIN,
Président.

42795-o 3751-71

Les Entreprises René & Robert Asselin inc.

Avis est donné que la compagnie « Les Entreprises René & Robert Asselin inc. », constituée en corporation suivant la première partie de la Loi des compagnies en date du treizième jour d'avril 1971, et ayant son siège social dans la ville de Joliette, a établi son bureau au numéro 2091, rue Visitation.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Donné à Joliette, ce 16e jour d'août 1971.

Le président,
RENÉ ASSELIN.

42796-o 1830-71

Les Entreprises René & Robert Asselin inc.

Notice is hereby given that the "Les Entreprises René & Robert Asselin inc." company incorporated by Part I of the Companies Act, on the April 13th, 1971 and having its head office in Joliette, has established its office at No. 2091 Visitation Street.

From and after the date of this notice the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Joliette, this 16th day of August, 1971.

RENÉ ASSELIN,
President.

42796-o 1830-71

Fam-Lee Products Corporation

La compagnie « Fam-Lee Products Corporation », constituée en corporation par lettres patentes, le 2e jour d'avril 1968, et ayant son siège social à Montréal, où son bureau était situé à 61 ouest, rue Ste-Catherine, donne avis qu'elle l'a transporté à 11 est, rue Ste-Catherine, ville et district de Montréal, province de Québec.

À compter de la date de cet avis, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Daté à Montréal, ce 30e jour de septembre 1971.

Le secrétaire-trésorier,
AUGUSTA THUNA.

42797 1508-68

Fam-Lee Products Corporation

Notice is hereby given that "Fam-Lee Products Corporation", incorporated by letters patent on the 2nd day of April, 1968, and having its head office in Montreal, where its office was situated at 61 St.Catherine Street West, has moved it to 11 St. Catherine Street East, in the city and district of Montreal, Province of Québec.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Montreal, this 30th day of September, 1971.

AUGUSTA THUNA,
Secretary-Treasurer.

42797-o 1508-68

Ministère des Terres et Forêts
Cadastre

Village de Longueuil

Cadastre officiel du village de Longueuil, municipalité de la ville de Longueuil, division d'enregistrement de Chambly.

Department of Lands and Forests
Cadastre

Village of Longueuil

Official cadastre of village of Longueuil, municipality of the town of Longueuil, registration division of Chambly.

Avis est par la présente donné que les lots 393 à 395 sont ajoutés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 8 octobre 1971.

Le sous-ministre,
42815-o FERNAND BOUTIN.

Paroisse de Ste-Agathe des Monts

Cadastre officiel de la paroisse de Ste-Agathe des Monts, municipalité de la ville de Ste-Agathe des Monts, division d'enregistrement de Terrebonne.

Avis est par la présente donné que les lots 15-14-7 à 15-14-9 sont annulés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 7 octobre 1971.

Le sous-ministre,
42815-o FERNAND BOUTIN.

Paroisse de St-Bruno

Cadastre officiel de la paroisse de St-Bruno, municipalité de la ville de St-Bruno de Montarville, division d'enregistrement de Chambly.

Avis est par la présente donné que les lots 140-131 à 140-145, 140-154 à 140-165 sont annulés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 12 octobre 1971.

Le sous-ministre,
42815-o FERNAND BOUTIN.

Paroisse de Ste-Julie

Cadastre officiel de la paroisse de Ste-Julie, municipalité de la paroisse de Ste-Julie, division d'enregistrement de Verchères.

Avis est par la présente donné que les lots 148-4 et 148-5 sont annulés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 7 octobre 1971.

Le sous-ministre,
42815-o FERNAND BOUTIN.

Notice is hereby given that lots 393 to 395 are added in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Québec, October 8, 1971.

FERNAND BOUTIN,
42815-o *Deputy Minister.*

Parish of Ste-Agathe des Monts

Official cadastre of the parish of Ste-Agathe des Monts, municipality of the town of Ste-Agathe des Monts, registration division of Terrebonne.

Notice is hereby given that lots 15-14-7 to 15-14-9 are cancelled in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Québec, October 7, 1971.

FERNAND BOUTIN,
42815-o *Deputy Minister.*

Parish of St-Bruno

Official cadastre of the parish of St-Bruno, municipality of the town of St-Bruno de Montarville, registration division of Chambly.

Notice is hereby given that lots 140-131 to 140-145, 140-154 to 140-165 are cancelled in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Québec, October 12, 1971.

FERNAND BOUTIN,
42815-o *Deputy Minister.*

Parish of Ste-Julie

Official cadastre of the parish of Ste-Julie, municipality of the parish of Ste-Julie, registration division of Verchères.

Notice is hereby given that lots 148-4 and 148-5 are cancelled in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Québec, October 7, 1971.

FERNAND BOUTIN,
42815-o *Deputy Minister.*

Lettres patentes annulées

La Société St-Jean-Baptiste féminine de Granby

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis que la charte de « La Société St-Jean-Baptiste féminine de Granby », constituée en corporation sous l'autorité de la Loi des Clubs de récréation (S.R.Q, 1964, c. 298) le ou vers le 17 septembre 1951, est annulée conformément aux dispositions des articles 24 et 25 de la Loi des compagnies.

Québec, le 12 octobre 1971.

Le directeur du service des compagnies,
42770-o ROCH RIOUX.

Letters Patent Annuled

La Société St-Jean-Baptiste féminine de Granby

The Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives gives notice that the charter of "La Société St-Jean Baptiste féminine de Granby", incorporated under the Amusement Clubs Act (R.S.Q. 1964, Chapter 298) on or about the 17th day of September, 1951, has been annulled in conformity with the provisions of sections 24 and 25 of the Companies Act.

Québec, October 12, 1971.

ROCH RIOUX,
42770 *Director of the Companies Service.*

Proclamations

Canada,
Province de Québec.
[L. S.]

HUGUES LAPOINTE

ELIZABETH DEUX, par la grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni, du Canada et de ses autres royaumes et territoires, Chef du Commonwealth, Défenseur de la foi.

À tous ceux qui ces présentes lettres verront ou qu'icelles pourront concerner,

SALUT.

Proclamation

ATTENDU QUE, conformément à l'article 1 de la Loi du cadastre (chapitre 320, Statuts refondus, 1964), il a été préparé, sous la direction du ministre des terres et forêts, un plan d'une partie du canton d'Obalski, comprenant les lots 1 à 44, rang B, 1 à 13, rang C et le bloc Z, située dans la division d'enregistrement de Lac St-Jean-Ouest, avec un libre de renvoi relatif à ce plan;

ATTENDU QUE le plan de cette partie dudit canton qui est signé par le ministre des terres et forêts est dans les archives de son bureau;

ATTENDU QU'une copie de ce plan correct, accompagné d'une copie de ce livre de renvoi, a été déposée par le ministre des terres et forêts au bureau de la division d'enregistrement de Lac St-Jean-Ouest, à Roberval;

ATTENDU QUE, maintenant, il y a lieu d'annoncer, selon les prescriptions de l'article 2169 du Code civil, par proclamation du lieutenant-gouverneur en conseil, le dépôt de ces plan et livre de renvoi originaires dans la division d'enregistrement de Lac St-Jean-Ouest et, en même temps, le jour auquel les dispositions de l'article 2168 y deviendront en vigueur, le tout relativement à ladite partie du canton d'Obalski.

À CES CAUSES, du consentement et de l'avis de Notre Conseil Exécutif, exprimés dans un décret portant le numéro 3124, en date du 8 septembre 1971, Nous avons décrété et ordonné et, par les présentes, décrétons et ordonnons, sur la proposition du ministre des terres et forêts et conformément aux articles 1 et 2 de la Loi du cadastre (chapitre 320, Statuts refondus, 1964), ainsi qu'aux articles 2166 à 2176c inclusivement du Code civil, c'est-à-dire ceux constituant la section II de ce Code dont le titre est « Du plan et du livre de renvoi officiels et dispositions qui s'y rattachent », qu'il y a lieu:

a) d'annoncer le dépôt, par le ministre des terres et forêts, au bureau de la division d'enregistrement de Lac St-Jean-Ouest, à Roberval, des plan et livre de renvoi originaires d'une partie du canton d'Obalski, comprenant les lots 1 à 44, rang B, 1 à 13, rang C et le bloc Z, située dans la division d'enregistrement de Lac St-Jean-Ouest;

b) de fixer à la date de la publication de la présente proclamation le jour auquel les dispositions de l'article 2168 deviendront en vigueur, dans cette division d'enregistrement, relativement à ladite partie du canton d'Obalski;

Proclamations

Canada,
Province of Québec.
[L. S.]

HUGUES LAPOINTE

ELIZABETH THE SECOND, by the Grace of God, of the United Kingdom, Canada and Her Other Realms and Territories, Queen, Head of the Commonwealth, Defender of the Faith.

To all those to whom these present letters shall come, or whom the same may concern,

GREETING.

Proclamation

WHEREAS, pursuant to section 1 of the Cadastre Act (Chapter 320, Revised Statutes, 1964), the Minister of Lands and Forests has caused to be prepared a correct plan and book of reference of a part of the thownship of Obalski, comprising lots 1 to 44, Range B, 1 to 13, Range C and block Z, situated in the Lake St. John West Registration Division;

WHEREAS the correct plan of this part of the said township, signed by the Minister of Lands and Forests, is in the Archives of his Department;

WHEREAS a copy of this correct plan, together with a copy of this book of reference, have been deposited in the Lake St. John West Registration Division Office, in Roberval, by the Minister of Lands and Forests;

WHEREAS it is now expedient, pursuant to the provisions of article 2169 of the Civil Code, to announce by proclamation of the Lieutenant-Governor in Council, the deposit of this original plan and book of reference in the Lake St. John West Registration Division, and at the same time, the day on which the provisions of article 2168 shall become effective, with respect to the said part of the township of Obalski.

THEREFORE, with the advice and consent of Our Executive Council, expressed in a decree bearing number 2124, dated September 8, 1971, We have decreed and ordered, and do hereby decree and order, upon the recommendation of the Minister of Lands and Forests and pursuant to sections 1 and 2 of the Cadastre Act (Chapter 320, Revised Statutes, 1964), as well as articles 2166 to 2176c inclusive of the Civil Code, that is to say, those constituting Section II of this Code, the title of which is "Of the Official Plan and Book of Reference and of Matters Connected Therewith", that it is expedient:

a) to announce the deposit in the Lake St. John West Registration Division Office, in Roberval by the Minister of Lands and Forests of the original plan and book of reference of a part of the township of Obalski, comprising lots 1 to 44, Range B, 1 to 13, Range C and block Z, situated in the Lake St. John West Registration Division;

(*b*) to fix the date of the publication of this proclamation the day on which the provisions of article 2168 shall become effective in this registration division, with respect to the said part of the township of Obalski;

c) de rappeler que, dans les deux ans qui suivent cette date, l'enregistrement de tout droit réel, sur un lot de terre désigné sur ce plan et livre de renvoi, doit être renouvelé par l'enregistrement, par dépôt, d'un avis désignant l'immeuble affecté, en la manière prescrite dans l'article 2168 et en observant les autres formalités prescrites dans l'article 2131 pour le renouvellement ordinaire de l'enregistrement des hypothèques;

d) d'informer qui de droit que, à défaut de tel renouvellement, les droits réels conservés par le premier enregistrement n'ont aucun effet à l'égard des autres créanciers ou des acquéreurs subséquents dont les droits sont régulièrement enregistrés.

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre province de Québec;

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable HUGUES LAPOINTE, C.P., C.R., lieutenant-gouverneur de Notre province de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, en Notre ville de Québec, de Notre province de Québec, ce huitième jour de septembre en l'année mil neuf cent soixante et onze de l'ère chrétienne et de Notre Règne la vingtième année.

Par ordre,

JEAN ALARIE,
Sous procureur général adjoint.

Libro: 500
Folio: 139

42838-o

Canada,
Province de Québec.
[L.S.]

HUGUES LAPOINTE

ELIZABETH DEUX, par la grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni, du Canada et de ses autres royaumes et territoires, Chef du Commonwealth, Défenseur de la foi.

À tous ceux qui ces présentes lettres verront ou qu'icelles pourront concerner,

SALUT.

Proclamation

ATTENDU QUE, conformément à l'article 1 de la Loi du cadastre (chapitre 320, Statuts refondus, 1964), il a été préparé, sous la direction du ministre des terres et forêts, un plan d'une partie du canton de Pérodeau, comprenant les blocs 1 et 2, située dans la division d'enregistrement de Labelle, avec un livre de renvoi relatif à ce plan;

ATTENDU QUE le plan de cette partie dudit canton qui est signé par le ministre des terres et forêts est dans les archives de son bureau;

ATTENDU QU'une copie de ce plan correct, accompagné d'une copie de ce livre de renvoi, a été déposée par le ministre des terres et forêts au bureau de la division d'enregistrement de Labelle, à Mont-Laurier;

ATTENDU QUE, maintenant, il y a lieu d'annoncer, selon les prescriptions de l'article 2169 du Code civil,

(c) to direct attention to the fact that, within two years from this date, the registration of any real right, upon a lot of land designated on this plan and book of reference, must be renewed by the registration, by deposit, of a notice describing the immovable affected, in the manner prescribed in article 2168 and conforming to the other formalities prescribed in article 2131 for the ordinary renewal of the registration of hypothecs;

(d) to notify whom it may concern that if such renewal be not effected, the real rights preserved by the first registration shall have no effect against other creditors and subsequent purchasers whose claims have been regularly registered.

OF ALL OF WHICH all Our loving subjects and all others whom these presents may concern are hereby required to take notice, and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused Our present letters to be made patent, and the Great Seal of Our Province of Québec to be hereunto affixed;

WITNESS: Our Right-Trusty and Well-Beloved the Honourable HUGUES PAPOINTE, P.C., Q.C., Lieutenant-Governor of Our Province of Québec.

Given in Our Parliament Buildings, in Our city of Québec, in Our Province of Québec, this eighth day of September in the year of Our Lord one thousand nine hundred and seventy-one and in the twentieth year of Our Reign.

By command,

JEAN ALARIE,
Assistant Deputy Attorney General.

Libro: 500
Folio: 139

42838

Canada,
Province of Québec.
[L.S.]

HUGUES LAPOINTE

ELIZABETH THE SECOND, by the Grace of God, of the United Kingdom, Canada and Her Other Realms and Territories, Queen, Head of the Commonwealth, Defender of the Faith.

To all those to whom these present letters shall come, or whom the same may concern,

GREETING.

Proclamation

WHEREAS, pursuant to section 1 of the Cadastre Act (Chapter 320, Revised Statutes, 1964), the Minister of Lands and Forests has caused to be prepared, a correct plan and book of reference of a part of the township of Pérodeau, comprising blocks 1 and 2, situated in the Labelle Registration Division;

WHEREAS the correct plan of this part of the said township, signed by the Minister of Lands and Forests, is in the Archives of his Department;

WHEREAS a copy of this correct plan, together with a copy of this book of reference, have been deposited in the Labelle Registration Division Office, in Mont-Laurier, by the Minister of Lands and Forests;

WHEREAS it is now expedient, pursuant to the provisions of article 2169 of the Civil Code, to an-

par proclamation du lieutenant-gouverneur en conseil, le dépôt de ces plan et livre de renvoi originaires dans la division d'enregistrement de Labelle et, en même temps, le jour auquel les dispositions de l'article 2168 y deviendront en vigueur, le tout relativement à ladite partie du canton de Pérodeau.

À CES CAUSES, du consentement et de l'avis de Notre Conseil Exécutif, exprimés dans un décret portant le numéro 3122, en date du 8 septembre 1971, Nous avons décrété et ordonné et, par les présentes, décrétons et ordonnons, sur la proposition du ministre des terres et forêts et conformément aux articles 1 et 2 de la Loi du cadastre (chapitre 320, Statuts refondus, 1964), ainsi qu'aux articles 2166 à 2176*c* inclusivement du Code civil, c'est-à-dire ceux constituant la section II de ce Code dont le titre est « Du plan et du livre de renvoi officiels et dispositions qui s'y rattachent », qu'il y a lieu:

a) d'annoncer le dépôt, par le ministre des terres et forêts, au bureau de la division d'enregistrement de Labelle, à Mont-Laurier, des plan et livre de renvoi originaires d'une partie du canton de Pérodeau, comprenant les blocs 1 et 2, située dans la division d'enregistrement de Labelle;

b) de fixer à la date de la publication de la présente proclamation le jour auquel les dispositions de l'article 2168 deviendront en vigueur, dans cette division d'enregistrement, relativement à ladite partie du canton de Pérodeau;

c) de rappeler que, dans les deux ans qui suivent cette date, l'enregistrement de tout droit réel, sur un lot de terre désigné sur ce plan et livre de renvoi, doit être renouvelé par l'enregistrement, par dépôt, d'un avis désignant l'immeuble affecté, en la manière prescrite dans l'article 2168 et en observant les autres formalités prescrites dans l'article 2131 pour le renouvellement ordinaire de l'enregistrement des hypothèques;

d) d'informer qui de droit que, à défaut de tel renouvellement, les droits réels conservés par le premier enregistrement n'ont aucun effet à l'égard des autres créanciers ou des acquéreurs subséquents dont les droits sont régulièrement enregistrés.

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre province de Québec;

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable HUGUES LAPOINTE, C.P., C.R., lieutenant-gouverneur de Notre province de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, en Notre ville de Québec, de Notre province de Québec, ce huitième jour de septembre en l'année mil neuf cent soixante et onze de l'ère chrétienne et de Notre Règne la vingtième année.

Par ordre,

JEAN ALARIE,
Sous-procureur général adjoint.

Libro: 500
Folio: 146

42838-o

nounce by proclamation of the Lieutenant-Governor in Council, the deposit of this original plan and book of reference in the Labelle Registration Division, and, at the same time, the day on which the provisions of article 2168 shall become effective, with respect to the said part of the township of Pérodeau.

THEREFORE, with the advice and consent of Our Executive Council, expressed in a decree bearing number 3122, dated September 8, 1971, We have decreed and ordered, and do hereby decree and order, upon the recommendation of the Minister of Lands and Forests and pursuant to sections 1 and 2 of the Cadastre Act (Chapter 320, Revised Statutes, 1964), as well as articles 2166 to 2176*c* inclusive of the Civil Code, that is to say, those constituting Section II of this Code, the title of which is "Of the Official Plan and Book of Reference and of Matters Connected Therewith", that it is expedient:

(*a*) to announce the deposit in the Labelle Registration Division Office, in Mont-Laurier by the Minister of Lands and Forests of the original plan and book of reference of a part of the township of Pérodeau; comprising blocks 1 and 2, situated in the Labelle Registration Division;

(*b*) to fix the date of the publication of this proclamation the day on which se provisions of article 2168 shall become effective in this registration division, with respect to the said part of the township of Pérodeau;

(*c*) to direct attention to the fact that, within two years from this date, the registration of any real right, upon a lot of land designated on this plan and book of reference, must be renewed by the registration, by deposit, of a notice describing the immovable affected, in the manner prescribed in article 2168 and conforming to the other formalities prescribed in article 2131 for the ordinary renewal of the registration of hypothecs;

(*d*) to notify whom it may concern that if such renewal be not effected, the real rights preserved by the first registration shall have no effect against other creditors and subsequent purchasers whose claims have been regularly registered.

OF ALL OF WHICH all Our loving subjects and all others whom these presents may concern are hereby required to take notice, and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused Our present letters to be made patent, and the Great Seal of Our Province of Québec to be hereunto affixed;

WITNESS: Our Right-Trusty and Well-Beloved the Honourable HUGUES LAPOINTE, P.C., Q.C., Lieutenant-Governor of Our Province of Québec.

Given in Our Parliament Buildings, in Our City of Québec, in Our Province of Québec, this eighth day of September in the year of Our Lord one thousand nine hundred and seventy-one and in the twentieth year of Our Reign.

By command,

JEAN ALARIE,
Assistant Deputy Attorney General.

Libro: 500
Folio: 146

42838

Canada,
Province de Québec.
[L. S.]

HUGUES LAPOINTE

ELIZABETH DEUX, par la grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni, du Canada et de ses autres royaumes et territoires, Chef du Commonwealth, Défenseur de la foi.

À tous ceux qui ces présentes lettres verront ou qu'icelles pourront concerner,

SALUT.

Proclamation

ATTENDU QUE, conformément à l'article 1 de la Loi du cadastre (chapitre 320, Statuts refondus, 1964), il a été préparé, sous la direction du ministre des terres et forêts, un plan d'une partie du canton de Roy, comprenant les blocs N, O, P, Q, R et S, située dans la division d'enregistrement de Lac St-Jean-Ouest, avec un livre de renvoi relatif à ce plan;

ATTENDU QUE le plan de cette partie dudit canton qui est signé par le ministre des terres et forêts est dans les archives de son bureau;

ATTENDU QU'une copie de ce plan correct, accompagné d'une copie de ce livre de renvoi, a été déposée par le ministre des terres et forêts au bureau de la division d'enregistrement de Lac St-Jean-Ouest, à Roberval;

ATTENDU QUE, maintenant, il y a lieu d'annoncer, selon les prescriptions de l'article 2169 du Code civil, par proclamation du lieutenant-gouverneur en conseil, le dépôt de ces plan et livre originaires dans la division d'enregistrement de Lac St-Jean-Ouest, et, en même temps, le jour auquel les dispositions de l'article 2168 y deviendront en vigueur, le tout relativement à ladite partie du canton de Roy;

À CES CAUSES, du consentement de l'avis de Notre Conseil Exécutif, exprimés dans un décret portant le numéro 3125, en date du 8 septembre 1971, Nous avons décrété et ordonné et, par les présentes, décrétons et ordonnons, sur la proposition du ministre des terres et forêts et conformément aux articles 1 et 2 de la Loi du cadastre (chapitre 320, Statuts refondus, 1964), ainsi qu'aux articles 2166 à 2176c inclusivement du Code civil, c'est-à-dire ceux constituant la section II de ce Code dont le titre est « Du plan et du livre de renvoi officiels et dispositions qui s'y rattachent », qu'il y a lieu:

a) d'annoncer le dépôt, par le ministre des terres et forêts, au bureau de la division d'enregistrement de Lac St-Jean-Ouest, à Roberval, des plan et livre de renvoi originaires d'une partie du canton de Roy, comprenant les blocs N, O, P, Q, R et S, située dans la division d'enregistrement de Lac St-Jean-Ouest;

b) de fixer à la date de la publication de la présente proclamation le jour auquel les dispositions de l'article 2168 deviendront en vigueur, dans cette division d'enregistrement relativement à ladite partie du canton de Roy;

c) de rappeler que, dans les deux ans qui suivent cette date, l'enregistrement de tout droit réel, sur un lot de terre désigné sur ce plan et livre de renvoi, doit

Canada,
Province of Québec.
[L. S.]

HUGUES LAPOINTE

ELIZABETH THE SECOND, by the Grace of God, of the United Kingdom, Canada and Her Other Realms and Territories, Queen, Head of the Commonwealth, Defender of the Faith.

To all those to whom these present letters shall come, or whom the same may concern,

GREETING.

Proclamation

WHEREAS, pursuant to section 1 of the Cadastre Act (Chapter 320, Revised Statutes, 1964), the Minister of Lands and Forests has caused to be prepared a correct plan and book of reference of a part of the township of Roy, comprising blocks N, O, P, Q, R and S, situated in the Lake St. John West Registration Division;

WHEREAS the correct plan of this part of the said township, signed by the Minister of Lands and Forests, is in the Archives of his Department;

WHEREAS a copy of this correct plan, together with a copy of this book of reference, have been deposited in the Lake St. John West Registration Division Office, in Roberval, by the Minister of Lands and Forests;

WHEREAS it is now expedient, pursuant to the provisions of article 2169 of the Civil Code, to announce by proclamation of the Lieutenant-Governor in Council, the deposit of this original plan and book of reference in the Lake St. John West Registration Division, and, at the same time, the day on which the provisions of article 2168 shall become effective with respect to the said part of the township of Roy;

THEREFORE, with the advice and consent of Our Executive Council, expressed in a decree bearing number 3125, dated September 8, 1971, We have decreed and ordered, and do hereby decree and order, upon the recommendation of the Minister of Lands and Forests and pursuant to sections 1 and 2 of the Cadastre Act (Chapter 320, Revised Statutes, 1964), as well as articles 2166 to 2176c inclusive of the Civil Code, that is to say, those constituting Section II of this Code, the title of which is "Of the Official Plan and Book of Reference and of Matters Connected Therewith", that it is expedient:

(*a*) to announce the deposit in the Lake St. John West Registration Division Office, in Roberval by the Minister of Lands and Forests of the original plan and book of reference of a part of the township of Roy, comprising blocks N, O, P, Q, R and S, situated in the Lake St. John West Registration Division;

(*b*) to fix the date of the publication of this proclamation the day on which the provisions of article 2168 shall become effective in this registration division, with respect to the said part of the township of Roy;

(*c*) to direct attention to the fact that, within two years from this date, the registration of any real right, upon a lot of land designated on this plan and book of

être renouvelé par l'enregistrement, par dépôt, d'un avis désignant l'immeuble affecté, en la manière prescrite dans l'article 2168 et en observant les autres formalités prescrites dans l'article 2131 pour le renouvellement ordinaire de l'enregistrement des hypothèques;

d) d'informer qui de droit que, à défaut de tel renouvellement, les droits réels conservés par le premier enregistrement n'ont aucun effet à l'égard des autres créanciers ou des acquéreurs subséquents dont les droits sont régulièrement enregistrés.

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre province de Québec;

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable HUGUES LAPOINTE, C.P., C.R., lieutenant-gouverneur de Notre province de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, en Notre ville de Québec, de Notre province de Québec, ce huitième jour de septembre en l'année mil neuf cent soixante et onze de l'ère chrétienne et de Notre Règne la vingtième année.

Par ordre,

JEAN ALARIE,
Sous-procureur général adjoint.

Libro: 500
Folio: 148

42838-o

reference, must be renewed by the registration, by deposit, of a notice describing the immovable affected, in the manner prescribed in article 2168 and conforming to the other formalities prescribed in article 2131 for the ordinary renewal of the registration of hypothecs;

(*d*) to notify whom it may concern that if such renewal be not effected, the real rights preserved by the first registration shall have no effect against other creditors and subsequent purchasers whose claims have been regularly registered.

OF ALL OF WHICH all Our loving subjects and all others whom these presents may concern are hereby required to take notice, and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused Our present letters to be made patent, and the Great Seal of Our Province of Québec to be hereunto affixed;

WITNESS: Our Right-Trusty and Well-Beloved the Honourable HUGUES LAPOINTE, P.C., Q.C., Lieutenant-Governor of Our Province of Québec.

Given in Our Parliament Buildings, in Our City of Québec, in Our Province of Québec, this eighth day of September in the year of Our Lord one thousand nine hundred and seventy-one and in the twentieth year of Our Reign.

By command,

JEAN ALARIE,
Assistant Deputy Attorney General

Libro: 500
Folio: 148

42838

Canada,
Province de Québec.
[L. S.]

HUGUES LAPOINTE

ELIZABETH DEUX, par la grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni, du Canada et de ses autres royaumes et territoires, Chef du Commonwealth, Défenseur de la foi.

À tous ceux qui ces présentes lettres verront ou qu'icelles pourront concerner,

SALUT.

Proclamation

ATTENDU QUE, conformément à l'article 1 de la Loi du cadastre (chapitre 320, Statuts refondus, 1964), il a été préparé, sous la direction du ministre des terres et forêts, un plan d'une partie du canton de McKenzie, comprenant les blocs 25, 26, 27, 28, 29, 30, 31 et 35 située dans la division d'enregistrement de Lac St-Jean-Ouest, avec un livre de renvoi relatif à ce plan;

ATTENDU QUE le plan de cette partie dudit canton qui est signé par le ministre des terres et forêts est dans les archives de son bureau;

ATTENDU QU'une copie de ce plan correct, accompagné d'une copie de ce livre de renvoi, a été déposée par le ministre des terres et forêts au bureau de la division d'enregistrement de Lac St-Jean-Ouest, à Roberval;

ATTENDU QUE, maintenant, il y a lieu d'annoncer, selon les prescriptions de l'article 2169 du Code civil,

Canada,
Province of Québec.
[L. S.]

HUGUES LAPOINTE

ELIZABETH THE SECOND, by the Grace of God, of the United Kingdom, Canada and Her Other Realms and Territories, Queen, Head of the Commonwealth, Defender of the Faith.

To all those to whom these present letters shall come, or whom the same may concern,

GREETING.

Proclamation

WHEREAS, pursuant to section 1 of the Cadastre Act (Chapter 320, Revised Statutes, 1964), the Minister of Lands and Forests has caused to be prepared a correct plan and book of reference of a part of the township of McKenzie, comprising blocks 25, 26, 27, 28, 29, 30, 31 and 35 situated in the Lake St. John West Registration Division;

WHEREAS the correct plan of this part of the said township, signed by the Minister of Lands and Forests, is in the Archives of his Department;

WHEREAS a copy of this correct plan, together with a copy of this book of reference, have been deposited in the Lake St. John West Registration Division Office, in Roberval, by the Minister of Lands and Forests;

WHEREAS it is now expedient, pursuant to the provisions of article 2169 of the Civil Code, to announce by

par proclamation du lieutenant-gouverneur en conseil, le dépôt de ces plan et livre de renvoi originaires dans la division d'enregistrement de Lac St-Jean-Ouest, et, en même temps, le jour auquel les dispositions de l'article 2168 y deviendront en vigueur, le tout relativement à ladite partie du canton de McKenzie.

À CES CAUSES, du consentement et de l'avis de Notre Conseil Exécutif, exprimés dans un décret portant le numéro 3123, en date du 8 septembre 1971, Nous avons décrété et ordonné et, par les présentes, décrétons et ordonnons, sur la proposition du ministre des terres et forêts et conformément aux articles 1 et 2 de la Loi du cadastre (chapitre 320, Statuts refondus, 1964), ainsi qu'aux articles 2166 et 2176c inclusivement du Code civil, c'est-à-dire ceux constituant la section II de ce Code dont le titre est « Du plan et du livre de renvoi officiels et dispositions qui s'y rattachent », qu'il y a lieu:

a) d'annoncer le dépôt, par le ministre des terres et forêts, au bureau de la division d'enregistrement de Lac St-Jean-Ouest, à Roberval, des plan et livre de renvoi originaires d'une partie du canton de McKenzie, comprenant les blocs 25, 26, 27, 28, 29, 30, 31 et 35, situé dans la division d'enregistrement de Lac St-Jean-Ouest;

b) de fixer à la date de la publication de la présente proclamation le jour auquel les dispositions de l'article 2168 deviendront en vigueur dans cette division d'enregistrement, relativement à ladite partie du canton de McKenzie;

c) de rappeler que, dans les deux ans qui suivent cette date, l'enregistrement de tout droit réel, sur un lot de terre désigné sur ce plan et livre de renvoi, doit être renouvelé par l'enregistrement, par dépôt, d'un avis désignant l'immeuble affecté, en la manière prescrite dans l'article 2168 et en observant les autres formalités prescrites dans l'article 2131 pour le renouvellement ordinaire de l'enregistrement des hypothèques;

d) d'informer qui de droit que, à défaut de tel renouvellement, les droits réels conservés par le premier enregistrement n'ont aucun effet à l'égard des autres créanciers ou des acquéreurs subséquents dont les droits sont régulièrement enregistrés.

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre province de Québec;

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable HUGUES LAPOINTE, C.P., C.R., lieutenant-gouverneur de Notre province de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, en Notre ville de Québec, de Notre province de Québec, ce huitième jour de septembre en l'année mil neuf cent soixante et onze de l'ère chrétienne et de Notre Règne la vingtième année.

Par ordre,

JEAN ALARIE,
Sous-procureur général adjoint.

Libro: 500
Folio: 137

42838-o

proclamation of the Lieutenant-Governor in Council, the deposit of this original plan and book of reference in the Lake St. John West Registration Division, and, at the same time, the day on which the provisions of article 2168 shall become effective, with respect to the said part of the township of McKenzie.

THEREFORE, with the advice and consent of Our Executive Council, expressed in a decree bearing number 3123, dated September 8, 1971, We have decreed and ordered, and do hereby decree and order, upon the recommendation of the Minister of Lands and Forests and pursuant to sections 1 and 2 of the Cadastre Act (Chapter 320, Revised Statutes, 1964), as well as articles 2166 to 2176c inclusive of the Civil Code, that is to say, those constituting Section II of this Code, the title of which is "Of the Official Plan and Book of Reference and of Matters Connected Therewith", that it is expedient:

(*a*) to announce the deposit in the Lake St. John West Registration Division Office, in Roberval by the Minister of Lands and Forests of the original plan and book of reference of a part of the township of McKenzie, comprising blocks 25, 26, 27, 28, 29, 30, 31 and 35, situated in the Lake St. John West Registration Division;

(*b*) to fix the date of the publication of this proclamation the day on which the provisions of article 2168 shall become effective in this registration division, with respect to the said part of the township of McKenzie;

(*c*) to direct attention to the fact that, within two years from this date, the registration of any real right, upon a lot of land designated on this plan and book of reference, must be renewed by the registration, by deposit, of a notice describing the immovable affected, in the manner prescribed in article 2168 and conforming to the other formalities prescribed in article 2131 for the ordinary renewal of the registration of hypothecs;

(*d*) to notify whom it may concern that if such renewal be not effected, the real rights preserved by the first registration shall have no effect against other creditors and subsequent purchasers whose claims have been regularly registered.

OF ALL OF WHICH all Our loving subjects and all others whom these presents may concern are hereby required to take notice, and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused Our present letters to be made patent, and the Great Seal of Our Province of Québec to be hereunto affixed;

WITNESS: Our Right-Trusty and Well-Beloved the Honourable HUGUES LAPOINTE, P.C., Q.C., Lieutenant-Governor of Our Province of Québec.

Given in Our Parliament Buildings, in Our city of Québec, in Our Province of Québec, this eighth day of September in the year or Our Lord one thousand nine hundred and seventy-one and in the twentieth year of Our Reign.

By command,

JEAN ALARIE,
Assistant Deputy Attorney General.

Libro: 500
Folio: 137

42838

Canada,
Province de Québec.
[L.S.]

HUGUES LAPOINTE

ELIZABETH DEUX, par la grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni, du Canada et de ses autres royaumes et territoires, Chef du Commonwealth, Défenseur de la foi.

À tous ceux qui ces présentes lettres verront ou qu'icelles pourront concerner,

SALUT.

Proclamation

ATTENDU QUE, conformément à l'article 1 de la Loi du cadastre (chapitre 320, Statuts refondus, 1964), il a été préparé, sous la direction du ministre des terres et forêts, un plan d'une partie du canton de Franquet, comprenant les lots 65 et 66, du rang V, située dans la division d'enregistrement d'Abitibi, avec un livre de renvoi relatif à ce plan;

ATTENDU QUE le plan de cette partie dudit canton qui est signé par le ministre des terres et forêts est dans les archives de son bureau;

ATTENDU QU'une copie de ce plan correct, accompagné d'une copie de ce livre de renvoi, a été déposée par le ministre des des Terres et Forêts au bureau de la division d'enregistrement d'Abitibi, à Amos;

ATTENDU QUE, maintenant, il y a lieu d'annoncer, selon les prescriptions de l'article 2169 du Code civil, par proclamation du lieutenant-gouverneur en conseil, le dépôt de ces plan et livre de renvoi originaires dans la division d'enregistrement d'Abitibi, et, en même temps, le jour auquel les dispositions de l'article 2168 y deviendront en vigueur, le tout relativement à ladite partie du canton de Franquet.

À CES CAUSES, du consentement et de l'avis de Notre Conseil Exécutif, exprimés dans un décret portant le numéro 3111, en date du 8 septembre 1971, Nous avons décrété et ordonné et, par les présentes, décrétons et ordonnons, sur la proposition du ministre des Terres et Forêts et conformément aux articles 1 et 2 de la Loi du cadastre (chapitre 320, Statuts refondus, 1964), ainsi qu'aux articles 2166 à 2176c inclusivement du Code civil, c'est-à-dire ceux constituant la section II de ce Code dont le titre est « Du plan et du livre de renvoi officiels et dispositions qui s'y rattachent », qu'il y a lieu:

a) d'annoncer le dépôt, par le ministre des Terres et Forêts, au bureau de la division d'enregistrement d'Abitibi, à Amos, des plan et livre de renvoi originaires d'une partie du canton de Franquet, comprenant les lots 65 et 66, du rang V, située dans la division d'enregistrement d'Abitibi;

b) de fixer à la date de la publication de la présente proclamation le jour auquel les dispositions de l'article 2168 deviendront en vigueur, dans cette division d'enregistrement, relativement à ladite partie du canton de Franquet;

c) de rappeler que, dans les deux ans qui suivent cette date, l'enregistrement de tout droit réel, sur un lot de terre désigné sur ce plan et livre de renvoi, doit être renouvelé par l'enregistrement, par dépôt,

Canada,
Province of Québec.
[L.S.]

HUGUES LAPOINTE

ELIZABETH THE SECOND, by the Grace of God, of the United Kingdom, Canada and Her Other Realms and Territories, Queen, Head of the Commonwealth, Defender of the Faith.

To all those to whom these present letters shall come, or whom the same may concern,

GREETING.

Proclamation

WHEREAS, pursuant to section 1 of the Cadastre Act (Chapter 320, Revised Statutes, 1964), the Minister of Lands and Forests has caused to be prepared a correct plan and book of reference of a part of the township of Franquet, comprising lots 65 and 66, of Range V, situated in the Abitibi Registration Division;

WHEREAS the correct plan of this part of the said township, signed by the Minister of Lands and Forests, is in the Archives of his Department;

WHEREAS a copy of this correct plan, together with a copy of this book of reference, have been deposited in the Abitibi Registration Division Office, in Amos, by the Minister of Lands and Forests;

WHEREAS it is now expedient, pursuant to the provisions of article 2169 of the Civil Code, to announce by proclamation of the Lieutenant-Governor in Council, the deposit of this original plan and book of reference in the Abitibi Registration Division, and, at the same time, the day on which the provisions of article 2168 shall become effective, with respect to the said part of the township of Franquet.

THEREFORE, with the advice and consent of Our Executive Council, expressed in a decree bearing number 3111, dated September 8, 1971, We have decreed and ordered, and do hereby decree and order, upon the recommendation of the Minister of Lands and Forests and pursuant to sections 1 and 2 of the Cadastre Act (Chapter 320, Revised Statutes, 1964), as well as articles 2166 to 2176c inclusive of the Civil Code, that is to say, those constituting Section II of this Code, the title of which is "Of the Official Plan and Book of Reference and of Matters Connected Therewith", that it is expedient:

(*a*) to announce the deposit in the Abitibi Registration Division Office, in Amos by the Minister of Lands and Forests of the original plan and book of reference of a part of the townsnip of Franquet, comprising lots 65 and 66, of Range V, situated in the Abitibi Registration Division;

(*b*) to fix the date of the publication of this proclamation the day on which the provisions of article 2168 shall become effective in this registration division, with respect to the said part of the township of Franquet;

(*c*) to direct attention to the fact that, within two years from this date, the registration of any real right, upon a lot of land designated on this plan and book of reference, must be renewed by the registration, by

d'un avis désignant l'immeuble affecté, en la manière prescrite dans l'article 2168 et en observant les autres formalités prescrites dans l'article 2131 pour le renouvellement ordinaire de l'enregistrement des hypothèques;

d) d'informer qui de droit que, à défaut de tel renouvellement, les droits réels conservés par le premier enregistrement n'ont aucun effet à l'égard des autres créanciers ou des acquéreurs subséquents dont les droits sont régulièrement enregistrés.

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre province de Québec;

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable HUGUES LAPOINTE, C.P., C.R., lieutenant-gouverneur de Notre province de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, en Notre ville de Québec, de Notre province de Québec, ce huitième jour de septembre en l'année mil neuf cent soixante et onze de l'ère chrtienne et de Notre Règne la vingtième année.

Par ordre,

JEAN ALARIE,
Sous-procureur général adjoint.

Libro: 500
Folio: 151

42838-o

Canada,
Province de Québec.
[L. S.]

HUGUES LAPOINTE

ELIZABETH DEUX, par la grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni, du Canada et de ses autres royaumes et territoires, Chef du Commonwealth, Défenseur de la foi.

À tous ceux qui ces présentes lettres verront ou qu'icelles pourront concerner,

SALUT.

Proclamation

ATTENDU QUE, conformément à l'article 1 de la Loi du cadastre (chapitre 320, Statuts refondus, 1964), il a été préparé, sous la direction du ministre des terres et forêts, un plan d'une partie du canton de Mitchell, comprenant le bloc U, située dans la division d'enregistrement de Gatineau, avec un livre de renvoi relatif à ce plan;

ATTENDU QUE le plan de cette partie dudit canton qui est signé par le ministre des terres et forêts est dans les archives de son bureau;

ATTENDU QU'une copie de ce plan correct, accompagné d'une copie de ce livre de renvoi, a été déposée par le ministre des terres et forêts au bureau de la division d'enregistrement de Gatineau, à Maniwaki;

ATTENDU QUE, maintenant, il y a lieu d'annoncer, selon les prescriptions de l'article 2169 du Code civil, par proclamation du lieutenant-gouverneur en conseil,

deposit, of a notice describing the immovable affected, in the manner prescribed in article 2168 and conforming to the other formalities prescribed in article 2131 for the ordinary renewal of the registration of hypothecs;

(*d*) to notify whom it may concern that if such renewal be not effected, the real rights preserved by the first registration shall have no effect against other creditors and subsequent purchasers whose claims have been regularly registered.

OF ALL OF WHICH all Our loving subjects and all others whom these presents may concern are hereby required to take notice, and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused Our present letters to be made patent, and the Great Seal of Our Province of Québec to be hereunto affixed;

WITNESS: Our Right-Trusty and Well-Beloved the Honourable HUGUES LAPOINTE, P.C., Q.C., Lieutenant-Governor of Our Province of Québec.

Given in Our Parliament Buildings, in Our City of Québec, in Our Province of Québec, this eighth day of September in the year of Our Lord one thousand nine hundred and seventy-one and in the twentieth year of Our Reign.

By command,

JEAN ALARIE,
Assistant Deputy Attorney General.

Libro: 500
Folio: 151

42838

Canada,
Province of Québec.
[L. S.]

HUGUES LAPOINTE

ELIZABETH THE SECOND, by the Grace of God, of the United Kingdom, Canada and Her Other Realms and Territories, Queen, Head of the Commonwealth, Defender of the Faith.

To all those to whom these present letters shall come, or whom the same may concern,

GREETING.

Proclamation

WHEREAS, pursuant to section 1 of the Cadastre Act (Chapter 320, Revised Statutes, 1964), the Minister of Lands and Forests has caused to be prepared, a correct plan and book of reference of a part of the township of Mitchell, comprising block U, situated in the Gatineau Registration Division;

WHEREAS the correct plan of this part of the said township, signed by the Minister of Lands and Forests, is in the Archives of his Department;

WHEREAS a copy of this correct plan, together with a copy of this book of reference, have been deposited in the Gatineau Registration Division Office, in Maniwaki, by the Minister of Lands and Forests;

WHEREAS it is now expedient, pursuant to the provisions of article 2169 of the Civil Code, to announce by proclamation of the Lieutenant-Governor

le dépôt de ces plan et livre de renvoi originaires dans la division d'enregistrement de Gatineau et, en même temps, le jour auquel les dispositions de l'article 2168 y deviendront en vigueur, le tout relativement à ladite partie du canton de Mitchell.

À CES CAUSES, du consentement et de l'avis de Notre Conseil Exécutif, exprimés dans un décret portant le numéro 3121, en date du 8 septembre 1971, Nous avons décrété et ordonné et, par les présentes, décrétons et ordonnons que, conformément aux articles 1 et 2 de la Loi du cadastre (chapitre 320, Statuts refondus, 1964), ainsi qu'aux articles 2166 à 2176c inclusivement du Code civil, c'est-à-dire ceux constituant la section II de ce Code dont le titre est « Du plan et du livre de renvoi officiels et dispositions qui s'y rattachent », il y a lieu:

a) d'annoncer le dépôt, par le ministre des terres et forêts, au bureau de la division d'enregistrement de Gatineau, à Maniwaki, des plan et livre de renvoi originaires d'une partie du canton de Mitchell, comprenant le bloc U, située dans la division d'enregistrement de Gatineau;

b) de fixer à la date de la publication de la présente proclamation le jour auquel les dispositions de l'article 2168 deviendront en vigueur, dans cette division d'enregistrement relativement à ladite partie du canton de Mitchell;

c) de rappeler que, dans les deux ans qui suivent cette date, l'enregistrement de tout droit réel, sur un lot de terre désigné sur ce plan et livre de renvoi, doit être renouvelé par l'enregistrement, par dépôt, d'un avis désignant l'immeuble affecté, en la manière prescrite dans l'article 2168 et en observant les autres formalités prescrites dans l'article 2131 pour le renouvellement ordinaire de l'enregistrement des hypothèques;

d) d'informer qui de droit que, à défaut de tel renouvellement, les droits réels conservés par le premier enregistrement n'ont aucun effet à l'égard des autres créanciers ou des acquéreurs subséquents dont les droits sont régulièrement enregistrés.

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre province de Québec;

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable HUGUES LAPOINTE, C.P., C.R., lieutenant-gouverneur de Notre province de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, en Notre ville de Québec, de Notre province de Québec, ce huitième jour de septembre en l'année mil neuf cent soixante et onze de l'ère chrétienne et de Notre Règne la vingtième année.

Par ordre,

JEAN ALARIE,
Sous-procureur général adjoint.

Libro: 500
Folio: 142

42838-o

in Council, the deposit of this original plan and book of reference in the Gatineau Registration Division, and, at the same time, the day on which the provisions of article 2168 shall become effective, with respect to the said part of the township of Mitchell;

THEREFORE, with the advice and consent of Our Executive Council, expressed in a decree bearing number 3121, dated September 8, 1971, We have decreed and ordered, and do hereby decree and order, upon the recommendation of the Minister of Lands and Forests and pursuant to sections 1 and 2 of the Cadastre Act (Chapter 320, Revised Statutes, 1964), as well as articles 2166 to 2176c inclusive of the Civil Code, that is to say, those constituting Section II of this Code, the title of which is "Of the Official Plan and Book of Reference and of Matters Connected Therewit", that it is expedient:

(*a*) to announce the deposit in the Gatineau Registration Division Office, in Maniwaki by the Minister of Lands and Forests of the original plan and book of reference of a part of the township of Mitchell, comprising block U, situated in the Gatineau Registration Division;

(*b*) to fix the date of the publication of this proclamation the day on which the provisions of article 2168 shall become effective in this registration division, with respect to the said part of the township of Mitchell;

(*c*) to direct attention to the fact that, within two years from this date, the registration of any real right, upon a lot of land designated on this plan and book of reference, must be renewed by the registration, by deposit, of a notice describing the immovable affected, in the manner prescribed in article 2168 and conforming to the other formalities prescribed in article 2131 for the ordinary renewal of the registration of hypothecs;

(*d*) to notify whom it may concern that if such renewal be not effected, the real rights preserved by the first registration shall have no effect against other creditors and subsequent purchasers whose claims have been regularly registered.

OF ALL OF WHICH all Our loving subjects and all others whom these presents may concern are hereby required to take notice, and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused Our present letters to be made patent, and the Great Seal of Our Province of Québec to be hereunto affixed;

WITNESS: Our Right-Trusty and Well-Beloved the Honourable HUGUES LAPOINTE, P.C., Q.C., Lieutenant-Governor of Our Province of Québec.

Given in Our Parliament Buildings, in Our City of Québec, in Our Province of Québec, this eighth day of September in the year of Our Lord one thousand nine hundred and seventy-one and in the twentieth year of Our Reign.

By command,

JEAN ALARIE,
Assistant Deputy Attorney General.

Libro: 500
Folio: 142

42838

Canada,
Province de
Québec.
[L. S.]

HUGUES LAPOINTE

ELIZABETH DEUX, par la grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni, du Canada et de ses autres royaumes et territoires, Chef du Commonwealth, Défenseur de la foi.

À tous ceux qui ces présentes lettres verront ou qu'icelles pourront concerner,

SALUT.

Proclamation

ATTENDU QUE, conformément à l'article 1 de la Loi du cadastre (chapitre 320, Statuts refondus, 1964), il a été préparé, sous la direction du ministre des terres et forêts, un plan d'une partie du canton de Le Neuf, comprenant les lots 1 à 6, 7-1, 7-2 et 8 à 10 du rang III, située dans la division d'enregistrement de Saguenay, avec un livre de renvoi relatif à ce plan;

ATTENDU QUE le plan de cette partie dudit canton qui est signé par le ministre des terres et forêts est dans les archives de son bureau;

ATTENDU QU'une copie de ce plan correct, accompagné d'une copie de ce livre de renvoi, a été déposée par le ministre des terres et forêts au bureau de la division d'enregistrement de Saguenay, à Baie-Comeau;

ATTENDU QUE, maintenant, il y a lieu d'annoncer, selon les prescriptions de l'article 2169 du Code civil, par proclamation du lieutenant-gouverneur en conseil, le dépôt de ces plan et livre de renvoi originaires dans la division d'enregistrement de Saguenay et, en même temps, le jour auquel les dispositions de l'article 2168 y deviendront en vigueur, le tout relativement à ladite partie du canton de Le Neuf.

À CES CAUSES, du consentement et de l'avis de Notre Conseil Exécutif, exprimés dans un décret portant le numéro 3127, en date du 8 septembre 1971, Nous avons décrété et ordonné et, par les présentes, décrétons et ordonnons, sur la proposition du ministre des terres et forêts et conformément aux articles 1 et 2 de la Loi du cadastre (chapitre 320, Statuts refondus, 1964), ainsi qu'aux articles 2166 à 2176*c* inclusivement du Code civil, c'est-à-dire ceux constituant la section II de ce Code dont le titre est « Du plan et du livre de renvoi officiels et dispositions qui s'y rattachent », qu'il y a lieu:

a) d'annoncer le dépôt, par le ministre des terres et forêts, au bureau de la division d'enregistrement de Saguenay, à Baie-Comeau, des plan et livre de renvoi originaires d'une partie du canton de Le Neuf, comprenant les lots 1 à 6, 7-1, 7-2 et 8 à 10 du rang III, située dans la division d'enregistrement de Saguenay;

b) de fixer à la date de la publication de la présente proclamation le jour auquel les dispositions de l'article 2168 deviendront en vigueur, dans cette division d'enregistrement, relativement à ladite partie du canton de Le Neuf;

c) de rappeler que, dans les deux ans qui suivent cette date, l'enregistrement de tout droit réel, sur un lot de terre désigné sur ce plan et livre de renvoi, doit être renouvelé par l'enregistrement, par dépôt, d'un avis

Canada,
Province of
Québec.
[L. S.]

HUGUES LAPOINTE

ELIZABETH THE SECOND, by the Grace of God, of the United Kingdom, Canada and Her Other Realms and Territories, Queen, Head of the Commonwealth, Defender of the Faith.

To all those to whom these present letters shall come, or whom the same may concern,

GREETING.

Proclamation

WHEREAS, pursuant to section 1 of the Cadastre Act (Chapter 320, Revised Statutes, 1964), the Minister of Lands, and Forests has caused to be prepared a correct plan and book of reference of a part of the township of Le Neuf, comprising lots 1 to 6, 7-1, 7-2 and 8 to 10 of Range III, situated in the Saguenay Registration Division;

WHEREAS the correct plan of this part of the said township, signed by the Minister of Lands and Forests, is in the Archives of his Department;

WHEREAS a copy of this correct plan, together with a copy of this book of reference, have been deposited in the Saguenay Registration Division Office, in Baie-Comeau, by the Minister of Lands and Forests;

WHEREAS it is now expedient, pursuant to the provisions of article 2169 of the Civil Code, to announce by proclamation of the Lieutenant-Governor in Council, the deposit of this original plan and book of reference in the Saguenay Registration Division, and, at the same time, the day on which the provisions of article 2168 shall become effective with respect to the said part of the township of Le Neuf.

THEREFORE, with the advice and consent of Our Executive Council, expressed in a decree bearing number 3127, dated September 8, 1971, We have decreed and ordered, and do hereby decree and order, upon the recommendation of the Minister of Lands and Forests and pursuant to sections 1 and 2 of the Cadastre Act (Chapter 320, Revised Statutes, 1944), as well as articles 2166 to 2176*c*, inclusive, of the Civil Code, that is to say, those constituting Section II of tnis Code, the title of which if "Of the Official Plan and Book of Reference and of Matters Connected Therewith", that it is expedient:

(*a*) to announce the deposit in the Saguenay Registration Division Office, in Baie-Comeau by the Minister of Lands and Forests of the original plan and book of reference of a part of the township of Le Neuf, comprising lots 1 to 6, 7-1, 7-2 and 8 to 10 to Range III, situated in the Saguenay Registration Division;

(*b*) to fix the date of the publication of this proclamation the day on which the provisions of article 2168 shall become effective in this registration division, with respect to the said part of the township of Le Neuf;

(*c*) to direct attention to the fact that, within two years from this date, the registration of any real right, upon a lot of land designated on this plan and book of reference, must be renewed by the registration, by

désignant l'immeuble affecté, en la manière prescrite dans l'article 2168 et en observant les autres formalités prescrites dans l'article 2131 pour le renouvellement ordinaire de l'enregistrement des hypothèques;

d) d'informer qui de droit que, à défaut de tel renouvellement, les droits réels conservés par le premier enregistrement n'ont aucun effet à l'égard des autres créanciers ou des acquéreurs subséquents dont les droits sont régulièrement enregistrés.

DE TOUT DE QUE DESSUS, tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre province de Québec;

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable HUGUES LAPOINTE, C.P., C.R., lieutenant-gouverneur de Notre province de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, en Notre ville de Québec, de Notre province de Québec, ce huitième jour de septembre en l'année mil neuf cent soixante et onze de l'ère chrétienne et de Notre Règne la vingtième année.

Par ordre,

JEAN ALARIE,
Sous procureur général adjoint.

Libro: 500
Folio: 150

42838-o

Canada,
Province de Québec.
[L. S.]

HUGUES LAPOINTE

ELIZABETH DEUX, par la grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni, du Canada et de ses autres royaumes et territoires, Chef du Commonwealth, Défenseur de la foi.

À tous ceux qui ces présentes lettres verront ou qu'icelles pourront concerner,

SALUT.

Proclamation

ATTENDU QUE, sous l'autorité de l'article 2 de la Loi relative aux titres de propriété dans certains districts électoraux (chapitre 321, Statuts refondus, 1964), le ministre des terres et forêts a fait dresser des plan et livre de renvoi revisés, dans le district électoral de Gaspé-Sud, pour le cadastre d'une partie de la municipalité de Pabos, c'est-à-dire la partie comprenant tout le territoire compris dans les limites de la municipalité de Petit-Pabos, le tout situé dans la division d'enregistrement de Gaspé;

ATTENDU QUE, conformément aux articles 2 et 3 de ladite loi, le ministre des terres et forêts a fait déposer:

1. le 23 juillet 1970, aux archives du ministère des terres et forêts, à Québec, ces plan et livre de renvoi;

2. le 28 juillet 1970, au bureau de la division d'enregistrement de Gaspé, à Percé, une copie certifiée de ces plan et livre de renvoi;

deposit, of a notice describing the immovable affected, in the manner prescribed in article 2168 and conforming to the other formalities prescribed in article 2131 for the ordinary renewal of the registration of hypothecs;

(*d*) to notify whom it may concern that if such renewal be not effected, the real rights preserved by the first registration shall have no effect against other creditors and subsequent purchasers whose claims have been regularly registered.

OF ALL OF WHICH all Our loving subjects and all others whom these presents may concern are hereby required to take notice, and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused Our present letters to be made patent, and the Great Seal of Our Province of Québec to be hereunto affixed;

WITNESS: Our Right-Trusty and Well-Beloved the Honourable HUGUES LAPOINTE, P.C., Q.C., Lieutenant-Governor of Our Province of Québec.

Given in Our Parliament Buildings, in Our City of Québec, in Our Province of Québec, this eighth day of September in the year of Our Lord one thousand nine hundred and seventy-one and in the twentieth year of Our Reign.

By command,

JEAN ALARIE,
Assistant Deputy Attorney General.

Libro: 500
Folio: 150

42838

Canada,
Province of Québec.
[L. S.]

HUGUES LAPOINTE

ELIZABETH THE SECOND, by the Grace of God, of the United Kingdom, Canada and Her other Realms and Territories, Queen, Head of the Commonwealth, Defender of the Faith.

To all those to whom these present letters shall come, or whom the same may concern,

GREETING.

Proclamation

WHEREAS, under the provisions of section 2 of the Certain Electoral Districts Land Titles Act (Chapter 321, Revised Statutes, 1964), the Minister of Lands and Forests caused a revised plan and book of reference to be drawn up, in the electoral district of Gaspé-South, for the cadastre of a part of the Municipality of Pabos, that is to say, that part which comprises all the territory included in the limits of the Municipality of Petit-Pabos, the whole situated in the registration division of Gaspé;

WHEREAS, in conformity with sections 2 and 3 of the said Act, the Minister of Lands and Forests caused to be deposited:

1. on July 23, 1970, in the Archives of the Department of Lands and Forests, in Québec, the plan and book of reference;

2. on July 28, 1970, in the Gaspé registration division office, at Percé, a certified copy of said plan and book of reference;

3. le 24 juillet 1970, au bureau désigné par lui, à savoir celui du secrétaire-trésorier de la corporation municipale de Petit-Pabos, une copie certifiée de ces plan et livre de renvoi;

ATTENDU QU'il y a maintenant lieu d'émettre la proclamation prévue à l'article 4 de ladite loi.

À CES CAUSES, du consentement et de l'avis de Notre Conseil Exécutif, exprimés dans un décret portant le numéro 3120, en date du 8 septembre 1971, Nous avons décrété et ordonné et, par les présentes, décrétons et ordonnons, sur la proposition du ministre des terres et forêts et conformément aux articles 2, 3, 4 et 5 de la Loi des titres de propriété dans certains districts électoraux (chapitre 321, Statuts refondus, 1964), qu'il y a lieu:

a) de fixer à la date de la deuxième et dernière publication consécutive de cette proclamation dans la *Gazette officielle du Québec* l'entrée en vigueur des plan et livre de renvoi revisés, dans le district électoral de Gaspé-Sud, pour le cadastre d'une partie de la municipalité de Pabos, c'est-à-dire la partie comprenant tout le territoire compris dans les limites de la municipalité de Petit-Pabos, le tout situé dans la division d'enregistrement de Gaspé;

b) d'indiquer que ces plan et livre de renvoi revisés sont déposés aux archives du ministère des terres et forêts, à Québec, et, qu'en outre, le ministre des terres et forêts a fait déposer une copie certifiée de ces plan et livre de renvoi revisés au bureau de la division d'enregistrement de Gaspé, à Percé, ainsi qu'au bureau désigné par lui, à savoir celui du secrétaire-trésorier de la corporation municipale de Petit-Pabos;

c) d'informer le public que, pendant les huit (8) mois qui suivront la deuxième et dernière publication de cette proclamation dans la *Gazette officielle du Québec*, tout intéressé pourra consulter gratuitement lesdits plan et livre de renvoi revisés;

d) de porter notification qu'à l'expiration de ce délai le ministre des terres et forêts délivrera un certificat de propriété à tout occupant de l'immeuble avec ou sans titre, même s'il n'est qu'administrateur ou simple exploitant, à moins d'opposition écrite d'un intéressé;

e) d'ordonner que tout droit réel affectant un lot compris dans le territoire susdit pour lequel un plan et livre de renvoi revisés ont été déposés soit renouvelé dans le même délai, en la manière prescrite par les articles 2172 et 2172a du Code civil;

f) d'informer aussi le public que, à défaut de tel renouvellement, les droits réels conservés, par le premier enregistrement n'ont aucun effet à l'égard des autres créanciers ou des acquéreurs subséquents dont les droits sont régulièrement enregistrés.

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre province de Québec;

3. on July 24, 1970, in the office designated by him, namely that of the Secretary-Treasurer of the Municipal Corporation of Petit-Pabos, a certified copy of said plan and book of reference;

WHEREAS it is now expedient to issue the proclamation provided for in section 4 of the said Act.

THEREFORE, with the consent and advice of Our Executive Council, expressed in a decree bearing number 3120, dated September 8, 1971, We have decreed and ordered, and do hereby decree and order, upon the recommendation of the Minister of Lands and Forests and in conformity with sections 2, 3, 4 and 5 of the Certain Electoral Districts Land Titles Act (Chapter 321, Revised Statutes, 1964), that it is expedient:

(*a*) to fix, on the date of the second and last consecutive publication of this proclamation in the *Québec Official Gazette*, the coming into force of the revised plan and book of reference, in the electoral district of Gaspé-South, for the cadastre of a part of the Municipality of Pabos, that is to say, that part which comprises all the territory included within the limits of the Municipality of Petit-Pabos, the whole situated in the registration division of Gaspé;

(*b*) to indicate that the said revised plan and book of reference were deposited in the Archives of the Department of Lands and Forests, in Québec, and, moreover, that the Minister of Lands and Forests caused a certified copy of said revised plan and book of reference to be deposited in the Gaspé registration division office, in Percé, as well as in an office designated by him, namely that of the Secretary-Treasurer of the Municipal Corporation of Petit-Pabos;

(*c*) to inform the public that during the eight (8) months following upon the second and last publication of this proclamation in the *Québec Official Gazette*, any interested person may consult, without charge, the said revised plan and book of reference;

(*d*) to give notice that upon the expiration of this period, the Minister of Lands and Forests shall deliver a certificate of ownership to any occupant of an immovable with or without titles, even though he be only an administrator or mere operator, except in cases of written opposition by an interested person;

(*e*) to order that any real right affecting a lot comprised in the aforesaid territory for which a revised plan and book of reference have been deposited be renewed, within the same period, in the manner prescribed by articles 2172 and 2172a of the Civil Code;

(*f*) to also inform the public that, failing such renewal, the real rights preserved by the first registration shall have no effect on other creditors or subsequent purchasers whose rights are regularly registered.

OF ALL OF WHICH all Our loving subjects and all others whom these presents may concern are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our present letters to be made patent, and the Great Seal of Our Province of Québec to be hereunto affixed;

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable HUGUES LAPOINTE, C.P., C.R., lieutenant-gouverneur de Notre province de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, en Notre ville de Québec, de Notre province de Québec, ce huitième jour de septembre en l'année mil neuf cent soixante et onze de l'ère chrétienne et de Notre Règne la vingtième année.

Par ordre,

JEAN ALARIE,
Sous-procureur général adjoint.

Libro: 500
Folio: 140

42839-45-2-0

WITNESS: Our Right-Trusty and Well-Beloved the Honourable HUGUES LAPOINTE, P.C., Q.C., Lieutenant-Governor of Our Province of Québec.

Given in Our Parliament Buildings, in Our City of Québec, in Our Province of Québec, this eighth day of September in the year of Our Lord, one thousand nine hundred and seventy-one and in the twentieth year of Our Reign.

By command,

JEAN ALARIE,
Assistant Deputy Attorney General.

Libro: 500
Folio: 140

42839-45-2

Canada,
Province de Québec.
[L. S.]

HUGUES LAPOINTE

ELIZABETH DEUX, par la grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni, du Canada et de ses autres royaumes et territoires, Chef du Commonwealth, Défenseur de la foi.

À tous ceux qui ces présentes lettres verront ou qu'icelles pourront concerner,

SALUT.

Proclamation

ATTENDU QUE, sous l'autorité de l'article 2 de la Loi relative aux titres de propriété dans certains districts électoraux (chapitre 321, Statuts refondus, 1964), le ministre des terres et forêts a fait dresser des plan et livre de renvoi revisés, dans le district électoral de Gaspé-Sud, pour le cadastre d'une partie de la municipalité de Pabos, c'est-à-dire la partie comprenant une section de la municipalité de Pabos, à savoir les lots 1a à 14b inclusivement du rang Ouest du Petit-Pabos et les lots 24a à 66c inclusivement du rang 1, ainsi que leurs subdivisions respectives, le tout situé dans la division d'enregistrement de Gaspé;

ATTENDU QUE, conformément aux articles 2 et 3 de ladite loi, le ministre des terres et forêts a fait déposer:

1. le 15 octobre 1970, aux archives du ministère des terres et forêts, à Québec, ces plan et livre de renvoi;

2. le 21 octobre 1970, au bureau de la division d'enregistrement de Gaspé, à Percé, une copie certifiée de ces plan et livre de renvoi;

3. le 15 octobre 1970, au bureau désigne par lui, à savoir celui du secrétaire-trésorier de la corporation municipale de Pabos, une copie certifiée de ces plan et livre de renvoi.

ATTENDU QU'il y a maintenant lieu d'émettre la proclamation prévue à l'article 4 de ladite loi.

À CES CAUSES, du consentement et de l'avis de Notre Conseil Exécutif, exprimés dans un décret portant le numéro 3117, en date du 8 septembre 1971, Nous avons décrété et ordonné et, par les présentes, décrétons et ordonnons, sur la proposition du ministre des terres et forêts et conformément aux articles 2, 3, 4 et 5 de la Loi des titres de propriété dans certains districts électo-

Canada,
Province of Québec.
[L. S.]

HUGUES LAPOINTE

ELIZABETH THE SECOND, by the Grace of God, of the United Kingdom, Canada and Her other Realms and Territories, Queen, Head of the Commonwealth, Defender of the Faith.

To all those to whom these present letters shall come, or whom the same may concern,

GREETING.

Proclamation

WHEREAS, under the provisions of section 2 of the Certain Electoral Districts Land Titles Act (Chapter 321, Revised Statutes, 1964), the Minister of Lands and Forests caused a revised plan and book of reference to be drawn up, in the electoral district of Gaspé-South, for the cadastre of a part of the Municipality of Pabos, that is to say, that part which comprises a section of the Municipality of Pabos, namely lots 1a to 14b inclusive of the west range of Petit-Pabos and lots 24a to 66c inclusive of range 1, as well as their respecive subdivisions, the whole situated in the registraton division of Gaspé;

WHEREAS, in conformity with sections 2 and 3 of the said Act, the Minister of Lands and Forests caused to be deposited:

1. on October 15, 1970, in the Archives of the Department of Lands and Forests, in Québec, the plan and book of reference;

2. on October 21, 1970, in the Gaspé registration division office, at Percé, a certified copy of said plan and book of reference;

3. on October 15, 1970, in the office designated by him, namely that of the Secretary-Treasurer of the Municipal Corporation of Pabos, a certified copy of said plan and book of reference.

WHEREAS it is now expedient to issue the proclamation provided for in section 4 of the said Act.

THEREFORE, with the consent and advice of Our Executive Council, expressed in a decree bearing number 3117, dated September 8, 1971, We have decreed and ordered, and do hereby decree and order, upon the recommendation of the Minister of Lands and Forests and in conformity with sections 2, 3, 4 and 5 of the Certain Electoral Districts Land Titles Act

raux (chapitre 321, Statuts refondus, 1964), qu'il y a lieu:

a) de fixer à la date de la deuxième et dernière publication consécutive de cette proclamation dans la *Gazette officielle du Québec* l'entrée en vigueur des plan et livre de renvoi revisés, dans le district électoral de Gaspé-Sud, pour le cadastre d'une partie de la municipalité de Pabos, c'est-à-dire la partie comprenant une section de la municipalité de Pabos, à savoir les lots 1a à 14b inclusivement du rang Ouest du Petit-Pabos et les lots 24a à 66c inclusivement du rang 1, ainsi que leurs subdivisions respectives, le tout situé dans la division d'enregistrement de Gaspé;

b) d'indiquer que ces plan et livre de renvoi revisés sont déposés aux archives du ministère des terres et forêts, à Québec, et, qu'en outre, le ministre des terres et forêts a fait déposer une copie certifiée de ces plan et livre de renvoi revisés au bureau de la division d'enregistrement de Gaspé, à Percé, ainsi qu'au bureau désigné par lui, à savoir celui du secrétaire-trésorier de la corporation municipale de Pabos;

c) d'informer le public que, pendant les huit (8) mois qui suivront la deuxième et dernière publication de cette proclamation dans la *Gazette officielle du Québec*, tout intéressé pourra consulter gratuitement lesdits plan et livre de renvoi revisés;

d) de porter notification qu'à l'expiration de ce délai le ministre des terres et forêts délivrera un certificat de propriété à tout occupant de l'immeuble avec ou sans titre, même s'il n'est qu'administrateur ou simple exploitant, à moins d'opposition écrite d'un intéressé;

e) d'ordonner que tout droit réel affectant un lot compris dans le territoire susdit pour lequel un plan et livre de renvoi revisés ont été déposés soit renouvelé dans le même délai, en la manière prescrite par les articles 2172 et 2172a du Code civil;

f) d'informer aussi le public que, à défaut de tel renouvellement, les droits réels conservés, par le premier enregistrement n'ont aucun effet à l'égard des autres créanciers ou des acquéreurs subséquents dont les droits sont régulièrement enregistrés.

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre province de Québec;

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable HUGUES LAPOINTE, C.P., C.R., lieutenant-gouverneur de Notre province de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, en Notre ville de Québec, de Notre province de Québec, ce huitième jour de septembre en l'année mil neuf cent soixante et onze de l'ère chrétienne et de Notre Règne la vingtième année.

Par ordre,

JEAN ALARIE,
Sous-procureur général adjoint.

Libro: 500
Folio: 143

42840-45-2-0

(Chapter 321, Revised Statutes, 1964), that it is expedient:

(*a*) to fix, on the date of the second and last consecutive publication of this proclamation in the *Québec Official Gazette*, the coming into force of the revised plan and book of reference, in the electoral district of Gaspé-South, for the cadastre of a part of the Municipality of Pabos, that is to say, that part which comprises a section of the Municipality of Pabos, namely lots 1a to 14b inclusive of the west range of Petit-Pabos and lots 24a to 66c inclusive of range 1, as well as their respective subdivisions, the whole situated in the registration division of Gaspé;

(*b*) to indicate that the said revised plan and book of reference were deposited in the Archives of the Department of Lands and Forests, in Québec, and, moreover, that the Minister of Lands and Forests caused a certified copy of said revised plan and book of reference to be deposited in the Gaspé registration division office, in Percé, as well as in an office designated by him, namely that of the Secretary-Treasurer of the Municipal Corporation of Pabos;

(*c*) to inform the public that during the eight (8) months following upon the second and last publication of this proclamation in the *Québec Official Gazette*, any interested person may consult, without charge, the said revised plan and book of reference;

(*d*) to give notice that upon the expiration of this period, the Minister of Lands and Forests shall deliver a certificate of ownership to any occupant of an immovable with or without titles, even though he be only an administrator or mere operator, except in cases of written opposition by an interested person;

(*e*) to order that any real right affecting a lot comprised in the aforesaid territory for which a revised plan and book of reference have been deposited be renewed, within the same period, in the manner prescribed by articles 2172 and 2172a of the Civil Code;

(*f*) to also inform the public that, failing such renewal, the real rights preserved by the first registration shall have no effect on other creditors or subsequent purchasers whose rights are regularly registered.

OF ALL OF WHICH all Our loving subjects and all others whom these presents may concern are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our present letters to be made patent, and the Great Seal of Our Province of Québec to be hereunto affixed;

WITNESS: Our Right-Trusty and Well-Beloved the Honourable HUGUES LAPOINTE, P.C., Q.C., Lieutenant-Governor of Our Province of Québec.

Given in Our Parliament Buildings, in Our City of Québec, in Our Province of Québec, this eighth day of September in the year of Our Lord, one thousand nine hundred and seventy-one and in the twentieth year of Our Reign.

By command,

JEAN ALARIE,
Assistant Deputy Attorney General.

Libro: 500
Folio: 143

42840-45-2

Canada,
Province de Québec.
[L. S.]

HUGUES LAPOINTE

ELIZABETH DEUX, par la grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni, du Canada et de ses autres royaumes et territoires, Chef du Commonwealth, Défenseur de la foi.

À tous ceux qui ces présentes lettres verront ou qu'icelles pourront concerner,

SALUT.

Proclamation

ATTENDU QUE, sous l'autorité de l'article 2 de la Loi relative aux titres de propriété dans certains districts électoraux (chapitre 321, Statuts refondus, 1964), le ministre des terres et forêts a fait dresser des plan et livre de renvoi revisés, dans le district électoral de Saguenay, pour le cadastre d'une partie du canton de DeMonts, c'est-à-dire la partie comprenant une section de la municipalité du Village de Godbout, à savoir les lots 6 à 56 et 116, ainsi que leurs subdivisions respectives, et les lots 117 à 130, K-1-1 à K-1-28 et K-2, le tout situé dans la division d'enregistrement de Saguenay;

ATTENDU QUE, conformément aux articles 2 et 3 de ladite loi, le ministre des terres et forêts a fait déposer:

1. le 7 juillet 1970, aux archives du ministère des terres et forêts, à Québec, ces plan et livre de renvoi;

2. le 13 juillet 1970, au bureau de la division d'enregistrement de Saguenay, à Baie-Comeau, une copie certifiée de ces plan et livre de renvoi;

3. le 8 juillet 1970, au bureau désigné par lui, à savoir celui du secrétaire-trésorier de la corporation municipale du Village de Godbout, une copie certifiée de ces plan et livre de renvoi.

ATTENDU QU'il y a maintenant lieu d'émettre la proclamation prévue à l'article 4 de ladite loi.

À CES CAUSES, du consentement et de l'avis de Notre Conseil Exécutif, exprimés dans un décret portant le numéro 3126, en date du 8 septembre 1971, Nous avons décrété et ordonné et, par les présentes, décrétons et ordonnons, sur la proposition du ministre des terres et forêts et conformément aux articles 2, 3, 4 et 5 de la Loi des titres de propriété dans certains districts électoraux (chapitre 321, Statuts refondus, 1964), qu'il y a lieu:

a) de fixer à la date de la deuxième et dernière publication consécutive de cette proclamation dans la *Gazette officielle du Québec* l'entrée en vigueur des plan et livre de renvoi revisés, dans le district électoral de Saguenay, pour le cadastre d'une partie du canton de DeMonts, c'est-à-dire la partie comprenant une section de la municipalité du Village de Godbout, à savoir les lots 6 à 56 et 116, ainsi que leurs subdivisions respectives, et les lots 117 à 130, K-1-1 à K-1-28 et K-2, le tout situé dans la division d'enregistrement de Saguenay;

b) d'indiquer que ces plan et livre de renvoi revisés sont déposés aux archives du ministère des terres et

Canada,
Province of Québec.
[L. S.]

HUGUES LAPOINTE

ELIZABETH THE SECOND, by the Grace of God, of the United Kingdom, Canada and Her other Realms and Territories, Queen, Head of the Commonwealth, Defender of the Faith.

To all those to whom these present letters shall come, or whom the same may concern,

GREETING.

Proclamation

WHEREAS, under the provisions of section 2 of the Certain Electoral Districts Land Titles Act (Chapter 321, Revised Statutes, 1964), the Minister of Lands and Forests caused a revised plan and book of reference to be drawn up, in the electoral district of Saguenay, for the cadastre of a part of the Township of DeMonts, that is to say, that part comprising a section of the Municipality of the Village of Godbout, namely lots 6 to 56 and 116, as well as their respective subdivisions, and lots 117 to 130, K-1-1 to K-1-28 and K-2, the whole situated in the registration division of Saguenay;

WHEREAS, in conformity with sections 2 and 3 of the said Act, the Minister of Lands and Forests caused to be deposited:

1. on July 7, 1970, in the Archives of the Department of Lands and Forests, in Québec, the plan and book of reference;

2. on July 13, 1970, in the Saguenay registration division office, at Baie-Comeau, a certified copy of said plan and book of reference;

3. on July 8, 1970, in the office designated by him, namely that of the Secretary-Treasurer of the Municipal Corporation of the Village of Godbout, a certified copy of said plan and book of reference.

WHEREAS it is now expedient to issue the proclamation provided for in section 4 of the said Act.

THEREFORE, with the consent and advice of Our Executive Council, expressed in a decree bearing number 3126, dated September 8, 1971, We have decreed and ordered, and do hereby decree and order, upon the recommendation of the Minister of Lands and Forests and in conformity with sections 2, 3, 4 and 5 of the Certain Electoral Districts Land Titles Act (Chapter 321, Revised Statutes, 1964), that it is expedient:

(*a*) to fix, on the date of the second and last consecutive publication of this proclamation in the *Québec Official Gazette*, the coming into force of the revised plan and book of reference in the electoral district of Saguenay, for the cadastre of a part of the Township of DeMonts, that is to say, that part comprising a section of the Municipality of the Village of Godbout, namely lots 6 to 56 and 116, as well as their respective subdivisions, and lots 117 to 130, K-1-1 to K-1-28 and K-2, the whole situated in the registration division of Saguenay;

(*b*) to indicate that the said revised plan and book of reference were deposited in the Archives of the

forêts, à Québec, et, qu'en outre, le ministre des terres et forêts a fait déposer une copie certifiée de ces plan et livre de renvoi revisés au bureau de la division d'enregistrement de Saguenay, à Baie-Comeau, ainsi qu'au bureau désigné par lui, à savoir celui du secrétaire-trésorier de la corporation municipale de Village de Godbout;

c) d'informer le public que, pendant les huit (8) mois qui suivront la deuxième et dernière publication de cette proclamation dans la *Gazette officielle du Québec*, tout intéressé pourra consulter gratuitement lesdits plan et livre de renvoi revisés;

d) de porter notification qu'à l'expiration de ce délai le ministre des terres et forêts délivrera un certificat de propriété à tout occupant de l'immeuble avec ou sans titre, même s'il n'est qu'administrateur ou simple exploitant, à moins d'opposition écrite d'un intéressé;

e) d'ordonner que tout droit réel affectant un lot compris dans le territoire susdit pour lequel un plan et livre de renvoi revisés ont été déposés soit renouvelé dans le même délai, en la manière prescrite par les articles 2172 et 2172a du Code civil;

f) d'informer aussi le public que, à défaut de tel renouvellement, les droits réels conservés par le premier enregistrement n'ont aucun effet à l'égard des autres créanciers ou des acquéreurs subséquents dont les droits sont régulièrement enregistrés.

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre province de Québec;

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable HUGUES LAPOINTE, C.P., C.R., lieutenant-gouverneur de Notre province de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, en Notre ville de Québec, de Notre province de Québec, ce huitième jour de septembre en l'année mil neuf cent soixante et onze de l'ère chrétienne et de Notre Règne la vingtième année.

Par ordre,

JEAN ALARIE,
Sous-procureur général adjoint.

Libro: 500
Folio: 144

42842-45-2-0

Canada,
Province de Québec.
[L. S.]

HUGUES LAPOINTE

ELIZABETH DEUX, par la grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni, du Canada et de ses autres royaumes et territoires, Chef du Commonwealth, Défenseur de la foi.

À tous ceux qui ces présentes lettres verront ou qu'icelles pourront concerner,

SALUT.

Department of Lands and Forests, in Québec, and, moreover, that the Minister of Lands and Forests caused a certified copy of said revised plan and book of reference to be deposited in the Saguenay registration division office, in Baie-Comeau, as well as in an office designated by him, namely that of the Secretary-Treasurer of the Municipal Corporation of the Village of Godbout;

(*c*) to inform the public that during the eight (8) months following upon the second and last publication of this proclamation in the *Québec Official Gazette*, any interested person may consult, without charge, the said revised plan and book of reference;

(*d*) to give notice that upon the expiration of this period, the Minister of Lands and Forests shall deliver a certificate of ownership to any occupant of an immovable with or without titles, even though he be only an administrator or mere operator, except in cases of written opposition by an interested person;

(*e*) to order that any real right affecting a lot comprised in the aforesaid territory for which a revised plan and book of reference have been deposited be renewed, within the same period, in the manner prescribed by articles 2172 and 2172a of the Civil Code;

(*f*) to also inform the public that, failing such renewal, the real rights preserved by the first registration shall have no effect on other creditors or subsequent purchasers whose rights are regularly registered.

OF ALL OF WHICH all Our loving subjects and all others whom these presents may concern are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our present letters to be made patent, and the Great Seal of Our Province of Québec to be hereunto affixed;

WITNESS: Our Right-Trusty and Well-Beloved the Honourable HUGUES LAPOINTE, P.C., Q.C., Lieutenant-Governor of Our Province of Québec.

Given in Our Parliament Buildings, in Our City of Québec, in Our Province of Québec, this eighth day of September in the year of Our Lord, one thousand nine hundred and seventy-one and in the twentieth year of Our Reign.

By command,

JEAN ALARIE,
Assistant Deputy Attorney General.

Libro: 500
Folio: 144

42842-45-2

Canada,
Province of Québec.
[L. S.]

HUGUES LAPOINTE

ELIZABETH THE SECOND, by the Grace of God, of the United Kingdom, Canada and Her other Realms and Territories, Queen, Head of the Commonwealth, Defender of the Faith.

To all those to whom these present letters shall come, or whom the same may concern,

GREETING.

Proclamation

ATTENDU QUE, sous l'autorité de l'article 2 de la Loi relative aux titres de propriété dans certains districts électoraux (chapitre 321, Statuts refondus, 1964), le ministre des terres et forêts a fait dresser des plan et livre de renvoi revisés, dans le district électoral de Gaspé-Sud, pour le cadastre d'une partie de la municipalité de Pabos, c'est-à-dire la partie comprenant une section de la municipalité de Saint-François-de-Pabos, à savoir les lots 15a à 23c inclusivement du rang Ouest du Petit-Pabos et les lots 14a à 35b inclusivement du rang II, ainsi que leurs subdivisions respectives, le tout situé dans la division d'enregistrement de Gaspé;

ATTENDU QUE, conformément aux articles 2 et 3 de ladite loi, le ministre des terres et forêts a fait déposer:

1. le 15 octobre 1970, aux archives du ministère des terres et forêts, à Québec, ces plan et livre de renvoi;

2. le 21 octobre 1970, au bureau de la division d'enregistrement de Gaspé, à Percé, une copie certifiée de ces plan et livre de renvoi;

3. le 15 octobre 1970, au bureau désigné par lui, à savoir celui du secrétaire-trésorier de la corporation municipale de Saint-François-de-Pabos, une copie certifiée de ces plan et livre de renvoi.

ATTENDU QU'il y a maintenant lieu d'émettre la proclamation prévue à l'article 4 de ladite loi.

À CES CAUSES, du consentement et de l'avis de Notre Conseil Exécutif, exprimés dans un décret portant le numéro 3118, en date du 8 septembre 1971, Nous avons décrété et ordonné et, par les présentes, décrétons et ordonnons, sur la proposition du ministre des terres et forêts et conformément aux articles 2, 3, 4 et 5 de la Loi des titres de propriété dans certains districts électoraux (chapitre 321, Statuts refondus, 1964), qu'il y a lieu:

a) de fixer à la date de la deuxième et dernière publication consécutive de cette proclamation dans la *Gazette officielle du Québec* l'entrée en vigueur des plan et livre de renvoi revisés, dans le district électoral de Gaspé-Sud, pour le cadastre d'une partie de la municipalité de Pabos, c'est-à-dire la partie comprenant une section de la municipalité de Saint-François-de-Pabos, à savoir les lots 15a à 23c inclusivement du rang Ouest du Petit-Pabos et les lots 14a à 35b inclusivement du rang II ainsi que leurs subdivisions respectives, le tout situé dans la division d'enregistrement de Gaspé;

b) d'indiquer que ces plan et livre de renvoi revisés sont déposés aux archives du ministère des terres et forêts, à Québec, et, qu'en outre, le ministre des terres et forêts a fait déposer une copie certifiée de ces plan et livre de renvoi revisés au bureau de la division d'enregistrement de Gaspé, à Percé, ainsi qu'au bureau désigné par lui, à savoir celui du secrétaire-trésorier de la corporation municipale de Saint-François-de-Pabos;

c) d'informer le public que, pendant les huit (8) mois qui suivront la deuxième et dernière publication de cette proclamation dans la *Gazette officielle du Québec*, tout intéressé pourra consulter gratuitement lesdits plan et livre de renvoi revisés;

Proclamation

WHEREAS, under the provisions of section 2 of the Certain Electoral Districts Land Titles Act (Chapter 321, Revised Statutes, 1964), the Minister of Lands and Forests caused a revised plan and book of reference to be drawn up, in the electoral district of Gaspé-South, for the cadastre of a part of the Municipality of Pabos, that is to say, that part comprising a section of the Municipality of St. François-de-Pabos, namely lots 15a to 23c inclusive of the west range of Petit Pabos and lots 14a to 35b inclusive of range II, as well as their respective subdivisions, the whole situated in the registration division of Gaspé;

WHEREAS, in conformity with sections 2 and 3 of the said Act, the Minister of Lands and Forests caused to be deposited:

1. on October 15, 1970, in the Archives of the Department of Lands and Forests, in Québec, the plan and book of reference;

2. on October 21, 1970, in the Gaspé registration division office, at Percé, a certified copy of said plan and book of reference;

3. on October 15, 1970, in the office designated by him, namely that of the Secretary-Treasurer of the Municipal Corporation of St. François-de-Pabos, a certified copy of said plan and book of reference;

WHEREAS it is now expedient to issue the proclamation provided for in section 4 of the said Act.

THEREFORE, with the consent and advice of Our Executive Council, expressed in a decree bearing number 3118, dated September 8, 1971, We have decreed and ordered, and do hereby decree and order, upon the recommendation of the Minister of Lands and Forests and in conformity with sections 2, 3, 4 and 5 of the Certain Electoral Districts Land Titles Act (Chapter 321, Revised Statutes, 1964), that it is expedient:

(*a*) to fix, on the date of the second and last consecutive publication of this proclamation in the *Québec Official Gazette*, the coming into force of the revised plan and book of reference, in the electoral district of Gaspé-South, for the cadastre of a part of the Municipality of Pabos, that is to say, that part comprising a section of the Municipality of St. François-de-Pabos, namely lots 15a to 23c inclusive of the west range of Petit-Pabos and lots 14a to 35b inclusive of range II as well as their respective subdivisions, the whole situated in the registration division of Gaspé;

(*b*) to indicate that the said revised plan and book of reference were deposited in the Archives of the Department of Lands and Forests, in Québec, and, moreover, that the Minister of Lands and Forests caused a certified copy of said revised plan and book of reference to be deposited in the Gaspé registration division office, in Percé, as well as in an office designated by him, namely that of the Secretary-Treasurer of the Municipal Corporation of St. François-de-Pabos;

(*c*) to inform the public that during the eight (8) months following upon the second and last publication of this proclamation in the *Québec Official Gazette*, any interested person may consult, without charge, the said revised plan and book of reference;

d) de porter notification qu'à l'expiration de ce délai le ministre des terres et forêts délivrera un certificat de propriété à tout occupant de l'immeuble avec ou sans titre, même s'il n'est qu'administrateur ou simple exploitant, à moins d'opposition écrite d'un intéressé;

e) d'ordonner que tout droit réel affectant un lot compris dans le territoire susdit pour lequel un plan et livre de renvoi revisés ont été déposés soit renouvelé dans le même délai, en la manière prescrite par les articles 2172 et 2172a du Code civil;

f) d'informer aussi le public que, à défaut de tel renouvellement, les droits réels conservés par le premier enregistrement n'ont aucun effet à l'égard des autres créanciers ou des acquéreurs subséquents dont les droits sont régulièrement enregistrés.

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre province de Québec;

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable HUGUES LAPOINTE, C.P., C.R., lieutenant-gouverneur de Notre province de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, en Notre ville de Québec, de Notre province de Québec, ce huitième jour de septembre en l'année mil neuf cent soixante et onze de l'ère chrétienne et de Notre Règne la vingtième année.

Par ordre,

JEAN ALARIE,
Sous-procureur général adjoint.

Libro: 500
Folio: 149

42841-45-2-0

Canada,
Province de Québec.
[L. S.]

HUGUES LAPOINTE

ELIZABETH DEUX, par la grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni, du Canada et de ses autres royaumes et territoires, Chef du Commonwealth, Défenseur de la foi.

À tous ceux qui ces présentes lettres verront ou qu'icelles pourront concerner,

SALUT.

Proclamation

ATTENDU QUE, sous l'autorité de l'article 2 de la Loi relative aux titres de propriété dans certains districts électoraux (chapitre 321, Statuts refondus, 1964), le ministre des terres et forêts a fait dresser des plan et livre de renvoi revisés, dans le district électoral de Bonaventure pour le cadastre d'une partie du canton de Carleton, c'est-à-dire la partie comprenant une section de la municipalité de Carleton-sur-Mer, à savoir tous les lots compris dans le banc de Carleton, ainsi que leurs subdivisions respectives, le tout situé dans la deuxième division d'enregistrement de Bonaventure (Bonaventure no 2);

(*d*) to give notice that upon the expiration of this period, the Minister of Lands and Forests shall deliver a certificate of ownership to any occupant of an immovable with or without titles, even though he be only an administrator or mere operator, except in cases of written opposition by an interested person;

(*e*) to order that any real right affecting a lot comprised in the aforesaid territory for which a revised plan and book of reference have been deposited be renewed, within the same period, in the manner prescribed by articles 2172 and 2172a of the Civil Code;

(*f*) to also inform the public that, failing such renewal, the real rights preserved by the first registration shall have no effect on other creditors or subsequent purchasers whose rights are regularly registered.

OF ALL OF WHICH all Our loving subjects and all others whom these presents may concern are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our present letters to be made patent, and the Great Seal of Our Province of Québec to be hereunto affixed;

WITNESS: Our Right-Trusty and Well-Beloved the Honourable HUGUES LAPOINTE, P.C., Q.C., Lieutenant-Governor of Our Province of Québec.

Given in Our Parliament Buildings, in Our City of Québec, in Our Province of Québec, this eighth day of September in the year of Our Lord, one thousand nine hundred and seventy-one and in the twentieth year of Our Reign.

By command,

JEAN ALARIE,
Assistant Deputy Attorney General.

Libro: 500
Folio: 149

42841-45-2

Canada,
Province of Québec.
[L. S.]

HUGUES LAPOINTE

ELIZABETH THE SECOND, by the Grace of God, of the United Kingdom, Canada and Her other Realms and Territories, Queen, Head of the Commonwealth, Defender of the Faith.

To all those to whom these present letters shall come, or whom the same may concern,

GREETING.

Proclamation

WHEREAS, under the provisions of section 2 of the Certain Electoral Districts Land Titles Act (Chapter 321, Revised Statutes, 1964), the Minister of Lands and Forests caused a revised plan and book of reference to be drawn up, in the electoral district of Bonaventure, for the cadastre of a part of the township of Carleton, that is to say, that part which comprises a section of the Municipality of Carleton-sur-Mer, namely all the lots included on the Bank of Carleton, as well as their respective subdivisions, the whole situated in the second registration division of Bonaventure (Bonaventure No. 2);

ATTENDU QUE, conformément aux articles 2 et 3 de ladite loi, le ministre des terres et forêts a fait déposer:

1. le 17 décembre 1970, aux archives du ministère des terres et forêts, à Québec, ces plan et livre de renvoi;

2. le 28 décembre 1970, au bureau de la deuxième division d'enregistrement de Bonaventure (Bonaventure no 2), à Carleton, une copie certifiée de ces plan et livre de renvoi;

3. le 17 décembre 1970, au bureau désigné par lui, à savoir celui du secrétaire-trésorier de la corporation municipale de Carleton-sur-Mer, une copie certifiée de ces plan et livre de renvoi;

ATTENDU QU'il y a maintenant lieu d'émettre la proclamation prévue à l'article 4 de ladite loi.

À CES CAUSES, du consentement et de l'avis de Notre Conseil Exécutif, exprimés dans un décret portant le numéro 3112, en date du 8 septembre 1971, Nous avons décrété et ordonné et, par les présentes, décrétons et ordonnons que, conformément aux articles 2, 3, 4 et 5 de la Loi des titres de propriété dans certains districts électoraux (chapitre 321, Statuts refondus, 1964), qu'il y a lieu:

a) de fixer à la date de la deuxième et dernière publication consécutive de cette proclamation dans la *Gazette officielle du Québec* l'entrée en vigueur des plan et livre de renvoi revisés, dans le district électoral de Bonaventure pour le cadastre d'une partie du canton de Carleton, c'est-à-dire la partie comprenant une section de la municipalité de Carleton-sur-Mer, à savoir tous les lots compris dans le banc de Carleton, ainsi que leurs subdivisions respectives, le tout situé dans la deuxième division d'enregistrement de Bonaventure (Bonaventure no 2);

b) d'indiquer que ces plan et livre de renvoi revisés sont déposés aux archives du ministère des terres et forêts, à Québec, et, qu'en outre, le ministre des terres et forêts a fait déposer une copie certifiée de ces plan et livre de renvoi revisés au bureau de la deuxième division d'enregistrement de Bonaventure (Bonaventure no 2) ainsi qu'au bureau désigné par lui, à savoir celui du secrétaire-trésorier de la corporation municipale de Carleton-sur-Mer;

c) d'informer le public que, pendant les huit (8) mois qui suivront la deuxième et dernière publication de cette proclamation dans la *Gazette officielle du Québec*, tout intéressé pourra consulter gratuitement lesdits plan et livre de renvoi revisés;

d) de porter notification qu'à l'expiration de ce délai le ministre des terres et forêts délivrera un certificat de propriété à tout occupant de l'immeuble avec ou sans titre, même s'il n'est qu'administrateur ou simple exploitant, à moins d'opposition écrite d'un intéressé;

e) d'ordonner que tout droit réel affectant un lot compris dans le territoire susdit pour lequel un plan et livre de renvoi revisés ont été déposés soit renouvelé dans le même délai, en la manière prescrite par les articles 2172 et 2172a du Code civil;

f) d'informer aussi le public que, à défaut de tel renouvellement, les droits réels conservés, par le premier

WHEREAS, in conformity with sections 2 and 3 of the said Act, the Minister of Lands and Forests caused to be deposited:

1. on December 17, 1970, in the Archives of the Department of Lands and Forests, in Québec, the plan and book of reference;

2. on December 28, 1970, in the Bonaventure second registration division office (Bonaventure No. 2) at Carleton, a certified copy of said plan and book of reference;

3. on December 17, 1970, in the office designated by him, namely that of the Secretary-Treasurer of the Municipal Corporation of Carleton-sur-Mer, a certified copy of said plan and book of reference;

WHEREAS it is now expedient to issue the proclamation provided for in section 4 of the said Act.

THEREFORE, with the consent and advice of Our Executive Council, expressed in a decree bearing number 3112, dated September 8, 1971, We have decreed and ordered, and do hereby decree and order, in conformity with sections 2, 3, 4 and 5 of the Certain Electoral Districts Land Titles Act (Chapter 321, Revised Statutes, 1964), that it is expedient:

(*a*) to fix, on the date of the second and last consecutive publication of this proclamation in the *Québec Official Gazette*, the coming into force of the revised plan and book of reference, in the electoral district of Bonaventure, for the cadastre of a part of the Township of Carleton, that is to say, that part comprising a section of the Municipality of Carleton-sur-Mer, namely all the lots included on the Bank of Carleton, as well as their respective subdivisions, the whole situated in the second registration division of Bonaventure (Bonaventure No. 2);

(*b*) to indicate that the said revised plan and book of reference were deposited in the Archives of the Department of Lands and Forests, in Québec, and, moreover, that the Minister of Lands and Forests caused a certified copy of said revised plan and book of reference to be deposited in the Bonaventure second registration division office (Bonaventure No. 2), as well as in an office designated by him, namely that of the Secretary-Treasurer of the Municipal Corporation of Carleton-sur-Mer;

(*c*) to inform the public that during the eight (8) months following upon the second and last publication of this proclamation in the *Québec Official Gazette*, any interested person may consult, without charge, the said revised plan and book of reference;

(*d*) to give notice that upon the expiration of this period, the Minister of Lands and Forests shall deliver a certificate of ownership to any occupant of an immovable with or without titles, even though he be only an administrator or mere operator, except in cases of written opposition by an interested person;

(*e*) to order that any real right affecting a lot comprised in the aforesaid territory for which a revised plan and book of reference have been deposited be renewed, within the same period, in the manner prescribed by articles 2172 and 2172a of the Civil Code;

(*f*) to also inform the public that, failing such renewal, the real rights preserved by the first registra-

enregistrement n'ont aucun effet à l'égard des autres créanciers ou des acquéreurs subséquents dont les droits sont régulièrement enregistrés.

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre province de Québec;

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable HUGUES LAPOINTE, C.P., C.R., lieutenant-gouverneur de Notre province de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, en Notre ville de Québec, de Notre province de Québec, ce huitième jour de septembre en l'année mil neuf cent soixante et onze de l'ère chrétienne et de Notre Règne la vingtième année.

Par ordre,

JEAN ALARIE,
Sous-procureur général adjoint.

Libro: 500
Folio: 145

42844-45-2-0

Canada,
Province de Québec.
[L. S.]

HUGUES LAPOINTE

ELIZABETH DEUX, par la grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni, du Canada et de ses autres royaumes et territoires, Chef du Commonwealth, Défenseur de la foi.

À tous ceux qui ces présentes lettres verront ou qu'icelles pourront concerner,

SALUT.

Proclamation

ATTENDU QUE, sous l'autorité de l'article 2 de la Loi relative aux titres de propriété dans certains districts électoraux (chapitre 321, Statuts refondus, 1964), le ministre des terres et forêts a fait dresser des plan et livre de renvoi revisés, dans le district électoral de Gaspé-Sud, pour le cadastre d'une partie de la municipalité de Pabos, c'est-à-dire la partie comprenant le banc du Grand-Pabos dans les limites de la ville de Chandler, le tout situé dans la division d'enregistrement de Gaspé;

ATTENDU QUE, conformément aux articles 2 et 3 de ladite loi, le ministre des terres et forêts a fait déposer;

1. le 19 mai 1970, aux archives du ministère des terres et forêts, à Québec, ces plan et livre de renvoi;

2. le 25 mai 1970, au bureau de la division d'enregistrement de Gaspé, à Percé, une copie certifiée de ces plan et livre de renvoi;

3. le 19 mai 1970, au bureau désigné par lui, à savoir celui du secrétaire-trésorier de la corporation municipale de la ville de Chandler, une copie certifiée de ces plan et livre de renvoi.

tion shall have no effect on other creditors or subsequent purchasers whose rights are regularly registered.

OF ALL OF WHICH all Our loving subjects and all others whom these presents may concern are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our present letters to be made patent, and the Great Seal of Our Province of Québec to be hereunto affixed;

WITNESS: Our Right-Trusty and Well-Beloved the Honourable HUGUES LAPOINTE, P.C., Q.C., Lieutenant-Governor of Our Province of Québec.

Given in Our Parliament Buildings, in Our City of Québec, in Our Province of Québec, this eighth day of September in the year of Our Lord, one thousand nine hundred and seventy-one and in the twentieth year of Our Reign.

By command,

JEAN ALARIE,
Assistant Deputy Attorney General.

Libro: 500
Folio: 145

42844-45-2

Canada,
Province of Québec.
[L. S.]

HUGUES LAPOINTE

ELIZABETH THE SECOND, by the Grace of God, of the United Kingdom, Canada and Her other Realms and Territories, Queen, Head of the Commonwealth, Defender of the Faith.

To all those to whom these present letters shall come, or whom the same may concern,

GREETING.

Proclamation

WHEREAS, under the provisions of section 2 of the Certain Electoral Districts Land Titles Act (Chapter 321, Revised Statutes, 1964), the Minister of Lands and Forests caused a revised plan and book of reference to be drawn up, in the electoral district of Gaspé-South, for the cadastre of a part of the Municipality of Pabos, that is to say, that part which comprises the Bank of Grand-Pabos, with in the limits of the Town of Chandler, the whle situated in the registration division of Gaspé;

WHEREAS, in conformity with sections 2 and 3 of the said Act, the Minister of Lands and Forests caused to be deposited:

1. on May 19, 1970, in the Archives of the Department of Lands and Forests, in Québec, the plan and book of reference;

2. on May 25, 1970, in the Gaspé registration division office, at Percé, a certified copy of said plan and book of reference;

3. on May 19, 1970, in the office designated by him, namely that of the Secretary-Treasurer of the Municipal Corporation of the Town of Chandler, a certified copy of said plan and book of reference.

ATTENDU QU'il y a maintenant lieu d'émettre la proclamation prévue à l'article 4 de ladite loi.

À CES CAUSES, du consentement et de l'avis de Notre Conseil Exécutif, exprimés dans un décret portant le numéro 3119, en date du 8 septembre 1971, Nous avons décrété et ordonné et, par les présentes, décrétons et ordonnons, sur la proposition du ministre des terres et forêts et conformément aux articles 2, 3, 4 et 5 de la Loi des titres de propriété dans certains districts électoraux (chapitre 321, Statuts refondus, 1964), qu'il y a lieu:

a) de fixer à la date de la deuxième et dernière publication consécutive de cette proclamation dans la *Gazette officielle du Québec* l'entrée en vigueur des plan et livre de renvoi revisés, dans le district électoral de Gaspé-Sud, pour le cadastre d'une partie de la municipalité de Pabos, c'est-à-dire la partie comprenant le banc du Grand-Pabos dans les limites de la ville de Chandler, le tout situé dans la division d'enregistrement de Gaspé;

b) d'indiquer que ces plan et livre de renvoi revisés sont déposés aux archives du ministère des terres et forêts, à Québec, et, qu'en outre, le ministre des terres et forêts a fait déposer une copie certifiée de ces plan et livre de renvoi revisés au bureau de la division d'enregistrement de Gaspé, à Percé, ainsi qu'au bureau désigné par lui, à savoir celui du secrétaire-trésorier de la corporation municipale de la ville de Chandler.

c) d'informer le public que, pendant les huit (8) mois qui suivront la deuxième et dernière publication de cette proclamation dans la *Gazette officielle du Québec*, tout intéressé pourra consulter gratuitement lesdits plan et livre de renvoi revisés;

d) de porter notification qu'à l'expiration de ce délai le ministre des terres et forêts délivrera un certificat de propriété à tout occupant de l'immeuble avec ou sans titre, même s'il n'est qu'administrateur ou simple exploitant, à moins d'opposition écrite d'un intéressé;

e) d'ordonner que tout droit réel affectant un lot compris dans le territoire susdit pour lequel un plan et livre de renvoi revisés ont été déposés soit renouvelé dans le même délai, en la manière prescrite par les articles 2172 et 2172a du Code civil;

f) d'informer aussi le public que, à défaut de tel renouvellement, les droits réels conservés, par le premier enregistrement n'ont aucun effet à l'égard des autres créanciers ou des acquéreurs subséquents dont les droits sont régulièrement enregistrés.

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre province de Québec;

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable HUGUES LAPOINTE, C.P., C.R., lieutenant-gouverneur de Notre province de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, en Notre ville de Québec, de Notre province de Québec, ce huitième

WHEREAS it is now expedient to issue the proclamation provided for in section 4 of the said Act.

THEREFORE, with the consent and advice of Our Executive Council, expressed in a decree bearing number 3119, dated September 8, 1971, We have decreed and ordered, and do hereby decree and order, upon the recommendation of the Minister of Lands and Forests and in conformity with sections 2, 3, 4 and 5 of the Certain Electoral Districts Land Titles Act (Chapter 321, Revixed Statutes, 1964), that it is expedient:

(*a*) to fix, on the date of the second and last consecutive publication of this proclamation in the *Québec Official Gazette*, the coming into force of the revised plan and book of reference, in the electoral district of Gaspé-South, for the cadastre of a part of the Municipality of Pabos, that is to say, that part which comprises the Bank of Grand-Pabos, in the limits of the Town of Chandler, the whole situated in the registration division of Gaspé;

(*b*) to indicate that the said revised plan and book of reference were deposited in the Archives of the Department of Lands and Forests, in Québec, and, moreover, that the Minister of Lands and Forests caused a certified copy of said revised plan and book of reference to be deposited in the Gaspé registration division office, in Percé, as well as in an office designated by him, namely that of the Secretary-Treasurer of the Municipal Corporation of the Town of Chandler;

(*c*) to inform the public that during the eight (8) months following upon the second and last publication of this proclamation in the *Québec Official Gazette*, any interested person may consult, without charge, the said revised plan and book of reference;

(*d*) to give notice that upon the expiration of this period, the Minister of Lands and Forests shall deliver a certificate of ownership to any occupant of an immovable with or without titles, even though he be only an administrator or mere operator, except in cases of written opposition by an interest person;

(*e*) to order that any real right affecting a lot comprised in the aforesaid territory for which a revised plan and book of reference have been deposited be renewed, within the same period, in the manner prescribed by articles 2172 and 2172a of the Civil Code;

(*f*) to also inform the public that, failing such renewal, the real rights preserved by the first registration shall have no effect on other creditors or subsequent purchasers whose rights are regularly registered.

OF ALL OF WHICH all Our loving subjects and all others whom these presents may concern are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our present letters to be made patent, and the Great Seal of Our Province of Québec to be hereunto affixed;

WITNESS: Our Right-Trusty and Well-Beloved the Honourable HUGUES LAPOINTE, P.C., Q.C., Lieutenant-Governor of Our Province of Québec.

Given in Our Parliament Buildings, in Our City of Québec, in Our Province of Québec, this eighth day

jour de septembre en l'année mil neuf cent soixante et onze de l'ère chrétienne et de Notre Règne la vingtième année.

Par ordre,

JEAN ALARIE,
Sous-procureur général adjoint.

Libro: 500
Folio: 141

42845-45-2-0

Canada,
Province de Québec.
[L. S.]

HUGUES LAPOINTE

ELIZABETH DEUX, par la grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni, du Canada et de ses autres royaumes et territoires, Chef du Commonwealth, Défenseur de la foi.

À tous ceux qui ces présentes lettres verront ou qu'icelles pourront concerner,

SALUT.

Proclamation

ATTENDU QUE, sous l'autorité de l'article 2 de la Loi relative aux titres de propriété dans certains districts électoraux (chapitre 321, Statuts refondus, 1964), le ministre des terres et forêts a fait dresser des plan et livre de renvoi originaires, das le district électoral de Bonaventure, pour le cadastre d'une partie du canton de Mann, c'est-à-dire la partie comprenant une section de la municipalité de Pointe-à-la-Croix, à savoir les lots 1 à 7, 8-1, 8-2, 9-1, 9-2, 10 à 14, 15-1, 15-2, 16-1, 16-2, 17 à 23, rang VII; 1 à 22, 23-1, 23-2, 24-1, 24-2, 25, 26, 27-1, 27-2, 28 à 35, 36-1, 36-2, 37, rang VIII; 28 à 36, 37-1 à 37-14, 38-1 à 38-10, 39-1 à 39-3; 40 à 64, rang A; le tout étant situé dans la deuxième division d'enregistrement de Bonaventure (Bonaventure no 2);

ATTENDU QUE, sous l'autorité de l'article 2 de ladite loi, le ministre des terres et forêts a fait dresser des plan et livre de renvoi revisés, dans le district électoral de Bonaventure, pour le cadastre d'une partie du canton de Mann, c'est-à-dire la partie comprenant une section de la municipalité de Pointe-à-la-Croix, à savoir les lots A à L, 1, 2, 3 à 5, du rang Ristigouche, 37 et 38A, du rang VI, et 37, du rang VII, ainsi que leurs subdivisions respectives, le tout situé dans la deuxième division d'enregistrement de Bonaventure (Bonaventure no 2);

ATTENDU QUE, conformément aux articles 2 et 3 de ladite loi, le ministre des terres et forêts a fait déposer:

1. le 2 mars 1971, aux archives du ministère des terres et forêts, à Québec, ces plan et livre de renvoi;

2. Le 15 mars 1971, au bureau de la deuxième division d'enregistrement de Bonaventure (Bonaventure no 2), à Carleton, une copie certifiée de ces plan et livre de renvoi;

3. le 2 mars 1971, au bureau désigné par lui, à savoir celui du secrétaire-trésorier de la corporation municipale de Pointe-à-la-Croix, une copie certifiée de ces plan et livre de renvoi;

of September in the year of Our Lord, one thousand nine hundred and seventy-one and in the twentieth year of Our Reign.

By command,

JEAN ALARIE,
Assistant Deputy Attorney General.

Libro: 500
Folio: 141

42845-45-2

Canada,
Province of Québec.
[L. S.]

HUGUES LAPOINTE

ELIZABETH THE SECOND, by the Grace of God, of the United Kingdom, Canada and Her other Realms and Territories, Queen, Head of the Commonwealth, Defender of the Faith.

To all those to whom these present letters shall come, or whom the same may concern,

GREETING.

Proclamation

WHEREAS, under the provisions of section 2 of the Certain Electoral Districts Land Titles Act (Chapter 321, Revised Statutes, 1964), the Minister of Lands and Forests caused an original plan and book of reference to be drawn up, in the electoral district of Bonaventure, for the cadastre of a part of the Township of Mann, that is to say, that part comprising a section of the Municipality of Pointe-à-la-Croix, namely lots 1 to 7, 8-1, 8-2, 9-1, 9-2, 10 to 14, 15-1, 15-2, 16-1, 16-2, 17 to 23, Range VII; 1 to 22, 23-1, 23-2, 24-1, 24-2, 25, 26, 27-1, 27-2, 28 to 35, 36-1, 36-2, 37, Range VIII; 28 to 36, 37-1 to 37-14, 38-1 to 38-10, 39-1 to 39-3; 40 to 64, Range A; the whole situated in the second registration division of Bonaventure (Bonaventure No. 2);

Whereas, under the provisions of section 2 of the said Act, the Minister of Lands and Forests caused a revised plan and book of reference to be drawn up, in the electoral district of Bonaventure, for the cadastre of a part of the township of Mann, that is to say, that part comprising a section of the Municipality of Pointe-à-la-Croix, namely lots A to L, 1, 2, 3 to 5 of Ristigouche Range, 37 and 38A of Range VI, and 37 of Range VII, as well as their respective subdivisions, the whole situated in the second registration division of Bonaventure (Bonaventure No. 2);

WHEREAS, in conformity with sections 2 and 3 of the said Act, the Minister of Lands and Forests caused to be deposited:

1. on March 2, 1971, in the Archives of the Department of Lands and Forests, in Québec, the plan and book of reference;

2. on March 15, 1971, in the Bonaventure second registration division office (Bonaventure No. 2), in Carleton, a certified copy of said plan and book of reference;

3. on March 2, 1971, in the office designated by him, namely that of the Secretary-Treasurer of the Municipal Corporation of Pointe-à-la-Croix, a certified copy of said plan and book of reference;

ATTENDU QU'il y a maintenant lieu d'émettre la proclamation prévue à l'article 4 de ladite loi.

À CES CAUSES, du consentement et de l'avis de Notre Conseil Exécutif, exprimés dans un décret portant le numéro 3113, en date du 8 septembre 1971, Nous avons décrété et ordonné et, par les présentes, décrétons et ordonnons, sur la proposition du ministre des terres et forêts et conformément aux articles 2, 3, 4 et 5 de la Loi des titres de propriété dans certains districts électoraux (chapitre 321, Statuts refondus, 1964), qu'il y a lieu:

a) de fixer à la date de la deuxième et dernière publication consécutive de cette proclamation dans la *Gazette officielle du Québec* l'entrée en vigueur des plan et livre de renvoi originaires, dans le district électoral de Bonaventure pour le cadastre d'une partie du canton de Mann, c'est-à-dire la partie comprenant une section de la municipalité de Pointe-à-la-Croix, à savoir les lots 1 à 7, 8-1, 8-2, 9-1, 9-2, 10 à 14, 15-1, 15-2, 16-1, 16-2, 17 à 23, rang VII; 1 à 22, 23-1, 23-2, 24-1, 24-2, 25, 26, 27-1, 27-2, 28 à 35, 36-1, 36-2, 37, rang VIII; 28 à 36, 37-1 à 37-14, 38-1 à 38-10, 39-1 à 39-3, 40 à 64, rang A; le tout étant situé dans la deuxième division d'enregistrement de Bonaventure (Bonaventure no 2);

b) de fixer aussi à la date de la deuxième et dernière publication consécutive de cette proclamation dans la *Gazette officielle du Québec* l'entrée en vigueur des plan et livre de renvoi revisés, dans le district électoral de Bonaventure, pour le cadastre d'une partie du canton de Mann, c'est-à-dire la partie comprenant une section de la municipalité de Pointe-à-la-Croix, à savoir les lots A à L, 1, 2, 3 à 5, du rang Ristigouche, 37 à 38A, du rang VI, et 37, du rang VII, ainsi que leurs subdivisions respectives, le tout situé dans la deuxième division d'enregistrement de Bonaventure (Bonaventure no 2);

c) d'indiquer que ces plan et livre de renvoi originaires ainsi que ces plan et livre de renvoi revisés sont déposés aux archives du ministère des terres et forêts, à Québec, et, qu'en outre, le ministre des terres et forêts a fait déposer une copie certifiée de ces plan et livre de renvoi originaires ainsi qu'une copie certifiée de ces plan et livre de renvoi revisés au bureau de la deuxième division d'enregistrement de Bonaventure (Bonaventure no 2), à Carleton, ainsi qu'au bureau désigné par lui, à savoir celui du secrétaire-trésorier de la corporation municipale de Pointe-à-la-Croix;

d) d'informer le public que, pendant les huit (8) mois qui suivront la deuxième et dernière publication de cette proclamation dans la *Gazette officielle du Québec*, tout intéressé pourra consulter gratuitement lesdits plan et livre de renvoi originaires ainsi que lesdits plan et livre de renvoi revisés;

e) de porter notification qu'à l'expiration de ce délai le ministre des terres et forêts délivrera un certificat de propriété à tout occupant de l'immeuble avec ou sans titre, même s'il n'est qu'administrateur ou simple exploitant, à moins d'opposition écrite d'un intéressé;

f) d'ordonner que tout droit réel affectant un lot compris dans le territoire susdit pour lequel un plan et livre de renvoi originaires ainsi qu'un plan et livre de

WHEREAS it is now expedient to issue the proclamation provided for in section 4 of the said Act.

THEREFORE, with the consent and advice of Our Executive Council, expressed in a decree bearing number 3113, dated September 8, 1971, We have decreed and ordered, and do hereby decree and order, upon the recommendation of the Minister of Lands and Forests and in conformity with sections 2, 3, 4 and 5 of the Certain Electoral Districts Land Titles Act (Chapter 321, Revised Statutes, 1964), that it is expedient:

(*a*) to fix, on the date of the second and last consecutive publication of this proclamation in the *Québec Official Gazette*, the coming into force of the original plan and book of reference, in the electoral district of Bonaventure, for the cadastre of a part of the Township of Mann, that is to say, that part which comprises a section of the Municipality of Pointe-à-la-Croix, namely lots 1 to 7, 8-1, 8-2, 9-1, 9-2, 10 to 14, 15-1, 15-2, 16-1, 16-2, 17 to 23, Range VII; 1 to 22, 23-1, 23-2, 24-1, 24-2, 25, 26, 27-1, 27-2, 28 to 35, 36-1, 36-2, 37, Range VIII; 28 to 36, 37-1 to 37-14, 38-1 to 38-10, 39-1 to 39-3, 40 to 64, Range A; the whole situated in the second registration division of Bonaventure (Bonaventure No. 2);

(*b*) to also fix, on the date of the second and last consecutive publication of this proclamation in the *Québec Official Gazette*, the coming into force of the revised plan and book of reference, in the electoral district of Bonaventure, for the cadastre of a part of the Township of Mann, that is to say, that part comprising a section of the Municipality of Pointe-à-la-Croix, namely lots A to L, 1, 2, 3 to 5 of Ristigouche Range, 37 to 38A of Range VI, and 37 of Range VII, as well as their respective subdivisions, the whole situated in the second registration division of Bonaventure (Bonaventure No. 2);

(*c*) to indicate that the said revised plan and book of reference were deposited in the Archives of the Department of Lands and Forests, in Québec, and, moreover, that the Minister of Lands and Forests caused a certified copy of said revised plan and book of reference to be deposited in the Bonaventure second registration division office (Bonaventure No. 2), in Carleton, as well as in an office designated by him, namely that of the Secretary-Treasurer of the Municipal Corporation of Pointe-à-la-Croix;

(*d*) to inform the public that during the eight (8) months following upon the second and last publication of this proclamation in the *Québec Official Gazette*, any interested person may consult, without charge, the said revised plan and book of reference;

(*e*) to give notice that upon the expiration of this period, the Minister of Lands and Forests shall deliver a certificate of ownership to any occupant of an immovable with or without titles, even though he be only an administrator or mere operator, except in cases of written opposition by an interest person;

(*f*) to order that any real right affecting a lot comprised in the aforesaid territory for which a revised plan and book of reference have been deposited be

renvoi revisés ont été déposés soit renouvelé dans le même délai, en la manière prescrite par les articles 2172 et 2172a du Code civil;

g) d'informer aussi le public que, à défaut de tel renouvellement, les droits réels conservés, par le premier enregistrement n'ont aucun effet à l'égard des autres créanciers ou des acquéreurs subséquents dont les droits sont régulièrement enregistrés.

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre province de Québec;

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable HUGUES LAPOINTE, C.P., C.R., lieutenant-gouverneur de Notre province de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, en Notre ville de Québec, de Notre province de Québec, ce huitième jour de septembre en l'année mil neuf cent soixante et onze de l'ère chrétienne et de Notre Règne la vingtième année.

Par ordre,

JEAN ALARIE,
Sous-procureur général adjoint.

Libro: 500
Folio: 147

42843-45-2-0

renewed, within the same period, in the manner prescribed by articles 2172 and 2173a of the Civil Code;

(*g*) to also inform the public that, failing such renewal, the real rights preserved by the first registration shall have no effect on other creditors or subsequent purchasers whose rights are regularly registered.

OF ALL OF WHICH all Our loving subjects and all others whom these presents may concern are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our present letters to be made patent, and the Great Seal of Our Province of Québec to be hereunto affixed;

WITNESS: Our Right-Trusty and Well-Beloved the Honourable HUGUES LAPOINTE, P.C., Q.C., Lieutenant-Governor of Our Province of Québec.

Given in Our Parliament Buildings, in Our City of Québec, in Our Province of Québec, this eighth day of September in the year of Our Lord, one thousand nine hundred and seventy-one and in the twentieth year of Our Reign.

By command,

JEAN ALARIE,
Assistant Deputy Attorney General.

Libro: 500
Folio: 147

42843-45-2

Liquidation — Loi de la

St. Léonard Shopping Centre Ltd. Centre d'Achat St. Léonard ltée

Avis est donné que, lors d'une assemblée générale spéciale des actionnaires de la compagnie « St. Léonard Shopping Centre Ltd.— Centre d'Achat St. Léonard ltée », tenue à Montréal, le 15 juillet 1971, il a été résolu que les affaires de ladite compagnie soient liquidées, et que celle-ci soit dissoute, en vertu de la Loi de la liquidation des compagnies, et que M. Raymond Maheu, C.A., a été nommé liquidateur.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

42805-o 11535-58

La Compagnie de Téléphone de St-Georges de Windsor, limitée

Avis est donné que « La Compagnie de Téléphone de St-Georges de Windsor, limitée », constituée en vertu de la Loi des compagnies de télégraphe et de téléphone (chapitre 286, Statuts refondus, 1964) le 17 février 1911, avec siège social à St-Georges de Windsor, comté de Richmond, a été dissoute le 14 octobre 1971, en vertu de la Loi de la liquidation des compagnies.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

42806-o 593-11

Winding — Up Act

St. Léonard Shopping Centre Ltd. Centre d'Achat St. Léonard ltée

Notice is given that at a special general meeting of the shareholders of "St. Léonard Shopping Centre Ltd.— Centre d'Achat St. Léonard ltée", held in Montreal on July 15, 1971, it was resolved that the affairs of the said company be liquidated and that it be dissolved, pursuant to the Winding-Up Act, Mr. Raymond Maheu, C.A., was appointed liquidator.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

42805 11535-58

La Compagnie de Téléphone de St-Georges de Windsor, limitée

Notice is given that "La Compagnie de Téléphone de St-Georges de Windsor, limitée", incorporated under the Telegraph and Telephone Companies Act (chapter 286, Revised Statutes, 1964) on February 17, 1911, with head office in St-Georges de Windsor, county of Richmond, was dissolved on October 14, 1971, pursuant to the Winding-Up Act.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

42806 593-11

Constance Ltd.

Avis est donné que, lors d'une assemblée générale spéciale des actionnaires de la compagnie « Constance Ltd. », tenue à Montréal, le 15 juillet 1971, il a été résolu que les affaires de ladite compagnie soient liquidées, et que celle-ci soit dissoute, en vertu de la Loi de la liquidation des compagnies, et que M. Raymond Maheu, C.A., a été nommé liquidateur.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

42807-o 11536-58

Constance Ltd.

Notice is given that at a special general meeting of the shareholders of "Constance Ltd.", held in Montreal on July 15, 1971, it was resolved that the affairs of the said company be liquidated and that it be dissolved, pursuant to the Winding-Up Act, Mr. Raymond Maheu, C.A. was appointed liquidator.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

42807 11536-58

Christine Ltd.

Avis est donné que, lors d'une assemblée générale spéciale des actionnaires de la compagnie « Christine Ltd. », tenue à Montréal, le 15 juillet 1971, il a été résolu que les affaires de ladite compagnie soient liquidées, et que celle-ci soit dissoute, en vertu de la Loi de la liquidation des compagnies, et que M. Raymond Maheu, C.A., a été nommé liquidateur.

Le sous-ministre des institutions financières,
ccompagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

42808-o 11537-58

Christine Ltd.

Notice is given that at a special general meeting of the shareholders of "Christine Ltd.", held in Montreal on July 15, 1971, it was resolved that the affairs of the said company be liquidated and that it be dissolved, pursuant to the Winding-Up Act. Mr. Raymond Maheu, C.A., was appointed liquidator.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

42808 11537-58

Interprovincial Properties Corporation

Avis est donné que la compagnie « Interprovincial Properties Corporation », constituée en vertu de la première partie de la Loi des compagnies par lettres patentes en date du 16 décembre 1935, avec siège social à Montréal, a été dissoute le 14 octobre 1971, en vertu de la Loi de la liquidation des compagnies.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

42809-o 2581-35

Interprovincial Properties Corporation

Notice is given that "Interprovincial Properties Corporation", incorporated under Part I of the Companies Act by letters patent dated December 16, 1935, and having its head office in Montreal, was dissolved on October 14, 1971, pursuant to the Winding-Up Act.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

42809 2581-35

Patricia Ltd.

Avis est donné que, lors d'une assemblée générale spéciale des actionnaires de la compagnie « Patricia Ltd. », tenue à Montréal, le 15 juillet 1971, il a été résolu que les affaires de ladite compagnie soient liquidées, et que celle-ci soit dissoute, en vertu de la Loi de la liquidation des compagnies, et que M. Raymond Maheu, C.A., a été nommé liquidateur.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

42810-o 11538-58

Patricia Ltd.

Notice is given that at a special general meeting of the shareholders of "Patricia Ltd.", held in Montreal, on July 15, 1971, it was resolved that the affairs of the said company be liquidated and that it be dissolved, pursuant to the Winding-Up Act, Mr. Raymond Maheu, C.A., was appointed liquidator.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

42810 11538-58

Société coopérative agricole Des Ormeaux

(Loi des sociétés coopératives agricoles)

Avis est donné que lors d'une assemblée générale spéciale des membres de la « Société coopérative agricole Des Ormeaux », tenue à Ste-Angèle de Laval, dans le district électoral de Nicolet, le 4 octobre 1971, il a été résolu de liquider la coopérative, conformément aux dispositions de l'article 33 de la Loi des sociétés coopé-

Société coopérative agricole Des Ormeaux

(Cooperative Agricultural Associations Act)

Notice is given that at a special general meeting of the members of the "Société coopérative agricole Des Ormeaux", held in St. Angèle de Laval, electoral district of Nicolet, on October 4, 1971, a resolution was passed to wind up the cooperative, in conformity with the provisions of section 33 of the Cooperative Agricultural

ratives agricoles, statuts refondus 1964, chapitre 124, et que MM. Henri Rhéault, Rodolphe Proulx et Edmond Élie ont été nommés liquidateurs.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,

42811-o LS-PHILIPPE BOUCHARD.

Associations Act, Revised Statutes, 1964, chapter 124. Messrs. Henri Rhéault, Rodolphe Proulx and Edmond Élie were appointed liquidators.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

42811

Ventes d'effets non réclamés

Compagnie des Chemins de Fer Nationaux du Canada

Réclamations de marchandises

Avis est par les présentes donné que tous les effets reçus avant le premier jour de juillet 1971, et non réclamés aux bureaux de la Compagnie des Chemins de Fer Nationaux du Canada, à divers endroits de la Région du Saint-Laurent des Chemins de Fer Nationaux du Canada seront vendus aux enchères publiques au plus haut enchérisseur par Allan Harvey & Company, encanteurs, 2190, avenue Papineau, Montréal, à 10 h 30 a.m. les mercredis 8 décembre 1971 et 19 janvier 1972, à moins que lesdits effets ne soient réclamés et tous les frais payés avant cette date.

Montréal, Québec, le 23 octobre 1971.

Le gérant,

42536-42-6-o W. W. R. BRADFORD.

Messageries Canadien Pacifique

Avis est par les présentes donné que tous les effets reçus avant le 1er jour de novembre, 1970, et non réclamés aux bureaux des Messageries Canadien Pacifique à divers endroits de la province de Québec, seront vendus aux enchères publiques au plus haut enchérisseur par Frank Waddington, encanteur, 189 est, rue Queen, Toronto, Ontario, à onze heures du matin, le 2e jour de décembre, 1971, à moins que lesdits effets ne soient réclamés et tous les frais payés avant cette date.

La Cie des Messageries Canadien Pacifique.

Le gérant-général,

42496-42-6-o W. M. RILEY.

Sales of Unclaimed Baggage

Canadian National Railway Company

Merchandise Claims Department

Notice is hereby given that all goods received previous to the first day of July, 1971 and still remaining unclaimed in the offices of the Canadian National Railway Company, at different points in the St. Lawrence Region of the Canadian National Railway Company, will be sold at public auction to the highest bidder by Allan Harvey & Company Auctioneers, 2190 Papineau Avenue, Montreal, at 11:30 a.m., December 8, 1971 and Wednesday, January 19, 1972, unless same shall be called for before that date and all charges paid thereon.

Montreal, Québec, October 23, 1971.

W. W. R. BRADFORD,

42536-42-6-o *Manager.*

Canadian Pacific Express Company

Notice is hereby given that all goods received previous to the first day of November, 1970, and still remaining unclaimed in the offices of the Canadian Pacific Express Company, at different points in the Province of Québec, will be sold at Public Auction to the highest bidder by Frank Waddington, Auctioneer, at 189 Queen Street East, Toronto, Ontario, at 11:00 o'clock in the forenoon, on the 2nd day of December, 1971, unless same shall be called for before that date, and all charges paid thereon.

Canadian Pacific Express Company.

W. M. RILEY,

42496-42-6-o *General Manager.*

Demandes à la Législature

Bureau d'assainissement des eaux du Québec métropolitain

Avis public est par les présentes donné que le Bureau d'assainissement des eaux du Québec métropolitain s'adressera à l'Assemblée Nationale du Québec au cours de la présente session pour l'adoption d'une loi amendant la Loi du bureau pour les fins suivantes:

1° Amendement de concordance quant à la durée du mandat du bureau et de ses membres;

Applications to Legislature

Greater Québec Water Purification Board

Public notice is hereby given that the Greater Québec Water Purification Board will apply to the National Assembly of Québec, during the present session, for the adoption of an act amending the Board Act, for the following purposes:

1. Amendment of agreement as for the duration of the Board and its member mandate's;

2° Amender l'article 25 relativement aux approbations requises;

3° Amender l'article 31 pour prévoir d'autres critères;

4° Amender l'article 32 pour déterminer l'année de la première répartition.

Et pour toutes autres fins.

Québec, ce 12 octobre 1971.

Le procureur,
DENYS AUBÉ, C.R.

42535-42-4-o

Bochar Inc.

Avis est par les présentes donné que, lors de la prochaine session de l'Assemblée Nationale du Québec, Bochar Inc., une compagnie ayant son siège social en la ville de Montréal, déposera une requête pour que soit adoptée une loi qui déclare valide et légal un acte de vente passé en date du 9 mai 1905 par devant F. S. Mackay, notaire, par les représentants des successions d'Emery Tessier et de son épouse, Émélie Wagner, en faveur de La Compagnie de Publication de la Patrie Limitée, du lot 315 au plan officiel du quartier Saint-Louis en la ville de Montréal, et à certaines autres fins.

Montréal, P.Q., le 18 octobre 1971.

Bochar Inc.,
Le secrétaire-trésorier,
ANDRÉ NOREAU.

42664-44-4-o

2. Amend section 25 relating to the approval required;

3. Amend section 31 to provide to other criterion;

4. Amend section 32 to determine the year of the first share.

And for all other purposes.

Québec, October 12, 1971.

DENYS AUBÉ, Q.C.,
Attorney.

42535-42-4-o

Bochar Inc.

Notice is hereby given that, at the next session of the National Assembly of Québec, application will be made by Bochar Inc., a corporation having its head office in the city of Montreal, for the passing of an act to declare valid and legal a deed of sale executed on May 9, 1905 before F. S. Mackay, Notary, from the representatives of the estates of Emery Tessier and his wife, Émélie Wagner, to La Compagnie de Publication de la Patrie Limitée of lot 315 on the official plan for the St. Louis Ward in the city of Montreal, and for other purposes.

Montreal, P.Q., October 18, 1971.

Bochar Inc.,
ANDRÉ NOREAU,
Secretary-Treasurer.

42664-44-4-o

Ministère des institutions financières, compagnies et coopératives
Assurances

Steinberg's Employees' Mutual Benefit Association

Avis d'annulation de permis et de certificat d'enregistrement

Attendu que « Steinberg's Employees' Mutual Benefit Association » a cessé de faire affaires dans la province de Québec;

Attendu que « Steinberg's Employees' Mutual Benefit Association » a produit au Service des assurances une déclaration à l'effet que le 31 mai 1971, elle ne possédait plus aucun actif, ni aucun passif, ayant distribué son surplus à ses membres, après avoir acquitté toutes ses dettes;

En conséquence, avis est par les présentes donné que le permis et le certificat d'enregistrement de « Steinberg's Employees' Mutual Benefit Association » sont annulés à compter du 3 septembre 1971.

Donné au bureau du Service des assurances, Ministère des institutions financières, compagnies et coopératives, le 20 octobre 1971.

Pour le Ministre des institutions financières, compagnies et coopératives de la Province,
Le Surintendant des assurances,
ROGER-A. CAMARAIRE.

42691-44-2-o

Department of Financial Institutions, Companies and Cooperatives
Insurance

Steinberg's Employees' Mutual Benefit Association

Notice of Cancellation of License and Certificate of Registration

Whereas "Steinberg's Employees' Mutual Benefit Association" has ceased to do business in the Province of Québec;

Whereas, "Steinberg's Employees' Mutual Benefit Association" has filed with the Insurance Branch a declaration to the effect that on the 31st of May, 1971, it had no assets and no liabilities, having distributed its surplus to its members after having discharged all its debts;

Therefore, notice is hereby given that the license and certificate of registration of "Steinberg's Employees' Mutual Benefit Association" are cancelled as from the 3rd of September 1971.

Given at the office of the Insurance Branch, Department of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, the 20th of October 1971.

For the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives of the Province,
ROGER-A. CAMARAIRE,
Superintendent of Insurance.

42691-44-2-o

La Stabilité, Compagnie d'Assurance-vie
Stability Life Insurance Company

Avis d'annulation du certificat d'enregistrement

Attendu que « La Stabilité, Compagnie d'Assurance-Vie — Stability Life Insurance Company », dont le siège social est situé à Montréal, province de Québec, a cessé de faire affaires dans la province de Québec, le 13 décembre 1968;

Attendu que « La Stabilité, Compagnie d'Assurance-Vie — Stability Life Insurance Company » a produit au Service des assurances une déclaration à l'effet que ses contrats ayant été réassurés ou acquittés le 13 décembre 1968, elle ne possédait plus aucun actif, ni aucun passif;

En conséquence, avis est par les présentes donné que le certificat d'enregistrement de « La Stabilité, Compagnie d'Assurance-Vie — Stability Life Insurance Company » est annulé à compter du 27 septembre 1971.

Donné au bureau du Service des assurances, Ministère des institutions financières, compagnies et coopératives, le 27 septembre 1971.

Pour le Ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives de la Province.
Le Surintendant des assurances,
42719-44-2-o ROGER-A. CAMARAIRE.

La Stabilité, Compagnie d'Assurance-vie
Stability Life Insurance Company

Notice of Cancellation of Certificate of Registration

Whereas "La Stabilité, Compagnie d'Assurance-Vie — Stability Life Insurance Company", whose head office is situated at Montreal, Province of Québec, has ceased to do business in the Province of Québec on 13th of December 1968;

Whereas "La Stabilité, Compagnie d'Assurance-Vie — Stability Life Insurance Company" has filed with the Insurance Branch of declaration tot he effect that all its contracts having been reinsured or having been discharged on the 13th of December 1968, it had no assets and no liabilities;

Therefore, notice is hereby given that the certificate of registration of "La Stabilité, Compagnie d'Assurance-Vie — Stability Life Insurance Company" is cancelled as from the 27th of September 1971.

Given at the office of the Insurance Branch, Department of financial institutions, companies and cooperatives, the 27th of September 1971.

For the Minister of financial institutions,
companies and cooperatives of the Province.
ROGER-A. CAMARAIRE,
42719-44-2-o *Superintendent of Insurance.*

Changement de nom — Loi du
Demandes

(Jacob) Jack Madorsky

Avis est donné que (Jacob) Jack Madorsky, musicien retraité, de la cité de Westmount, district de Montréal, et province de Québec, s'adressera, conformément à la loi, au lieutenant-gouverneur en conseil, afin d'obtenir un décret lui permettant de changer son nom de (Jacob) Jack Madorsky à celui de (Jacob) Jack Norton, et ce, à toutes fins légales.

Daté à Montréal, ce 31e jour d'octobre 1971.

Le procureur du requérant,
42663-44-2 S. J. SMILEY.

Étienne Trempe

Avis est donné que Étienne Trempe, célibataire, domicilié au 12,126 rue James Morrice, Montréal, a présenté une requête conformément à la Loi du changement de nom pour changer son nom en celui de Étienne Campeau.

Le nom d'aucune autre personne ne peut être changé à la suite de la présentation de cette requête.

Montréal, le 24 septembre 1971.
Copie conforme.

Le procureur du requérant,
42718-44-2 JEAN-PAUL A. RENAUD, C.R.

Change of name — Act
Applications

(Jacob) Jack Madorsky

Notice is hereby given that (Jacob) Jack Madorsky, retired musician, of the city of Westmount in the district of Montreal and Province of Québec, will apply according to law to the Lieutenant-Governor in Council for an order to change his name from (Jacob) Jack Madorsky to that of (Jacob) Jack Norton, same to avail for all legal purposes.

Dated at Montreal, this 31st day of October 1971.

S. J. SMILEY,
42663-44-2-o *Attorney for the petitioner.*

Étienne Trempe

Notice is given that Mr. Étienne Trempe, single, domiciled at 12,126 James Morrice Street, Montreal, has presented a petition in virtue of the Change of Name Act in order to change his name to that of Étienne Campeau.

Notice is also given that pursuant to that application, the name of no other living person is changed because of that application.

Montreal, September 24, 1971.
True copy.

JEAN-PAUL A. RENAUD, Q.C.,
42718-44-2-o *Attorney for the Petitoner.*

Charlotte Olive Cottinier

Avis est par les présentes donné que Charlotte Olive Cottinier de résidence au 926, rue St-Olivier, Québec, demandera au lieutenant-gouverneur en conseil de changer son nom en celui de Rita Colliou, ledit changement ne devant s'appliquer qu'à elle-même.

Le procureur de la requérante,
42743-44-2-o MICHEL BOULIANNE.

Charlotte Olive Cottinier

Notice is hereby given that Charlotte Olive Cottinier residing at 926 St. Olivier Street, Québec, will petition the Lieutenant-Governor in Council in order to change her name to that of Rita Colliou, the said change of name applying to herself only.

MICHEL BOULIANNE,
42743-44-2 *Attorney for the Petitioner.*

Robert Arthur Osmond

Avis est, par les présentes, donné que Robert Arthur Osmond, de Bristol, district de Pontiac, présentera une enquête pour changer son nom de Robert Arthur Osmond à Robert Arthur Holmes selon les dispositions de la Loi du changement de nom.

Le présent avis est donné à toute fin que de droit.

Hull, ce 8e jour d'octobre 1971.

Les procureurs du requérant,
42744-44-2-o MARTINEAU & FORSET.

Robert Arthur Osmond

Notice is hereby given that Robert Arthur Osmond, of Bristol, district of Pontiac, intends to make an application of the Change of Name act, to change his name from Robert Arthur Osmond to Robert Arthur Holmes.

The present notice is given according to law and to avail for all legal purposes.

Hull, this 8th day of October 1971.

MARTINEAU & FORSET,
42744-44-2-o *Attorneys for the Applicant.*

Henry Adamowicz

Avis est par les présentes donné que Henry Adamowicz domicilié à 39 Chartres, Dollard des Ormeaux, district de Montréal, demandera au lieutenant-gouverneur de la province de Québec, la permission de changer son nom en celui de Henry Adams. Ledit changement concernera également son épouse Marilyn Brasier, aussi domiciliée à 39 Chartres, Dollard des Ormeaux.

Beaconsfield, le 18e jour d'octobre 1971.

Le procureur du requérant,
42662-44-2-o FRANK S. BOYD.

Henry Adamowicz

Notice is hereby given that Henry Adamowicz domiciled at 39 Chartres, Dollard des Ormeaux, district of Montreal, will ask the Lieutenant-Governor of the Province of Québec for the permission to change his name to that of Henry Adams. Said change will also affect his wife, Marilyn Brasier, also domiciled at 39 Chartres, Dollard des Ormeaux.

Beaconsfield, this 18th day of October, 1971.

FRANK S. BOYD,
42662-44-2-o *Attorney for the applicant.*

Simcha Cooperstein

Avis est donné que Simcha Cooperstein, majeur, avocat, célibataire, résidant au 5338, avenue Wolseley, en la municipalité de Côte Saint-Luc, district de Montréal, s'est adressé au lieutenant-gouverneur en conseil afin d'obtenir un décret lui permettant de changer son nom de Simcha Cooperstein en celui de Sidney Cooperstein.

Montréal, 22 octobre 1971.

Le requérant,
42818-45-2 SIMCHA COOPERSTEIN.

Simcha Cooperstein

Notice is given that Simcha Cooperstein, major, Advocate, unmarried, residing at 5838 Wolseley Avenue in the municipality of Côte St-Luc, district of Montreal, has petitioned the Lieutenant-Governor in Council in order to have his name changed from Simcha Cooperstein to Sidney Cooperstein.

Montreal, October 22, 1971.

SIMCHA COOPERSTEIN,
42818-45-2-o *Petitioner.*

Leo William Fisher dit Riel

Leo William Fisher dit Riel, domicilié et résidant à 565, 33e Avenue, app. 404, Lachine, donne avis qu'il s'adressera au lieutenant-gouverneur en conseil afin d'obtenir un décret lui permettant de changer son nom en celui de Leo William Riel.

Montréal, 21 mai 1971.

42772-45-2

Leo William Fisher dit Riel

Notice is hereby given that Leo William Fisher dit Riel, domiciled and residing at 565, 33rd Avenue, Apt. 404, Lachine, will apply to the Lieutenant-Governor in Council for an order changing his name to Leo William Riel.

Montreal, May 21, 1971.

42772-45-2-o

Compagnies étrangères
Agent

Connors Drilling Ltd.

Avis est donné que, selon une nouvelle procuration datée du 25 mai 1971, et dont une copie a été transmise au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives, M. P. André Gervais, de Westmount, a été nommé aux fins de remplacer M. J. David Hackett, à titre d'agent principal dans la Province, de « Connors Drilling Ltd. », une compagnie étrangère dûment autorisée à exercer son commerce dans la province de Québec, conformément aux dispositions de la Loi des compagnies étrangères.

Avis est de plus donné que, conformément à la nouvelle procuration ci-dessus mentionnée, le siège social de ladite compagnie est établie à 1203, édifice IBM, 5, place Ville Marie, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

42816 164-56

Extra-Provincial Companies
Agent

Connors Drilling Ltd.

Notice is given that, by new power of attorney dated May 25, 1971, a copy of which was sent to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, Mr. P. André Gervais, of Westmount, was appointed to replace Mr. J. David Hackett as chief agent in the Province of "Connors Drilling Ltd.", an Extra-Provincial Company duly authorized to carry on business in the Province of Québec, pursuant to the provisions of the Extra-Provincial Companies Act.

Notice is also given that pursuant to the abovementioned new power of attorney, the head office of the said company is established at 1203 IBM Building, 5 Place Ville Marie, Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD.
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

42816-o 164-56

Caisse d'épargne et de crédit

Caisse d'Économie Aldomal
Aldomal Credit Union

(*Loi des caisses d'épargne et de crédit*)

Avis est donné que le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives a approuvé la requête des caisses d'épargne et de crédit « Alverna Credit Union », « St. Dominic's Parish Credit Union » et « St. Aloysius Parish Credit Union », datée du 26 janvier 1971, relativement à leur fusion.

Le nom de la caisse résultant de cette fusion, est:

« Caisse d'Économie Aldomal — Aldomal Credit Union ».

Le siège social de cette caisse est situé dans le district électoral de Ste-Anne.

Le territoire dans lequel cette caisse recrutera ses membres sera l'Ile de Montréal.

Cette caisse sera affiliée à la Ligue des Caisses d'Économie du Québec (1970).

Québec, le 26 octobre 1971.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

42774-o

Savings and Credit Union

Caisse d'Économie Aldomal
Aldomal Credit Union

(*Savings and Credit Unions Act*)

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has approved the petition of the savings and credit unions "Alverna Credit Union", "St. Dominic's Parish Credit Union" and "St. Aloysius Parish Credit Union", dated January 26, 1971, with respect to their amalgamation.

The name of the union resulting from this amalgamation is:

"Caisse d'Économie Aldomal — Aldomal Credit Union".

The head office of this union is situated in the electoral district of St. Anne.

The territory from which this union may recruit its members shall be the Island of Montreal.

This union shall be affiliated to the Québec Credit Union League (1970).

Québec, October 26, 1971.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

42774

Nomination

Avis est donné, par arrêté en conseil numéro 1210, en date du 31 mars 1971, il a plu au lieutenant-gouver-

Appointment

Notice is given that, by Order in Council number 1210, dated March 31, 1971, the Lieutenant-Governor

neur en conseil de faire, par commission sous le grand sceau de la province, la nomination suivante:

M. Mendoza Côté, notaire, de Roberval: coroner pour le district judiciaire de Roberval, plus particulièrement sur la partie nord de cette division électorale, soit plus spécialement celle située au nord de la Rivière Chamouchouane, laquelle traverse la ville de St-Félicien, et ce, à compter de la date de son assermentation.

Québec, le 25 octobre 1971.

JEAN ALARIE,
42838-o *Sous-procureur général adjoint.*

in Council by commission under the Great Seal of the Province, was pleased to make the following appointment:

Mr. Mendoza Côté, notary, of Roberval: Coroner for the judicial district of Roberval, particularly for the northern part of this electoral division, especially that situated to the north of the Chamouchouane River, which flows through the town of St. Félicien, the foregoing to take effect on the date of his swearing in.

Québec, October 25, 1971.

JEAN ALARIE,
42838 *Assistant Deputy Attorney General.*

Syndicats professionnels

Association des Camionneurs Artisans du Comté de Duplessis

(*Loi des syndicats professionnels*)

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis que le 15 octobre 1971, il a autorisé la constitution d'un syndicat professionnel, sous le nom de « Association des Camionneurs Artisans du Comté de Duplessis », avec siège social situé à Sept-Iles, district judiciaire de Hauterive.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

42814-o 44-71

Association des Camionneurs Artisans du Comté de Huntingdon

(*Loi des syndicats professionnels*)

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis que le 21 octobre 1971, il a autorisé la constitution d'un syndicat professionnel, sous le nom de « Association des Camionneurs Artisans du Comté de Huntingdon », avec siège social situé au numéro 65 est, rue Huntingdon, district judiciaire de Beauharnois.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

42829-o 38-71

Fédération des Associations des Camionneurs Artisans du Nord Ouest Québécois

(*Loi des syndicats professionnels*)

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis que le 11 août 1971, il a autorisé la constitution d'une fédération de syndicats professionnels, sous le nom de « Fédération des Associations des Camionneurs Artisans du Nord Ouest Québécois », avec siège social à Val d'Or, district judiciaire d'Abitibi.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

42830-o 33-71

Professional Syndicates

Association des Camionneurs Artisans du Comté de Duplessis

(*Professional Syndicates Act*)

The Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives gives notice that on October 15, 1971, he authorized the incorporation of a professional syndicate under the name of "Association des Camionneurs Artisans du Comté de Duplessis", with head office situated in Sept-Iles, judicial district of Hauterive.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

42814 44-71

Association des Camionneurs Artisans du Comté de Huntingdon

(*Professional Syndicates Act*)

The Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives gives notice that on October 21, 1971, he authorized the incorporation of a professional syndicate, under the name of "Association des Camionneurs Artisans du Comté de Huntingdon", with head office situated at number 65, Huntingdon Street East, judicial district of Beauharnois.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

42829 38-71

Fédération des Associations des Camionneurs Artisans du Nord Ouest Québécois

(*Professional Syndicates Act*)

The Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives gives notice that on August 11, 1971, he authorized the formation of a federation of professional syndicates, under the name of "Fédération des Associations des Camionneurs Artisans du Nord Ouest Québécois", with head office in Val d'Or, judicial district of Abitibi.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

42830 33-71

Soumissions — Demandes de

Ville de Chibougamau
Comté d'Abitibi-Est

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et portant l'inscription « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Gérard Savard, secrétaire-trésorier, Hôtel de ville, 650, 3e rue, Case postale 876, Chibougamau, comté d'Abitibe-Est, P.Q., jusqu'à 7.30 heures du soir, jeudi, le 25 novembre 1971, pour l'achat de $781,000 d'obligations de la ville de Chibougamau, comté d'Abitibi-Est, datées du 15 décembre 1971 et remboursables en série du 15 décembre 1972 au 15 décembre 1991 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 7%, ni supérieur à 8%, payable semi-annuellement les 15 juin et 15 décembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission; cependant, si plus d'un taux est utilisé, le montant émis à chaque taux différent doit couvrir un ou des amortissements annuels entiers, tel que montré au tableau d'amortissement dans le présent avis.

Pour fins d'adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 15 décembre 1971.

Tableau d'amortissement — $781,000 — 20 ans

Année	*Capital*
15 décembre 1972	$40,000
15 décembre 1973	42,000
15 décembre 1974	45,000
15 décembre 1975	48,000
15 décembre 1976	51,000
15 décembre 1977	54,000
15 décembre 1978	57,000
15 décembre 1979	61,000
15 décembre 1980	66,000
15 décembre 1981	19,000
15 décembre 1982	21,000
15 décembre 1983	22,000
15 décembre 1984	24,000
15 décembre 1985	26,000
15 décembre 1986	28,000
15 décembre 1987	30,000
15 décembre 1988	33,000
15 décembre 1989	35,000
15 décembre 1990	38,000
15 décembre 1991	41,000

En plus, les modalités suivantes seulement seront considérées:

1° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde reporté à la dixième année.

2° Obligations échéant en série 1 à 15 ans avec le solde reporté à la quinzième année.

3° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde à terme fixe 20 ans.

4° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde reporté à 10 ans pour une partie et l'autre partie à terme fixe 20 ans.

Toutefois, pour cette dernière modalité, les obligations échéant à terme fixe 20 ans ne devront pas être

Tenders — Requests for

Town of Chibougamau
County of Abitibi-East

Public notice is hereby given that sealed tenders bearing the inscription « Tenders for Bonds », will be received by the undersigned, Gérard Savard, Secretary-Treasurer, at the Town Hall, 650, 3rd Street, Post Office Box 876, Chibougamau, County of Abitibi-East, P.Q., until 7.30 o'clock, p.m., on Thursday, November 25, 1971, for the purchase of a bond issue of $781,000 for the town of Chibougamau, county of Abitibi-East, dated December 15, 1971 and redeemable serially from December 15, 1972 to December 15, 1991 inclusive, with interest at a rate of not less than 7%, nor more than 8%, payable half-yearly on June 15th and December 15th of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue; however, should more than one rate be used, the amount issued at each different rate must cover one or several complete annual redemptions, as shown in the redemption table in this notice.

For adjudication purposes only, interest will be calculated as from December 15, 1971.

Redemption table — $178,000 — 20 years

Year	*Capital*
December 15, 1972	$40,000
December 15, 1973	42,000
December 15, 1974	45,000
December 15, 1975	48,000
December 15, 1976	51,000
December 15, 1977	54,000
December 15, 1978	57,000
December 15, 1979	61,000
December 15, 1980	66,000
December 15, 1981	19,000
December 15, 1982	21,000
December 15, 1983	22,000
December 15, 1984	24,000
December 15, 1985	26,000
December 15, 1986	28,000
December 15, 1987	30,000
December 15, 1988	33,000
December 15, 1989	35,000
December 15, 1990	38,000
December 15, 1991	41,000

Moreover, the following terms and conditions only will be considered:

1. 1 to 10-year serial bonds with the balance carried forward to the tenth year.

2. 1 to 15-year serial bonds with the balance carried forward to the fifteenth year.

3. 1 to 10-year serial bonds with the balance as 20-year fixed-term bonds.

4. 1 to 10-year serial bonds with the balance carried forward to ten years for the one part and the other part as 20-year fixed-term bonds.

However, in the case of the last method of payment, the 20-year fixed-term bonds shall not be for an amount

pour un montant inférieur à $41,000, et si supérieur à ce dernier montant, cet excédent ne devra comprendre qu'un ou des amortissements annuels entiers, en tenant compte du tableau d'échéances apparaissant dans le présent avis, et en commençant par les dernières années d'échéances excluant l'échéance du 15 décembre 1991.

Cependant, les soumissions ne devront être transmises que pour un seul des modes d'émission ci-haut et ne devront comporter qu'un seul des termes sauf dans les cas des exceptions notées. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Chibougamau.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto, Ontario.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation sauf si elles sont émises en partie à terme fixe 20 ans pour un montant supérieur à $41,000, et seul cet excédent sera rachetable par anticipation au pair le 15 décembre de chaque année pour le montant annuel requis pour les fins de l'amortissement de l'émission conformément au tableau d'échéances apparaissant dans le présent avis.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque visé égal à 1% du montant de l'emprunt.

La ville de Chibougamau s'engage à ne pas émettre de nouvelles obligations sur le marché canadien dans les soixante jours à compter du 15 décembre 1971, sans une autorisation écrite de l'adjudicataire de la présente émission.

Lesdites obligations seront émises en vertu des règlements suivants: 63 — $346,000 — renouvellement d'emprunt; 151 — $435,000 — aqueduc, égouts, etc.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance publique du conseil ou de l'un de ses comités, selon le cas, qui sera tenue jeudi, le 25 novembre 1971, à 7.30 heures du soir, Hôtel de ville, 650, 3e rue, Case postale 876, Chibougamau, comté d'Abitibi-Est, P.Q.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Chibougamau (Comté d'Abitibi-Est), ce 27 octobre 1971.

Le secrétaire-trésorier,
GÉRARD SAVARD.

Hôtel de ville, 650, 3e Rue, Case postale 876,
Chibougamau (Abitibi-Est), P.Q.
Téléphone: 276-2688, code 819. 42857-o

La Commission scolaire régionale Meilleur
Siège Social: 261, rue Laurier, Granby,
(Shefford), P.Q.

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et portant l'inscription « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Jacques Dubois, secrétaire-trésorier, Siège social, 261, rue Laurier, Granby, comté de Shefford, P.Q.,

less than $41,000, and if greater than the latter amount, the said surplus must comprise only one or several complete annual amortizations, taking into account the table of redemptions appearing in this notice, and starting with the last years of redemption excluding the maturity of December 15, 1991.

However, tenders shall be sent for one only of the above methods of issue, and shall comprise one only of the terms, save in the cases of the exceptions stipulated herein. Adjudication will be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, capital and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Chibougamau.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Québec of the bank mentioned in the loan procedure, as well as at the head office of the said bank in Toronto, Ontario.

The said bonds will not be redeemable by anticipation unless they are issued partly as 20-year fixed-term bonds for an amount greater than $41,000, and the said surplus only will be redeemable by anticipation, at par, on December 15th of each year for the annual amount required to amortize the issue, in accordance with the redemption table appearing in this notice.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the loan.

The Town of Chibougamau agrees not to bring out new bonds on the Canadian Market within the sixty days upon, from and after December 15, 1971, without written authorization from the successful tenderer of the present issue.

The said bonds will be issued pursuant to the following by-laws: 63 — $346,000 — loan renewal; 151 — $435,000 — aqueduct, sewers, etc.

Tenders will be opened and considered at a public meeting of the council or of one of its committees, as the case may be, to be held on Thursday, November 25, 1971, at 7.30 o'clock, p.m., at the Town Hall, 650 3rd Street, Post Office Box 876, Chibougamau, County of Abitibi-East, P.Q.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Chibougamau (County of Abitibi-East), October 27, 1971.

GÉRARD SAVARD,
Secretary-Treasurer.

Town Hall, 650, 3rd Street, Post Office Box 876,
Chibougamau (Abitibi-East), P.Q.
Telephone: 276-2688, Code 819. 42857

The Regional School Board of Meilleur
Head Office: 261 Laurier Street, Granby,
(Shefford), P.Q.

Public notice is hereby given that sealed tenders bearing the inscription "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned, Jacques Dubois, Secretary-Treasurer, at the Head Office, 261 Laurier Street, Granby, county of Shefford, P.Q., until 8:00 o'clock

jusqu'à 8 heures du soir, mardi, le 23 novembre 1971, pour l'achat de $2,178,500 d'obligations pour la commission scolaire régionale Meilleur, datées du 15 décembre 1971 et remboursables en série du 15 décembre 1972 au 15 décembre 1991 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 7%, ni supérieur à 8%, payable semi-annuellement les 15 juin et 15 décembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission; cependant, si plus d'un taux est utilisé, le montant émis à chaque taux différent doit couvrir un ou des amortissements annuels entiers, tel que montré au tableau d'amortissement dans le présent avis.

Pour fins d'adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 15 décembre 1971.

Tableau d'amortissement — $2,178,500 — 20 ans

Année	*Capital*
15 décembre 1972	$ 47,500
15 décembre 1973	51,000
15 décembre 1974	56,000
15 décembre 1975	60,000
15 décembre 1976	65,000
15 décembre 1977	70,000
15 décembre 1978	76,000
15 décembre 1979	82,000
15 décembre 1980	88,000
15 décembre 1981	95,000
15 décembre 1982	103,000
15 décembre 1983	111,000
15 décembre 1984	120,000
15 décembre 1985	129,000
15 décembre 1986	140,000
15 décembre 1987	151,000
15 décembre 1988	163,000
15 décembre 1989	176,000
15 décembre 1990	190,000
15 décembre 1991	205,000

La commission scolaire régionale Meilleur, se prévalant de l'article 1 de la Loi modifiant la Loi des subventions aux commissions scolaires (Chapitre 63 des Lois de 1968) (Bill 64), demandera au ministre de l'Éducation effectuer à même les subventions à être versées par lui annuellement à ladite corporation scolaire, le dépôt en fidéicommis, entre les mains du ministre des Finances, des sommes suffisantes pour acquitter en totalité le principal et les intérêts de la présente émission d'obligations et de tout renouvelement d'icelle si requis.

En plus, les modalités suivantes seulement seront considérées:

1° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde reporté à la dixième année.

2° Obligations échéant en série 1 à 15 ans avec le solde reporté à la quinzième année.

3° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde à terme fixe 20 ans.

4° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde reporté à 10 ans pour une partie et l'autre partie à terme fixe 20 ans.

Toutefois, pour cette dernière modalité, les obligations échéant à terme fixe 20 ans ne devant pas être

p.m., on Tuesday, November 23, 1971, for the purchase of a bond issue of $2,178,500 for the Regional School Board of Meilleur, dated December 15, 1971, and redeemable serially from December 15, 1972 to December 15, 1991 inclusive, with interest at a rate of not less than 7%, nor more than 8%, payable half-yearly on June 15th and December 15th of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue; however, if more than one rate is used, the amount issued at each different rate must cover one or several complete annual redemptions, as shown in the redemption table in this notice.

For adjudication purposes only, interest will be calculated as from December 15, 1971.

Redemption table — $2,178,500 — 20 years

Year	*Capital*
December 15, 1972	$ 47,500
December 15, 1973	51,000
December 15, 1974	56,000
December 15, 1975	60,000
December 15, 1976	65,000
December 15, 1977	70,000
December 15, 1978	76,000
December 15, 1979	82,000
December 15, 1980	88,000
December 15, 1981	95,000
December 15, 1982	103,000
December 15, 1983	111,000
December 15, 1984	120,000
December 15, 1985	129,000
December 15, 1986	140,000
December 15, 1987	151,000
December 15, 1988	163,000
December 15, 1989	176,000
December 15, 1990	190,000
December 15, 1991	205,000

The Regional School Board of Meilleur, in conformity with section 1 of the Act to amend the School Boards Grants Act (Chapter 63 of the Statutes of 1968) (Bill 64), shall ask the Minister of Education to deposit in trust, with the Minister of Finance, from the grants to be awarded annually by the Minister of Education to the said corporation, the sums sufficient to pay off in full the principal and interest of this issue and any renewal thereof, if required.

Moreover, the following terms and conditions only shall be considered:

1. 1 to 10-year serial bonds with the balance carried forward to the tenth year.

2. 1 to 15-year serial bonds with the balance carried forward to the fifteenth year.

3. 1 to 10-year serial bonds with the balance as 20-year fixed-term bonds.

4. 1 to 10-year serial bonds with the balance carried forward to ten years for the one part and the other part as 20-year fixed-term bonds.

However, in the case of the last method of payment, the 20-year fixed-term bonds shall not be for an amount

pour un montant inférieur à $205,000 et si supérieur à ce dernier montant, cet excédent ne devra comprendre qu'un ou des amortissements annuels entiers, en tenant compte du tableau d'échéances apparaissant dans le présent avis, et en commençant par les dernières années d'échéances excluant l'échéance du 15 décembre 1991.

Cependant, les soumissions ne devront être transmises que pour un seul des modes d'émission ci-haut et ne devront comporter qu'un seul des termes sauf dans les cas des exceptions notées. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Granby.

Le capital et intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation sauf si elles sont émises en partie à terme fixe 20 ans pour un montant supérieur à $205,000 et seul cet excédent sera rachetable par anticipation, au pair, le 15 décembre de chaque année pour le montant annuel requis pour les fins de l'amortissement de l'émission, conformément au tableau d'échéances apparaissant dans le présent avis.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque visé égal à 1% du montant de l'emprunt.

La commission scolaire régionale Meilleur s'engage à ne pas émettre de nouvelles obligations sur le marché canadien dans les soixante jours à compter du 15 décembre 1971, sans une autorisation écrite de l'adjudicataire de la présente émission.

Lesdites obligations seront émises en vertu de la résolution du 9 juin 1971 — $2,178,500 — la construction d'une école polyvalente à Granby.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance des commissaires d'écoles qui sera tenue, mardi, le 23 novembre 1971, à 8 heures du soir, siège social, 261, rue Laurier, Granby, comté de Shefford, P.Q.

Les commissaires d'écoles se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Granby, ce 26 octobre 1971.

Le secrétaire-trésorier,
JACQUES DUBOIS.

Siège social, 261, rue Laurier,
Granby (Shefford), P.Q.
Téléphone: 378-8491, code 514. 42832-o

less than $205,000 and if greater than the latter amount, the said surplus must only comprise one or several complete annual amortizations, taking into account the tables of redemption appearing in this notice, and starting with the last years of redemption excluding the maturity of December 15, 1991.

However, tenders shall be sent for only one of the above methods of issue, and shall comprise only one of the terms, save in the cases of the exceptions stipulated herein. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, capital an accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Granby.

Capital and interest will be payable at all branches in the Province of Québec of the bank mentioned in the loan procedure.

The said bonds will not be redeemable by anticipation unless they are issued partly as 20-year fixed-term bonds for an amount greater than $205,000, and the said surplus only will be redeemable by anticipation, at par, on December 15th of each year for the annual amount required to amortize the issue, in accordance with the redemption table appearing in this notice.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the loan.

The Regional School Board of Meilleur agrees not to bring out new bonds on the Canadian Market within the sixty days upon, form and after December 15, 1971 without written authorization from the successful tenderer of the present issue.

The said bonds will be issued pursuant to the resolution dated June 9, 1971 — $2,178,500 — construction of a polyvalent school in Granby.

Tenders will be opened and considered at a meeting of the School Commissioners to be held on Tuesday, November 23, 1971, at 8:00 o'clock p.m., at the Head Office, 261 Laurier Street, Granby, county of Shefford, P.Q.

The School Commissioners do not bind themselves to accept the highest or any of the tenders.

Granby, October 26, 1971.

JACQUES DUBOIS,
Secretary-Treasurer.

Head Office, 261 Laurier Street,
Granby (Shefford), P.Q.
Telephone: 378-8491, code 514. 42832

Paroisse de Saint-Louis-de-Pintendre
Comté de Lévis

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et portant l'inscription « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Gérard Dumont, secrétaire-trésorier, jusqu'à 7.30 heures du soir, Bureau municipal, case postale 40, Saint-Louis-de-Pintendre, comté de Lévis, P.Q., et par après jusqu'à 8 heures du soir, Salle du collège, Saint-Louis-de-Pintendre, comté de Lévis, P.Q., mer-

Parish of Saint-Louis-de-Pintendre
County of Lévis

Public notice is hereby given that sealed tenders bearing the inscription "Tenders for bonds" will be received by the undersigned, Gérard Dumont, Secretary-Treasurer, until 7:30 o'clock p.m., at the Municipal Office, P.O. Box 40, Saint-Louis-de-Pintendre, county of Lévis, P.Q., and thereafter until 8:00 o'clock p.m., at the College Hall, Saint-Louis-de-Pintendre, county of Lévis, P.Q., on Wednesday, November 24,

credi, le 24 novembre 1971, pour l'achat de $158,000 d'obligations de la paroisse de Saint-Louis-de-Pintendre, comté de Lévis, datées du 1er décembre 1971 et remboursables en séries du 1er décembre 1972 au 1er décembre 1991 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 7%, ni supérieur à 8%, payable semi-annuellement les 1er juin et 1er décembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission; cependant, si plus d'un taux est utilisé, le montant émis à chaque taux différent doit couvrir un ou des amortissements annuels entiers, tel que montré au tableau d'amortissement dans le présent avis.

Pour fins d'adjudication seulements, l'intérêt sera calculé à compter du 1er décembre 1971.

Tableau d'amortissement — $158,000 — 20 ans

Année	*Capital*
1er décembre 1972	$ 3,000
1er décembre 1973	3,500
1er décembre 1974	4,000
1er décembre 1975	4,000
1er décembre 1976	4,500
1er décembre 1977	4,500
1er décembre 1978	5,000
1er décembre 1979	5,500
1er décembre 1980	6,000
1er décembre 1981	6,500
1er décembre 1982	7,000
1er décembre 1983	8,000
1er décembre 1984	9,000
1er decembre 1985	9,500
1er décembre 1986	10,500
1er décembre 1987	11,500
1er décembre 1988	12,500
1er décembre 1989	14,000
1er décembre 1990	14,500
1er décembre 1991	15,000

En plus, les modalités suivantes seulement seront considérées:

1° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde reporté à la dixième année.

2° Obligations échéant en série 1 à 15 ans avec le solde reporté à la quinzième année.

3° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde à terme fixe 20 ans.

4° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde reporté à 10 ans pour une partie et l'autre partie à terme fixe 20 ans.

Toutefois, pour cette dernière modalité, les obligations échéant à terme fixe 20 ans ne devront pas être pour un montant inférieur à $15,000 et si supérieur à ce dernier montant, cet excédent ne devra comprendre qu'un ou des amortissements annuels entiers, en tenant compte du tableau d'échéances apparaissant dans le présent avis, et en commençant par les dernières années d'échéances excluant l'échéance du 1er décembre 1991.

Cependant, les soumissions ne devront être transmises que pour un seul des modes d'émission ci-haut et ne devront comporter qu'un seul des termes sauf dans les cas des exceptions notées. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

1971, for the purchase of a bond issue of $158,000 for the parish of Saint-Louis-de-Pintendre, county of Lévis, dated December 1, 1971 and redeemable serially from December 1, 1972 to December 1, 1991 inclusive, with interest at a rate of not less than 7%, nor more than 8%, payable half-yearly on June 1st and December 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue; however, should more than one rate be used, the amount issued at each different rate must cover one or several complete annual redemptions, as shown on the redemption table in this notice.

For adjudication purposes only, interest will be calculated from December 1, 1971.

Redemption table — $158,000 — 20 years

Year	*Capital*
December 1, 1972	$ 3,000
December 1, 1973	3,500
December 1, 1974	4,000
December 1, 1975	4,000
December 1, 1976	4,500
December 1, 1977	4,500
December 1, 1978	5,000
December 1, 1979	5,500
December 1, 1980	6,000
December 1, 1981	6,500
December 1, 1982	7,000
December 1, 1983	8,000
December 1, 1984	9,000
December 1, 1985	9,500
December 1, 1986	10,500
December 1, 1987	11,500
December 1, 1988	12,500
December 1, 1989	14,000
December 1, 1990	14,500
December 1, 1991	15,000

Moreover, the following terms and conditions only shall be considered:

1. 1 to 10-year serial bonds with the balance carried forward to the tenth year.

2. 1 to 15-year serial bonds with the balance carried forward to the fifteenth year.

3. 1 to 10-year serial bonds with the balance as 20-year fixed-term bonds.

4. 1 to 10-year serial bonds with the balance carried forward to the tenth year for the one part and the other parts as 20-year fixed-term bonds.

However, in the case of the last method of payment, the 20-year fixed-term bonds shall not be for an amount less than $15,000, and if greater than the latter amount, the said surplus must only comprise one or several complete annual amortizations, taking into account the redemption table appearing in this notice, and starting with the last years of redemption, excluding the maturity of December 1, 1991.

However, tenders shall be sent for one of the above method of issue only, and shall comprise one only of the terms, save in the cases of the exceptions stipulated herein. Adjudication shall be made according to law.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Lévis.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation sauf si elles sont émises en partie à terme fixe 20 ans pour un montant supérieur à $15,000 et seul cet excédent sera rachetable par anticipation, au pair, le 1er décembre de chaque année pour le montant annuel requis pour les fins de l'amortissement de l'émission, conformément au tableau d'échéances apparaissant dans le présent avis.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque visé égal à 1% du montant de l'emprunt.

La paroisse de Saint-Louis-de-Pintendre s'engage à ne pas émettre de nouvelles obligations sur le marché canadien dans les soixante jours à compter du 1er décembre 1971, sans une autorisation écrite de l'adjudicataire de la présente émission.

Lesdites obligations seront émises en vertu des règlements suivants: 104 — $151,500 — renouvellement d'emprunt; 146 — $6,500 — frais de refinancement.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue, mercredi, le 24 novembre 1971, à 8 heures du soir, Salle du collège, Saint-Louis-de-Pintendre, comté de Lévis, P.Q.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

St-Louis-de-Pintendre (Comté de Lévis), ce 27 octobre 1971.

Le secrétaire-trésorier,
GÉRARD DUMONT.

Bureau municipal, Case postale 40,
St-Louis-de-Pintendre (Comté de Lévis), P.Q.
Téléphone: 837-2701,
837-2176, code 418. 42834-o

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, capital and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Lévis.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Québec of the bank mentioned in the loan procedure.

The said bonds will not be redeemable by anticipation unless they are issued partly as 20-year fixed-term bonds for an amount greater than $15,000, and the said surplus only will be redeemable by anticipation, at par, on December 1st of each year for the annual amount required to amortize the issue, in accordance with the redemption table appearing in this notice.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the loan.

The parish of Saint-Louis-de-Pintendre agrees not to bring out new bonds on the Canadian Market within the sixty days upon, from and after December 1, 1971, without written authorization from the successful tenderer of the present issue.

The said bonds will be issued pursuant to the following by-laws: 104 — $151,500 — loan renewal; 146 — $6,500 — refinancing costs.

Tenders will be opened and considered at a meeting of the council to be held on Wednesday, November 24, 1971, at 8:00 o'clock p.m., at the College Hall, Saint-Louis-de-Pintendre, county of Lévis, P.Q.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

St-Louis-de-Pintendre (County of Lévis), October 27, 1971.

GÉRARD DUMONT,
Secretary-Treasurer.

Municipal Office, P.O. Box 40,
St-Louis-de-Pintendre (County of Lévis), P.Q.
Telephone: 837-2701,
837-2176, code 418. 42834

Ville de Roxboro
Comté de Robert Baldwin

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et portant l'inscription « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné V. P. Gray, secrétaire-trésorier, Hôtel de ville, 13, Centre Commercial, Roxboro, comté de Robert Baldwin, P.Q., jusqu'à 7 heures du soir, mardi, le 23 novembre 1971, pour l'achat de $336,000 d'obligations de la ville de Roxboro, comté de Robert Baldwin, datées du 1er décembre 1971 et remboursables en série du 1er décembre 1972 au 1er décembre 1991 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 7%, ni supérieur à 8%, payable semi-annuellement les 1er juin et 1er décembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission; cependant, si plus d'un taux est utilisé, le montant émis à chaque taux différent doit couvrir un ou des amortissements annuels entiers, tels que montrés au tableau d'amortissement dans le présent avis.

Town of Roxboro
County of Robert Baldwin

Public notice is hereby given that sealed tenders bearing the inscription "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned V. P. Gray, Secretary-Treasurer, at the Town Hall, 13 Commercial Centre, Roxboro, county of Robert Baldwin, P.Q., until 7:00 o'clock p.m., on Tuesday, November 23, 1971, for the purchase of a bond issue of $336,000 for the town of Roxboro, county of Robert Baldwin, dated December 1, 1971 and redeemable serially from December 1, 1972 to December 1, 1991 inclusive, with interest at a rate of not less than 7%, nor more than 8%, payable half-yearly on June 1st and December 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue; however, should more than one rate be used, the amount issued at each different rate must cover one or several complete annual redemptions, as shown in the redemption table in this notice.

Pour fins d'adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er décembre 1971.

Tableau d'amortissement — $336,000 — 20 ans

Année	*Capital*
1er décembre 1972	$16,000
1er décembre 1973	17,000
1er décembre 1974	18,000
1er décembre 1975	20,000
1er décembre 1976	20,000
1er décembre 1977	22,000
1er décembre 1978	23,000
1er décembre 1979	25,000
1er décembre 1980	26,000
1er décembre 1981	29,000
1er décembre 1982	17,000
1er décembre 1983	19,000
1er décembre 1984	19,000
1er décembre 1985	21,000
1er décembre 1986	21,000
1er décembre 1987	4,000
1er décembre 1988	4,000
1er décembre 1989	4,000
1er décembre 1990	5,000
1er décembre 1991	6,000

En plus, les modalités suivantes seulement seront considérées:

1° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde reporté à la dixième année.

2° Obligations échéant en série 1 à 15 ans avec le solde reporté à la quinzième année.

3° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde à terme fixe 20 ans.

4° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde reporté à 10 ans pour une partie et l'autre partie à terme fixe 20 ans.

Toutefois, pour cette dernière modalité, les obligations échéant à terme fixe 20 ans ne devront pas être pour un montant inférieur à $6,000, et si supérieur à ce dernier montant, cet excédent ne devra comprendre qu'un ou des amortissements annuels entiers, en tenant compte du tableau d'échéances apparaissant dans le présent avis, et en commençant par les dernières années d'échéances excluant l'échéance du 1er décembre 1991.

Cependant, les soumissions ne devront être transmises que pour un seul des modes d'émission ci-haut et ne devront comporter qu'un seul des termes sauf dans les cas des exceptions notées. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Roxboro.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto, Ontario.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation sauf si elles sont émises en partie à terme fixe 20 ans pour un montant supérieur à $6,000, et seul cet excédent sera rachetable par anticipation au pair le 1er décembre de chaque année pour le montant annuel

For adjudication purposes only, interest will be calculated as from December 1, 1971.

Redemption table — $336,000 — 20 years

Year	*Capital*
December 1, 1972	$16,000
December 1, 1973	17,000
December 1, 1974	18,000
December 1, 1975	20,000
December 1, 1976	20,000
December 1, 1977	22,000
December 1, 1978	23,000
December 1, 1979	25,000
December 1, 1980	26,000
December 1, 1981	29,000
December 1, 1982	17,000
December 1, 1983	19,000
December 1, 1984	19,000
December 1, 1985	21,000
December 1, 1986	21,000
December 1, 1987	4,000
December 1, 1988	4,000
December 1, 1989	4,000
December 1, 1990	5,000
December 1, 1991	6,000

Moreover, the following terms and conditions only will be considered:

1. 1 to 10-year serial bonds with the balance carried forward to the tenth year.

2. 1 to 15-year serial bonds with the balance carried forward to the fifteenth year.

3. 1 to 10-year serial bonds with the balance as 20-year fixed-term bonds.

4. 1 to 10-year serial bonds with the balance carried forward to ten years for the one part and the other part as 20-year fixed-term bonds.

However, in the case of the last method of payment, the 20-year fixed-term bonds shall not be for an amount less than $6,000 and if greater than the latter amount, the said surplus must only comprise one or several complete annual amortizations, taking into account the table of redemption appearing in this notice, and starting with the last years of redemption excluding the maturity of December 1, 1991.

However, tenders shall be sent for only one of the above methods of issue, and shall comprise only one of the terms, save in the cases of the exceptions stipulated herein. Adjudication will be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, capital and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Roxboro.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Québec of the bank mentioned in the loan procedure, and at the head office of the said bank in Toronto, Ontario.

The said bonds will not be redeemable by anticipation unless they are issued partly as 20-year fixed-term bonds for an amount greater than $6,000, and the said surplus only will be redeemable by anticipation, at par, on December 1st of each year for the annual amount re-

requis pour les fins de l'amortissement de l'émission conformément au tableau d'échéances apparaissant dans le présent avis.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque visé égal à 1% du montant de l'emprunt.

La ville de Roxboro s'engage à ne pas émettre de nouvelles obligations sur le marché canadien dans les soixante jours à compter du 1er décembre 1971, sans une autorisation écrite de l'adjudicataire de la présente émission.

Lesdites obligations seront émises en vertu des règlements suivants: 64 — $190,000 — renouvellement d'emprunt; 272 — $55,600 — acquisition de lots; 276 — $80,400 — achat d'équipement; 280 — $10,000 — frais de refinancement.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance publique du conseil ou de l'un de ses comités, selon le cas, qui sera tenue mardi, le 23 novembre 1971, à 7 heures du soir, Hôtel de ville, 13, Centre Commercial, Roxboro, comté de Robert Baldwin, P.Q.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Roxboro (Comté de Robert Baldwin), ce 28 octobre 1971.

Le secrétaire-trésorier,
V. P. GRAY.

Hôtel de ville, 13, Centre Commercial,
Roxboro, (Robert Baldwin), P.Q.
Téléphone: 684-0555, code 514. 42833-o

quired to amortize the issue, in accordance with the redemption table appearing in this notice.

Each tender must be accompanied by a certified chaque equal to 1% of the amount of the loan.

The town of Roxboro agrees not to bring out new bonds on the Canadian Market within the sixty days upon, from and after December 1, 1971 without written authorization from the successful tenderer of the present issue.

The said bonds will be issued pursuant to the following by-laws: 64 — $190,000 — loan renewal; 272 — $55,600 — acquisition of land; 276 — $80,400 — purchase of equipment; 280 — $10,000 — costs of financing.

Tenders will be opened and considered at a public meeting of the council or of one of its committees, as the case may be, to be held on Tuesday, November 23, 1971 at 7:00 o'clock p.m., at the Town Hall, 13 Commercial Centre, Roxboro, county of Robert Baldwin, P.Q.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Roxboro (County of Robert Baldwin), October 28, 1971.

V. P. GRAY,
Secretary-Treasurer.

Town Hall, 13 Commercial Centre,
Roxboro (Robert Baldwin), P.Q.,
Telephone: 684-0555, code 514. 42833

Ville de l'Ile Perrot

Comté de Vaudreuil-Soulanges

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et portant l'inscription « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Albert Portelance, secrétaire-trésorier, Hôtel de Ville, 110, boulevard Parrot, Ville de l'Ile Perrot, comté de Vaudreuil-Soulanges, P.Q., jusqu'à 8 heures du soir, lundi, le 22 novembre 1971, pour l'achat de $167,500 d'obligations de la ville de l'Ile Perrot, comté de Vaudreuil-Soulanges, datées du 15 décembre 1971 et remboursables en série du 15 décembre 1972 au 15 décembre 1991 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 7% ni supérieur à 8%, payable semi-annuellement les 15 juin et 15 décembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission; cependant, si plus d'un taux est utilisé, le montant émis à chaque taux différent doit couvrir un ou des amortissements annuels entiers, tel que montré aux tableaux d'amortissement dans le présent avis.

Pour fins d'adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 15 décembre 1971.

Tableau d'amortissement — $167,500 — 20 ans

Année	*Capital*
15 décembre 1972	$ 3,500
15 décembre 1973	3,500
15 décembre 1974	4,000
15 décembre 1975	4,000
15 décembre 1976	4,000
15 décembre 1977	5,000

Town of Ile Perrot

County of Vaudreuil-Soulanges

Public notice is hereby given that sealed tenders bearing the inscription "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned, Albert Portelance, Secretary-Treasurer, at the Town Hall, 110 Perrot Boulevard, Town of Ile Perrot, County of Vaudreuil-Soulanges, P.Q., until 8:00 o'clock, p.m., on Monday, November 22, 1971, for the purchase of a bond issue of $167,500 for the Town of Ile Perrot, County of Vaudreuil-Soulanges, dated December 15, 1971 and redeemable serially from December 15, 1972 to December 15, 1991 inclusive, with interest at a rate of not less than 7%, nor more than 8%, payable half-yearly on June 15th and December 15th of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue; however, should more than one rate be used, the amount issued at each different rate must cover one or several complete annual redemptions, as shown in the redemption tables in this notice.

For adjudication purposes only, interest will be calculated as from December 15, 1971.

Redemption table — $167.500 — 20 years

Year	*Capital*
December 15, 1972	$ 3,500
December 15, 1973	3,500
December 15, 1974	4,000
December 15, 1975	4,000
December 15, 1976	4,000
December 15, 1977	5,000

15 décembre 1978	$ 5,500
15 décembre 1979	5,500
15 décembre 1980	2,000
15 décembre 1981	2,000
15 décembre 1982	3,000
15 décembre 1983	3,000
15 décembre 1984	3,000
15 décembre 1985	3,000
15 décembre 1986	3,000
15 décembre 1987	3,000
15 décembre 1988	3,000
15 décembre 1989	3,000
15 décembre 1990	3,000
15 décembre 1991	101,500

En plus, les modalités suivantes seulement seront considérées:

1° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde reporté à la dixième année.

2° Obligations échéant en série 1 à 15 ans avec le solde reporté à la quinzième année.

3° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde à terme fixe 20 ans.

4° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde reporté à 10 ans pour une partie et l'autre partie à terme fixe 20 ans.

Toutefois, pour cette dernière modalité, les obligations échéant à terme fixe 20 ans ne devront pas être pour un montant inférieur à $6,000 et si supérieur à ce dernier montant, cet excédent ne devra comprendre qu'un ou des amortissements annuels entiers, en tenant compte des tableaux d'échéances apparaissant dans le présent avis, et en commençant par les dernières années d'échéances excluant l'échéance du 15 décembre 2011 de la partie renouvelable ci-après indiquée.

Cependant, les soumissions ne devront être transmises que pour un seul des modes d'émission ci-haut et ne devront comporter qu'un seul des termes sauf dans les cas des exceptions notées. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'échéance du 15 décembre 1991 au montant de $101,500 comprend un solde de $98,500 renouvelable pour une période additionnelle de 20 ans et échéant comme suit:

Année	*Capital*
15 décembre 1992	$4,000
15 décembre 1993	4,000
15 décembre 1994	4,000
15 décembre 1995	4,000
15 décembre 1996	4,000
15 décembre 1997	4,500
15 décembre 1998	4,500
15 décembre 1999	4,500
15 décembre 2000	4,500
15 décembre 2001	4,500
15 décembre 2002	5,500
15 décembre 2003	5,500
15 décembre 2004	5,500
15 décembre 2005	5,500
15 décembre 2006	5,500
15 décembre 2007	5,500
15 décembre 2008	5,500

December 15, 1978	$ 5,500
December 15, 1979	5,500
December 15, 1980	2,000
December 15, 1981	2,000
December 15, 1982	3,000
December 15, 1983	3,000
December 15, 1984	3,000
December 15, 1985	3,000
December 15, 1986	3,000
December 15, 1987	3,000
December 15, 1988	3,000
December 15, 1989	3,000
December 15, 1990	3,000
December 15, 1991	101,500

Moreover, the following terms and conditions only will be considered:

1. 1 to 10-year serial bonds with the balance carried forward to the tenth year.

2. 1 to 15-year serial bonds with the balance carried forward to the fifteenth year.

3. 1 to 10-year serial bonds with the balance as 20-year fixed-term bonds.

4. 1 to 10-year serial bonds with the balance carried forward to ten years for the one part and the other part as 20-year fixed-term bonds.

However, in the case of the last method of payment, the 20-year fixed-term bonds shall not be for an amount less than $6,000, and if greater than the latter amount, the said surplus must only comprise one or several complete annual amortizations, taking into account the tables of redemptions appearing in this notice, and starting with the last years of redemption, excluding the maturity of December 15, 2011 of the renewable part hereinafter indicated.

However, tenders shall be sent for one of the above methods of issue only, and shall comprise one only of the terms, save in the cases of the exceptions stipulated herein. Adjudication will be made according to law.

The maturity of December 15, 1991 in the amount of $101,500 includes a balance of $98,500 renewable for an additional 20-year period, and maturing as follows:

Year	*Capital*
December 15, 1992	$4,000
December 15, 1993	4,000
December 15, 1994	4,000
December 15, 1995	4,000
December 15, 1996	4,000
December 15, 1997	4,500
December 15, 1998	4,500
December 15, 1999	4,500
December 15, 2000	4,500
December 15, 2001	4,500
December 15, 2002	5,500
December 15, 2003	5,500
December 15, 2004	5,500
December 15, 2005	5,500
December 15, 2006	5,500
December 15, 2007	5,500
December 15, 2008	5,500

15 décembre 2009	$5,500
15 décembre 2010	6,000
15 décembre 2011	6,000

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à l'Ile-Perrot.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto, Ontario.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation sauf si elles sont émises en partie à terme fixe 20 ans pour un montant supérieur à $101,500 et seul cet excédent sera rachetable par anticipation, au pair, le 15 décembre de chaque année pour le montant annuel requis pour les fins de l'amortissement de l'émission, conformément au tableau d'échéances apparaissant dans le présent avis.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque visé égal à 1% du montant de l'emprunt.

La ville de l'Ile Perrot s'engage à ne pas émettre de nouvelles obligations sur le marché canadien dans les soixante jours à compter du 15 décembre 1971, sans une autorisation écrite de l'adjudicataire de la présente émission.

Lesdites obligations seront émises en vertu des règlements suivants: 94 — $22,000 — renouvellement d'emprunt; 152 — $24,500 — aqueduc, égouts; 155 — $21,000 — aqueduc, égouts; 158 — $100,000 — aqueduc, égouts.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance publique du conseil ou de l'un de ses comités, selon le cas, qui sera tenue, lundi, le 22 novembre 1971, à 8 heures du soir, Hôtel de Ville, 110, boulevard Perrot, Ville de l'Ile Perrot, comté de Vaudreuil-Soulanges, P.Q.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Ile-Perrot (Comté de Vaudreuil-Soulanges), ce 28 octobre 1971.

Le secrétaire-trésorier,
ALBERT PORTELANCE.

Hôtel de Ville, 110, boulevard Perrot,
Ville de l'Ile Perrot, (Vaudreuil-Soulanges), P.Q.
Téléphone: 453-1751, code 514. 42858-o

December 15, 2009	$5,500
December 15, 2010	6,000
December 15, 2011	6,000

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, capital and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Ile Perrot.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Québec of the bank mentioned in the loan procedure and at the head office of the said bank in Toronto, Ontario.

The said bonds will not be redeemable by anticipation unless they are issued partly as 20-year fixed-term bonds for an amount greater than $101,500, and the said surplus only will be redeemable by anticipation, at par, on December 15th of each year for the annual amount required to amortize the issue, in accordance with the table of maturities of the issue appearing in this notice.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the loan.

The town of Ile Perrot agrees not to bring out new bonds on the Canadian Market within the sixty days upon, from and after December 15, 1971, without written authorization from the successful tenderer of the present issue.

The said bonds will be issued pursuant to the following by-laws: 94 — $22,000 — loan renewal; 152 — $24,500 — aqueduct, sewers; 155 — $21,000 — aqueduct, sewers; 158 — $100,000 — aqueduct, sewers.

Tenders will be opened and considered at a public meeting of the council or of one of its committees, as the case may be, to be held on Monday, November 22, 1971, at 8:00 o'clock, p.m., at the Town Hall, 110 Perrot Boulevard, Town of Ile Perrot, County of Vaudreuil-Soulanges, P.Q.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Ile Perrot, County of Vaudreuil-Soulanges, October 28, 1971.

ALBERT PORTELANCE,
Secretary-Treasurer.

Town Hall, 110 Perrot Boulevard,
Town of Ile Perrot, (Vaudreuil-Soulanges), P.Q.
Telephone: 453-1751, code 514. 42858

Municipalité de Fleurimont
Comté de Sherbrooke

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et portant l'inscription « Soumissions pour obligations » seront reçues par la soussignée Madame Jeanine Grondin, secrétaire-trésorier, Bureau municipal, 1655, Chemin Galvin, 1506, Sherbrooke, Fleurimont, comté de Sherbrooke, P.Q., jusqu'à 8 heures du soir, mardi, le 23 novembre 1971, pour l'achat de $548,500 d'obligations de la municipalité de Fleurimont, comté de Sherbrooke, datées du 15 décembre 1971 et remboursables en série du 15 décembre 1972 au 15 décembre 1991 inclusivement, avec intérêt à un

Municipality of Fleurimont
County of Sherbrooke

Public notice is hereby given that sealed tenders bearing the inscription "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned, Mrs. Jeanine Grondin, Secretary-Treasurer, at the Municipal Office, 1655 Galvin Road, 1506 Sherbrooke, Fleurimont, County of Sherbrooke, P.Q., until 8:00 o'clock, p.m., on Tuesday, November 23, 1971, for the purchase of a bond issue of $548,500 for the Municipality of Fleurimont, County of Sherbrooke, dated December 15, 1971 and redeemable serially from December 15, 1972 to December 15, 1991 inclusive, with interest at a rate of not less than 7%,

taux non inférieur à 7%, ni supérieur à 8%, payable semi-annuellement les 15 juin et 15 décembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission; cependant, si plus d'un taux est utilisé, le montant émis à chaque taux différent doit couvrir un ou des amortissements annuels entiers, tel que montré aux tableaux d'amortissement dans le présent avis.

Pour fins d'adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 15 décembre 1971.

Tableau d'amortissement — $548,500 — 20 ans

Année	*Capital*
15 décembre 1972	$ 2,500
15 décembre 1973	2,500
15 décembre 1974	2,500
15 décembre 1975	3,000
15 décembre 1976	3,000
15 décembre 1977	3,000
15 décembre 1978	3,000
15 décembre 1979	3,500
15 décembre 1980	3,500
15 décembre 1981	3,500
15 décembre 1982	4,500
15 décembre 1983	4,500
15 décembre 1984	5,000
15 décembre 1985	5,500
15 décembre 1986	5,500
15 décembre 1987	6,000
15 décembre 1988	7,500
15 décembre 1989	7,500
15 décembre 1990	8,000
15 décembre 1991	464,500

En plus, les modalités suivantes seulement seront considérées:

1° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde reporté à la dixième année.

2° Obligations échéant en série 1 à 15 ans avec le solde reporté à la quinzième année.

3° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde à terme fixe 20 ans.

4° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde reporté à 10 ans pour une partie et l'autre partie à terme fixe 20 ans.

Toutefois, pour cette dernière modalité, les obligations échéant à terme fixe 20 ans ne devront pas être pour un montant inférieur à $44,000 et si supérieur à ce dernier montant, cet excédent ne devra comprendre qu'un ou des amortissements annuels entiers, en tenant compte des tableaux d'échéances apparaissant dans le présent avis, et en commençant par les dernières années d'échéances excluant l'échéance du 15 décembre 2011 de la partie renouvelable ci-après indiquée.

Cependant, les soumissions ne devront être transmises que pour un seul des modes d'émission ci-haut et ne devront comporter qu'un seul des termes sauf dans les cas des exceptions notées. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'échéance du 15 décembre 1991 au montant de $464,500 comprend un solde de $456,000 renouvelable pour une période additionnelle de 20 ans, et échéant comme suit:

nor more than 8%, payable half-yearly on June 15th and December 15th of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue; however, should more than one rate be used, the amount issued at each different rate must cover one or several complete annual redemptions, as shown on the redemption tables in this notice.

For adjudication purposes only, interest will be calculated as from December 15, 1971.

Redemption table — $548,500 — 20 years

Year	*Capital*
December 15, 1972	$ 2,500
December 15, 1973	2,500
December 15, 1974	2,500
December 15, 1975	3,000
December 15, 1976	3,000
December 15, 1977	3,000
December 15, 1978	3,000
December 15, 1979	3,500
December 15, 1980	3,500
December 15, 1981	3,500
December 15, 1982	4,500
December 15, 1983	4,500
December 15, 1984	5,000
December 15, 1985	5,500
December 15, 1986	5,500
December 15, 1987	6,000
December 15, 1988	7,500
December 15, 1989	7,500
December 15, 1990	8,000
December 15, 1991	464,500

Moreover, the following terms and conditions only will be considered:

1. 1 to 10-year serial bonds with the balance carried forward to the tenth year.

2. 1 to 15-year serial bonds with the balance carried forward to the fifteenth year.

3. 1 to 10-year serial bonds with the balance as 10-year fixed-term bonds.

4. 1 to 10-year serial bonds with the balance carried forward to ten years for the one part and the other part as 20-year fixed-term bonds.

However, in the case of the last method of payment, the 20-year fixed-term bonds shall not be for an amount less than $44,000, and if greater than the latter amount, the said surplus must only comprise one or several complete annual amortizations, taking into account the redemption tables appearing in this notice, and starting with the last years of redemption, excluding the maturity of December 15, 2011 of the renewable part hereinafter indicated.

However, tenders shall be sent for one of the above methods of issue only, and shall comprise one only of the terms, save in the cases of the exceptions stipulated herein. Adjudication shall be made according to law.

The maturity of December 15, 1991, in the amount of $464,500 includes a balance of $456,000 renewable for an additional 20-year period, and maturing as follows:

Année	*Capital*
15 décembre 1992	$ 9,500
15 décembre 1993	10,500
15 décembre 1994	11,000
15 décembre 1995	12,000
15 décembre 1996	13,000
15 décembre 1997	14,000
15 décembre 1998	15,500
15 décembre 1999	16,500
15 décembre 2000	18,500
15 décembre 2001	20,000
15 décembre 2002	21,000
15 décembre 2003	23,500
15 décembre 2004	25,000
15 décembre 2005	27,000
15 décembre 2006	30,000
15 décembre 2007	32,000
15 décembre 2008	34,500
15 décembre 2009	38,000
15 décembre 2010	40,500
15 décembre 2011	44,000

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts ecurus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Sherbrooke.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation sauf si elles sont émises en partie à terme fixe 20 ans pour un montant supérieur à $464,500 et seul cet excédent sera rachetable par anticipation, au pair, le 15 décembre de chaque année pour le montant annuel requis pour les fins de l'amortissement de l'émission, conformément au tableau d'échéances apparaissant dans le présent avis.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque visé égal à 1% du montant de l'emprunt.

La municipalité de Fleurimont s'engage à ne pas émettre de nouvelles obligations sur le marché canadien dans les soixante jours à compter du 15 décembre 1971, sans une autorisation écrite de l'adjudicataire de la présente émission.

Lesdites obligations seront émises en vertu des règlements suivants: 99 — $141,000 — aqueduc, égouts; 101 — $300,000 — aqueduc, égouts; 114 — $107,500 — aqueduc, égouts.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue, mardi, le 23 novembre 1971, à 8 heures du soir, Bureau municipal, 1655, Chemin Galvin, 1506 Sherbrooke, Fleurimont, comté de Sherbrooke, P.Q.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Fleurimont, (Comté de Sherbrooke), ce 27 octobre 1971.

Le secrétaire-trésorier,
Madame JEANINE GRONDIN.

Bureau municipal, 1655, Chemin Galvin,
1506, Sherbrooke,
Fleurimont, (Sherbrooke), P.Q.
Téléphone: 569-1583, code 819. 42831-o

Year	*Capital*
December 15, 1992	$ 9,500
December 15, 1993	10,500
December 15, 1994	11,000
December 15, 1995	12,000
December 15, 1996	13,000
December 15, 1997	14,000
December 15, 1998	15,500
December 15, 1999	16,500
December 15, 2000	18,500
December 15, 2001	20,000
December 15, 2002	21,000
December 15, 2003	23,500
December 15, 2004	25,000
December 15, 2005	27,000
December 15, 2006	30,000
December 15, 2007	32,000
December 15, 2008	34,500
December 15, 2009	38,000
December 15, 2010	40,500
December 15, 2011	44,000

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, capital and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par in Sherbrooke.

Capital and interest shall be payable at all branches in the Province of Québec of the bank mentioned in the loan procedure.

The said bonds will not be redeemable by anticipation unless they are issued partly as 20-year fixed-term bonds for an amount greater than $464,500, and the said surplus only will be redeemable by anticipation, at par, on December 15th of each year for the annual amount required to amortize the issue, in accordance with the table of maturities of the issue appearing in this notice.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the loan.

The Municipality of Fleurimont agrees not to bring out new bonds on the Canadian Market within the sixty days upon, from and after December 15, 1971, without written authorization from the successful tenderer of the present issue.

The said bonds will be issued pursuant to the following by-laws: 99 — $141,000 — aqueduct, sewers; 101 — $300,000 — aqueduct, sewers; 114 — $107,500 — aqueduct, sewers.

Tenders will be opened and considered at a meeting of the council to be held on Tuesday, November 23, 1971, at 8:00 o'clock, p.m., at the Municipal Office, 1655 Galvin Road, 1506 Sherbrooke, Fleurimont, County of Sherbrooke, P.Q.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Fleurimont, County of Sherbrooke, October 27, 1971.

Mrs. JEANNINE GRONDIN,
Secretary-Treasurer.

Municipal Office, 1655 Galvin Road,
1506 Sherbrooke,
Fleurimont, (Sherbrooke), P.Q.
Telephone: 569-1583, code 819. 42831

Ville de Windsor
Comté de Richmond

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et portant l'inscription « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Joseph Plante, greffier, Hôtel de Ville, 22, rue Saint-Georges, Windsor, comté de Richmond, P.Q., jusqu'à 7.30 heures du soir, mercredi, le 24 novembre 1971, pour l'achat de $603,000 d'obligations de la ville de Windsor, comté de Richmond, datées du 15 décembre 1971 et remboursables en série du 15 décembre 1972 au 15 décembre 1991 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 7%, ni supérieur à 8%, payable semi-annuellement les 15 juin et 15 décembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission; cependant, si plus d'un taux est utilisé, le montant émis à chaque taux différent doit couvrir un ou des amortissements annuels entiers, tel que montré aux tableaux d'amortissement dans le présent avis.

Pour fins d'adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 15 décembre 1971.

Tableau d'amortissement — $603,000 — 20 ans

Année	*Capital*
15 décembre 1972	$ 6,000
15 décembre 1973	6,000
15 décembre 1974	7,000
15 décembre 1975	7,000
15 décembre 1976	8,000
15 décembre 1977	9,000
15 décembre 1978	9,000
15 décembre 1979	11,000
15 décembre 1980	11,000
15 décembre 1981	12,000
15 décembre 1982	13,000
15 décembre 1983	15,000
15 décembre 1984	16,000
15 décembre 1985	17,000
15 décembre 1986	18,000
15 décembre 1987	20,000
15 décembre 1988	22,000
15 décembre 1989	23,000
15 décembre 1990	26,000
15 décembre 1991	347,000

En plus, les modalités suivantes seulement seront considérées:

1° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde reporté à la dixième année.

2° Obligations échéant en série 1 à 15 ans avec le solde reporté à la quinzième année.

3° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde à terme fixe 20 ans.

4° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde reporté à 10 ans pour une partie et l'autre partie à terme fixe 20 ans.

Toutefois, pour cette dernière modalité, les obligations échéant à terme fixe 20 ans ne devront pas être pour un montant inférieur à $37,000, et si supérieur à ce dernier montant, cet excédent ne devra comprendre qu'un ou des amortissements annuels entiers, en tenant

Town of Windsor
County of Richmond

Public notice is hereby given that sealed tenders bearing the inscription "Tenders for bonds" will be received by the undersigned, Joseph Plante, Town Clerk, at the Town Hall, 22 St. Georges Street, Windsor, county of Richmond, P.Q., until 7:30 o'clock p.m., on Wednesday, November 24, 1971, for the purchase of a bond issue of $603,000 for the town of Windsor, county of Richmond, dated December 15, 1971 and redeemable serially from December 15, 1972 to December 15, 1991 inclusive, with interest at a rate of not less than 7%, nor more than 8%, payable half-yearly on June 15th and December 15th of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue; however, should more than one rate be used, the amount issued at each different rate must cover one or several complete annual redemptions, as shown on the redemption tables in this notice.

For adjudication purposes only, interest will be calculated as from December 15, 1971.

Redemption table — $603,000 — 20 years

Year	*Capital*
December 15, 1972	$ 6,000
December 15, 1973	6,000
December 15, 1974	7,000
December 15, 1975	7,000
December 15, 1976	8,000
December 15, 1977	9,000
December 15, 1978	9,000
December 15, 1979	11,000
December 15, 1980	11,000
December 15, 1981	12,000
December 15, 1982	13,000
December 15, 1983	15,000
December 15, 1984	16,000
December 15, 1985	17,000
December 15, 1986	18,000
December 15, 1987	20,000
December 15, 1988	22,000
December 15, 1989	23,000
December 15, 1990	26,000
December 15, 1991	347,000

Moreover, the following terms and conditions only will be considered:

1. 1 to 10-year serial bonds with the balance carried forward to the tenth year.

2. 1 to 15-year serial bonds with the balance carried forward to the fifteenth year.

3. 1 to 10-year serial bonds with the balance as 20-year fixed-term bonds.

4. 1 to 10-year serial bonds with the balance carried forward to ten years for the one part and the other part as 20-year fixed-term bonds.

However, in the case of the last method of payment, the 20-year fixed-term bonds shall not be for an amount less than $37,000, and if greater than the latter amount, the said surplus must only comprise one or several complete annual amortizations, taking into account

compte des tableaux d'échéances apparaissant dans le présent avis, et en commençant par les dernières années d'échéances excluant l'échéance du 15 décembre 2011 de la partie renouvelable ci-après indiquée.

Cependant, les soumissions ne devront être transmises que pour un seul des modes d'émission ci-haut et ne devront comporter qu'un seul des termes sauf dans les cas des exceptions notées. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'échéance du 15 décembre 1991 au montant de $347,000 comprend un solde de $319,000 renouvelable pour une période additionnelle de 20 ans, et échéant comme suit:

Année	*Capital*
15 décembre 1992	$ 6,000
15 décembre 1993	7,000
15 décembre 1994	8,000
15 décembre 1995	8,000
15 décembre 1996	8,000
15 décembre 1997	9,000
15 décembre 1998	11,000
15 décembre 1999	11,000
15 décembre 2000	12,000
15 décembre 2001	13,000
15 décembre 2002	14,000
15 décembre 2003	16,000
15 décembre 2004	17,000
15 décembre 2005	19,000
15 décembre 2006	21,000
15 décembre 2007	22,000
15 décembre 2008	24,000
15 décembre 2009	27,000
15 décembre 2010	29,000
15 décembre 2011	37,000

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Windsor.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto, Ontario.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation sauf si elles sont émises en partie à terme fixe 20 ans pour un montant supérieur à $347,000, et seul cet excédent sera rachetable par anticipation, au pair, le 15 décembre de chaque année pour le montant annuel requis pour les fins de l'amortissement de l'émission, conformément au tableau d'échéances apparaissant dans le présent avis.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque visé égal à 1% du montant de l'emprunt.

La ville de Windsor s'engage à ne pas émettre de nouvelles obligations sur le marché canadien dans les soixante jours à compter du 15 décembre 1971, sans une autorisation écrite de l'adjudicataire de la présente émission.

Lesdites obligations seront émises en vertu des règlements suivants: 365 — $25,000 — renovation urbaine; 377 — $375,000 — usine de filtration; 390 —

the tables of redemption appearing in this notice, and starting with the last years of redemption, excluding the maturity of December 15, 2011 of the renewable part hereinafter indicated.

However, tenders shall be sent for one of the above methods of issue only, and shall comprise one only of the terms, save in the cases of the exceptions stipulated herein. Adjudication will be made according to law.

The maturity of December 15, 1991 in the amount of $347,000 includes a balance of $319,000 renewable for an additional 20-year period, and maturing as follows:

Year	*Capital*
December 15, 1992	$ 6,000
December 15, 1993	7,000
December 15, 1994	8,000
December 15, 1995	8,000
December 15, 1996	8,000
December 15, 1997	9,000
December 15, 1998	11,000
December 15, 1999	11,000
December 15, 2000	12,000
December 15, 2001	13,000
December 15, 2002	14,000
December 15, 2003	16,000
December 15, 2004	17,000
December 15, 2005	19,000
December 15, 2006	21,000
December 15, 2007	22,000
December 15, 2008	24,000
December 15, 2009	27,000
December 15, 2010	29,000
December 15, 2011	37,000

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, capital and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Windsor.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Québec of the bank mentioned in the loan procedure and at the head office of the said bank in Toronto, Ontario.

The said bonds will not be redeemable by anticipation unless thay are issued partly as 20-year fixed-term bonds for an amount greater than $347,000 and the said surplus only will be redeemable by anticipation, at par, on December 15th of each year for the annual amount required to amotize the issue, in accordance with the table of maturities appearing in this notice.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the loan.

The town of Windsor agrees not to bring out new bonds on the Canadian Market within the sixty days upon, from and after December 15, 1971, without written authorization from the successful tenderer of the present issue.

The said bonds will be issued pursuant to the following by-laws: 365 — $25,000 — urban renovations; 377 — $375,000 — filtering plant; 390 — $25,000 —

$25,000 — restauration des immeubles; 390-A — $161,000 — aqueduc, égouts, voirie; 391 — $17,000 — éclairage de rues.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance publique de conseil ou de l'un de ses comités, selon le cas, qui sera tenue mercredi, le 24 novembre 1971, à 7.30 heures du soir, Hôtel de Ville, 22, rue St-Georges, Windsor, comté de Richmond, P.Q.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Windsor (Comté de Richmond), ce 2 novembre 1971.

Le greffier,
JOSEPH PLANTE.

Hôtel de Ville, 22, rue St-Georges,
Windsor (Comté de Richmond), P.Q.
Téléphone: 845-2252, code 819. 42874-o

restoration of property; 390-A — $161,000 — aqueduct, sewers, roads; 391 — $17,000 — street-lighting.

Tenders will be opened and considered at a public meeting of the council or of one of its committees, as the case may be, to be held on Wednesday, November 24, 1971, at 7:30 o'clock p.m., at the Town Hall, 22 St. Georges Street, Windsor, county of Richmond, P.Q.

The council does not bind itself to accept the highest of any of the tenders.

Windsor (County of Richmond), November 2, 1971.

JOSEPH PLANTE,
Town Clerk.

Town Hall, 22 St. Georges Street,
Windsor (County of Richmond), P.Q.
Telephone: 845-2252, code 819. 42874

Cité de Thetford Mines
Comté de Mégantic

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et portant l'inscription « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Yves Lamothe, greffier, Hôtel de ville, 144, rue Notre-Dame Sud, Thetford Mines, comté de Mégantic, P.Q., jusqu'à 1 heure de l'après-midi, lundi, le 22 novembre 1971, pour l'achat de $1,575,000 d'obligations de la cité de Thetford Mines, comté de Mégantic, datées du 15 décembre 1971 et remboursables en série du 15 décembre 1972 au 15 décembre 1991 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 7%, ni supérieur à 8%, payable semi-annuellement les 15 juin et 15 décembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission; cependant, si plus d'un taux est utilisé, le montant émis à chaque taux différent doit couvrir un ou des amortissements annuels entiers, tel que montré aux tableaux d'amortissement dans le présent avis.

Pour fins d'adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 15 décembre 1971.

Tableau d'amortissement — $1,575,000 — 20 ans

Année	*Capital*
15 décembre 1972	$ 29,000
15 décembre 1973	31,000
15 décembre 1974	33,000
15 décembre 1975	37,000
15 décembre 1976	39,000
15 décembre 1977	42,000
15 décembre 1978	46,000
15 décembre 1979	52,000
15 décembre 1980	57,000
15 décembre 1981	61,000
15 décembre 1982	46,000
15 décembre 1983	49,000
15 décembre 1984	54,000
15 décembre 1985	58,000
15 décembre 1986	64,000
15 décembre 1987	70,000
15 décembre 1988	75,000
15 décembre 1989	81,000

City of Thetford Mines
County of Mégantic

Public notice is hereby given that sealed tenders bearing the inscription "Tenders for bonds" will be received by the undersigned, Yves Lamothe, City Clerk, at the City Hall, 144 Notre-Dame Street South, Thetford Mines, county of Mégantic, P.Q., until 1:00 o'clock, p.m., on Monday, November 22, 1971, for the purchase of a bond issue of $1,575,000 for the city of Thetford Mines, county of Mégantic, dated December 15, 1971 and redeemable serially from December 15, 1972 to December 15, 1991 inclusive, with interest at a rate of not less than 7%, nor more than 8%, payable half-yearly on June 15th and December 15th of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue; however, should more than one rate be used, the amount issued at each different rate must cover one or several complete annual redemptions, as shown on the redemption tables in this notice.

For adjudication purposes only, interest shall be calculated as from December 15, 1971.

Redemption table — $1,575,000 — 20 years

Year	*Capital*
December 15, 1972	$ 29,000
December 15, 1973	31,000
December 15, 1974	33,000
December 15, 1975	37,000
December 15, 1976	39,000
December 15, 1977	42,000
December 15, 1978	46,000
December 15, 1979	52,000
December 15, 1980	57,000
December 15, 1981	61,000
December 15, 1982	46,000
December 15, 1983	49,000
December 15, 1984	54,000
December 15, 1985	58,000
December 15, 1986	64,000
December 15, 1987	70,000
December 15, 1988	75,000
December 15, 1989	81,000

15 décembre 1990	$ 90,000
15 décembre 1991	561,000

En plus, les modalités suivantes seulement seront considérées:

1° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde reporté à la dixième année.

2° Obligations échéant en série 1 à 15 ans avec le solde reporté à la quinzième année.

3° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde à terme fixe 20 ans.

4° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde reporté à 10 ans pour une partie et l'autre partie à terme fixe 20 ans.

Toutefois, pour cette dernière modalité, les obligations échéant à terme fixe 20 ans ne devront pas être pour un montant inférieur à $67,000 et si supérieur à ce dernier montant, cet excédent ne devra comprendre qu'un ou des amortissements annuels entiers, en tenant compte des tableaux d'échéances apparaissant dans le présent avis, et en commençant par les dernières années d'échéances excluant l'échéance du 15 décembre 2001 de la partie renouvelable ci-après indiquée.

Cependant, les soumissions ne devront être transmises que pour un seul des modes d'émission ci-haut et ne devront comporter qu'un seul des termes sauf dans les cas des exceptions notées. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'échéance du 15 décembre 1991 au montant de $561,000 comprend un solde de $463,000 renouvelable pour une période additionnelle de 10 ans, et échéant comme suit:

Année	*Capital*
15 décembre 1992	$29,000
15 décembre 1993	33,000
15 décembre 1994	36,000
15 décembre 1995	39,000
15 décembre 1996	42,000
15 décembre 1997	46,000
15 décembre 1998	52,000
15 décembre 1999	57,000
15 décembre 2000	62,000
15 décembre 2001	67,000

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Thetford Mines.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto, Ontario.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation sauf si elles sont émises en partie à terme fixe 20 ans pour un montant supérieur à $561,000 et seul cet excédent sera rachetable par anticipation, au pair, le 15 décembre de chaque année pour le montant annuel requis pour les fins de l'amortissement de l'émission, conformément au tableau d'échéances apparaissant dans le présent avis.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque visé égal à 1% du montant de l'emprunt.

December 15, 1990	$ 90,000
December 15, 1991	561,000

Moreover, the following terms and conditions only will be considered:

1. 1 to 10-year serial bonds with the balance carried forward to the tenth year.

2. 1 to 15-year serial bonds with the balance carried forward to the fifteenth year.

3. 1 to 10-year serial bonds with the balance as 20-year fixed-term bonds.

4. 1 to 10-year serial bonds with the balance carried forward to ten years for the one part and the other part as 20-year fixed-term bonds.

However, in the case of the last method of payment, the 20-year fixed-term bonds shall not be for an amount less than $67,000, and if greater than the latter amount, the said surplus must only comprise one or several complete annual amortizations, taking into account the tables of redemption appearing in this notice, and starting with the last years of redemption, excluding the maturity of December 15, 2001 of the renewable part hereinafter indicated.

However, tenders shall be sent for one of the above methods of issue only, and shall comprise one only of the terms, save in the cases of the exceptions stipulated herein. Adjudication will be made according to law.

The maturity of December 15, 1991 in the amount of $561,000 includes a balance of $463,000 renewable for an additional 10-year period, and maturing as follows:

Year	*Capital*
December 15, 1992	$29,000
December 15, 1993	33,000
December 15, 1994	36,000
December 15, 1995	39,000
December 15, 1996	42,000
December 15, 1997	46,000
December 15, 1998	52,000
December 15, 1999	57,000
December 15, 2000	62,000
December 15, 2001	67,000

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, capital and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Thetford Mines.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Québec of the bank mentioned in the loan procedure and also at the head office of the said bank in Toronto, Ontario.

The said bonds will not be redeemable by anticipation unless they are issued partly as 20-year fixed-term bonds for an amount greater than $561,000, and the said surplus only will be redeemable by anticipation, at par, on December 15th of each year for the annual amount required to amortize the issue, in accordance with the table of maturities appearing in this notice.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the loan.

La cité de Thetford Mines s'engage à ne pas émettre de nouvelles obligations sur le marché canadien dans les soixante jours à compter du 15 décembre 1971, sans une autorisation écrite de l'adjudicataire de la présente émission.

Lesdites obligations seront émises en vertu des règlements suivants: 827 — $225,000 — aqueduc, égouts, voirie; 848 — $55,000 — part de la municipalité au coût des travaux à l'aéroport; 849 — $80,000 — achats de machineries; 850 — $490,000 — aqueduc, égouts; 859 — $620,000 — voirie; 860 — $105,000 — construction d'un pont.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance publique du conseil ou de l'un de ses comités, selon le cas, qui sera tenue, lundi, le 22 novembre 1971, à 1 heure de l'après-midi, Hôtel de ville, 144, rue Notre-Dame Sud, Thetford Mines, comté de Mégantic, P.Q.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Thetford Mines (Comté de Mégantic), ce 25 octobre 1971.

Le greffier,
YVES LAMOTHE.

Hôtel de ville, 144, rue Notre-Dame Sud,
Thetford Mines, (Mégantic), P.Q.
Téléphone: 335-2981, code 418. 42813-o

The city of Thetford Mines agrees not to bring out new bonds on the Canadian Market within the sixty days upon, from and after December 15, 1971, without written authorization from the successful tendered of the present issue.

The said bonds will be issued pursuant to the following by-laws: 827 — $225,000 — aqueduct, sewers, roads; 848 — $55,000 — municipality's share of the costs of the airport works; 849 — $80,000 — machinery purchases; 850 — $490,000 — aqueduct, sewers; 859 — $620,000 — roads; 860 — $105,000 — construction of a bridge.

Tenders will be opened and considered at a public meeting of the council or of one of its committees, as the case may be, to be held on Monday, November 22, 1971, at 1:00 o'clock, p.m., at the City Hall, 144 Notre-Dame Street South, Thetford Mines, county of Mégantic, P.Q.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Thetford Mines (County of Mégantic), October 25, 1971.

YVES LAMOTHE,
City Clerk.

City Hall, 144 Notre-Dame Street South,
Thetford Mines, (Mégantic), P.Q.
Telephone: 335-2981, code 418. 42813

Ville de l'Ancienne-Lorette
Comté de Chauveau

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et portant l'inscription « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Roland Bernard, greffier, Hôtel de ville, 1575, rue Turmel, Ancienne-Lorette, comté de Chauveau, P.Q., jusqu'à 8 heures du soir, lundi, le 22 novembre 1971, pour l'achat de $649,000 d'obligations de la ville de L'Ancienne-Lorette, comté de Chauveau, datées du 15 décembre 1971 et remboursables en série du 15 décembre 1972 au 15 décembre 1991 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 7%, ni supérieur à 8%, payable semi-annuellement les 15 juin et 15 décembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission; cependant, si plus d'un taux est utilisé, le montant émis à chaque taux différent doit couvrir un ou des amortissements annuels entiers, tel que montré aux tableaux d'amortissement dans le présent avis.

Pour fins d'adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 15 décembre 1971.

Tableau d'amortissement — $649,000 — 20 ans

Année	*Capital*
15 décembre 1972	$ 9,000
15 décembre 1973	9,000
15 décembre 1974	10,000
15 décembre 1975	12,000
15 décembre 1976	13,000
15 décembre 1977	13,000
15 décembre 1978	15,000
15 décembre 1979	16,000
15 décembre 1980	18,000

Town of Ancienne-Lorette
County of Chauveau

Public notice is hereby given that sealed tenders bearing the inscription "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned Roland Bernard, Town Clerk, at the Town Hall, 1575 Turmel Street, Ancienne-Lorette, County of Chauveau, P.Q., until 8:00 o'clock p.m., on Monday, November 22, 1971, for the purchase of a bond issue of $649,000 for the Town of Ancienne-Lorette, County of Chauveau, dated December 15, 1971 and redeemable serially from December 15, 1972 to December 15, 1991 inclusive, with interest at a rate of not less than 7%, nor more than 8% payable half-yearly on June 15th and December 15th of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue; however, should more than one rate be used, the amount issued at each different rate must cover one or several complete annual redemptions, as shown on the redemption tables in this notice.

For adjudication purposes only, interest will be calculated from December 15, 1971.

Redemption table — $649,000 — 20 years

Year	*Capital*
December 15, 1972	$ 9,000
December 15, 1973	9,000
December 15, 1974	10,000
December 15, 1975	12,000
December 15, 1976	13,000
December 15, 1977	13,000
December 15, 1978	15,000
December 15, 1979	16,000
December 15, 1980	18,000

15 décembre 1981	$ 18,000
15 décembre 1982	20,000
15 décembre 1983	23,000
15 décembre 1984	24,000
15 décembre 1985	26,000
15 décembre 1986	28,000
15 décembre 1987	27,000
15 décembre 1988	30,000
15 décembre 1989	33,000
15 décembre 1990	37,000
15 décembre 1991	268,000

En plus, les modalités suivantes seulement seront considérées:

1° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde reporté à la dixième année.

2° Obligations échéant en série 1 à 15 ans avec le solde reporté à la quinzième année.

3° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde à terme fixe 20 ans.

4° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde reporté à 10 ans pour une partie et l'autre partie à terme fixe 20 ans.

Toutefois, pour cette dernière modalité, les obligations échéant à terme fixe 20 ans ne devront pas être pour un montant inférieur à $23,000 et si supérieur à ce dernier montant, cet excédent ne devra comprendre qu'un ou des amortissements annuels entiers, en tenant compte des tableaux d'échéances apparaissant dans le présent avis, et en commençant par les dernières années d'échéances excluant l'échéance du 15 décembre 2011 de la partie renouvelable ci-après indiquée.

Cependant, les soumissions ne devront être transmises que pour un seul des modes d'émission ci-haut et ne devront comporter qu'un seul des termes sauf dans les cas des exceptions notées. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'échéance du 15 décembre 1991 au montant de $268,000 comprend un solde de $228,000 renouvelable pour une période additionnelle de 20 ans, et échéant comme suit:

Année	*Capital*
15 décembre 1992	$ 4,000
15 décembre 1993	5,000
15 décembre 1994	5,000
15 décembre 1995	6,000
15 décembre 1996	6,000
15 décembre 1997	7,000
15 décembre 1998	7,000
15 décembre 1999	8,000
15 décembre 2000	9,000
15 décembre 2001	10,000
15 décembre 2002	10,000
15 décembre 2003	12,000
15 décembre 2004	12,000
15 décembre 2005	14,000
15 décembre 2006	15,000
15 décembre 2007	16,000
15 décembre 2008	18,000
15 décembre 2009	20,000
15 décembre 2010	21,000
15 décembre 2011	23,000

December 15, 1981	$ 18,000
December 15, 1982	20,000
December 15, 1983	23,000
December 15, 1984	24,000
December 15, 1985	26,000
December 15, 1986	28,000
December 15, 1987	27,000
December 15, 1988	30,000
December 15, 1989	33,000
December 15, 1990	37,000
December 15, 1991	268,000

Moreover, the following terms and conditions only will be considered:

1. 1 to 10-year serial bonds with the balance carried forward to the tenth year.

2. 1 to 15-year serial bonds with the balance carried forward to the fifteenth year.

3. 1 to 10-year serial bonds with the balance as 20-year fixed-term bonds.

4. 1 to 10-year serial bonds with the balance carried forward to ten years for the one part and the other part as 20-year fixed-term bonds.

However, in the case of the last method of payment, the 20-year fixed-term bonds shall not be for an amount less than $23,000, and if greater than the latter amount, the said surplus must only comprise one or several complete annual amortizations, taking into account the redemption tables appearing in this notice, and starting with the last years of redemption, excluding the maturity of December 15, 2011 of the renewable part hereinafter mentioned.

However, tenders shall be sent for one of the above methods of issue only, and shall comprise one only of the terms, save in the cases of the exceptions stipulated herein. Adjudication shall be made according to law.

The maturity of December 15, 1991 in the amount of $268,000 includes a balance of $228,000 renewable for an additional 20-year period and maturing as follows:

Year	*Capital*
December 15, 1992	$ 4,000
December 15, 1993	5,000
December 15, 1994	5,000
December 15, 1995	6,000
December 15, 1996	6,000
December 15, 1997	7,000
December 15, 1998	7,000
December 15, 1999	8,000
December 15, 2000	9,000
December 15, 2001	10,000
December 15, 2002	10,000
December 15, 2003	12,000
December 15, 2004	12,000
December 15, 2005	14,000
December 15, 2006	15,000
December 15, 2007	16,000
December 15, 2008	18,000
December 15, 2009	20,000
December 15, 2010	21,000
December 15, 2011	23,000

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Québec.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation sauf si elles sont émises en partie à terme fixe 20 ans pour un montant supérieur à $268,000 et seul cet excédent sera rachetable par anticipation, au pair, le 15 décembre de chaque année pour le montant annuel requis pour les fins de l'amortissement de l'émission, conformément au tableau d'échéances apparaissant dans le présent avis.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque visé égal à 1% du montant de l'emprunt.

La ville de l'Ancienne-Lorette s'engage à ne pas émettre de nouvelles obligations sur le marché canadien dans les soixante jours à compter du 15 décembre 1971, sans une autorisation écrite de l'adjudicataire de la présente émission.

Lesdites obligations seront émises en vertu des règlements suivants: V-56 — $25,000 — fonds de roulement; V-83 — $168,500 — aqueduc, égouts; V-84 — $25,500 — voirie; V-91 — $30,000 — travaux aux chalets des loisirs; V-101 — $58,000 — voirie; V-102 — $52,000 — voirie; V-104 — $100,000 — aqueduc, égouts; V-114 — $190,000 — voirie.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance publique du conseil ou de l'un de ses comités, selon le cas, qui sera tenue, lundi, le 22 novembre 1971, à 8 heures du soir, Hôtel de ville, 1575, rue Turmel, Ancienne-Lorette, comté de Chauveau, P.Q.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Ancienne-Lorette (Comté de Chauveau), ce 26 octobre 1971.

Le greffier,
ROLAND BERNARD.

Hôtel de ville, 1575, rue Turmel,
Ancienne-Lorette (Chauveau), P.Q.
Téléphone: 872-9811, code 418. 42812-o

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, capital and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Québec.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Québec of the bank mentioned in the loan procedure.

The said bonds will not be redeemable by anticipation unless they are issued partly as 20-year fixed-term bonds for an amount greater than $268,000, and the said surplus only will be redeemable by anticipation, at par, on December 15th of each year for the annual amount required to amortize the issue, in accordance with the redemption table appearing in this notice.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the loan.

The town of Ancienne-Lorette agrees not to bring out new bonds on the Canadian Market within the sixty days upon, from and after December 15, 1971, without written authorization from the successful tenderer of the present issue.

The said bonds will be issued pursuant to the following by-laws: V-56 — $25,000 — working capital; V-83 — $168,500 — aqueduct, sewers; V-84 — $25,500 — roads; V-91 — $30,000 — work on the recreational chalets; V-101 — $58,000 — roads; V-102 — $52,000 — roads; V-104 — $100,000 — aqueduct, sewers; C-114 — $190,000 — roads.

Tenders will be opened and considered at a public meeting of the council or of one of its committees, as the case may be, to be held on Monday, November 22, 1971, at 8:00 o'clock p.m., at the Town Hall, 1575, Turmel Street, Ancienne-Lorette, County of Chauveau, P.Q.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Ancienne-Lorette, (County of Chauveau), October 26, 1971.

ROLAND BERNARD,
Town Clerk.

Town Hall, 1575 Turmel Street,
Ancienne-Lorette (Chauveau), P.Q.
Telephone: 872-9811, code 418. 42812

Ville de Touraine
Comté de Gatineau

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et portant l'inscription « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Jean Gervais, secrétaire-trésorier, Hôtel de Ville, 12, avenue Picardie, Touraine, comté de Gatineau, P.Q., jusqu'à 8 heures du soir, lundi, le 22 novembre 1971, pour l'achat de $970,000 d'obligations de la ville de Touraine, comté de Gatineau, datées du 15 décembre 1971 et remboursables en série du 15 décembre 1972 au 15 décembre 1991 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 7%, ni supérieur à 8%, payable semi-annuellement les 15 juin et 15 décembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission; cependant, si plus d'un taux est utilisé, le montant émis à chaque taux différent doit

Town of Touraine
County of Gatineau

Public notice is hereby given that sealed tenders bearing the inscription "Tenders for bonds" will be received by the undersigned, Jean Gervais, Secretary-Treasurer, at the Town Hall, 12 Picardie Avenue, Touraine, county of Gatineau, P.Q., until 8:00 o'clock p.m., on Monday, November 22, 1971, for the purchase of a bond issue of $970,000 for the town of Touraine, county of Gatineau, dated December 15,1971 and redeemable serially from December 15, 1972 to December 15, 1991 inclusive, with interest at a rate of not less than 7%, nor more than 8%, payable half-yearly on June 15th and December 15th of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue; however, if more than one rate is used, the amount issued at each different rate must cover one

couvrir un ou des amortissements annuels entiers, tel que montré aux tableaux d'amortissement dans le présent avis.

Pour fin d'adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 15 décembre 1971.

Tableau d'amortissement — $970,000 — 20 ans

Année	*Capital*
15 décembre 1972	$13,000
15 décembre 1973	13,000
15 décembre 1974	14,000
15 décembre 1975	15,000
15 décembre 1976	17,000
15 décembre 1977	18,000
15 décembre 1978	20,000
15 décembre 1979	22,000
15 décembre 1980	23,000
15 décembre 1981	25,000
15 décembre 1982	27,000
15 décembre 1983	30,000
15 décembre 1984	32,000
15 décembre 1985	35,000
15 décembre 1986	38,000
15 décembre 1987	41,000
15 décembre 1988	45,000
15 décembre 1989	49,000
15 décembre 1990	53,000
15 décembre 1991	440,000

En plus, les modalités suivantes seulement seront considérées:

1° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde reporté à la dixième année.

2° Obligations échéant en série 1 à 15 ans avec le solde reporté à la quinzième année.

3° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde à terme fixe 20 ans.

4° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde reporté à 10 ans pour une partie et l'autre partie à terme fixe 20 ans.

Toutefois, pour cette dernière modalité, les obligations échéant à terme fixe 20 ans ne devront pas être pour un montant inférieur à $4,000 et si supérieur à ce dernier montant, cet excédent ne devra comprendre qu'un ou des amortissements annuels entiers, en tenant compte des tableaux d'échéances apparaissant dans le présent avis, et en commençant par les dernières années d'échéances excluant l'échéance du 15 décembre 2001 de la partie renouvelable ci-après indiquée.

Cependant, les soumissions ne devront être transmises que pour un seul des modes d'émission ci-haut et ne devront comporter qu'un seul des termes sauf dans les cas des exceptions notées. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'échéance du 15 décembre 1991 au montant de $440,000 comprend un solde de $383,000 renouvelable pour une période additionnelle de 10 ans, et échéant comme suit:

Année	*Capital*
15 décembre 1992	$62,000
15 décembre 1993	67,000
15 décembre 1994	73,000
15 décembre 1995	79,000

or several complete annual redemptions, as shown in the redemption tables in this notice.

For adjudication purposes only, interest will be calculated as from December 15, 1971.

Redemption table — $970,000 — 20 years

Year	*Capital*
December 15, 1972	$13,000
December 15, 1973	13,000
December 15, 1974	14,000
December 15, 1975	15,000
December 15, 1976	17,000
December 15, 1977	18,000
December 15, 1978	20,000
December 15, 1979	22,000
December 15, 1980	23,000
December 15, 1981	25,000
December 15, 1982	27,000
December 15, 1983	30,000
December 15, 1984	32,000
December 15, 1985	35,000
December 15, 1986	38,000
December 15, 1987	41,000
December 15, 1988	45,000
December 15, 1989	49,000
December 15, 1990	53,000
December 15, 1991	440,000

Moreover, the following terms and conditions only will be considered:

1. 1 to 10-year serial bonds with the balance carried forward to the tenth year.

2. 1 to 15-year serial bonds with the balance carried forward to the fifteenth year.

3. 1 to 10-year serial bonds with the balance as 20-year fixed-term bonds.

4. 1 to 10-year serial bonds with the balance carried forward to ten years for the one part and the other part as 20-year fixed-term bonds.

However, in the case of the last method of payment, the 20-year fixed-term bonds shall not be for an amount less than $4,000, and if greater than the latter amount, the said surplus must only comprise one or several complete annual amortizations, taking into account the tables of maturities appearing in this notice, and starting with the last years of redemption excluding the maturity of December 15, 2001 of the renewable part hereinafter indicated.

However, tenders must be sent for one only of the above methods of issue, and must comprise one only of the terms, save in the cases of the exceptions stipulated herein. Adjudication will be made according to law.

The maturity of December 15, 1991 in the amount of $440,000 includes a balance of $383,000 renewable for an additional 10-year period, maturing as follows:

Year	*Capital*
December 15, 1992	$62,000
December 15, 1993	67,000
December 15, 1994	73,000
December 15, 1995	79,000

15 décembre 1996	$ 86,000
15 décembre 1997	2,500
15 décembre 1998	3,000
15 décembre 1999	3,000
15 décembre 2000	3,500
15 décembre 2001	4,000

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Pointe-Gatineau.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto, Ontario.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation sauf si elles sont émises en partie à terme fixe 20 ans pour un montant supérieur à $440,000 et seul cet excédent sera rachetable par anticipation, au pair, le 15 décembre de chaque année pour le montant annuel requis pour les fins de l'amortissement de l'émission, conformément au tableau d'échéances apparaissant dans le présent avis.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque visé égal à 1% du montant de l'emprunt.

La ville de Touraine s'engage à ne pas émettre de nouvelles obligations sur le marché canadien dans les soixante jours à compter du 15 décembre 1971, sans une autorisation écrite de l'adjudicataire de la présente émission.

Lesdites obligations seront émises en vertu des règlements suivants: 433 — $45,000 — paiement d'honoraires professionnels; 445 — $925,000 — aqueduc, égouts.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance publique du conseil ou de l'un de ses comités, selon le cas, qui sera tenue, lundi, le 22 novembre 1971, à 8 heures du soir, Hôtel de Ville, 12, avenue Picardie, Touraine, comté de Gatineau, P.Q.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Touraine (Comté de Gatineau), ce 3 novembre 1971.

Le secrétaire-trésorier,
JEAN GERVAIS.

Hotel de Ville, 12, avenue Picardie,
Touraine (Comté de Gatineau), P.Q.
Téléphone: 776-5591, code 819. 42877-o

December 15, 1996	$ 86,000
December 15, 1997	2,500
December 15, 1998	3,000
December 15, 1999	3,000
December 15, 2000	3,500
December 15, 2001	4,000

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, capital and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Pointe-Gatineau.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Québec of the bank mentioned in the loan procedure as well as at the head office of the said bank in Toronto, Ontario.

The said bonds will not be redeemable by anticipation unless they are issued partly as 20-year fixed-term bonds for an amount greater than $440,000, and the said surplus only will be redeemable by anticipation, at par, on December 15th of each year for the annual amount required to amortize the issue, in accordance with the redemption table appearing in this notice.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the loan.

The town of Touraine agrees not to bring out new bonds on the Canadian Market within the sixty days upon, from and after December 15, 1971, without written authorization from the successful tender of the present issue.

The said bonds will be issued pursuant to the following by-laws: 433 — $45,000 — payment of professional fees; 445 — $925,000 — aqueduct, sewers.

Tenders will be opened and considered at a public meeting of the council or of one of its committees, as the case may be, to be held on Monday, November 22, 1971, at 8:00 o'clock p.m., at the Town Hall, 12 Picardie Avenue, Touraine, county of Gatineau, P.Q.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Touraine (County of Gatineau), November 3, 1971.

JEAN GERVAIS,
Secretary-Treasurer.

Town Hall, 12 Picardie Avenue,
Touraine (County of Gatineau), P.Q.
Telephone: 776-5591, code 819. 42877

Les Commissaires d'écoles pour la municipalité de Les Deux-Rives

Comté de Jonquière

Avis de correction

Veuillez prendre note que dans l'avis de demande de soumissions pour l'achat de $548,000 d'obligations des commissaires d'écoles pour la municipalité de Les Deux-Rives, comté de Jonquière, qui a paru dans la *Gazette officielle du Québec* du 30 octobre 1971, à la page 7914, l'échéance de capital du 1er décembre 1981 aurait dû se lire $12,500 au lieu de $11,500 tel que stipulé dans le tableau d'amortissement.

The School Commissioners for the Municipality of Les Deux-Rives

County of Jonquière

Notice of correction

Kindly note that in the notice of call for tenders for the purchase of $548,000 of bonds of The School Commissioners of the municipality of Les Deux-Rives, county of Jonquière, published in the *Québec Official Gazette* of October 30, 1971, on page 7914, the principal amount of December 1, 1981 issue shall be read $12,500 instead of $11,500.

Tous les autres détails contenus dans l'avis de demande de soumissions indiqué ci-haut demeurent inchangés.

Kénogami, ce 2 novembre 1971.

Le secrétaire-trésorier,
JEAN-PAUL LAPIERRE.

Bureau administratif, 43, rue Cabot, Case postale 278, Kénogami, Comté de Jonquière, P.Q. 42835-o

All the other details contained in the above mentioned notice of call for tenders remain unchanged.

Kénogami, November 2, 1971.

JEAN-PAUL LAPIERRE,
Secretary-Treasurer.

Administrative Office, 43 Cabot Street, P.O. Box 278, Kénogami, County of Jonquière, P.Q. 42835-o

Ministère du Travail et de la Main-d'oeuvre

Avis d'approbation de règlements

Automobile — Cantons de l'Est

Le ministre du Travail et de la Main-d'oeuvre, l'honorable Jean Cournoyer, donne avis par les présentes, conformément aux paragraphes « *g* » et « *h* » de l'article 20 de la Loi des décrets de convention collective (Chapitre 143, S.Q. 1964, modifiée par le Chapitre 49, S.Q. 1969), que le règlement numéro 2, dont le texte suit, relatif à la tenue du registre et au rapport mensuel du Comité paritaire de l'industrie de l'automobile des Cantons de l'Est (1971) a été approuvé par l'arrêté en conseil numéro 3724 du 27 octobre, 1971.

Tenue du registre

Le Comité paritaire rend obligatoire pour tout employeur professionnel régi par le décret numéro 1982 du 1er juin 1971, publié dans la *Gazette officielle du Québec* du 12 juin 1971, y compris toutes modifications ultérieures, la tenue d'un registre où sont indiqués les nom, prénoms, adresse et numéro d'assurance sociale de chaque salarié à son emploi, la qualification ou classification, l'heure précise à laquelle le travail a débuté, fut, selon le cas, interrompu, repris et terminé chaque jour, la nature de tel travail et le salaire payé, avec mention du mode et de l'époque de paiement, ainsi que tous autres renseignements jugés utiles à l'application dudit décret. Ce registre doit être gardé disponible à la place d'affaires de l'employeur.

Rapport mensuel

Le Comité paritaire oblige tout employeur professionnel régi par le décret numéro 1982 du 1er juin 1971, publié dans la *Gazette officielle du Québec*, du 12 juin 1971, y compris toutes modifications ultérieures, à lui transmettre, à son siège social, un rapport mensuel par écrit, signé par lui-même ou par une personne responsable qu'il désigne, sur lequel doivent être indiqués les nom, prénoms, adresse et numéro d'assurance sociale de chaque salarié à son emploi, la qualification ou classification, le nombre d'heures de travail régulières et supplémentaires effectuées chaque mois, la nature de ce travail et le salaire payé. Ledit rapport doit être transmis au Comité paritaire le ou avant le 15 de chaque mois et doit couvrir le mois précédent. L'employeur professionnel doit demander au Comité paritaire les formules nécessaires à la préparation et à la soumission dudit rapport.

Department of Labour and Manpower

Notice of Approval of Regulations

Automobile industry — Eastern Townships

Pursuant to the provisions of subsections "*g*" and "*h*" of section 20 of the Collective Agreement Decrees Act (S.Q. 1964, chapter 143, amended by S.Q. 1969, chapter 49), the Honourable Jean Cournoyer, Minister of Labour and Manpower, hereby gives notice that the following regulation number 2, respecting the keeping of the register and the monthly report of the Joint Committee of the Automobile Industry of the Eastern Township (1971), has been approved by Order in Council number 3724 of October 27, 1971.

Keeping of a Register:

The Joint Committee renders it obligatory for any professional employer governed by Decree number 1982 of June 1, 1971, published in the *Québec Official Gazette* of June 12, 1971, and all subsequent amendments, to keep a register in which are shown: the name, first names, address and Social Insurance number of each employee in his service, such employee's competency or classification, the exact time work was begun and, as the case may be, interrupted, resumed and ceased each day, the nature of such work and the wage paid, with mention of the mode and time of payment and all other information deemed useful in the application of the decree. Such register shall be kept available at the employer's place of business.

Monthly Report:

The Joint Committee renders it obligatory for any professional employer governed by Decree number 1982 of June 1, 1971, published in the *Québec Official Gazette* of June 12, 1971, and all subsequent amendments, to forward a written monthly report to the Committee's corporate seat. Such report is to be signed by himself, or by some responsible person designated by him, and shall give: the name, first names, address and Social Insurance number of each employee in his service, the employee's competency or classification, the number of regular and overtime hours worked each month, the nature of such work and the wage paid. The said report shall forwarded to the Joint Committee on or before the 15th of each month and shall cover the previous month. Professional employers shall ask the Joint Committee for the forms required to prepare and submit the said report.

Tout employeur professionnel ayant sa place d'affaires dans le champ d'application territorial dudit décret doit soumettre ce rapport, même dans le cas ou aucun travail n'a été exécuté; le Comité paritaire n'étant pas tenu d'établir une preuve quelconque de travail.

Le sous-ministre,
RÉAL MIREAULT, C.R.I.

Ministère du Travail et de la Main-d'oeuvre,
Québec, le 6 novembre 1971. 42859-o

Any professional employer having his place of business within the territorial jurisdiction of the said decree shall submit such report, even if no work has been carried out, as the Joint Committee is not obliged to give any proof of wok

RÉAL MIREAULT, C.R.I.,
Deputy Minister.

Department of Labour and Manpower,
Québec, November 6, 1971. 42859-o

Régie des Marchés Agricoles du Québec

Ordonnance No F-21

relative au prix du lait dans la région de la Côte-Nord

Erratum

L'ordonnance F-21 publiée dans la *Gazette officielle du Québec* en date du 28 août 1971, doit prévoir à l'article

2° La présente ordonnance s'applique à quiconque achète ou reçoit, dans la région de la Côte-Nord, directement ou indirectement, du lait de classe I. Cette région comprend les districts électoraux de Duplessis et Saguenay.

42876-o

Québec Agricultural Marketing Board

Order No. F-21

concerning Milk Price in the North Shore region

Erratum

Order F-21 published in the *Québec Official Gazette* of August 28, 1971, must provide in article

2. The present order applies to whoever buys or receives, within the North Shore region, directly or indirectly, Class I milk. This region includes the electoral districts of Duplessis and Saguenay.

42876-o

Avis divers

Ville de Montréal

(Correction)

Règlement 4311

Erratum — Page 7394 de l'édition du 9 octobre 1971.

Ordre du jour 52 — 1ère étude

Règlement 4311

Constatation de l'annexion de certains lots situés en la municipalité de Saint-Jean-de-Dieu.

À la séance du conseil de la ville de Montréal tenue le 27 septembre 1971,

Aurait dû se lire:

Règlement 4311

Constatation de l'annexion de certains lots situés en la municipalité de Saint-Jean-de-Dieu.

A la séance du conseil de la ville de Montréal tenue le 27 septembre 1971,

42872-o

Avis

Conformément au deuxième alinéa de l'article 18 de la Charte de l'Université Laval (1970, chapitre 78), avis est par les présentes donné que les personnes nommées, titulaires de fonction ou élues conformément aux dispositions de ladite Charte et de ses statuts, de même

Miscellaneous Notices

City of Montreal

(Correction)

By-law 4311

Erratum — Page 7394, October 9, 1971 edition.

Order of the day 52 — 1st study

By-law 4311

Ascertaining the annexation of certain lots situate in the municipality of Saint-Jean-de-Dieu.

At the meeting of the Council of the city of Montreal held on the September 27, 1971,

Should have read:

By-law 4311

Ascertaining the annexation of certain lots situate in the municipality of Saint-Jean-de-Dieu.

At the meeting of the Council of the city of Montreal held on the September 27, 1971,

42872-o

Notice

Pursuant to the second paragraph of section 18 of the Charter of the *Université Laval* (Laval University) (1970, chapter 78), notice is hereby given that the persons appointed, holding office or elected in compliance with the provisions of the said Charter or the

que le recteur et les vice-recteurs, dont les noms suivent, constituent le premier conseil de l'Université Laval et entrent en fonction à compter de la date de la publication du présent avis dans la *Gazette officielle du Québec:*

1° avec voix délibérative:

Mgr Louis-Albert Vachon, recteur;

MM. Louis-Philippe Bonneau, vice-recteur exécutif et président de la Commission de l'administration;

Napoléon Leblanc, vice-recteur aux affaires professorales et étudiantes;

Larkin Kerwin, vice-recteur à l'enseignement et à la recherche, et président de la Commission des affaires étudiantes;

Fernand Gingras, vice-recteur aux affaires administratives;

Paul-André Laberge, secrétaire-général;

Roland Beaudet, doyen de la Faculté de théologie;

Jean Beaudoin, doyen de la Faculté de médecine;

Fernand Bélanger, doyen de la Faculté des sciences de l'administration;

Jean-Yves Drolet, doyen de la Faculté des sciences de l'éducation;

Yves Dubé, doyen de la Faculté des sciences sociales;

Mgr Elzéar Fortier, doyen de la Faculté des arts;

MM. Fernand Grenier, doyen de la Faculté des lettres;

Pierre Grenier, doyen de la Faculté des sciences;

André Lafond, doyen de la Faculté de foresterie et de géodésie;

Victorin Lavoie, doyen de la Faculté d'agriculture;

Hubert Reid, doyen de la Faculté de droit;

Emmanuel Trépanier, doyen de la Faculté de philosophie;

Mgr Alphonse Lafrenière, président de la Commission des études;

M. Joseph Risi, directeur de l'École des gradués.

a) nommés par le lieutenant-gouverneur en conseil:

M. Gabriel Gilbert;

M. Fernand Toussaint.

b) diplômés de l'Université nommés par l'Association des Anciens de l'Université Laval:

Mme Mary Lamontagne;

M. Fernand Hould.

c) professeurs élus:

MM. Jacques Bélanger; Louis-Philippe Blanchard; Maurice Carel; André Côté; Marcel Daneau; Claude Fortier; Jacques Genest; Louis-Edmond Hamelin; Claude Lagacé; Louis O'Neill; Benoit-A. Robert; Robert Sabourin; Doria Tremblay; Jacques Turcot; Pierre Verge.

d) étudiants gradués élus:

MM. René Audet; Réal Barnabé; Michel Brochu; Guildard Lévesque.

e) étudiants prégradués élus:

MM. Louis Caouette; Daniel Fortin; Claude Larochelle; Antoine Normand.

Statutes, and the rector and vice-rectors (whose names are given below), shall constitute the first Council of the *Université Laval* and shall take office from the date of publication of this notice in the *Québec Official Gazette:*

1. with right to vote:

Mgr. Louis-Albert Vachon, Rector;

Messrs. Louis-Philippe Bonneau, Executive Vice-Rector and President of the Commission on Administration;

Napoléon Leblanc, Vice-Rector (Faculty);

Larkin Kervin, Vice-Rector (Academic), and President of the Commission on Student Affairs;

Fernand Gingras, Vice-Rector (Administration);

Paul-André Laberge, Secretary-General;

Roland Beaudet, Dean of the Faculty of Theology;

Jean Beaudoin, Dean of the Faculty of Medecine;

Fernand Bélanger, Dean of Administrative Sciences;

Jean-Yves Drolet, Dean of the Faculty of Education;

Yves Dubé, Dean of the Faculty of Social Sciences;

Mgr. Elzéar Fortier, Dean of the Faculty of Arts;

Messrs. Fernand Grenier, Dean of the Faculty of Letters;

Pierre Grenier, Dean of the Faculty of Science;

André Lafond, Dean of the Faculty of Forestry and Geodesy;

Victorin Lavoie, Dean of the Faculty of Agriculture;

Hubert Reid, Dean of the Faculty of Law;

Emmanuel Trépanier, Dean of the Faculty of Philosophy;

Mgr. Alphonse Lafrenière, President of the Studies Commission;

Mr. Joseph Risi, Director of the Graduate School.

(a) appointed by the Lieutenant-Governor in Council:

Mr. Gabriel Gilbert;

Mr. Fernand Toussaint.

(b) graduates of the University appointed by the Association des Anciens de l'Université Laval:

Mrs. Mary Lamontagne;

Mr. Fernand Hould.

(c) delegate professors:

Messrs. Jacques Bélanger; Louis-Philippe Blanchard; Maurice Carel; André Côté; Marcel Daneau; Claude Fortier; Jacques Genest; Louis-Edmond Hamelin; Claude Lagacé; Louis O'Neill; Benoit-A. Robert; Robert Sabourin; Doria Tremblay; Jacques Turcot; Pierre Verge.

(d) delegate graduate students:

Messrs. René Audet; Réal Barnabé; Michel Brochu; Guildard Lévesque.

(e) delegate under-graduate students:

Messrs. Louis Caouette; Daniel Fortin; Claude Larochelle; Antoine Normand;

f) personnel non enseignant professionnel élu:
MM. Jean-Paul Bouchard; Louis-P. Dufresne.

g) personnel non enseignant non professionnel élu:
M. Roland Albert.

2° avec voix consultative et droit de faire des propositions:

MM. Wilbrod Bhérer, président de la Commission de l'expansion;

Anicet Greco, directeur de l'Extension de l'enseignement universitaire;

Paul-N. Bourque, directeur de l'École d'architecture.

Québec, ce 2e jour de novembre 1971.

Le ministre de l'Éducation,
42878-o GUY SAINT-PIERRE.

(f) delegate non-teaching professional staff:
Messrs. Jean-Paul Bouchard; Louis-P. Dufresne.

(g) delegate non-teaching non-professional staff:
Mr. Roland Albert.

2. in a consultative and advisory capacity:

Messrs. Wilbrod Bhérer, President of the Commission on Expansion;

Anicet Greco, Director of the Extension Department;

Paul-N. Bourque, Director of the School of Architecture.

Québec, this 2nd day of November, 1971.

GUY SAINT-PIERRE,
42878 *Minister of Education.*

Succession Maurice Bond et Paulette Dulude-Bond

Avis est donné que Dame Marguerite Dulude, épouse d'Oswald Williams en sa qualité de tutrice à François Bond et Chantale Bond a accepté, sous bénéfice d'inventaire, la succession de Paulette Dulude-Bond et Maurice Bond, en vertu d'un acte d'acceptation sous bénéfice d'inventaire, reçu devant Me Rodolphe Legault, notaire, le 20 octobre 1971, enregistré au bureau de la division d'enregistrement de Montréal, sous le numéro 2308524, le 25 octobre 1971.

Montréal, le 25 octobre 1971.
42817-o RODOLPHE LEGAULT, Notaire.

Estate of Maurice Bond and Paulette Dulude-Bond

Notice is given that Mrs. Marguerite Dulude, wife of Oswald Williams, in her capacity as guardian of François Bond and Chantale Bond has accepted, under benefit of inventory, the estate of Paulette Dulude-Bond and Maurice Bond, pursuant to a deed of acceptance signed before Mr. Rodolphe Legault, Notary, on October 20, 1971, registered at the Montreal Registration Division Office, under number 2308524, on October 25, 1971.

Montreal, October 25, 1971.
42817 RODOLPHE LEGAULT, Notary.

Ministère des Affaires municipales

Department of Municipal Affairs

Canada,
Province de Québec. HUGUES LAPOINTE

ELIZABETH DEUX, par la grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni, du Canada et de ses autres royaumes et territoires, Chef du Commonwealth, Défenseur de la foi.

À tous ceux qui ces présentes lettres verront ou qu'icelles pourront concerner,

SALUT.

Lettres patentes

ATTENDU QUE l'article 2 de la Loi des cités et villes (Statuts refondus, 1964, chapitre 193), tel qu'amendé par le chapitre 55 des lois du Québec pour l'année 1968, édicte que le lieutenant-gouverneur en conseil peut, sur requête du conseil de toute corporation de cité ou ville, même si elle n'est pas régie par ladite loi, octroyer des lettres patentes pour remplacer en totalité ou en partie les dispositions de sa charte par celles de ladite loi;

ATTENDU QUE le conseil de la ville de Baie-Comeau, par sa requête en date du 15 avril 1971, demande que des lettres patentes soient émises en sa faveur, à l'effet

Canada,
Province of Québec. HUGUES LAPOINTE

ELIZABETH THE SECOND, by the Grace of God, of the United Kingdom, Canada and Her Other Realms and Territories, Queen, Head of the Commonwealth, Defender of the Faith.

To all those to whom these present letters shall come, or whom the same may concern,

GREETING.

Letters Patent

WHEREAS section 2 of the Cities and Towns Act (Revised Statutes, 1964, Chapter 193), as amended by chapter 55 of the Statutes of Québec for the year 1968, provides that the Lieutenant-Governor in Council, upon the petition of the council of any city or town corporation, even if it is not governed by the said act, may grant letters patent to replace in whole or in part the provisions of its charter by those of the said Act;

WHEREAS the council of the town of Baie-Comeau, by its petition dated April 15, 1971, prays that letters patent be issued in its favour to amend its charter by

de modifier sa charte en y remplaçant l'article 22 du chapitre 120 des lois de 1937 par la disposition corrrespondante de la Loi des cités et villes;

ATTENDU QUE toutes les formalités prescrites par la loi ont été remplies;

ATTENDU QU'il est opportun de se rendre à cette demande.

À CES CAUSES, du consentement et de l'avis de Notre Conseil Exécutif, exprimés dans un décret portant le numéro 2999, en date du 25 août 1971, Nous accordons la requête du conseil de la ville de Baie-Comeau, datée du 15 avril 1971, et Nous déclarons et ordonnons, par les présentes lettres patentes qui entreront en vigueur à compter de la date de leur publication dans la *Gazette officielle du Québec*, que la disposition ci-haut mentionnée de la Charte de la ville de Baie-Comeau, soit remplacée par la disposition correspondante dans la Loi des cités et villes, le tout conformément aux dispositions de l'article 2 de ladite Loi des cités et villes (Statuts refondus, 1964, chapitre 193), tel qu'amendée par le chapitre 55 des lois du Québec pour l'année 1968.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre province de Québec;

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable HUGUES LAPOINTE, C.P., C.R., lieutenant-gouverneur de Notre province de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, en Notre ville de Québec, de Notre province de Québec, ce vingt-cinquième jour d'août en l'année mil neuf cent soixante et onze de l'ère chrétienne et de Notre Règne la vingtième année.

Par ordre,

Libro: 1535 JEAN ALARIE,
Folio: 105 *Sous-procureur général adjoint.*

Avis est par les présentes donné que ces lettres patentes entreront en vigueur à compter de cette publication.

Le sous-ministre des Affaires municipales,
42835-o RICHARD BEAULIEU.

Ville d'Asbestos

Avis est donné que, par l'arrêté en conseil numéro 3574 du 20 octobre 1971 et conformément à l'article 43 de la Loi des cités et villes (S.R.Q. 1964, chapitre 193), il a plu au lieutenant-gouverneur en conseil d'approuver le règlement numéro 569 du conseil municipal de la ville d'Asbestos, et de décréter que, à compter de la publication du présent avis, le territoire mentionné audit règlement et décrit ci-dessous est détaché de la municipalité du canton de Shipton, comté de Richmond, et annexé à la ville d'Asbestos;

Description officielle des limites du territoire détaché de la municipalité du canton de Shipton et annexé à la ville d'Asbestos, comté municipal de Richmond.

Un territoire faisant actuellement partie de la municipalité du canton de Shipton, comté municipal de Richmond, et comprenant en référence au cadastre

replacing therein section 22 of chapter 120 of the Statutes of 1937 by the corresponding provision of the Cities and Towns Act;

WHEREAS all the formalities prescribed by law have been complied with;

WHEREAS it is expedient to accede to this petition.

THEREFORE, with the consent and advice of Our Executive Council, expressed in a decree bearing number 2999, dated August 25, 1971, We accede to the petition of the Council of the town of Baie-Comeau, dated April 15, 1971, and We declare and order, by these letters patent, which shall come into effect upon the date of their publication in the *Québec Official Gazette*, that the aforementioned provision of the charter of the town of Baie-Comeau be replaced by the corresponding provision of the Cities and Towns Act, the foregoing in conformity with the provisions of section 2 of the said Cities and Towns Act (Revised Statutes, 1964, chapter 193), as amended by chapter 55 of the Statutes of Québec of the year 1968.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our present letters to be made patent, and the Great Seal of Our Province of Québec to be hereunto affixed;

WITNESS: Our Right-Trusty and Well-Beloved the Honourable HUGUES LAPOINTE, P.C., Q.C., Lieutenant-Governor of Our Province of Québec.

Given in Our Parliament Buildings, in Our City of Québec, in Our Province of Québec, this twenty-fifty day of August in the year of Our Lord, one thousand nine hundred and seventy-one and in the twentieth year of Our Reign.

By command,

Libro: 1535 JEAN ALARIE,
Folio: 105 *Assistant Deputy Attorney General.*

Notice is hereby given that these letters patent shall come into force upon the date of this publication.

RICHARD BEAULIEU,
42835 *Deputy Minister of Municipal Affairs.*

Town of Asbestos

Notice is given that, by Order in Council number 3574, dated October 20, 1971, and pursuant to section 43 of the Cities and Towns Act (R.S.Q. 1964, Chapter 193), the Lieutenant-Governor in Council was pleased to approve by-law number 569 of the Municipal Council of the Town of Asbestos, and to decree that, from the date of the publication of this notice, the territory mentioned in the said by-law and described below is detached from the Municipality of the Township of Shipton, County of Richmond, and annexed to the Town of Asbestos;

Official description of the boundaries of the territory detached from the Municipality of the Township of Shipton and annexed to the Town of Asbestos, Municipal County of Richmond.

A territory presently forming part of the Municipality of the Township of Shipton, Municipal County of Richmond, and comprising, with reference to the official

officiel dudit canton, les lots ou parties de lots et leurs subdivisions présentes et futures ainsi que les chemins, rues, routes, cours d'eau ou parties d'iceux, le tout renfermé dans les limites ci-après décrites, à savoir:

partant du sommet de l'angle ouest du lot 5 *b* du rang III; de là, successivement, les lignes et démarcations suivantes; la ligne sud-ouest des lots 5 *b* et 4 *b* du rang III; la ligne sud-est des lots 4 *b* et 4 *c* du rang III; une ligne droite à travers le chemin de front du rang III et reliant l'extrémité nord-est de la ligne sud-est du lot 4 *c* du rang III à l'extrémité sud-ouest de la ligne sud-est du lot 4 *a* du rang II; la ligne sud-est des lots 4 *a* et 4 *b* du rang II; partie de la ligne séparative des rangs I et II en allant vers le sud-est jusqu'au côté sud-est du chemin situé entre les lots 3 *a* et 4 *a* du rang I; les côtés sud-est, est et nord-est dudit chemin jusqu'à la ligne sud-est du lot 5 *b* - 4 du rang I; les lignes sud-est, nord et est dudit lot 5 *b* - 4; une ligne droite limitant à l'est les lots 5 *b* - 3 et 5 *b* - 17 du rang I et son prolongement à travers un chemin public traversant le lot 6 *b* originaire du rang I dans la partie sud de ce lot; le côté nord dudit chemin en allant vers l'ouest jusqu'au côté nord-est d'un chemin séparant les lots 6 *a* et 7 *a* des lots 6 *b* et 7 *b* du rang I; le côté nord-est dudit chemin en allant vers le nord-ouest jusqu'à la ligne nord-ouest dudit lot 7 *b*; une ligne droite à travers les lots 8 *c* et 9 *c* du rang I jusqu'à un point sur la ligne séparative des lots 9 *c* et 9 *f* du rang I à une distance de 1,000 pieds au nord-est du coin ouest dudit lot 9 *c*, distance mesurée le long de ladite ligne séparative des lots 9 *c* et 9 *f*; partie de ladite ligne séparative des lots 9 *c* et 9 *f* en allant vers le sud-ouest, et son prolongement jusqu'à la ligne médiane du lit actuel de la rivière Nicolet; la ligne médiane de ladite rivière en remontant son cours jusqu'au prolongement de la ligne sud-ouest du lot 9 *a* du rang I; ledit prolongement et la ligne sud-ouest des lots 9 *a*, 8 *a*; partie de la ligne sud-ouest du lot 7 *a* et son prolongement jusqu'au côté sud du chemin du Roi; le côté sud dudit chemin en allant vers l'ouest jusqu'à la ligne séparative des lots 7 *a* et 7 *b* du rang II; une ligne droite traversant les lots 7 *a* et 6 *b* du rang II jusqu'à un point sur la ligne sud-est du lot 6 *b* à une distance de 700 pieds au nord-est du coin sud dudit lot 6 *b*, distance mesurée le long de ladite ligne sud-est; partie de la ligne sud-est dudit lot 6 *b* sur ladite distance de 700 pieds; partie de la ligne nord-ouest du lot 5 *b* du rang II en allant vers le sud-ouest jusqu'au côté nord-est du chemin de front du rang III; une droite à travers ledit chemin reliant l'extrémité sud-ouest de la ligne nord-ouest du lot 5 *b* du rang II à l'extrémité nord-est de la ligne nord-ouest du lot 5 *b* du rang III; enfin ladite ligne nord-ouest dudit lot 5 *b* du rang III jusqu'au point de départ;

lesquelles limites définissent le territoire détaché de la municipalité du canton de Shipton et annexé à la ville d'Asbestos, comté municipal de Richmond.

Le sous-ministre des Affaires municipales,
42835-o RICHARD BEAULIEU.

cadastre of the said township, the lots or parts of lots and their subdivisions present or future, together with the highways, streets, roads, watercourses or parts thereof, the whole enclosed within the boundaries hereinafter described, to wit:

starting from the vertex of the west angle of lot 5 *b* of Range III; thence, in succession, the following lines and demarcations: the southwest line of lots 5 *b* and 4 *b* of Range III; the southeast line of lots 4 *b* and 4 *c* of Range III; a straight line across the road fronting Range III and connecting the extreme northeast end of the southeast line of lot 4 *c* of Range III to the extreme southwest end of the southeast line of lot 4 *a* of Range II; the southeast line of lots 4 *a* and 4 *b* of Range II; part of the line separating Ranges I and II, in a southeasterly direction as far as the southeast side of the road situated between lots 3 *a* and 4 *a* of Range I; the southeast, east and northeast sides of the said road up to the southeast line of lot 5 *b* - 4 of Range I; the southeast, north and east lines of the said lot 5 *b* - 4; a straight line bounding to the east lots 5 *b* - 3 and 5 *b* - 17 of Range I and its extension across a public road crossing original lot 6 *b* of Range I in the south part of this lot; the north side of the said road in a westerly direction up to the northeast side of another road separating lots 6 *a* and 7 *a* from lots 6 *b* and 7 *b* of Range I; the northeast side of the said road in a northwesterly direction up to the northwest line of said lot 7 *b*; a straight line through lots 8 *c* and 9 *c* of Range I as far as a point on the line separating lots 9 *c* and 9 *f* of Range I at a distance of 1,000 feet to the northeast of the west corner of said lot 9 *c*, the distance measured along the said line separating lots 9 *c* and 9 *f*; part of the said line separating lots 9 *c* and 9 *f* in a southwesterly direction, and its extension as far as the median line of the present bed of the Nicolet River; the median line of the said River, following its course upwards as far as the extension of the southwest line of lot 9 *a* of Range I; the said extension and the southwest line of lots 9 *a*, 8 *a*; part of the southwest line of lot 7 *a* and its extension up to the south side of du Roi Road; the south side of the said road, in a westerly direction, up to the line separating lots 7 *a* and 7 *b* of Range II; a straight line passing through lots 7 *a* and 6 *b* of Range II up to a point on the southeast line of lot 6 *b* at a distance of 700 feet to the northeast of the south corner of said lot 6 *b*, the distance measured along the said southeast line; part of the southeast line of said lot 6 *b* over the said distance of 700 feet; part of the northwest line of lot 5 *b* of Range II in a southwesterly direction up to the northeast side of the road fronting Range III; a straight line across the said road connecting the extreme southwest end of the northwest line of lot 5 *b* of Range II to the extreme northeast and of the northwest line of lot 5 *b* of Range III; finally, the said northwest line of said lot 5 *b* of Range III to the starting point;

which boundaries define the territory to be detached from the Municipality of the Township of Shipton and annexed to the Town of Asbestos, Municipal County of Richmond.

RICHARD BEAULIEU,
42835 *Deputy Minister of Municipal Affairs.*

Ville de Rosemère

J'ai approuvé, en vertu de l'article 22 du chapitre 48 des lois de 1970, Loi concernant les environs du nouvel aéroport international, les règlements numéros 228, 229, 230 et 231 du conseil municipal de la ville de Rosemère créant une Commission d'urbanisme et régissant la construction, les permis de construction, les conditions et le tarif d'émission et le zonage.

Ces règlements entreront en vigueur le jour de la publication du présent avis.

Le ministre des Affaires municipales,
42835-o MAURICE TESSIER, C.R.

Town of Rosemère

Pursuant to section 22 of Chapter 48 of the Statutes of 1970, An Act respecting the vicinity of the new international airport, I have approved by-laws numbers 228, 229, 230 and 231 of the Municipal Council of the town of Rosemère, creating a Town-Planning Commission and governing construction, construction permits, conditions and fees for the issuance of permits and zoning.

These by-laws shall take effect on the date of the publication of this notice.

MAURICE TESSIER, C.R.,
42835 *Minister of Municipal Affairs.*

Arrêtés en conseil

Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 3725

Québec, le 27 octobre 1971.

Présent: Le Lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT l'addition d'une partie contractante au décret relatif à l'industrie du camionnage dans la région de Montréal.

ATTENDU QUE, conformément aux dispositions de la Loi des décrets de convention collective (S.R.Q., 1964, chapitre 143), « l'Union des chauffeurs de camions, hommes d'entrepôts et aides, local 106 », a présenté au ministre du Travail et de la Main-d'oeuvre une requête à l'effet d'être acceptée comme partie contractante audit décret;

ATTENDU QUE ladite requête a été publiée dans la *Gazette officielle du Québec*, édition du 5 juin 1971;

ATTENDU QU'aucune objection n'a été formulée contre l'approbation de la modification proposée;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable ministre du Travail et de la Main-d'oeuvre:

QUE « l'Union des chauffeurs de camions, hommes d'entrepôts et aides, local 106 », soit acceptée comme partie contractante de deuxième part audit décret.

Le greffier du Conseil exécutif,
42859-o JULIEN CHOUINARD.

Orders in Council

Order in Council
Executive Council Chamber

Number 3725

Québec, October 27, 1971.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING the addition of a contracting party to the decree respecting the Cartage Industry in the Montreal Region.

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Decrees Act (R.S.Q., 1964, chapter 143), *L'Union des chauffeurs de camions, hommes d'entrepôts et aides, local 106*, has petitioned the Minister of Labour and Manpower to be accepted as contracting party to the said decree;

WHEREAS, the said petition has been published in the *Québec Official Gazette* of June 5, 1971;

WHEREAS, no objection has been brought forward against the proposed amendment;

IT IS ORDERED, therefore, upon the recommendation of the Honourable Minister of Labour and Manpower:

THAT *L'Union des chauffeurs de camions, hommes d'entrepôts et aides, local 106*, be accepted as contracting party of the second part to the said decree.

JULIEN CHOUINARD,
42859-o *Clerk of the Executive Council.*

Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 3156

Québec, le 15 septembre 1971.

Présent: Le Lieutenant-gouverneur en conseil.

Order in Council
Executive Council Chamber

Number 3156

Québec, September 15, 1971.

Présent: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNANT une chasse contrôlée à l'orignal dans le Parc des Laurentides, ainsi que dans les réserves suivantes: Parc de la Vérendrye, Réserve de Matane, Réserve du Saint-Maurice, Réserve de Portneuf, Réserve de la Haute-Mauricie.

ATTENDU QU'en vertu des paragraphes *a*, *b*, *c*, *f* et *r* de l'article 77 de la Loi de la conservation de la faune, Lois du Québec 1969, chapitre 58, amendé par le Bill 53, sanctionné le 30 juin 1971, le lieutenant-gouverneur en conseil peut:

a) fixer des catégories de permis et déterminer les conditions que doivent remplir les requérants et les détenteurs de permis de même que leur coût, leur teneur et leur durée;

b) prescrire le calibre et les caractéristiques des armes qui peuvent être utilisées pour la chasse suivant les catégories d'animaux;

c) diviser le Québec en zones de chasse et déterminer dans chaque zone ou partie de zone, les catégories d'animaux qui peuvent être chassés et les périodes de l'année ou les parties de la journée pendant lesquelles la chasse est interdite à l'égard de ces catégories d'animaux;

f) déterminer le nombre maximum d'animaux de la catégorie qu'il indique qui peuvent être tués par une même personne pendant toute période pour laquelle la chasse est permise;

r) établir des réserves de chasse et déterminer les conditions auxquelles la chasse est permise et y prohiber complètement ou partiellement dans ces réserves, la chasse, le port d'armes, la circulation ou le séjour;

ATTENDU QU'en vertu de l'article 19 de la Loi des Parcs Provinciaux (Statuts refondus 1964, chapitre 201), le lieutenant-gouverneur en conseil peut faire des règlements pour la conservation et la protection de tous les animaux du parc provincial des Laurentides.

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition du ministre du Tourisme, de la Chasse et de la Pêche:

QU'une chasse contrôlée de l'orignal soit permise dans le Parc des Laurentides, ainsi que dans les réserves suivantes: Parc de La Vérendrye, Réserve de Matane, Réserve du Saint-Maurice, Réserve de Portneuf, Réserve de la Haute-Mauricie;

QUE le règlement suivant s'applique dans ce parc et ces réserves:

1. Nul ne doit participer à cette chasse, à moins que son nom n'ait été inscrit et choisi par tirage au sort, suivant le mode déterminé par le ministre;

2. Seules les personnes domiciliées dans le Québec sont autorisées à participer au tirage au sort ou à la chasse;

3. Les employés du Centre de Traitement Électronique des Données (C.T.E.D.) ne sont pas éligibles au tirage au sort;

4. Nul ne doit s'inscrire, au cours d'une même année, plus d'une fois à un tirage au sort pour la chasse contrôlée de l'orignal et ceci, pour l'ensemble des parcs et réserves où cette chasse est permise sous peine de confiscation du ou des dépôts ou des frais d'inscription exigés; toutefois, si dans un parc ou une réserve, le nombre de chasseurs déterminé n'est pas complété par le

CONCERNING a controlled moose hunt in the Laurentides Park and in the following Reserves: La Vérendrye Park, Matane, Saint-Maurice, Portneuf and Haute-Mauricie.

WHEREAS pursuant to paragraphs *a*, *b*, *c*, *f* and *r* of section 77 of the Wild-life Conservation Act, Statutes of Québec, 1969, Chapter 58, amended by Bill 53, assented to on June 30, 1971, the Lieutenant-Governor in Council may:

(*a*) fix classes of licences and determine the conditions to be fulfilled by applicants for and holders of licences, as well as their form, cost and tenor;

(*b*) prescribe the calibre and characteristics of the arms which may be used for hunting according to classes of animals;

(*c*) divide the Province of Québec into hunting zones and determine, within each zone or part of a zone, the classes of animals which may be hunted and the periods of the year or the parts of the day during which hunting for such classes of animals is prohibited;

(*f*) fix the maximum number of animals of such class as he indicates which may be killed by one person during any open season;

(*r*) establish game reserves and determine the conditions upon which hunting is permitted and totally or partially prohibit hunting, the carrying of arms, travel or periods of stay therein;

WHEREAS pursuant to section 19 of the Provincial Parks Act (Revised Statutes, 1964, Chapter 201), the Lieutenant-Governor in Council may make regulations for the preservation and protection of all animals in the Laurentides Provincial Park.

IT IS ORDERED, therefore, upon the recommendation of the Minister of Tourism, Fish and Game:

THAT a controlled moose hunt be permitted in the Laurentides Park, as well as in the following Reserves: La Vérendrye Park, Matane, Saint-Maurice, Portneuf and Haute-Mauricie:

THAT the following Regulation apply to the said Park and Reserves:

1. No person shall take part in this hunt unless his name is entered and drawn in a drawing by lot to be conducted as laid down by the Minister.

2. Only persons domiciled in the Province of Québec may enter the draw or take part in the hunt.

3. The employees of the Centre de Traitement Électronique des Données (C.T.E.D.) (Data Processing Centre) are ineligible to enter the draw.

4. It is forbidden to enter more than one draw in the same year for a controlled moose hunt. This restriction applies to all parks and reserves where such hunting is permitted, the penalty for non-compliance being forfeiture of any deposit or deposits or of any entry fee. However, if all the requests for any particular park or reserve cannot be met from the draw, due to excessive

tirage au sort, les chasseurs n'ayant pas été favorisés par ce tirage pourront être dirigés vers un autre parc ou une autre réserve, suivant les listes de priorités d'attente;

5. Nul ne doit participer à cette chasse sans être porteur d'un permis spécial, en plus du permis de chasse régulier;

Le coût du permis spécial est de $76 pour quatre (4) jours de chasse incluant les services d'un guide par groupe de deux (2) chasseurs, dans les Parcs de la Vérendrye et des Laurentides, sauf le secteur de Kiskissink et dans la réserve de Matane, de $261 pour six (6) jours de chasse dans le secteur de Kiskissink, Parc des Laurentides, incluant le logement, la nourriture, les embarcations et les services d'un guide par groupe de deux (2) chasseurs, de $30 pour quatre (4) jours de chasse dans la réserve de Portneuf et de $45 pour six (6) jours de chasse dans la réserve Saint-Maurice;

6. Un dépôt de $30 est exigé lors de l'inscription de chaque personne désirant participer à la chasse, sauf dans la réserve de la Haute-Mauricie.

Les chasseurs, faisant partie d'un groupe non choisi, recevront le remboursement de leur dépôt dans les semaines qui suivront le tirage. Dans le cas d'un groupe de chasseurs choisis, un désistement annulera tout remboursement, à moins que le ministère n'en ait été avisé par écrit au moins sept (7) jours avant la date du début du voyage de chasse. Le groupe qui se désiste est remplacé par le premier groupe inscrit sur la liste d'attente constituée lors du tirage. On accorde au premier groupe de remplacement un délai de 48 heures pour accepter ou refuser les dates de chasse offertes. Si la chasse est commencée, la période d'acceptation ou de refus est de 24 heures.

Suite à l'incapacité d'un chasseur, faisant partie d'un groupe gagnant, à se prévaloir de son droit de chasse, le dépôt versé sera remboursé si le ministère a été prévenu au moins sept (7) jours avant le début du voyage de chasse.

7. Chaque groupe de deux (2) chasseurs doit être accompagné d'un guide, dans les Parcs des Laurentides et de La Vérendrye, ainsi que dans la réserve de Matane.

8. Nul ne peut chasser ou séjourner dans ce parc et ces réserves à un endroit autre que celui indiqué sur son permis.

9. Nul ne peut chasser en dehors des périodes indiquées sur son permis.

10. Nul ne peut chasser avec une arme défectueuse.

11. En outre des restrictions mentionnées au paragraphe 5 de l'arrêté en conseil numéro 3216 du 2 septembre 1970, les armes ci-après mentionnées sont prohibées dans une chasse contrôlée de l'orignal:

— 30/30	— 44 Magnum
— 38/55	— 6.5 Manlicher
— 32 Spécial	— 351 Winchester Auto
— 30 et 35 Remington	— 257 Roberts
— 303 et 250 Savage	— Arcs et Arbalètes.

12. Sauf dans la réserve de la Haute-Mauricie où le détenteur d'un permis spécial peut abattre un orignal, un groupe de deux (2) chasseurs ne peut abattre plus

demand for such park or reserve, the overflow of those who are unsuccessful in the draw may be assigned to other locations in accordance with priority on the waiting list.

5. No person shall take part in the said hunt unless he holds a special licence in addition to the regular hunting licence. The cost of a special licence is as follows:

For the Reserves of Matane and La Vérendrye Park and the Laurentides Park, except the Kiskissink sector $76 for four (4) hunting days, which includes the services of one guide per two (2) hunters;

For the Kiskissink sector of the Laurentides Park, $261 for six (6) hunting days, which includes accomodation, board, boats and the services of one guide per two (2) hunters;

For Portneuf Reserve, $30 for four (4) hunting days;

For Saint-Maurice Reserve, $45 for six (6) hunting days.

6. A deposit of $30 per person must be sent with the entry, except those entries marked for Haute-Mauricie.

Every hunter of a group not selected to take part in the hunt shall have his deposit refunded within a few weeks following the draw. Any hunter who withdraws from the hunt following upon his selection shall forfeit his deposit, unless the Department receives written notification of such withdrawal at least seven (7) days in advance of the starting date of the hunting trip. Withdrawals shall be replaced by those who have priority on the waiting list made up at the time of the draw. A time limit of 48 hours to either accept or decline an offer of replacement shall be granted. If the hunt has already begun, this time of reply to a replacement offer shall be 24 hours only.

If a hunter who has been selected is unable to take part in the hunt, his deposit will be refunded if the department is notified at least seven (7) days before the hunting trip is due to start.

7. Each group of two (2) hunters must be accompanied by a guide in the Laurentides and La Vérendrye Parks and in the Matane Reserve.

8. No person may hunt or stay in this Park and these Reserves at any place other than indicated on his licence.

9. No person may hunt other than during the periods indicated on his licence.

10. No person may hunt with defective firearms.

11. In addition to the restrictions mentioned in paragraph 5 of Order in Council number 3216 of September 2, 1970, the arms hereinafter mentioned are prohibited in controlled moose hunts:

— 30/30	— 44 Magnum
— 38/55	— 6.5 Manlicher
— 32 Special	— 351 Winchester Auto
— 30 and 35 Remington	— 257 Roberts
— 303 and 250 Savage	— Bows and cross-bows

12. Only one moose may be killed per group of two (2) hunters in the Laurentides Park and in the Reserves of La Vérendrye Park, Matane, Saint-Maurice and

d'un orignal dans le Parc des Laurentides, Réserve du Parc de La Vérendrye, Réserve de Matane, Réserve du Saint-Maurice et Réserve de Portneuf.

13. Tout chasseur qui a abattu un orignal doit le faire inspecter à une station biologique du ministère du Tourisme, de la Chasse et de la Pêche, dont les préposés peuvent y prélever toute partie.

14. Dans ces parcs et réserves, la chasse à l'orignal est prohibée, sauf aux périodes suivantes, savoir:

a) du 25 septembre au 23 octobre dans le parc de La Vérendrye;

b) du 18 septembre au 15 octobre dans le parc des Laurentides;

c) du 2 octobre au 18 octobre dans la réserve de Portneuf;

d) du 25 septembre au 17 octobre dans la réserve de la Haute-Mauricie;

e) du 18 septembre au 19 octobre dans la réserve de Matane;

f) du 2 octobre au 20 octobre dans la réserve Saint-Maurice.

QUE l'arrêté en conseil, numéro 3370 du 10 septembre 1970, concernant une chasse contrôlée à l'orignal dans un parc et cinq (5) réserves, soit annulé.

QUE publication soit faite deux (2) fois dans la *Gazette officielle du Québec*.

Le greffier du Conseil exécutif,
42622-o JULIEN CHOUINARD.

Portneuf; however, in the Reserve of Haute-Mauricie each special licence holder is entitled to kill one moose.

13. Each hunter who kills a moose must have it inspected at a biological station of the Department of Tourism, Fish and Game, the employees of which may set aside any part thereof.

14. Moose hunting is prohibited in these Parks and Reserves save during the following periods, namely:

(*a*) from September 25 to October 23 in La Vérendrye Park;

(*b*) from September 18 to October 15 in the Laurentides Park;

(*c*) from October 2 to October 18 in the Portneuf Reserve;

(*d*) from September 25 to October 17 in the Haute-Mauricie Reserve;

(*e*) from September 18 to October 19 in the Matane Reserve;

(*f*) from October 2 to October 20 in the Saint-Maurice Reserve.

THAT Order in Council number 3370 of September 10, 1970, concerning a controlled hunt for moose in one park and five (5) reserves, be repealed.

THAT publication be made twice (2) in the *Québec Official Gazette*.

JULIEN CHOUINARD,
42622 *Clerk of the Executive Council.*

Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 3726

Québec, le 27 octobre 1971.

Présent: Le Lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT des modifications au décret relatif à l'industrie des matériaux de construction dans la province.

ATTENDU QUE, conformément aux dispositions de la Loi des décrets de convention collective (Statuts refondus du Québec, 1964, chapitre 143), les parties contractantes à la convention collective de travail relative à l'industrie des matériaux de construction dans la province, rendue obligatoire par le décret numéro 2203 du 6 décembre 1960 et modifications, ont présenté au ministre du Travail et de la Main-d'oeuvre une requête à l'effet de soumettre à l'appréciation et à la décision du lieutenant-gouverneur en conseil certaines modifications audit décret;

ATTENDU QUE ladite requête a été publiée dans la *Gazette officielle du Québec*, édition du 19 juin 1971;

ATTENDU QUE l'objectif formulée a été appréciée conformément à la Loi;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable ministre du Travail et de la Main-d'oeuvre:

QUE ledit décret, numéro 2203, soit modifié de la façon suivante:

Les articles I à IX et XI à XVI de la Section VII (Industrie du Marbre) sont remplacés par les suivants:

Order in Council
Executive Council Chamber

Number 3726

Québec, October 27, 1971.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING amendments to the decree relating to the Building Materials Industry in the Province of Québec.

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Decrees Act (Revised Statutes of Québec 1964, chapter 143), the contracting parties to the collective labour agreement respecting the Building Materials Industry in the Province of Québec, rendered obligatory by Decree number 2203 of December 6, 1960 and amendments, have petitioned the Minister of Labour and Manpower to submit to the Lieutenant-Governor in Council, for consideration and decision, certain amendments to the said decree;

WHEREAS, the said petition has been published in the *Québec Official Gazette* of June 19, 1971;

WHEREAS, in conformity with the Act, the objection brought forth has been duly considered;

IT IS ORDERED, therefore, upon the recommendation of the Honourable Minister of Labour and Manpower:

THAT the said decree, number 2203, be amended in the following manner:

Articles I to IX and XI to XVI of Section VII (Marble Industry) are replaced by the following:

« I. *Champ d'application: a) industriel:*

Est assujettie à la présente section du présent décret toute opération exécutée dans:

une carrière, un entrepôt ou un atelier de l'industrie du marbre;

un atelier où l'on travaille le marbre de construction;

un atelier où l'on fabrique le granito coulé d'avance de toutes catégories et pour tout usage;

un atelier où l'on recouvre des panneaux de béton précoulés (precast) de quelque épaisseur qu'ils soient, d'un carrelage céramique ou de marbre;

un atelier où l'on travaille l'ardoise, les dalles monolithes en amiante-ciment, le steatite ou tout autre produit similaire.

Dans le cas des panneaux préfabriqués où la surface est recouverte d'un carrelage (céramique), ce carrelage doit être posé par des carreleurs et dans le cas où la surface des panneaux est recouverte de marbre, ce marbre doit être posé par des marbriers poseurs.

Toutefois, les panneaux de ciment ou de béton fabriqués dans des ateliers ne sont pas régis par la présente section.

b) territorial:

Le champ d'application territorial de la présente section s'étend à tout le Québec.

II. *Taux de salaire et classification des emplois:*

"I. *Jurisdictions: (a) Industrial jurisdiction:*

The present section of this decree applies to any operation carried out in:

a quarry, a warehouse, or a shop of the marble industry;

a shop where construction marble is worked;

a shop where precast terrazzo of all categories and for all uses is manufactured;

a shop where precast concrete panels, irrespective of their thickness, are covered with ceramic tile or marble;

a shop where slate, monolithic asbestos-cement Sheets, soapstone or any other similar material is worked.

In the case of prefabricated panels where the surface is being covered with ceramic tile, such tile shall be laid by tile layers and, in cases where the surface of panels is covered with marble, such marble shall be laid by marble setters.

However, cement or concrete panels fabricated in shops shall not be governed by the present Section.

(b) Territorial jurisdiction:

The territorial jurisdiction of the present Section comprises all of Québec.

II. *Wage rates and job classification:*

		1er janv. Jan. 1, 1972	*1er janv. Jan. 1, 1973*
Tailleur de marbre à la main — Marble cutter (hand)	$ 3.95	$ 3.95	$ 3.95
Apprenti tailleur de marbre — Apprentice marble cutter:			
1ère année — 1st year	3.21	3.21	3.21
2e année — 2nd year	3.41	3.41	3.41
3e année — 3rd year	3.57	3.57	3.57
Conducteur de machines à carborundum ou à diamant — Carborundum or diamond machine operator	3.85	3.93	4.00
Apprenti-conducteur de machine à carborundum ou à diamant — Apprentice carborundum or diamond machine operator:			
1er semestre — 1st six months	3.31	3.36	3.41
2e semestre — 2nd six months	3.51	3.56	3.61
3e semestre — 3rd six months	3.78	3.83	3.88
Polisseur à la machine et à la main — Hand and Machine Polisher	3.85	3.93	4.00
Apprenti polisseur — Polisher Apprentice:			
1er semestre — 1st six months	3.31	3.36	3.41
2e semestre — 2nd six months	3.51	3.56	3.61
3e semestre — 3rd six months	3.78	3.83	3.88
Après 18 mois — After 18 months	3.85	3.93	4.00
Mouleur de granito — Terrazo caster	3.85	3.93	4.00
Conducteur de compresseurs — Compressorman	3.73	3.73	3.73
Ajusteur de scie — Saw setter	3.73	3.73	3.73
Aide et manoeuvre — Helper and labourer	3.31	3.36	3.41
Conducteur de scie à châssis — Sawyerman on frame:			
1er semestre — 1st six months	3.31	3.31	3.31
Après six mois — After six months	3.73	3.73	3.73
Polisseur de face — Bed rubber face	3.73	3.73	3.73
Polisseur de bouts — Bed rubber end	3.73	3.73	3.73
Grutier — Craneman	3.73	3.73	3.73
Gardien (par semaine) — Watchman (per week)	107.40	109.40	111.40

III. *Durée normale du travail:*

Les horaires de travail des salariés de métier qualifiés sont les suivants: neuf (9) heures par jour étalées entre 7 h et 17 h 30, les lundi, mardi, mercredi, jeudi et vendredi, le tout devant constituer une durée maximale hebdomadaire de quarante-cinq (45) heures. Il n'y a aucune limitation quotidienne de la durée du travail pour les gardiens, mais le maximum hebdomadaire est de soixante (60) heures.

Cependant, la durée maximale de travail des tailleurs de marbre et des apprentis tailleurs de marbre est de huit (8) heures par jour étalées entre 8 h et 17 h les lundi, mardi, mercredi, jeudi et vendredi, le tout formant un total de quarante (40) heures par semaine.

Tout salarié qui se présente au travail sans avoir été prévenu à l'avance que ses services ne seraient pas requis ou dont la durée du travail est moindre que la durée journalière de travail, a droit à une indemnité égale à au moins trois (3) heures de travail par jour à moins qu'il ait refusé d'exécuter le travail qu'on exige de lui dans son propre métier.

IV. *Travail supplémentaire:*

Tout travail supplémentaire i.e. celui qui est exécuté en supplément du nombre d'heures normales de travail, entraîne une majoration de salaire de cinquante pour cent (50%).

Tout travail supplémentaire exécuté entre 22 h et 7 h le lendemain entraîne une majoration de salaire de cent pour cent (100%), excepté dans le cas de l'équipe de nuit prévu à l'article V.

Tout travail exécuté un jour férié, un samedi, un dimanche ou pendant la période de congés payés entraîne une majoration de salaire de cent pour cent (100%).

V. *Équipe de nuit:*

Le salarié qui fait partie de l'équipe de nuit, étalée entre 18 h et 7 h le lendemain, bénéficie d'une prime de $0.25 l'heure en plus du taux normal, sauf s'il effectue des heures supplémentaires, alors que l'article IV s'applique. Les heures normales de l'équipe de nuit sont de neuf (9) heures.

VI. *Jours fériés chômés:*

La Saint-Jean-Baptiste, la fête du Canada, la fête du Travail, le vendredi saint et le jour d'Action de Grâce sont des jours fériés et chômés.

Lorsque la Saint-Jean-Baptiste et la fête du Canada coïncident avec un samedi ou un dimanche, ces jours fériés doivent être observés le lundi suivant immédiatement la fête ou au jour décrété par le gouvernement.

VII. *Congés annuels payés:*

Le salarié bénéficie chaque année de trois (3) semaines de congés annuels payés aux époques suivantes:

Hiver: entre 0 h 1 minute le 24 décembre 1971 et 0 h 1 minute le 3 janvier 1972;

entre 0 h 1 minute le 23 décembre 1972 et 0 h 1 minute le 3 janvier 1973.

Été: Les deux (2) dernières semaines civiles complètes du mois de juillet (la semaine civile commence à

III. *Standard working hours:*

The work schedules of qualified tradesmen are as follows: nine (9) hours per day between 7:00 a.m. and 5:30 p.m. on Monday, Tuesday, Wednesday, Thursday and Friday, constituting a maximum of forty-five (45) hours per week. There is no daily limitation of the duration of work of watchmen, but the weekly maximum is sixty (60) hours.

However, the maximum duration of work of marble cutters and apprentice marble cutters is eight (8) hours per day between 8:00 a.m. and 5:00 p.m. on Monday, Tuesday, Wednesday, Thursday and Friday, making a total of forty (40) hours per week.

Any workman or employee who reports for work and has not been notified, in advance that his services would not be required, or whose hours of work are less than the regular work day, is entitled to be paid at least three (3) hours per day, unless he as refused to do the work required of him in his own trade.

IV. *Overtime:*

Any time worked over and above standard working hours, shall be paid at the rate of time and a half.

Double time shall be paid for any time worked between 10:00 p.m. and 7:00 a.m., except in the case of the night shift as provided for in article V.

Double time shall be paid for any work performed on a general holiday, Saturday and Sunday or during the vacation period.

V. *Night shift:*

An employee who works on a night shift between 6:00 p.m. and 7:00 a.m. the next day will receive a 25¢ per hour shift differential in addition to the regular wage rates, except when he works overtime, as section IV will then apply. Standard working hours of the night shift class consist of nine (9) hours.

VI. *General holidays:*

St. John the Baptist Day, Canada Day, Labour Day, Good Friday and Thanksgiving Day shall be general holidays.

If St. John the Baptist Day or Canada Day fall on a Saturday or a Sunday, such holidays shall be observed on the Monday immediately following the holiday in question or on such day as the Government may specify by decree.

VII. *Annual vacation with pay:*

Employees are entitled to three (3) weeks' vacation with pay at the following periods:

Winter: between 0:01 a.m. December 24, 1971 and 0:01 a.m. January 3, 1972;

between 0:01 a.m. December 23, 1972 and 0:01 a.m. January 3, 1973.

Summer: The two (2) last full calendar weeks of July (the calendar week starts at 0:01 a.m. on Sunday

0 h 1 minute le dimanche et se termine à 23 h 59 minutes le samedi).

Dans les cas de nécessité urgente et dont la preuve incombe à l'employeur, tout travail exécuté pendant ces semaines de congés entraîne une majoration de salaire de cent pour cent (100%). Tout employeur ou artisan doit en aviser le Comité conjoint.

Indemnité de congés:

À la fin de chaque semaine, l'employeur doit créditer à chaque salarié, à titre d'indemnité de congés annuels et de jours fériés chômés une somme égale à huit pour cent (8%) du salaire gagné durant cette semaine.

L'employeur doit verser cette indemnité de congé au Comité conjoint avant le 15 de chaque mois. Ce dernier doit alors la transmettre à la Commission de l'industrie de la construction laquelle doit l'administrer et la remettre au salarié de la façon déterminée dans le décret relatif à l'industrie de la construction dans la province de Québec.

VIII. *Délai-congé:*

Tout salarié a droit, lors d'un licenciement, à un préavis de huit (8) heures ouvrables pour autant que ces heures soient travaillées sauf dans les cas qui sont indépendants de la volonté de l'employeur ou qui sont motivés.

Si un employeur néglige de remettre à un salarié dont l'emploi est terminé son livret d'assurance-chômage, ou néglige de lui remettre sa paie le jour normal de paie suivant la fin de son emploi, il doit indemniser ce salarié pour la perte de temps subie en lui payant une indemnité minimale égale à trois (3) heures de travail par jour d'attente.

IX. *Sécurité, hygiène et bien-être:*

L'employeur doit fournir tout équipement nécessaire au travail tel que bottes, gants et tabliers de caoutchouc.

XI. *Paiement du salaire:*

a) Le salaire doit être payé par chèque pendant les heures de travail le jeudi de chaque semaine. Si le jeudi est un jour férié, la paie doit être distribuée de la même manière le mercredi précédent.

b) L'employeur doit remettre à tout salarié un bulletin de paie qui porte les mentions suivantes:

1. le nombre d'heures normales;
2. le nombre d'heures de travail majorées ou comportant une prime ou un supplément;
3. les taux horaires de salaire;
4. le montant du salaire brut;
5. le montant de l'indemnité versée pour les congés annuels et les jours fériés chômés;
6. la nature et le montant de chacune des contributions versées par l'employeur;
7. la nature et le montant des retenues opérées;
8. le montant du salaire net.

c) L'employeur doit adresser au salarié au plus tard en même temps que l'exemplaire des formules « T4 » et « TP4 » un état des sommes versées au Comité conjoint pendant l'année précédente pour le fonds de sécurité sociale, les congés payés annuels et les jours fériés, chômés et payés.

and ends at 11:59 p.m. on Saturday).

In case of urgent necessity, proof of which rests with the employer, double time shall be paid for all work performed during such weeks' vacation.

The employer or artisan shall give notice thereof to the Joint Committee.

Vacation pay:

At the end of each week, the employer shall credit each employee with a sum equivalent to eight per cent (8%) of the wages earned during the week as vacation pay and holiday pay,

The employer shall remit such vacation pay to the Joint Committee before the 15th of each month. The latter will forward it to the Construction Industry Commission, which will administer it and pay it to the employee according to the provisions of the Decree respecting the Construction Industry of Québec.

VIII. *Notice:*

When as employee is laid-off, he is entitled to eight (8) working hours' notice inasmuch as these hours are worked, except in cases beyond the employer's control or which are justified.

Should an employer fail to give an employee his Unemployment Insurance booklet or fail to pay him on the appointed pay day which follows such severance, he shall pay the employee at least three (3) hours for each waiting day, to compensate for time lost.

IX. *Safety, health and welfare:*

Employees shall furnish all necessary working equipment such as rubber boots, gloves, aprons.

XI. *Payment of wages:*

(*a*) Employees shall be paid by cheque, during working hours, every Thursday. If Thursday is a holiday, payment shall be made in the same way the preceding Wednesday.

(*b*) Employers shall supply each employee with an earnings statement listing the following items:

1. number of standard working hours worked;
2. number of hours at overtime or at differential or bonus rates;
3. hourly wage rates;
4. gross amount of wages;
5. amount paid for general holidays with pay and for annual vacations with pay;
6. amount and type of each contribution made by the employer;
7. amount and type of each deduction made;
8. take-home pay.

(*c*) The employer shall supply the employee, at the very latest at the same time as the "T-4" and "TP-4" slips, a statement of the sums paid to the Parity Committee during the preceding year for the Social Security Fund, annual vacations with pay and general holidays with pay.

XII. *Travail à contrat et entrepreneur-artisan:*

Tout travail à la pièce, à contrat ou à prix fixe résultant d'une entente entre un employeur et un (1) ou plusieurs salariés est défendu.

Respect des conditions de travail: Sans restreindre le droit de toute personne d'exécuter des travaux pour elle-même ou pour d'autres, à titre bénévole dont la preuve lui incombe, aucun employeur ne peut fournir de travail à un salarié et aucun salarié ou entrepreneur-artisan ne peut exécuter de travail pour quiconque, à moins que toutes les conditions de travail prévues au décret ne soient respectées.

Contrat écrit: Toute personne qui oeuvre comme entrepreneur-artisan doit entreprendre et exécuter son travail en vertu d'un contrat écrit et doit dénoncer au Comité conjoint ses taux horaires et statut professionnel.

Obligation et devoir: L'entrepreneur-artisan doit s'inscrire au Comité conjoint et transmettre mensuellement à ce dernier un rapport écrit relativement à tout contrat écrit ou à tout travail exécuté, aux tarifs horaires réclamés et reçus du client et les documents et rapports que doivent fournir les employeurs assujettis au décret relatif à l'industrie de la construction dans la province de Québec.

XIII. *Dispositions générales:*

Le polissage à la main doit être fait par un ouvrier qualifié et ne doit, en aucun cas, être exécuté par un manoeuvre. En aucun cas, un manoeuvre ne peut travailler seul sur une machine sans être accompagné de l'ouvrier qualifié.

Un atelier n'ayant qu'un ouvrier qualifié ne peut engager plus de deux (2) manoeuvres. Si l'ouvrage nécessite plus de salariés, il doit y avoir au moins deux (2) ouvriers qualifiés pour pouvoir engager d'autres manoeuvres.

Période de repos:

Tout salarié a droit à une période de quinze (15) minutes de repos au milieu de chaque période de quatre (4) heures de travail.

XIV. *Avantages sociaux:*

L'employeur et le salarié doivent contribuer au régime d'avantages sociaux prévu au décret relatif à l'industrie de la construction dans la province de Québec.

La cotisation versée par l'employeur pour le compte de tout salarié visé par le décret est fixée à quinze cents ($0.15) par heure effectuée. De plus, l'employeur perçoit par retenue sur le salaire de tout salarié une cotisation de cinq cents ($0.05) par heure effectuée.

Ces cotisations doivent être versées au Comité conjoint des Matériaux de construction, lequel doit les transmettre à la Commission de l'industrie de la construction de la même façon et à la même date que pour les congés payés et les jours fériés chômés.

Aux fins des présentes, les dispositions relatives aux avantages sociaux (fonds de pension, assurance-vie, assurance-accident-maladie), les conditions et bénéfices qui s'y rattachent s'appliquent *mutatis mutandis*.

XII. *Contract work and artisan-contractor:*

Any piece-work or work by the job or for a lump sum agreed upon between the employer and one or several employees is forbidden.

Respect of working conditions: Without restricting any person's right to do, for himself or for others, on a gratuitous basis, which he must prove, no employer shall furnish work to an employee and no employee or artisan-contractor shall do such work for any person, unless all the working conditions contemplated in the decree are respected.

Written contract: Any person who works as artisan-contractor must contract and carry out his work in pursuance of a written contract and shall mention his professional status and hourly rates to the Joint Committee.

Duties and Obligations: The artisan-contractor must register with the Joint Committee and send, each month, to the latter a written report on any written contract or on any work carried out, on the hourly rates claimed and received from the client, and the documents and reports which employers governed by the decree respecting the Construction Industry in the Province of Québec must furnish.

XIII. *General provisions:*

Hand polishing shall be done by a skilled worker and in no case shall it be performed by a labourer. Never shall a labourer work alone on a machine except when accompanied by a skilled worker.

A shop having only one skilled worker is not allowed to hire more than two (2) labourers. If the work calls for more employees, there shall be at least two (2) skilled workers to enable the hiring of additional labourers.

Rest periods:

Every employee is entitled to a fifteen-minute rest period in the middle of each four-hour work period.

XIV. *Social benefits:*

Employers and employees shall contribute to the social benefits plans contemplated in the decree respecting the Construction Industry in the Province of Québec.

The contribution paid by the employer on behalf of any employee contemplated in the decree is established as being fifteen cents ($0.15) per hour worked. Moreover, the employer shall collect from every employee, by means of a check-off the employee's contribution of five cents ($0.05) per hour worked.

These contributions must be remitted to the Joint Committee of the Building Materials Industry which shall remit it to the Construction Industry Commission in the same way and at the same date as for vacation pay and holidary pay.

For the purposes of this Section, the provisions concerning social benefits (pension funds, life insurance, health-accident insurance), the conditions and benefits relating thereto shall apply *mutatis mutandis*.

XV. *Durée:*

La présente Section demeure en vigueur jusqu'au 30 avril 1973. »

Le greffier du Conseil exécutif,
42859-o JULIEN CHOUINARD.

XV. *Term of the agreement:*

The present section shall remain in force until April 30, 1973."

JULIEN CHOUINARD,
42859-o *Clerk of the Executive Council.*

Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 3723

Québec, le 27 octobre 1971.

Présent: Le Lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT l'approbation du règlement numéro 1 relatif au prélèvement du Comité paritaire de l'industrie de l'automobile des Cantons de l'Est (1971).

ATTENDU QUE le Comité paritaire de l'industrie de l'automobile des Cantons de l'Est (1971), chargé d'assurer la surveillance et l'observance du décret numéro 1982 du 1er juin 1971, y compris toutes modifications ultérieures, requiert le lieutenant-gouverneur en conseil d'approuver le règlement numéro 1 relatif au prélèvement et dont copie est annexée;

ATTENDU QUE le Comité paritaire concerné s'est conformé aux dispositions de l'article 20, paragraphe « *i* » de la Loi des décrets de convention collective (Chapitre 143, S.Q. 1964, modifiée par le Chapitre 49, S.Q. 1969);

ATTENDU QU'il y a lieu de permettre au Comité paritaire concerné, de prélever les sommes nécessaires à l'application du décret qu'il administre;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable ministre du Travail et de la Main-d'oeuvre:

QUE le règlement numéro 1 relatif au prélèvement du Comité paritaire de l'industrie de l'automobile des Cantons de l'Est (1971) soit approuvé.

COMITÉ PARITAIRE DE L'INDUSTRIE DE L'AUTOMOBILE DES CANTONS DE L'EST (1971)

Règlement numéro 1

Prélèvement

Conformément aux dispositions de l'article 20 paragrgphe « *i* » de la Loi des décrets de convention collective (Chapitre 143, S.Q. 1964, modifiée par le Chapitre 49, S.Q. 1969), le Comité paritaire de l'industrie de l'automobile des Cantons de l'Est (1971), chargé d'assurer la surveillance et l'observance du décret numéro 1982 du 1er juin 1971, y compris toutes modifications ultérieures, requiert le lieutenant-gouverneur en conseil, d'approuver le présent règlement, rendant exigible le prélèvement, tant de l'employeur professionnel seul ou de l'employeur professionnel et du salarié ou du salarié seul.

Order in Council
Executive Council Chamber

Number 3723

Québec, October 27, 1971.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING the approval of Regulation number 1 respecting the levy of the Joint Committee of the Automobile Industry of the Eastern Townships (1971).

WHEREAS, the Joint Committee of the Automobile Industry of the Eastern Townships (1971), entrusted with the supervision and enforcement of Decree number 1982 of June 1, 1971 and all further amendments, has petitioned the Lieutenant-Governor in Council to approve Regulation number 1 concerning levy and a copy of which is attached hereto;

WHEREAS, the Joint Committee concerned has conformed to the provisions of Section 20, subsection "*i*" of the Collective Agreement Decrees Act (chapter 143, Q.S. 1964, amended by chapter 49, Q.S. 1969);

WHEREAS, there is reason to allow the Joint Committee concerned to levy the sums necessary for the application of the decree which it administers;

IT IS ORDERED, therefore, upon the recommendation of the Honourable Minister of Labour and Manpower:

THAT Regulation number 1 respecting the levy of the Joint Committee of the Automobile Industry of the Eastern Townships (1971) be approved.

JOINT COMMITTEE OF THE AUTOMOBILE INDUSTRY OF THE EASTERN TOWNSHIP (1971)

Regulation number 1

Levy

Pursuant to the provisions of section 20, subsection "*i*" of the Collective Agreement Decrees Act (chapter 143 Q.S. 1964 amended by chapter 49, Q.S. 1969), the Joint Committee of the Automobile Industry of the Eastern Townships (1971), entrusted with the enforcement of Decree Number 1982 of June 1, 1971, and all subsequent amendments, has petitioned the Lieutenant-Governor in Council to approve the present regulation making the levy exigible from the professional employer alone, or from the professional employer and the employee, or from the employee alone.

1. *Prélèvement*

Le prélèvement est exigible pour la période comprise entre le 1er septembre et le 31 décembre 1971; il est perçu, remis et versé de la façon suivante:

a) Les employeurs professionnels régis par le décret numéro 1982 du 1er juin 1971, y compris toutes modifications ultérieures, perçoivent hebdomadairement, au moyen d'une retenue sur le salaire des salariés régis par ledit décret, une somme équivalente à ½% de leur rémunération (salaire fixes, pourcentages, commissions, allocations ou bonis).

b) Les employeurs professionnels, régis par le décret numéro 1982 du 1er juin 1971, y compris toutes modifications ultérieures, remettent mensuellement au Comité paritaire, toutes sommes perçues en application du paragraphe « *a* » précédent, en y ajoutant une somme équivalente à ½% de leur liste de paie hebdomadaire, relative aux salariés régis par ledit décret (salaires fixes, pourcentages, commissions, allocations ou bonis). Les remises des sommes exigibles en vertu du présent règlement doivent être faites en même temps que le rapport mensuel est produit.

c) Les artisans régis par le décret numéro 1982 du 1er juin 1971, y compris toutes modifications ultérieures, versent trimestriellement au Comité paritaire, sur réception d'un avis à cet effet, une somme équivalente à $0.40 par semaine.

Est annexé au présent règlement, l'estimé des revenus et dépenses pour la période visée.

COMITÉ PARITAIRE DE L'INDUSTRIE DE L'AUTOMOBILE DES CANTONS DE L'EST (1971)

Prévisions budgétaires pour la période du 1er septembre 1971 au 31 décembre 1971.

Revenus:	
Cotisations patronales	$18,500
Cotisations ouvrières	18,500
Cotisations artisanales	7,200
Pourcentage sur réclamations	2,500
Amendes	600
Frais d'examens	550
Locations	200
Intérêts sur placements comptabilité générale	215
Autres revenus:	
Ventes de voitures	2,800
Intérêts de banque	100
Total des revenus prévus	$51,165
Comptes dépenses administration générale:	
Salaires administration générale	$12,080
Assurance-chômage (part du comité)	84
Régime Rentes du Québec (part du comité)	133
Assurance maladie du Québec (part du comité)	86
Assurances collectives (part du comité)	140
Crédit maladie	1,240
Commission des Accidents du Travail	24
Papeterie et accessoires de bureau	865
Frais judiciaires	2,000

1. *Levy*

The levy is exigible for the period between September 1, 1971, and December 31, 1971. It is carried out as follows:

(*a*) The professional employers governed by Decree 1982 of June 1, 1971, and all subsequent amendments, collect, weekly, by means of a deduction from the wages of the employees governed by the said decree, a sum equivalent to ½ of 1% of their remuneration (fixed wages, percentages, commissions, allowances or bonuses).

(*b*) The professional employers governed by Decree number 1982 of June 1, 1971, and all subsequent amendments, give, monthly, to the Joint Committee, all sums collected in virtue of the foregoing subsection "*a*", in addition to a sum equivalent to ½ of 1% of their weekly payroll in respect of their employees subject to the said decree (fixed wages, percentages, commissions, allowances or bonuses). The remitting of the sums due in virtue of the present regulation must be made at the same time as the monthly report is produced.

(*c*) The artisans governed by Decree number 1982 of June 1, 1971 and all subsequent amendments turn over quarterly to the Joint Committee a sum equivalent to $0.40 per week on receiving a notice to this effect.

Attached herewith is a statement of estimated receipts and expenditures for the above-mentioned period.

JOINT COMMITTEE OF THE AUTOMOBILE INDUSTRY OF THE EASTERN TOWNSHIPS (1971)

Budgetary estimates for the period from September 1, 1971 to December 31, 1971.

Revenue:	
Employers' dues	$18,500
Employees' dues	18,500
Artisans' dues	7,200
Percentage on claims	2,500
Fines	600
Examination fees	550
Rents	200
Interest on investments general accounting	215
Other revenue:	
Sale of cars	2,800
Bank interest	100
Estimated total revenue	$51,165
General administration expenses:	
Salaries — general administration	$12,080
Unemployment insurance (committee's share)	84
Québec Pension Plan (committee's share)	133
Québec Health Insurance (committee's share)	86
Group insurance (committee's share)	140
Sick leave credits	1,240
Workmen's Compensation Commission	24
Stationery and office supplies	865
Legal costs and fees	2,000

Location d'équipement	$ 104	Equipment rental	$ 104
Ententes de services	104	Contracts for services	104
Téléphones et télégrammes	318	Telephone and telegrams	318
Frais postaux	450	Postage	450
Intérêts et frais de banque	40	Bank interest and costs	40
Remboursement de dépenses autorisées	17	Reimbursement of authorized expenditures	17
Abonnement et publicité	76	Subscription and advertising	76
Assurance fidéjussion	9	Fidelity bond	9
Assurances générales	31	General insurance	31
Vérificateur	214	Auditor's fees	214
Paies de séparation	3,285	Severance pay	3,285
Total dépenses administration générale prévues	$21,300	Estimated total, general administration expenses	$21,300
Comptes dépenses administration inspection-vérification:		*Inspection administration expenses:*	
Salaires des inspecteurs	$15,513	Salaries of inspectors	15,513
Assurance-chômage (part du comité)	76	Unemployment insurance (committee's share)	76
Régime Rentes du Québec (part du comité)	173	Québec Pension Plan (committee's share)	173
Assurance maladie du Québec (part du comité)	129	Québec Health Insurance (committee's share)	129
Assurances collectives (part du comité)	230	Group insurance (committee's share)	230
Crédit maladie	1,790	Sick leave credits	1,790
Commission des Accidents du Travail	31	Workmen's Compensation Commission	31
Papeterie et accessoires de bureau	215	Stationery and office supplies	215
Remboursement de dépenses autorisées	1,921	Reimbursement of authorized expenditures	1,921
Allocations automobiles	3,000	Automobile allowances	3,000
Gazoline	1,200	Gasoline	1,200
Paies de séparation	4,090	Severance pay	4,090
Total dépenses administration inspecteurs	$28,368	Estimated total inspection administration expenses	$28,368
Comptes dépenses administration propriété:		*Expenses for administration of premises:*	
Loyer	$ 400	Rent	$ 400
Réparations générales	100	General repairs	100
Total dépenses administration propriété prévues	$ 500	Estimated total expenses for administration of premises	$ 500
Comptes dépenses — Membres du comité:		*Expenses — Committee members:*	
Assemblées régulières — jetons de présence	$ 200	Regular meetings — attendance fees	$ 200
Assemblées régulières — frais déplacements	980	Regular meetings — travelling expenses	980
Assemblées spéciales — jetons de présences	100	Special meetings — attendance fees	100
Assemblées spéciales — frais déplacements	490	Special meetings — travelling expenses	490
Total dépenses — Membres du comité prévues	$ 1,770	Estimated total expenses — Committee members	$ 1,770
Comptes divers:		*Miscellaneous expenses:*	
Frais-examens de qualification du travail	$ 850	Competency examination expenses	$ 850
Immobilisations à même les revenus:		*Fixed assets paid out of revenue:*	
Équipements de bureau	$ 300	Office equipment	$ 300
Total immobilisations à même les revenus prévues	$ 300	Estimated total fixed assets paid out of revenue	$ 300
Total reporté des revenus prévus	$51,165	Extimated total revenue carried forward	$51,165
Dépenses:		*Expenditures:*	
Comptes de dépenses administration générale	$21,300	General administration expenses	$21,300

Comptes de dépenses administration inspection-vérification	$28,368
Comptes de dépenses administration propriété	500
Comptes de dépenses membres du Comité	1,770
Comptes divers	850
Total des dépenses prévues	$52,788
Déficit prévu, avant immobilisations	$ 1,623
Immobilisations à même les revenus	$ 300
Déficit prévu, après immobilisations	$ 1,923

Le greffier du Conseil exécutif,
JULIEN CHOUINARD.

42859-o

Inspection administration expenses	$28,368
Expenses for administration of premises	500
Expenses — Committee members	1,770
Miscellaneous expenses	850
Estimated total expenditures	$52,788
Estimated deficit before acquisition assets	$ 1,623
Fixed assets paid out of revenue	$ 300
Estimated deficit after acquisition of fixed assets	$ 1,923

JULIEN CHOUINARD,
Clerk of the Executive Council.

42859-o

Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 3792

Québec, le 3 novembre 1971.
Présent: Le Lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT l'approbation du règlement numéro 2 relatif à la tenue du registre et au rapport mensuel de la Commission de l'industrie de la construction.

IL EST ORDONNÉ, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail et de la Main-d'oeuvre:

QUE, conformément aux dispositions de la Loi sur les relations du travail dans l'industrie de la construction (Chapitre 45, S.Q. 1968, et amendements), le règlement numéro 2 relatif à la tenue du registre et au rapport mensuel de la Commission de l'industrie de la construction et dont copie est annexée, soit approuvé:

Le présent arrêté en conseil abroge, à toutes fins que de droit, l'arrêté en conseil numéro 317 du 20 janvier 1971, publié dans la *Gazette officielle du Québec* du 30 janvier 1971, concernant le règlement numéro 5, 1971, de la Commission du Salaire Minimum.

Le greffier du Conseil exécutif,
JULIEN CHOUINARD.

Commission de l'industrie de la construction
Règlement numéro 2

Tenue du registre — Rapport mensuel

Les membres de la Commission de l'industrie de la construction, ci-après appelée: la commission, formée conformément aux dispositions de la Loi sur les relations du travail dans l'industrie de la construction (Chapitre 45, S.Q. 1968 et amendements), ci-après appelée: loi constitutive, ont résolu de présenter la requête ci-jointe au lieutenant-gouverneur en conseil et de le prier très humblement de l'agréer.

Les membres de la commission, en accord avec les dispositions de la loi constitutive, prient humblement le lieutenant-gouverneur en conseil d'approuver son règlement numéro 2 concernant la tenue du registre et le rapport mensuel.

Order in Council
Executive Council Chamber

Number 3792

Québec, November 3, 1971.
Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING the approval of regulation No. 2 respecting the keeping of the register and the monthly report of the Construction Industry Commission.

IT IS ORDERED, upon the recommendation of the Honourable Minister of Labour and Manpower:

THAT, pursuant to the provisions of the Construction Industry Labour Relations Act (C. 45, Q.S. 1968 and amendments), regulation No. 2 respecting the keeping of a register and the monthly report of the Construction Industry Commission, hereto attached, be approved:

The present Order in Council abrogates, for all legal purposes, Order in Council No. 317 of January 20, 1971, published in the *Québec Official Gazette* of January 30, 1971, concerning regulation number 5, 1971 of the Minimum Wage Commission.

JULIEN CHOUINARD,
Clerk of the Executive Council.

Construction Industry Commission
Regulation No. 2

Keeping of a Register — Monthly Report

The members of the Construction Industry Commission, hereinafter called: the Commission, established in pursuance of the Construction Industry Labour Relations Act (c. 45, Q.S. 1968 and amendments), hereinafter called: the constitutive act, have resolved to submit the subjoined petition to the Lieutenant-Governor in Council and to humbly beg the latter to accept it.

The members of the Commission, in conformity with the provisions of the constitutive act, humbly beg the Lieutenant-Governor in Council to approve regulation number 2 concerning the keeping of a register and the monthly report.

1. *Tenue du registre*

La commission rend obligatoire pour tout employeur régi par le décret 4599 « Décret relatif à l'industrie de la construction dans la province de Québec », daté du 16 décembre 1970, y compris toutes modifications ultérieures, la tenue d'un registre où sont indiqués pour chacun des salariés à son emploi, les nom, prénoms, adresse, numéro d'assurance-sociale, le ou les titres occupationnels ou métiers, la ou les régions d'emploi où les travaux régis par ledit décret ont été effectués, la qualification ou classification, l'heure précise à laquelle le travail a débuté, fut, selon le cas, interrompu, repris et terminé chaque jour, la nature de tel travail et le salaire payé, avec mention du mode et de l'époque de paiement, les indemnités payables à titre de congés payés et jours fériés, les contributions retenues à titre de prélèvement, les contributions à titre de sécurité sociale et d'assurance accident-maladie, ainsi que tout autre renseignement jugé utile à l'application du décret. Ce registre doit être gardé, dans la province de Québec, à la place d'affaires de l'employeur.

2. *Rapport mensuel*

La commission oblige tout employeur régi par le décret 4599 « Décret relatif à l'industrie de la construction dans la province de Québec », daté du 16 décembre 1970, y compris toutes modifications ultérieures, à lui transmettre un rapport mensuel écrit, signé par lui-même ou par une personne responsable qu'il désigne, sur lequel doivent être indiqués pour chacun des salariés à son emploi les nom, prénoms, numéro d'assurance sociale, le ou les cadres du ou des titres occupationnels ou métiers, le ou les codes des régions d'emploi où les travaux régis par ledit décret ont été effectués, la qualification ou classification, le taux horaire effectivement payé, le nombre d'heures régulières et supplémentaires travaillées, le salaire brut, les cotisations qui sont payables par lui-même et chacun de ses salariés, selon le cas, à titre de prélèvement, d'indemnités de congés payés et jours fériés, de bénéfices de sécurité sociale et d'assurance accident-maladie.

Tout employeur doit demander à la commission les formules nécessaires à la préparation et à la soumission dudit rapport.

3. *Date d'échéance*

Tout employeur doit soumettre ce rapport à la commission le ou avant le 15 du mois et doit couvrir le mois précédent, même dans le cas où aucun travail n'a été effectué.

4. *Cotisations*

Ce rapport doit être accompagné, à la date d'échéance prévue aux présentes, de la cotisation de l'employeur et de celle de ses salariés, selon le cas, d'indemnités de congés payés et jours fériés et de bénéfices de sécurité sociale et d'assurance accident-maladie, sans mise en demeure au préalable.

1. *Keeping of a Register*

The Commission makes it obligatory for any employer governed by Decree No. 4599, "Decree respecting the Construction Industry in the Province of Québec", dated December 16, 1970, and all further amendments, to keep a register in which are shown for each employee in his employ: the name, first names, address, Social Insurance number, the occupational or trade title(s), the region(s) of employment where the work governed by the decree is performed, the competency or classification, the exact time the work was begun and, as the case may be, interrupted, resumed and ceased each day, the nature of such work and the wage paid, with mention of the method and time of payment, vacation pay and general holiday pay, dues retained as levy, the contributions for Social Security and health-accident insurance, as well as all other information deemed useful in the application of the decree. Such register must be kept in the Province of Québec, at the employer's place of business.

2. *Monthly Report*

The Commission makes it obligatory for any employer governed by Decree No. 4599, "Decree respecting the Construction Industry in the Province of Québec", dated December 16, 1970, and all further amendments, to forward a written monthly report to the Commission. Such report is to be signed by himself, or by some responsible person designated by him, and shall give for each employee in his service: the name, first names, Social Insurance number, the code(s) necessary or the occupational or trade title(s), the code(s) of the work regions where the work governed by the decree is done, the qualification or classification, the regular wage rate paid, the number of regular and overtime hours worked, the gross salary, the dues paid by himself and each of his employees, as the case may be, for levy, vacation pay, general holiday pay, Social Security and health-accident insurance benefits.

Every employer shall ask the Commission for the forms required to prepare and submit the said report.

3. *Due Date*

Every employer must submit this report to the Commission on or before the 15th of the month, and this report shall cover the previous month, even when no work has been carried out.

4. *Dues*

Together with this report shall be sent, on the due date provided for herein, the dues of the employer and those of his employees, as the case may be, general vacation pay, general holiday pay, Social Security and health-accident insurance benefits, without any previous formal notice.

Sur refus ou à défaut de l'employeur de transmettre ce rapport et les cotisations s'y rapportant dans le délai imparti, des poursuites pourront être intentées à compter de la date d'échéance.

5. *Entrée en vigueur*

Le présent règlement entre en vigueur le jour de sa publication dans la *Gazette officielle du Québec*.
42859-o

Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 3791

Québec, le 3 novembre 1971.
Présent: Le Lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT l'approbation du règlement numéro 1 relatif au prélèvement de la Commission de l'industrie de la construction.

ATTENDU QUE les membres de la Commission de l'industrie de la construction, chargée de la mise à exécution du décret numéro 4599 du 16 décembre 1970, y compris toutes modifications ultérieures, requièrent le lieutenant-gouverneur en conseil d'approuver le règlement numéro 1 relatif au prélèvement et dont copie est annexée;

ATTENDU QUE les membres de la commission concernée se sont conformés aux dispositions de la Loi sur les relations du travail dans l'industrie de la construction (Chapitre 45, S.Q. 1968 et amendements);

ATTENDU QU'il y a lieu de permettre à la commission concernée, de prélever les sommes nécessaires à la mise à exécution du décret dont elle est chargée;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable ministre du Travail et de la Main-d'oeuvre:

QUE le règlement numéro 1 relatif au prélèvement de la Commission de l'industrie de la construction, soit approuvé.

Le présent arrêté en conseil abroge, à toutes fins que de droit, l'arrêté en conseil numéro 316 du 20 janvier 1971, publié dans la *Gazette officielle du Québec* du 30 janvier 1971, concernant le règlement numéro 4, 1971, amendé de la Commission du Salaire Minimum.

Le greffier du Conseil exécutif,
JULIEN CHOUINARD.

Commission de l'industrie de la construction

Règlement numéro 1

Prélèvement

Les membres de la Commission de l'industrie de la construction, ci-après appelée: la commission, formée conformément aux dispositions de la Loi sur les relations du travail dans l'industrie de la construction (Chapitre 45, S.Q. 1968 et amendements), ci-après appelée: loi constitutive, ont résolu de présenter la

Should the employer refuse or fail to transmit this report and the dues pertaining to it, within the delay granted, legal action may be taken from the due date.

5. *Coming into force*

The present regulation becomes effective on the date of its publication in the *Québec Official Gazette*.
42859-o

Order in Council
Executive Council Chamber

Number 3791

Québec, November 3, 1971.
Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING the approval of Regulation No. 1 respecting the levy of the Construction Industry Commission.

WHEREAS the members of the Construction Industry Commission, entrusted with the enforcement of Decree No. 4599, dated December 16, 1970, including all subsequent amendments, request the Lieutenant-Governor in Council to approve Regulation No. 1, respecting the levy, and a copy of which is attached hereto;

WHEREAS the members of the Commission concerned have complied with the provisions of the Construction Industry Labour Relations Act (S.Q. 1968, chapter 45, and amendments);

WHEREAS it is advisable to allow the Commission concerned to levy the amounts required to enforce the Decree it has been commissioned to enforce;

IT IS ORDERED, therefore, upon the recommendation of the Honourable Minister of Labour and Manpower:

THAT Regulation No. 1 respecting the levy of the Construction Industry Commission be approved.

The present Order in Council abrogates, for all purposes of the law, Order in Council No. 316 of January 20, 1971, published in the *Québec Official Gazette* of January 30, 1971, concerning Regulation No. 4, 1971, as amended, of the Minimum Wage Commission.

JULIEN CHOUINARD,
Clerk of the Executive Council.

Construction Industry Commission

Regulation No. 1

Levy

The members of the Construction Industry Commission, hereafter called: the Commission, established in pursuance of the Construction Industry Labour Relations Act (S.Q. 1968, chapter 45 as amended), hereafter called: the constitutive act, have resolved to submit the subjoined petition to the Lieutenant-

requête ci-jointe au lieutenant-gouverneur en conseil et de la prier très humblement de l'agréer.

Les membres de la commission, en accord avec les dispositions de la loi constitutive, prient humblement le lieutenant-gouverneur en conseil d'approuver:

a) l'état estimatif des recettes et des dépenses de la commission;

b) la méthode et le taux du prélèvement des employeurs, des artisans et des salariés assujettis au décret 4599 (Décret relatif à l'industrie de la construction dans la province de Québec), daté du 16 décembre 1970, et amendements, dont la commission est chargée de la mise à exécution, suivant les conditions ci-après décrites.

1. *Prélèvement*

La période de prélèvement s'étend de la date de publication du présent règlement dans la *Gazette officielle du Québec* jusqu'au 31 décembre 1971; ce prélèvement s'exerce comme ci-dessous mentionné:

a) l'employeur régi par ledit décret numéro 4599 et amendements, doit verser à la commission une somme équivalente à un demi pour cent du total des salaires payés aux salariés assujettis audit décret;

b) le salarié régi par ledit décret numéro 4599 et amendements, doit verser à la commission une somme équivalente à un demi pour cent de son salaire;

c) l'artisan régi par ledit décret numéro 4599 et amendements, doit verser à la commission une somme équivalente à un demi pour cent du salaire le plus élevé fixé au décret pour le travail qu'il exécute.

2. *Mode de perception*

Le prélèvement imposé par le présent règlement est payable mensuellement par l'employeur, l'artisan et le salarié, sans mise en demeure au préalable.

L'employeur et l'artisan doivent compléter à cet effet un rapport écrit, le signer et le faire parvenir à la commission chaque mois.

En vue de faciliter la perception du prélèvement, la commission met à la disposition des employeurs et des artisans des formules de rapport sur lesquelles doivent être indiqués tous les renseignements exigés par la commission.

L'employeur doit percevoir, à la fin de chaque semaine, au nom de la commission, le prélèvement imposé à ses salariés, au moyen d'une retenue sur le salaire de ces derniers.

L'employeur et l'artisan doivent transmettre leur rapport mensuel à la commission le ou avant le 15 du mois suivant la date d'expiration de la période pour laquelle il est exigible; ledit rapport doit être accompagné, selon le cas, du prélèvement de l'artisan ou de l'employeur et de celui payable à la commission par ses salariés. La commission peut exiger l'assermentation dudit rapport chaque fois qu'elle le juge à propos.

3. *Entrée en vigueur*

Le présent règlement entre en vigueur le jour de sa publication dans la *Gazette officielle du Québec*.

Governor in Council and to humbly beg the latter to accept it.

The members of the Commission, in conformity with the provisions of the constitutive act, humbly beg the Lieutenant-Governor in Council to approve:

(*a*) the estimate of the receipts and expenses of the Commission;

(*b*) the method and rate of the levy to be collected from the employers, artisans and employees subject to Decree No. 4599 (Decree Respecting the Construction Industry in the Province of Québec), dated December 16, 1970, as amended, the enforcement of which has been entrusted to the Commission, according to the following conditions.

1. *Levy*

The levy period extends from the date of the publication of the present regulation in the *Québec Official Gazette* until the 31st of December 1971; this levy shall be carried out as follows:

(*a*) the employer governed by the said Decree No. 4599 as amended must pay the Commission an amount equivalent to one half percent (½%) of the total wages paid to the employees subject to the said Decree;

(*b*) the employee governed by the said Decree No. 4599 as amended must pay the Commission an amount equivalent to one half percent (½%) of his wages;

(*c*) the artisan governed by the said Decree No. 4599 as amended must pay the Commission an amount equivalent to one half per cent (½%) of the highest wage fixed by the Decree in respect of the work he performs.

2. *Collection of Dues*

The levy imposed by the present regulation is payable monthly by the employer, the artisan and the employee without any previous formal notice.

Every month, the employer and the artisan must, for that purpose, complete a written report which they must sign and forward to the Commission.

In order to facilitate the collection of the levy, the Commission shall make available, to the said employers and artisans, report forms on which must be given all the information required by the Commission.

At the end of each week, and on the Commission's behalf, the employer must collect, by means of a check-off from their wages, the levy imposed on his employees.

The employer and the artisan must transmit their monthly report to the Commission on or before the 15th day of the month following the expiry date of the period for which it is exigible; together with this report shall be sent, as the case may be, the artisan's dues or the employer's dues with those payable to the Commission by the latter's employees. The Commission may require an attestation of the said report whenever it deems it advisable to do so.

3. *Coming into force*

The present Regulation shall become effective on the date of its publication in the *Québec Official Gazette*.

4. *État estimatif des recettes et des dépenses*

Au soutien de la présente requête, un état estimatif des recettes et des dépenses de la commission, pour la période comprise entre le 1er novembre 1971 et le 31 décembre 1971, est annexé.

La Commission de l'industrie de la construction
Prévisions budgétaires

Pour la période du 1er novembre 1971 au 31 décembre 1971

Recettes:	
Cotisations	$ 747,200
Pénalité	10,000
Amendes de Cour	6,000
Intérêts sur placements à long terme	23,426
Intérêts sur placements à court terme	275,343
Remboursement de Frais d'opération	70,000
Recettes prévues	$1,131,969
Dépenses:	
Salaires	$ 597,375
Bénéfices Marginaux	71,627
Honoraires	24,334
Surnuméraires	33,000
Frais de déplacement	46,140
Location de voitures	41,740
Location d'équipement	55,635
Papeterie et fournitures de bureau	19,896
Formules et Imprimés	20,174
Télécommunications	15,436
Frais d'expédition	1,327
Relations extérieures	1,550
Libres et revues	336
Publicité	14,333
Frais de Poste	25,270
Frais de loi	6,409
Frais de consultation	3,250
Frais de banque	4,115
Frais de Vérification	2,500
Dépenses générales	100
Électricité	3,732
Chauffage	2,590
Assurances	1,730
Taxes	13,577
Service de gardiens	3,100
Entretien et réparations	21,567
Loyer des bureaux	2,510
Amortissement	16,864
Mise en place des Comités et Sous-Comités régionaux	30,000
Dépenses prévues	$1,080,217
Surplus prévu	$ 51,752

42859-o

4. *Estimate of Receipts and Expenses*

In support of the present petition, is annexed hereto, an estimate of the Commission's receipts and expenses for the period extending from November 1, 1971, to December 31, 1971.

Construction Industry Commission
Budgetary Estimates

For the period extending from November 1, 1971 to December 31, 1971

Receipts	
Dues	$ 747,200
Penalty	10,000
Court fines	6,000
Interest on long term investments	23,426
Interest on short term investments	275,343
Reimbursements of operational costs	70,000
Estimated receipts	$1,131,969
Expenses	
Salaries	$ 597,375
Fringe benefits	71,627
Fees	24,334
Supernumerary employees	33,000
Travelling expenses	46,140
Rental of automobiles	41,740
Rental of equipment	55,635
Stationery and office supplies	19,896
Forms and printing	20,174
Telecommunications	15,436
Shipping charges	1,327
Public relations	1,550
Books and magazines	336
Advertising	14,333
Postage	25,270
Legal costs	6,409
Consultation costs	3,250
Banking expenses	4,115
Auditing expenses	2,500
General expenses	100
Electricity	3,732
Heating	2,590
Insurance	1,730
Taxes	13,577
Guardian service	3,100
Maintenance and repairs	21,567
Office rent	2,510
Amortization	16,864
Establishment of committees and regional sub-committees	30,000
Estimated expenses	$1,080,217
Estimated surplus	$ 51,752

42859-o

Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif

Errata

Les *errata* constatés dans le texte de l'arrêté en conseil numéro 3606 du 20 octobre 1971 tel qu'il a été publié dans la *Gazette officielle du Québec* du 30 octobre 1971, sont corrigés comme suit, lesdites corrections étant conformes au texte même de l'arrêté en conseil susmentionné:

1. La dernière phrase qui précède la signature du greffier du Conseil exécutif doit être remplacée par la suivante: « Approuvé ce 20e jour d'octobre 1971. ».

2. À l'annexe « C » du règlement numéro 1, le titre des colonnes de nombres indiquant la proportion des apprentis doit être remplacé par le suivant:

Proportion d'apprentis
Ratio of apprentices

Avant 31/12/71 *Before 31/12/71*	*Après 31/12/71* *After 31/12/71*
Appr./Trav. qual. *Appr. /Skilled work.*	*Appr. /Trav. qual.* *Appr. /Skilled work.*

Les nombres d'une colonne sous le titre ci-dessus indiqué doivent apparaître le premier sous le sous-titre « apprenti » et le second sous le sous-titre « travailleur qualifié ».

3. À l'annexe « A » du règlement numéro 2, item 2 (*a*): « spécialité du plombier », le deuxième paragraphe se lisant comme suit: « la tuyauterie, les appareils et accessoires utilisés dans les installations telles que raffineries d'huile, pompes à gazoline, lignes d'air, pipe-lines et arrosage », est radié.

4. À l'annexe « A » du règlement numéro 2, item 2 (*c*): « spécialité du poseur d'appareils de chauffage », le paragraphe se lisant comme suit: « la tuyauterie, les appareils et accessoires utilisés dans les installations telles que raffineries d'huile, pompes à gazoline, lignes d'air, pipe-lines et arrosage », est radié.

42859-o

Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 3391

Québec, le 6 octobre 1971.

Présent: Le Lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT une modification aux règlements de la corporation du Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec ayant trait aux actes dérogatoires à l'honneur et à la dignité professionnels.

ATTENDU QU'aux termes de l'alinéa 14 de l'article 15 de la Loi médicale (1964, S.R.Q. chapitre 249), le Bureau provncial de médecine a autorisé pour définir par règlement ce qui constitue les actes dérogatoires à l'honneur et à la dignité professionnels;

Order in Council
Executive Council Chamber

Errata

The *errata* found in the text of Order in Council No. 3606 of October 20, 1971 as published in the *Québec Official Gazette* of October 30, 1971, are corrected as follows, the said corrections being in conformity with the same Order in Council mentioned above:

1. The last sentence preceding the signature of the Clerk of the Executive Council should be replaced by the following: "Approved this 20th day of October 1971."

2. In appendix "C" of Regulation No. 1, the title of the column of numbers indicating the proportion of apprentices must be replaced by the following:

Proportion d'apprentis
Ratio of apprentices

Avant 31/12/71 *Before 31/12/71*	*Après 31/12/71* *After 31/12/71*
Appr. /Trav. qual. *Appr. /Skilled work.*	*Appr. /Trav. qual.* *Appr. /Skilled work.*

The numbers of a column under the title mentioned above must appear first under the sub-title "apprentice", and second under the sub-title "skilled worker".

3. In appendix "A" of Regulation No. 2, item 2 (*a*): "the specialty of the plumber", the second sub-section reading as follows: "the piping, the devices and accessories used in installations, such as refineries, gasoline pumps, air vents, pipe-lines and sprinkling systems", is deleted.

4. In appendix "A" of Regulation No. 2, item 2 (*c*): "the specialty of heating systems installer", the sub-section reading as follows: "the piping, the devices and accessories used in installations, such as refineries, gasoline pumps, air vents, pipe-lines and sprinkling systems", is deleted.

42859-o

Order in Council
Executive Council Chamber

Number 3391

Québec, October 6, 1971.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING an amendment to the by-laws of the Corporation of The College of Physicians and Surgeons of the Province of Québec with respect to acts derogatory to the honour and dignity of the profession.

WHEREAS paragraph 14 of section 15 of the Medical Act (1964, R.S.Q. chapter 249) gives the Provincial Medical Board the power to define by by-law what shall be acts derogatory to the honour and dignity of the profession;

ATTENDU QU'aux termes de cette même disposition, tel règlement devient en force quinze jours après sa ratification par le lieutenant-gouverneur en conseil;

ATTENDU QUE le Bureau provincial de la médecine a adopté lors d'une réunion tenue le 19 mai 1971 un règlement définissant ce qui constitue les actes dérogatoires à l'honneur et à la dignité professionnels aux fins de remplacer les dispositions relatives aux actes dérogatoires à l'honneur et à la dignité professionnels énumérés à l'article 52 des règlements de la corporation du Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec;

IL EST ORDONNÉ en conséquence sur la recommandation du ministre des Affaires sociales:

QUE les dispositions concernant les actes dérogatoires à l'honneur et à la dignité professionnels énumérés à l'article 52 des règlements de la corporation du Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec soient abrogées;

QUE soit approuvé le règlement ci-annexé définissant ce qui constitue les actes dérogatoires à l'honneur et à la dignité professionnels en remplacement des dispositions relatives aux actes dérogatoires à l'honneur et à la dignité professionnels énumérés à l'article 52 des règlements de la corporation du Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec;

QUE ledit règlement entre en vigueur quinze jours après sa ratification par le lieutenant-gouverneur en conseil.

Le greffier du Conseil exécutif,
JULIEN CHOUINARD.

Chapitre Septième

ACTES DÉROGATOIRES À L'HONNEUR ET À LA DIGNITÉ PROFESSIONNELS

Le 5 août 1971.

Article 52

La violation d'une quelconque des dispositions qui suivent constitue un acte dérogatoire à l'honneur et à la dignité professionnels:

1. Le médecin doit exercer sa profession dans le respect de la vie, de la dignité et de la liberté de la personne humaine.

2. Le médecin est tenu à une loyauté, à une intégrité et à une attention absolues envers son malade.

3. Le médecin doit exercer sa profession selon des principes scientifiques et exclure l'empirisme.

4. Le médecin doit exercer sa profession selon les normes médicales actuelles les plus élevées possibles; à cette fin, il doit tenir à jour et perfectionner ses connaissances.

5. Le médecin doit tenir compte, dans l'exercice de sa profession, de ses capacités et de ses connaissances, de leurs limites, ainsi que des moyens à sa disposition; il doit, le cas échéant, consulter, ou orienter ailleurs son malade.

6. Le médecin en présence d'un malade en danger immédiat, doit lui porter secours et lui prodiguer les soins les meilleurs possibles.

WHEREAS the said provision further provides that such by-law shall come into force fifteen days after ratification by the Lieutenant-Governor in Council;

WHEREAS the Provincial Medical Board, at a meeting held on May 19, 1971, adopted a by-law defining what shall be acts derogatory to the honour and dignity of the profession, the said by-law to replace the provisions of section 52 of the by-laws of the Corporation of The College of Physicians and Surgeons of the Province of Québec with respect to acts derogatory to the honour and dignity of the profession;

IT IS ORDERED, therefore, upon the recommendation of the Minister of Social Affairs:

THAT the provisions concerning acts derogatory to the honour and dignity of the profession enumerated in section 52 of the by-laws of the Corporation of the College of Physicians and Surgeons of the Province of Québec be repealed;

THAT the by-law appended hereto, which defines what shall be acts derogatory to the honour and dignity of the profession, be approved and replace the provisions with respect to acts derogatory to the honour and dignity of the profession enumerated in section 52 of the by-laws of the Corporation of The College of Physicians and Surgeons of the Province of Québec;

THAT the said by-law come into force fifteen days after its ratification by the Lieutenant-Governor in Council.

JULIEN CHOUINARD,
Clerk of the Executive Council.

Chapter Seven

ACTS DEROGATORY TO THE HONOUR AND DIGNITY OF THE PROFESSION

August 5, 1971.

Section 52

The infringement of any of the following provisions is an act derogatory to the honour and dignity of the profession:

1. In the practice of his profession, the physician must be governed by respect for the life, dignity and liberty of the human person.

2. The physician is bound to absolute loyalty, honesty and care towards his patients.

3. The physician must practise his profession according to scientific principles and exclude empiricism.

4. The physician must practise his profession according to the highest current medical standards; he must therefore keep up to date and improve his knowledge.

5. In the practice of his profession, the physician must take into account his capabilities and knowledge, as well as their limits and the means at his disposal; in certain cases, he must request consultation or refer his patient elsewhere.

6. The physician faced with a patient in immediate danger must render him assistance and provide him with the best possible care.

7. Le médecin ne peut refuser de traiter un malade pour des motifs de distinction, d'exclusion ou de préférence fondés sur la race, la religion, l'ascendance nationale, l'origine sociale, les moeurs ou les convictions politiques du malade.

8. Le médecin ne peut cesser de traiter un malade que pour juste cause; il doit alors s'assurer que celui-ci peut continuer à obtenir les soins requis et y contribuer dans la mesure nécessaire.

9. Le médecin doit s'abstenir d'exercer sa profession dans des circonstances, conditions ou états susceptibles de compromettre la qualité de ses services ou la dignité de la profession.

10. Le médecin doit garder secret ce qui est venu à sa connaissance dans l'exercice de sa profession. Il peut cependant divulguer les faits dont il a eu une connaissance personnelle, lorsque le malade l'y autorise, lorsque la loi le lui permet, lorsqu'il y a cause impérative et juste ayant trait à la santé du malade ou de son entourage, ou lorsqu'un intérêt supérieur le commande.

11. Le médecin ne doit faire aucune sollicitation de clientèle non plus qu'aucune publicité intempestive.

12. Le médecin est tenu à une loyauté et à une intégrité absolues envers ses confrères et sa profession.

Article 52a

Sans restreindre la généralité de ce qui précède, la violation d'une quelconque des dispositions qui suivent constitue en particulier un acte dérogatoire à l'honneur et la dignité professionnels:

1. Le médecin a le devoir primordial, à l'occasion de l'exercice de ses fonctions médicales, de protéger la santé et le bien-être des individus qu'il dessert tant sur le plan individuel que collectif.

2. Le médecin ne doit, ni directement ni indirectement, provoquer ou pratiquer un avortement en dehors des limites permises par la loi.

3. Le médecin ne doit en aucune façon, que ce soit directement ou indirectement, porter atteinte au libre choix par le malade de son médecin.

4. Sauf urgence, le médecin doit, avant d'entreprendre une investigation ou un traitement, obtenir du malade ou de son représentant ou des personnes dont le consentement peut être requis par la loi, une autorisation libre et éclairée.

Le médecin doit s'assurer que le malade ou son représentant ou les personnes dont le consentement peut être requis par la loi ont reçu les explications utiles portant sur la nature, le but et les conséquences possibles de l'investigation ou du traitement.

5. Le médecin doit agir en sorte que le décès d'un malade qui lui paraît inévitable survienne dans la dignité et doit assurer à ce malade le soulagement approprié.

6. Le médecin ne doit pas demeurer seul avec son malade lorsqu'il utilise des méthodes d'examen ou de traitement pouvant entraîner des pertes de connaissance ou de conscience. Il doit retenir auprès de lui une personne capable de lui apporter l'assistance requise.

7. The physician may not refuse to treat a patient on the ground of discrimination, exclusion or preference, based on the patient's race, national origin, religion, social origin, morals or political ideology.

8. The physician may not cease treating a patient unless he has justifiable motives; he must then make sure that the patient still receives the required care and contribute to it to the extent necessary.

9. The physician must refrain from practising his profession while being in a state or under circumstances or conditions that may compromise the quality of his services or the dignity of the profession.

10. The physician must keep in confidence what he has learned in the practice of his profession. However, he may divulge those facts he knows personally, when the patient so authorizes him, when the law permits, when there are imperative and justifiable motives relating to the health of his patient or of the community or in the case of a commanding higher objective.

11. The physician must not solicit practice nor use untimely publicity.

12. The physician is bound to absolute loyalty and integrity towards his confreres and his profession.

Section 52a

Without restricting the generalities of the foregoing article, the infringement of any of the following provisions is in particular an act derogatory to the honour and dignity of the profession:

1. The physician's prime duty, in the performance of his medical functions, is to protect the health and welfare of the persons he takes care of, both individually and collectively.

2. The physician must not, either directly or indirectly, provoke or perform abortion except within the limits permitted by law.

3. The physician must not, by any means, either directly or indirectly, interfere with the patient's free choice of physician.

4. Before undertaking investigation or treatment the physician must, except for an emergency, obtain a free and well informed authorization from the patient, his representative or other persons whose consent may be required by law.

The physician must make sure that the patient, his representative, or the other persons whose consent may be required by law, have been given the necessary explanations relevant to the nature, the purpose and the possible consequences of such investigation or treatment.

5. When death seems inevitable, the physician must see that it occurs with dignity and must provide the patient with appropriate comfort.

6. The physician must not remain alone with his patient when utilizing methods of examination or treatment that may be followed by loss of consciousness. He must retain someone who can provide the assistance required.

7. Le médecin ne doit pas, directement ou indirectement, tromper son malade ou le public, soit qu'il agisse seul ou avec le concours d'autrui.

8. Le médecin doit assurer à son malade tous les soins médicaux en son pouvoir et indiqués en la circonstance, conformément aux normes médicales les plus élevées possibles de la pratique actuelle.

9. Le médecin ne doit pas diminuer la résistance physique ou mentale d'une personne sauf pour des motifs thérapeutiques ou prophylactiques jugés nécessaires ou utiles.

10. Le médecin ne doit donner que les prescriptions et les soins qui sont médicalement nécessaires.

11. Le médecin doit s'abstenir d'employer, en dehors d'un milieu scientifique reconnu, des moyens de diagnostic ou de traitement insuffisamment éprouvés.

12. Le médecin doit informer son malade de ses convictions morales ou religieuses pouvant l'empêcher de lui recommander ou de lui administrer une forme de traitement qui pourrait être appropriée et l'aviser des conséquences possibles de l'absence de ce traitement.

13. Le médecin doit collaborer avec son malade ou ses proches ou toute autre personne dans l'intérêt légitime de celui-là.

14. À moins dans tous les cas qu'il n'y ait juste cause, le medecin ne doit pas dissimuler un pronostic grave ou fatal à une malade qui lui en requiert la révélation et il ne doit pas non plus faire cette révélation à la famille du malade si celui-ci le lui interdit.

15. Le médecin doit, dans l'exercice de sa profession, avoir une conduite irréprochable envers tout malade, tant sur les plans physique ou mental qu'émotif.

16. Le médecin qui doit prendre part à une greffe ou à une transplantation d'organe ne doit pas participer à la constatation ni à la confirmation du décès du malade chez lequel l'organe doit être prélevé.

17. Le médecin contrôleur ou le médecin expert doit, auprès du malade qu'il examine:

a) faire connaître à ce malade le but de sa mission;

b) s'interdire d'obtenir de ce malade ou de lui faire toute révélation ou interprétation non pertinente à sa mission;

c) s'abstenir, à moins de raison grave, de toute parole ou geste susceptible de diminuer la confiance du malade envers son médecin.

18. Le médecin ne doit pas prendre comme associée ou employée une personne non munie d'un permis ou d'une licence du Bureau provincial de médecine aux fins d'exercer la médecine, ni constituer son mandataire ou représentant une telle personne pour les mêmes fins. Cet article ne doit pas s'interpréter comme limitant l'exercice d'une discipline de la santé par des professionnels agréés à cette fin par la loi.

19. Le médecin ne doit pas donner, sans raison médicale, de certificats ou ordonnances pour permettre à quelqu'un d'obtenir des boissons alcooliques, des substances psychotropes ou toute autre drogue analogue.

7. The physician must not, either directly or indirectly, mislead his patient or the public, be it alone or with the assistance of other people.

8. The physician must provide his patient with all the requisite medical care within his grasp, according to the highest possible standards of current medical practice.

9. The physician must not deminish the physical or mental resistance of a person except for therapeutic or prophylactic reasons deemed necessary or useful.

10. The physician must dispense only prescriptions and care of medical necessity.

11. The physician must avoid using, outside an acknowledged scientific institution, means of diagnosis or treatment which have not undergone sufficient experimentation and control.

12. The physician must, when his moral or religious convictions may prevent him from prescribing or dispensing a treatment that may be appropriate, acquaint his patient with these factors; he must also advise him of the possible consequences of not receiving such treatment.

13. The physician must collaborate with his patient, his near relations or any other person, in the lawful interest of the former.

14. Unless there are some justifiable reasons, the physician must not conceal a serious or fatal diagnosis from a patient requesting its disclosure and he must not divulge it to the patient's family if the patient forbids him to do so.

15. In the practice of his profession, the physician's physical, mental and emotional behaviour towards a patient must be beyond reproach.

16. The physician who will be a participant in the performance of a graft or transplant procedure must not be a participant in the procedure for the proof of death of the patient from whom the organ is to be removed.

17. The medical assessor or the medical expert, when with the patient he examines, must:

(*a*) acquaint this patient with the purpose of his mandate;

(*b*) refrain from obtaining or disclosing any infortion irrelevant to his mandate;

(*c*) abstain, except for serious reasons, from any comments or gesture that could diminish the patient's confidence in his physician.

18. The physician must not have as an associate or employee a person who does not hold a permit or licence to practise from the Provincial Medical Board, nor appoint such person as his agent or representative for the same purpose. This section must not be interpreted as limiting the practice of a health discipline by legally accredited professionals.

19. The physician must not, without medical reason, issue certificates or prescriptions allowing someone to obtain liquors, psychotropic substances or any other similar drug.

20. Le médecin ne doit pas prendre un titre ou une désignation quelconque pouvant laisser croire qu'il favorise ou pratique l'empirisme.

21. Le médecin doit s'abstenir de collaborer de quelque façon avec une personne qui se livre à l'exercice illégal de la médecine.

22. Le médecin ne doit pas avoir de consultation avec un charlatan, un rebouteur ou un autre empirique, ou toute autre personne qui n'est pas un professionnel de la santé au sens de la loi, ni s'entendre avec l'un d'eux pour lettraitement d'une maladie quelconque.

23. Le médecin ne doit pas fournir à un charlatan, un rebouteur ou un autre empirique, ou à toute autre personne qui n'est pas un professionnel de la santé au sens de la loi, un quelconque renseignement permettant à ce charlatan, rebouteur ou autre empirique, ou toute autre personne qui n'est pas un professionnel de la santé au sens de la loi, de soigner un malade.

24. Le médecin doit s'abstenir de faire des omissions, des manoeuvres ou des actes intempestifs ou contraires aux données de la science médicale actuelle.

25. Le médecin doit élaborer son diagnostic avec la plus grande attention, en utilisant les méthodes scientifiques les plus appropriées et, si nécessaire, en recourant aux conseils les plus éclairés.

26. Lorsqu'une consultation est nécessaire, le médecin doit proposer à son malade un médecin consultant compétent en la matière.

27. Le médecin doit fournir au médecin consultant tous les renseignements que ce dernier juge utiles.

28. Le médecin consultant doit fournir au médecin traitant, avec diligence et par écrit, les résultats de sa consultation et les recommandations qu'il juge appropriées.

29. Sauf urgence, le médecin consultant ou expert ne doit devenir médecin traitant d'un malade qu'à la demande ou après autorisation de ce dernier.

30. Le médecin qui soigne d'urgence un malade doit être considéré comme le médecin traitant jusqu'à l'arrivée du médecin habituel du malade. Il doit se retirer quand ce dernier peut assumer sa responsabilité.

31. Le médecin assurant les soins d'un malade pendant l'absence de son médecin traitant, doit transmettre à celui-ci, dès son retour, toute information utile pour la continuation du traitement.

32. Le médecin ne peut refuser de traiter un malade pour des motifs de distinction, d'exclusion ou de préférence fondés sur la langue; il peut cependant adresser le malade à un médecin qui connaît la langue de ce malade, s'il juge qu'il y va de l'intérêt médical de celui-ci.

33. Le médecin, désirant adresser son malade à un autre médecin, doit assumer la responsabilité de ce malade tant que le nouveau médecin n'a pas pris charge du malade.

34. Le médecin doit, lorsqu'il adresse un malade à un autre médecin, fournir à celui-ci les renseignements qu'il possède pouvant aider au traitement de ce malade.

35. Le médecin doit s'abstenir de:

a) procurer ou faire procurer à une malade un avantage matériel injustifié;

20. The physician must not assume a title or any other designation that may lead people to believe he practises or favors empiricism.

21. The physician must not cooperate in any manner with a person who illegally practises medicine.

22. The physician must not hold consultation with quacks, or any other empiricist, or any other person not acknowledged as a health professional under the terms of the law. He must not come to an agreement with one of those for the treatment of any disease.

23. The physician must not provide a quack or an empiricist, or any other person not acknowledged as a health professional under the terms of the law, with any information allowing such quack, empiricist or any other person not acknowledged as a health professional under the terms of the law, to treat a patient.

24. The physician must refrain from omissions, procedures or acts unsuitable or contrary to current medical science.

25. The physician must formulate his diagnosis with the greatest of care, using the most appropriate scientific methods, and requesting the most enlightened advice if necessary.

26. Whenever a consultation is necessary the physician must recommend a consultant physician competent in the matter to his patient.

27. The physician just supply the consultant physician with all the information the latter deems useful.

28. The consultant physician must promptly supply the attending physician with a written report of the results of his consultation and the recommendations he deems appropriate.

29. The consultant physician or expert must not, except in an emergency, become attending physician of a patient unless he is requested or authorized to do so by the latter.

30. The physician who attends a patient in a case of emergency must be considered as attending physician until the arrival of the patient's regular physician. He must withdraw when the latter can take over.

31. The physician who assumes the care of a patient while the attending physician is absent must supply the latter, upon his return, with all information necessary to carry on with the treatment.

32. The physician may not refuse to treat a patient on the grounds of discrimination, exclusion or preference, based on the patient's language; however, he may refer the patient to a physician conversant with the patient's language if he deems it in the latter's medical interest.

33. The physician who wishes to transfer his patient to another physician must assume the responsibility of his patient until the new physician takes over.

34. The physician must, when he transfers a patient to another physician, supply the latter with such information in his possession that should help in the treatment of the patient.

35. The physician must refrain from:

(*a*) obtaining unjustified material advantages for a patient or helping him to obtain same;

b) verser toute forme de ristourne à un malade;

c) accorder, dans l'exercice de sa profession, toute commission à quelque personne que ce soit;

d) accepter, dans l'exercice de sa profession, toute commission;

e) partager indûment des honoraires avec quiconque:

f) fournir à quiconque et pour quelque motif que ce soit des documents contenant de faux renseignements;

g) employer ou déclarer employer des remèdes ou traitements secrets ou en favoriser la diffusion;

h) garantir, directement ou indirectement, expressément ou implicitement, la guérison d'une maladie;

i) exercer la médecine sans que la constitution, la tenue et la conservation de ses dossiers médicaux répondent aux prescriptions du Collège à cet égard;

j) faire partie, à quelque titre, d'une association ou société de médecins qui ne respecte pas sa liberté professionnelle;

k) rechercher ou obtenir indûment un profit par la prescription de médicaments, d'examens, de traitements ou d'appareils;

l) prescrire, vendre ou donner sans raison médicale suffisante, ou faire un usage immodéré de substances psychotropes incluant l'alcool, ou de toute autre substance produisant des effets analogues;

m) exercer la médecine lorsque son propre état mental ou psychique est altéré;

n) accepter ou offrir de l'argent, ou tout autre avantage, pour contribuer ou avoir contribué à aire adopter un procédé ou une décision quelconque par le Bureau provincial de médecine ou l'un quelconque de ses organismes ou officiers;

o) tenir un cabinet de consultation sans se conformer aux normes de tenue d'un tel cabinet établies par le Collège.

36. Le médecin d'entreprise ou le médecin contrôleur doit communiquer directement au médecin traitant du malade qu'il examine tout détail qu'il juge important quant au traitement de celui-ci et avec son autorisation.

37. Le médecin doit limiter ses inscriptions sur sa papeterie professionnelle, ses cartes professionnelles, ses feuilles d'ordonnances ou toute autre forme de papeterie, sur ses enseignes ou plaques, à son nom suivi du sigle M.D., adresse, numéro de téléphone, numéro de licence, heures de bureau et statut, soit de spécialiste en indiquant la discipline pour laquelle il est certifié par le Collège, soit d'omnipraticien et tout autre titre ou sigle accepté par le Collège.

38. Le médecin peut s'annoncer à l'aide d'une seule enseigne visible de l'extérieur et de deux enseignes intérieures de 12 pouces par 24 pouces chacune au maximum et ne contenant que les informations permises au paragraphe 37.

39. Le médecin ne doit utiliser aucune forme d'enseignes illuminées au néon ou par fluorescent.

40. Le médecin ne doit autoriser la publication d'aucune annonce dans un annuaire téléphonique ou dans toute autre forme de publication, sauf sous la forme d'une carte professionnelle ne contenant que les

(*b*) allowing a patient any kind of rebate;

(*c*) granting, in his professional practice, a commission to whomsoever;

(*d*) accepting in his professional practice any commission;

(*e*) unduly sharing professional fees with whomsoever;

(*f*) supplying whomsoever with documents containing false information, whatever the purpose;

(*g*) using or pretending to use secret treatment or cure, or encouraging their use;

(*h*) guaranteeing the recovery of a patient either directly or indirectly, explicitly or implicitly;

(*i*) practising medicine without establishing, keeping and preserving his medical records in compliance with the regulations of the college.

(*j*) being a member under any status of a physician's association or society that does not respect his professional freedom;

(*k*) requesting or unduly obtaining profit through prescribing medicines, examinations, treatments or appliances;

(*l*) prescribing, selling or giving, without sufficient medical justification, psychotropic substances including alcohol or any other substance producing similar effects, or abusing same;

(*m*) practising medicine while his own mental or psychic condition is impaired;

(*n*) accepting or offering money, or any other advantage, for contributing or having contributed to the adoption of a procedure or any decision by the Provincial Medical Board or by one of its Committees or Officers;

(*o*) maintaining a consulting office without complying with the standards laid down by the College for such offices.

36. The industrial physician or the medical examiner must inform directly the attending physician of the patient he examines of all particulars deemed important for the patient's treatment, provided he has the latter's authorization.

37. The physician must confine the printed text on his professional stationery or cards, prescription forms or any other stationery, as well as on his door signs or other plates, to his name followed by the letters M.D., and his address, telephone number, licence number, office hours and his status, either of specialist, with mention of the discipline for which he is certified by the College, or of general practitioner and any other title or siglum accepted by the College.

38. The physician can only display one exterior and two interior signs, measuring a maximum of 12 inches by 24 inches each and showing only such information as is allowed by sub-section 36.

39. The physician must not resort to any kind of neon or fluorescent signs.

40. The physician must not authorize the insertion of advertisement of any size in a telephone directory or in any other type of publication, except in the form of a professional card showing only such information

inscriptions permises au paragraphe 37 ci-dessus et ne mesurant au maximum que 2″ de largeur par 1″ de hauteur.

41. Pour s'identifier, tout groupe de médecins doit le faire clairement soit dans un annuaire téléphonique, sur une enseigne, sur sa papeterie ou ailleurs en y indiquant les membres qui le composent en conformité avec les paragraphes précédents.

42. Lorsque le médecin exerce sa profession dans une clinique, institut ou autre institution, il doit ajouter clairement ses propres nom et prénoms à ceux employés pour la clinique, l'institut ou l'institution.

43. Le médecin ne peut faire que la publicité dont il s'agit aux paragraphes précédents.

44. Le médecin, exposant des opinions médicales par la voie de quelque médium d'information que ce soit, doit:

a) éviter toute publicité en sa faveur ou en faveur d'un établissement;

b) ne jamais produire ou faire état d'attestations fausses pour une méthode ou un remède;

c) s'efforcer d'informer la population des opinions généralement admises en médecine sur le sujet.

45. Le médecin doit signaler au Collège tout candidat à l'exercice de la médecine qu'il a des raisons de croire inapte à cette profession ainsi que tout médecin exerçant sa profession avec incompétence ou malhonnêteté ou manquant à la déontologie médicale.

46. Le médecin doit répondre sans délai à toutes demandes d'information lui venant du Collège ou de l'un quelconque de ses organismes ou officiers, et leur fournir les renseignements qu'il possède qui seraient nécessaires au Collège pour atteindre ses objectifs.

47. Le médecin doit répondre, sans délai, sur demande du Collège ou de l'un quelconque de ses organismes ou officiers, et leur fournir le détail des procédés de diagnostic ou de traitement, y compris la composition des médicaments employés pour ses malades.

48. Le médecin doit refuser sa collaboration ou sa participation à tout acte médical ou chirurgical qui serait à l'encontre de l'intérêt du malade.

49. Le médecin ne doit, en aucune circonstance, utiliser ou permettre que soit utilisé un titre ou une désignation pouvant faire supposer qu'il est spécialiste alors qu'il ne l'est pas.

50. Le médecin doit s'abstenir de dénigrer un confrère sur le plan professionnel.

51. Le médecin qui change son lieu d'exercice ou cesse d'exercer sa profession doit en informer sans délai, le Collège selon les modalités prescrites.

52. Le médecin ne doit fournir à quiconque des feuilles d'ordonnances portant sa signature, sans que le ou les médicaments prescrits n'y soient clairement indiqués en nature et en quantité.

53. Dans les cas d'urgence, le médecin a le devoir d'assister son confrère dans l'exercice de sa profession lorsque celui-ci en fait la demande.

Le 5 août 1971. 42881-o

as is allowed in sub-section 36 and not exceeding 2″ in width by 1″ in height.

41. Any group of physicians must, when identifying itself, either in a telephone directory, on a sign, on stationery or elsewhere, mention clearly the members composing the group, in compliance with the preceding sub-sections.

42. When a physician practises his profession in a clinic, institute or other institution, he must clearly add his name and surname to that of the clinic, institute or institution.

43. The physician may not resort to advertisement other than that mentioned in the preceding sub-sections.

44. The physician who sets forth medical opinions through any information media, must:

(*a*) avoid any publicity for himself or for a firm;

(*b*) never bring forth a false testimonial for a method or a remedy;

(*c*) aim at informing the population of the medical opinions generally accepted on the subject.

45. The physician must bring to the attention of the College any candidate for medical practice whom he has reason to believe unfit for this profession, or any physician practising incompetently or dishonestly or lacking in medical ethics.

46. The physician must, without delay, answer all requests for information from the College or any of its Committees or Officers, and supply them with the information in his possession that might be necessary to the College in the attainment of its aims.

47. The physician must, without delay, answer a request from the College or any of its Committees or Officers and supply them with the particulars of the diagnostic or treatment procedures used for his patients, included the composition of medicines.

48. The physician must not collaborate in or be a participant to a medical or surgical act that could be detrimental to the patient.

49. The physician must, under no circumstances, use a title or designation that might indicate he is a specialist, while he is not, or allow them to be used.

50. The physician must abstain from denigrating a confrere from a professional point of view.

51. The physician who moves his office to other premises or ceases practice must inform the College without delay, according to established procedures.

52. The physician must not supply any one with prescription forms signed by him which do not clearly specify the nature and the quantity of the medicine or medicines prescribed.

53. In emergency cases, the physician has a duty to assist his confrere in the practice of his profession whenever the latter makes such a request.

August 5, 1971. 42881-o

Régie de l'assurance-maladie du Québec

Liste par région de noms et adresses d'affaires des professionnels de la santé, qui entendent exercer leur profession en dehors des cadres du régime en qualité de professionnels désengagés ou de professionnels non-participants ou qui ont cessé d'exercer leur activité en cette qualité, ainsi que la date à laquelle prend effet leur désengagement ou leur non-participation ou la cessation de celle-ci, publiée conformément à l'article 7.01 des règlements concernant la Loi de l'Assurance-maladie, adoptés par arrêté en conseil No 27, en date du 6 janvier 1971.

Québec Health Insurance Board

List compiled on a regional basis, of the names and business addresses of professionals who intend practising their profession outside the scope of the plan as professionals or who have ceased to practice in this capacity, as well as the date on which their withdrawal or non-participation becomes effective or ceases to become effective, published according to section 7.01 of the regulations respecting the Health Insurance Act adopted by order in council No. 27, dated January 6, 1971.

Professionnels désengagés
Professionals withdrawn

Date effective du désengagement
Effective date of withdrawal

Médecins spécialistes
Medical specialists

Région de Montréal — Montreal Region

Bibaud, B., 65, rue Nicholson, Valleyfield, Qué.	08–03–71
Hawthorne, Allan B., 316, Grosvenor Avenue, Westmount 215, Qué.	03–02–71

Médecins omnipraticiens
General Practitioners

Duchesne, Laurent, 75 ouest, boulevard Dorchester, Suite 1017, Montréal 128, Qué.	29–01–71
Rouleau, Georges A., 75 ouest, boulevard Dorchester, Suite 1017, Montréal 128, Qué.	29–01–71

Région de Québec — Québec Region

Mino, Roland, 2695, 1ère Avenue, Québec 3, Qué.	30– 5–71
Tremblay, Jacques, 590 St-Cyrille Ouest, Québec 6, Qué.	23– 5–71

Professionnels non-participants
Non-participating professionals

Date effective de non-participation
Effective date of non-participation

Médecins spécialistes
Medical Specialists

Région de Montréal — Montreal Region

Almudevar, Manuel, 612 St. John's Road, Suite 114, Pointe-Claire 720, Qué.	1–12–70
Aronovitch, Michaël, 4119 Sherbrooke St. W., Montreal 215, Qué.	1–12–70
Aufreiter, Gottfriede, 22 Sunnyside Ave., Montréal, Qué.	24– 4–71
Barker, Charles S., 1538 Sherbrooke St. W., Montréal, Qué.	1–12–70
Black, Donald Kenneth, Lakeshore General Hospital, Pointe-Claire, Qué.	1–12–70
Boulanger, Jean-Baptiste, 3610, ave. Atwater, Montréal 109, Qué.	16– 4–71
Brabander, Joachim, 1390 Sherbrooke St. W., Montreal 109, Qué.	1–12–70
Brow, Georges-Raymond, 1374 Sherbrooke St. W., Suite 7, Montréal 109, Qué.	1–12–70
Browman, Mark, 7841, 2nd Ave., Montreal 455, Qué.	30– 7–71
Butler, Albert-A., 1538 Sherbrooke St. W., Suite 320, Montréal 109, Qué.	1–12–70
Cantero, A., 1396 Ste-Catherine O., Montréal, Qué.	1–12–70
Caplan, Ronald, 1390 Sherbrooke St. W., Montréal, Qué.	1–12–70
Copping, Gordon A., 4485 Sherbrooke St. W., Montréal 215, Qué.	1–12–70
Crawford, Edwin Minter, 43 Waverly Road, Pointe-Claire 720, Qué.	11– 1–71
David, Paul-P., 5000 Bélanger, Montréal, Qué.	1–12–70
Dawson, Howard L., 14 Bellevue Ave., Westmount 217, Qué.	1–12–70
Dumais, Gaston, 12245 Grenet, Suite 112, Montréal 390, Qué.	27– 3–71
Eakin, W. W., 1538 Sherbrooke St. W., app. 704, Montréal 109, Qué.	15– 1–71
Fullerton, C. W., 1414 Drummond St., Montréal 107, Qué.	1–12–70
Gélinas, André, 565 Javelin, Dorval, Qué.	1–12–70
Genest, Armand, 30, est boul. St-Joseph, Suite 818, Montréal, Qué.	29– 1–71

Médecins spécialistes
Medical Specialists

Région de Montréal — Montreal Region

Giannotti, Roberto, 1140, Jean-Talon Est, Montréal, Qué.	1-12-70
Gold, Michaël, M.A., 5785, Côte des Neiges, app. 105, Montréal, Qué.	1-12-70
Gratton, Laurent, 574, avenue Roslyn, Westmount 217, Qué.	26-12-70
Johnston, Kenneth B., P.O. Box 40, Como, V. Soulanges, Qué.	31-12-70
Korenberg, Morton, 1538 Sherbrooke W., Montréal 109, Qué.	1-12-70
Larivière, Paul, 3484, avenue Laval, Montréal, Qué.	1-12-70
Legendre, J.-H., 445, boul. St-Joseph Ouest, app. 74, Montréal, Qué.	1-12-70
Léger, Jacques, C.P. 217, Pointe-Claire 700, Qué.	1-12-70
MacDonald, Allison D., 3550, Côte des Neiges, Suite 110, Montréal 109, Qué.	1-12-70
Maguire, J. Gordon, 1610 Pine Avenue West, Montreal 109, Qué.	13- 2-71
Manseau, J. Arthur, 960, boul. St-Joseph Est, Montréal 176, Qué.	1-12-70
Mason, Edward Haldon, 3465 Côte des Neiges Rd., Suite 81, Montreal, Qué.	7- 1-71
Melhado, Gerald Carlton, 900 Sherbrooke St. W., Montréal 110, Qué.	1- 1-71
Montgomery, Lorne C., 1414 Drummond St., Montréal, Qué.	1-12-70
Morin, Paul, 680, St-Denis, St-Hyacinthe, Qué.	1-12-70
Nadler, Norman-J., 5845, Côte des Neiges, Suite 280, Montréal 249, Qué.	1-12-70
Nerman, Yale, 4333 Côte Ste-Catherine Rd., Montréal, Qué.	3- 1-71
Pearson, J. R. Georges, 5715, avenue Darlington, app. 1, Montréal 251, Qué.	1-12-70
Petrie, J. Gordon, 1 Westmount Square, Suite 433, Montréal, Qué.	1-12-70
Raginsky, Bernard B., 376 Redfern Avenue, Suite 2, Montréal 215, Qué.	1-12-70
Redmond, Lila, 1538 Sherbrooke St. W., Montréal 109, Qué.	1-12-70
Robert, Paul, 3489, avenue Atwater, app. 6, Montréal 109, Qué.	3- 2-71
Schneiderman, Gérald, 6000 Côte des Neiges Rd., Suite 395, Montréal, Qué.	1-12-70
Schwarz, Herbert T., 6940 Feilding Avenue, Montréal, Qué.	1-12-70
Scott, W. Clifford M., 1260 McGregor Avenue, Montréal 109, Qué.	1-12-70
Segal, Perry M., 6000 Côte des Neiges Rd., Suite 395, Montréal, Qué.	01-12-70
Segall, Harold-N., 5845, Côte des Neiges, Suite 390, Montréal 249, Qué.	01-12-70
Smith, Clifton Conway, 1538 Sherbrooke St. W., Suite 1020, Montréal, Qué.	01-12-70
Smith, Frederick McIver, 3550 Côte des Neiges Rd., Suite 640, Montréal 109, Qué.	01-12-70
Tucker, Elrie Clifford, 687 Pine Avenue, Montréal 112, Qué.	01-12-70

Région de Québec — Québec Region

Lapointe, Donat, 570 est, Grande-Allée, Québec 4, Qué.	13-01-71
Larue, L., 964, Casot, Québec 6, Qué.	26-12-10
Parrot, Paul, 1238, avenue des Pins, Sillery, Qué.	01-12-70

Autres Régions — Other Regions

Dennery, Jean-Maurice, 400 Stewart St., Suite 510, Ottawa, Ontario	07-01-71
Divic, Josif, 30 Bond St., Toronto, Ontario	01-01-71

Médecins omnipraticiens
General Practitioners

Région de Montréal — Montreal Region

Archambault, Paul-A., 2805 Willowdale, Montréal 250, Qué.	1- 5-71
Braunstein, M.M., Medical Arts Bldg., 1538 Sherbrooke St. W., Suite 307, Montréal, Qué.	11-12-70
Brouille, Raynald, 3775, St-Hubert, app. 10, Montréal 132, Qué.	2- 1-71
Finkelstein, M.-N., 360 Pine Avenue, West, Montréal 130, Qué.	11-12-70
Joannette, Jean-Paul, 4930, Mayfaire, Montréal, Qué.	11-12-70
Laing, W.-A. Richard, 1414 Drummond Street, Suite 711, Montréal, Qué.	31- 3-71
Leclaire, Yves, 4780, Côte des Neiges, Suite 690, Montréal 247, Qué.	11-12-70
Mayman, Abe, 5845, Côte des Neiges, Suite 690, Montréal, Qué.	17-12-70
Morgantaler, Henry, 2990, Beaugrand, Montréal 429, Qué.	5- 1-71
Ostiguy, Jean-Paul, 450 est, Sherbrooke, Suite 108, Montréal 132, Qué.	11-12-70
Scott, B.H., 5146 Westbury Avenue, Montréal, Qué.	22- 7-71
Vines, Norman M., 1452 Bishop Street, Suite 3, Montréal, Qué.	11-12-70
Willoughby, Henry Wells, Royal Victoria Hospital, 687 Pine West, Montréal, Qué.	11-12-70

Région de Québec — Québec Region

Marcotte, Gaston, Cap-de-la-Madeleine, Qué.	21-10-71
Morisette-Delage, Jacqueline, 895, Dessane, Québec 6, Qué.	11-12-70

Médecins omnipraticiens
General Practitioners

Région de Québec — Québec Region

Rinfret, Charles-C., 885 est, St-Joseph, Québec, Qué. 13-12-70

Région des Cantons de l'Est — Eastern Townships Region

Grainger, T. Roger, C.J.M. Clinic, Asbestos, Qué. 11-12-70
Jacques, Elphège, 190 est, rue Principale, Farnham, Qué. 11-12-70

Chirurgiens-dentistes
Dental Surgeons

Région de Montréal — Montreal Region

Beaulieu, J.-Édouard, St-Rémy, Cté. Napierville, Qué. 30- 3-71
Blum, Stanley S., 5757, Decelles, Suite 203, Montréal 251, Qué. 11- 2-71
Bourgoin, Jean, 1248, rue Lajoie, Outremont, Qué. 15- 4-71
Bourke, Edward T., 1538 Sherbrooke St. W., Suite 516, Montréal 109, Qué. 9- 3-71
Boyles, William Howard, 1414 Drummond St., Montréal 107, Qué. 2- 3-71
Burns, Frank Leonard, 1414 Drummond St., Montréal 107, Qué. 13- 2-71
Bushell, Winston C., 1538 Sherbrooke West, Suite 1006, Montréal 109, Qué. 10- 2-71
Casey, C. A., 4695 Sherbrooke St. W., Montréal 215, Qué. 27- 3-71
Chamard, John McLean, 1509 Sherbrooke West, Montréal, Qué. 14- 2-71
Colle, Albert-J., 5253 Décarie Blvd., Suite 218, Montréal 29, Qué. 3- 2-71
Coulombe, Roger, 4660 St-Joseph Blvd, Lachine, Qué. 25- 2-71
Elo, J.-Thomas, 1414 Drummond St., Suite 909, Montréal 107, Qué. 16- 2-71
Harvey, Robert-F., Montreal General Hospital, Montréal, Qué. 15- 4-71
Henry, Donald W., 227 Kenaston Ave., Montréal 305, Qué. 31- 1-71
Hydman, Alex. William, 509 Birks Bldg., 620 Cathcart St., Montréal, Qué. 28- 2-71
Kent, Léonard E., 4695 Sherbrooke St. W., Montréal 215, Qué. 7- 4-71
Kutzman, Ernest-A. 1538 Sherbrooke St. W., Room 410, Montréal, Qué. 1- 2-71
Labelle, Paul, 12271 Henri d'Arles, Montréal 389, Qué. 11- 8-71
Lafortune, Jean-Paul, 5704, Laurendeau, Montréal, Qué. 13- 2-71
Lawlor, Robert, 3333, Chemin Reine-Marie, Montréal, Qué. 18-02-71
Lefebvre, Pierre-I., 2225, boulevard Lapinière, Ville Brossard, Qué. 02-02-71
Litvack, Sylvia, 5465 Queen Mary Road, Apt. 610, Montréal 249, Qué. 01-05-71
Muroff, Frederick I., 1414 Drummond, Suite 1104, Montréal, Qué. 10-03-71
Myles, Thomas-A., 1538 Sherbrooke St. W., Suite 412, Montréal, Qué. 01-02-71
Pearson, Hyman H., 500 Birks Bldg., Suite 500, Montréal, Qué. 06-02-71
Poch, Levis-Neville, 1 Westmount Square, Suite 346, Westmount 216, Qué. 14-04-71
Rogers, Mervyn Allen, 4300, Boulevard de Maisonneuve W., Apt. 702, Montréal 215 Qué. 06-02-71
Rudick, Gerald-S., 4950 Queen Mary Rd., Suite 400, Montréal 248, Qué. 30-01-71
Shevell, Melvyn, 6000 Côte des Neiges Rd., Suite 200, Montréal, Qué. 02-02-71
Stockwell, William G., 1538 Sherbrooke St. W., Suite 805, Montréal 109, Qué. 09-03-71
Sykora, Oskar, Faculty of Dentistry, McGill University, Montreal, Qué. 31-01-71
Van Vliet, Jonathan E., 1538 Sherbrooke St. W., Suite 805, Montréal 109, Qué. 08-03-71
Vinet, Ephrem, 426 Est, Boul. St-Joseph, Montréal, Qué. 08-02-71

Région de Québec — Québec Region

Boucher, Marc, 1000, Chemin Ste-Foy, Québec, Qué. 31-01-71

Région des Cantons de l'Est — Eastern Townships Region

Dugal, Paul-L., 459-A, Lindsay, Drummondville, Qué. 08-02-71
Laforce, Jacques, 31 King Ouest, Sherbrooke, Qué. 04-02-71
Leblanc, Jean-Yves, Bedford, Qué. 06-02-71
Marcoux, Jean-F., 448 Ouest, rue King, Sherbrooke, Qué. 11-04-71
Olivier, Valmore, 843 Belvédère St., Sherbrooke, Qué. 07-02-71
Proulx, Jacques, 214, Boul. St-Joseph, Hull, Qué. 05-05-71

Optométristes
Optometrists

Région des Cantons de l'Est — Eastern Townships Region

Breton, Antonio, 1530, rue des Cascades, St-Hyacinthe, Qué. 30-12-70

42875-o

Ventes par Shérifs

AVIS PUBLIC, est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs, tels que mentionnés plus bas.

BEAUHARNOIS

De Terris
District de Beauharnois

Cour Supérieure, No 12 320. } LA SOCIÉTÉ DES ARTISANS, corporation légalement constituée, dans les ville et district de Montréal, demanderesse, *vs* ALIAS SASSEVILLE, dont la dernière résidence connue est située au numéro 116 rue Dumouchel, à Châteauguay Centre district de Beauharnois, défendeur.

« Un emplacement connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de St-Joachim de Châteauguay, comté de Châteauguay, comme étant le lot numéro deux cent quarante-neuf (No 249-149).

Avec bâtisses ci-dessus construites. »

Pour être vendu au bureau d'enregistrement de la division de Châteauguay, à Ste-Martine, le SEPTIÈME jour de DÉCEMBRE 1971, à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif adjoint,
Mme THÉRÈSE LEBLANC.

Bureau du Shérif,
Salaberry de Valleyfield,
ce 27e jour d'octobre 1971. 42836-o

DRUMMOND

Canada — Province de Québec
District de St-Hyacinthe

Cour Provinciale, Bref Nos 9104, 9106. } CANADIAN ACCEPTANCE CANADA LTD., demandeur, *vs* VICTOR VALLIÈRES & *al*, résidant à South Durham, défendeur et REGISTRATEUR, bureau d'enregistrement, Drummondville, mis en cause.

Désignation

Un certain emplacement étant connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du canton de Durham, comté de Drummond, comme étant une partie du lot numéro neuf cent seize (P. 916) mesurant quatre-vingts pieds (80′) de largeur par une profondeur de cent pieds (100′) et étant borné en front par l'ancienne route 32, sur un côté par une ligne parallèle à et distante de 400 pieds de la ligne de division entre le 10e et le 11e rang dudit canton sur l'autre côté et en arrière par le résidu dudit lot appartenant au vendeur.

Le tout avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Sheriffs' Sales

PUBLIC NOTICE, is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

BEAUHARNOIS

De Terris
District of Beauharnois

Superior Court, No. 12 320. } LA SOCIÉTÉ DES ARTISANS, a corporation legally incorporated, in the city and district of Montreal, plaintiff, *vs* ALIAS SASSEVILLE whose last known residence was 116 Dumouchel Street, in Châteauguay Centre, district of Beauharnois, defendant.

"An emplacement known and designated on the official plan and book of reference for the parish of St. Joachim de Châteauguay, county of Châteauguay, as lot number two hundred and forty-nine (No. 249-149).

With the buildings constructed thereon."

To be sold at the registration division of Châteauguay, in St. Martine, on the SEVENTH day of DECEMBER, 1971, at TEN o'clock in the forenoon.

Mrs. THÉRÈSE LEBLANC,
Assistant Sheriff.

Sheriff's Office,
Salaberry de Valleyfield,
this 27th day of October, 1971. 42836

DRUMMOND

Canada — Province of Québec
District of St. Hyacinthe

Provincial Court, Writ Nos. 9104, 9106. } CANADIAN ACCEPTANCE CANADA LTD., plaintiff, *vs* VICTOR VALLIÈRES & *al*, residing at South Durham, defendant, and THE REGISTRAR, Drummondville, Registry Office, mis en cause.

Designation

A certain emplacement being known and designated in the official plan and book of reference of the Township of Durham, County of Drummond, as being a part of lot number nine hundred and sixteen (Pt. 916) measuring eighty feet (80′) in width by a depth of one hundred feet (100′) and being bounded in front by former Highway 32, on one side by a line parallel to and at a distance of 400 feet from the dividing line between the 10th and 11th Ranges of the said Township, on the other side and in the rear by the remaining part of the said lot belonging to the vendor.

The whole with buildings constructed thereon, circumstances and dependencies.

Pour être vendu au bureau d'enregistrement de la division de Drummond, district de Drummond au Palais de Justice de Drummondville, JEUDI, le NEUVIÈME jour de DÉCEMBRE 1971 à DIX heures de l'avant-midi.

Drummondville, ce 28e jour d'octobre 1971.

Le shérif de Drummond,
STEPHEN DOLAN.

42861-o

To be sold at the Drummond Division Registry Office, District of Drummond, at the Court House of Drummondville, on THURSDAY, the NINTH day of DECEMBER, 1971 at TEN o'clock in the forenoon.

Drummondville, October 28, 1971.

STEPHEN DOLAN,
Sheriff of Drummond.

42861

IBERVILLE

Fieri Facias de Bonis de Terris

Cour Supérieure — District d'Iberville

Saint-Jean; à savoir, No 16-884. } GEORGES BESSETTE, domicilié et résidant à Iberville, district d'Iberville, demandeur, *vs* PIERRE ROBERT, domicilié et résidant au 18 Boul. Guay à St-Rémi, district d'Iberville, défendeur.

« Un emplacement situé en la paroisse de Saint-Rémi, comté de Napierville, connu et désigné comme étant le lot numéro trente de la subdivision officielle du lot originaire numéro deux cent douze (No. 212-30) des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Rémi, comté de Napierville.

Le tout avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances et tel qu'il se trouve présentement avec les servitudes actives et passives, apparentes ou occultes attachées audit immeuble. »

Pour être vendu au bureau d'enregistrement du comté de Napierville, en Napierville, le SIXIÈME jour de DÉCEMBRE 1971, à DEUX heures de l'après-midi.

Saint-Jean, ce 28e jour d'octobre 1971.

Le député shérif dûment assermenté,
ANDRÉ BERGERON.

42860-o

Fieri Facias de Bonis de Terris

Cour Supérieure — District d'Iberville

Saint-Jean, à savoir: No. 17-182. } ELIZABETH PROVOST, fille majeure usant de ses droits, de St-Édouard de Napierville, district d'Iberville, demanderesse, *vs* MATHIEU PROVOST et *als*, défendeurs et JOSEPH E. DUPONT, en sa qualité de registrateur pour la division d'enregistrement de Napierville, mis en cause.

Conformément au jugement de l'Honorable Juge André Nadeau, de la Cour Supérieure du district d'Iberville, en date du 6e jour d'octobre 1971, ordonnant la licitation des immeubles ci-après décrits:

A) « Une ferme située en la paroisse de St-Édouard, comté de Napierville, d'une superficie d'environ cent dix arpents plus ou moins avec bâtisses y érigées et composée comme suit:

a) Des lots numéros cinq cent vingt-neuf, cinq cent trente et un, cinq cent trente-deux, cinq cent trente-cinq, cinq cent trente-six, cinq cent quarante et un, cinq cent cinquante-huit (Nos 529, 531, 532, 535, 536,

IBERVILLE

Fieri Facias de Bonis de Terris

Superior Court — District of Iberville

St. John's; to wit, No. 16-884. } GEORGES BESSETTE, domiciled and residing in Iberville, district of Iberville, plaintiff, *vs* PIERRE ROBERT, domiciled and residing at 18 Guay Boulevard, in St. Rémi, district of Iberville, defendant.

"An emplacement situated in the parish of St. Rémi, county of Napierville, known and designated as being lot number thirty of the official subdivision of original lot number two hundred and twelve (No. 212-30) on the official plan and book of reference of the parish of St. Rémi, county of Napierville.

The whole with buildings constructed thereon, circumstances and dependencies and as it now subsists, with active and passive, apparent or unapparent, servitudes attached to the said immovable."

To be sold at the county of Napierville Registry Office, in Napierville, on the SIXTH day of DECEMBER, 1971, at TWO o'clock in the afternoon.

St. John's, October 28, 1971.

ANDRÉ BERGERON,
Deputy Sheriff, duly sworn.

42860

Fieri Facias de Bonis de Terris

Superior Court — District of Iberville

St. Jean, to wit: No. 17-182. } ELIZABETH PROVOST, spinster exercising her rights, of St. Édouard de Napierville, district of Iberville, plaintiff, *vs* MATHIEU PROVOST et *al*, defendants, and JOSEPH E. DUPONT, in his capacity as Registrar for the Napierville Registration Division, mis en cause.

In conformity with the judgement delivered by the Honourable Judge André Nadeau, of the Superior Court of the district of Iberville, dated the 6th day of October, 1971, ordering the licitation of the immovables hereinafter described:

(A) "A farm situated in the parish of St. Édouard, county of Napierville, containing approximately one hundred and ten arpents, more or less, with buildings thereon erected and composed as follows:

(*a*) Of lots numbers five hundred and twenty-nine, five hundred and thirty-one, five hundred and thirty-two, five hundred and thirty-five, five hundred and thirty-six, five hundred and forty-one, five hundred and

541 et 558) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de St-Édouard.

b) De partie de lots cinq cent quarante-trois et cinq cent quarante-quatre (Pties nos 543, 544) desdits plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de St-Édouard, borné en front par le chemin public, en profondeur, par l'arrière des terres de la paroisse de St-Jacques-le Mineur, au côté par G. Provost ou représentants, et au côté nord par les héritiers de L.D. Lafontaine ou représentants, sur environ un arpent de longueur dans la ligne nord et de neuf arpents environ dans la ligne sud.

c) De partie du lot numéro quatre-cent quatre-vingt-un (Ptie 481) du même cadastre, de la contenance cette partie de trois arpents et un tiers en superficie, étant le terrain borné à un bout par G. Provost ou représentants et Joseph Beaudin ou représentants, à l'autre bout par une décharge d'un côté par Gaspard Groulx ou représentants et de l'autre par le rang Aubry.

d) De la juste moitié sud-ouest du lot numéro cinq cent cinquante-neuf (moitié s.o. 559) du même cadastre.

e) Des parties des lots numéros cinq cent trente-sept et cinq cent trente-neuf (Pties 537 et 539) du même cadastre, situées au côté sud-est du rang Sloan et entre ledit chemin et les terres de la paroisse de St-Jacques-le-Mineur.

f) Le lot numéro cinq cent soixante-dix (570) du cadastre de la paroisse de St-Édouard, de la contenance d'environ neuf arpents en superficie, à distraire la partie vendue à Sa Majesté pour la construction de la route Montréal à New-York. De tous ces immeubles, il faut distraire les parties vendues à Sa Majesté pour les fins de ladite route.

B) « Une autre terre marécageuse et inculte située en la paroisse de St-Patrice de Sherrington, comté de Napierville, acquise de Odessa Boyer en l'an 1930 composée comme suit:

a) La moitié nord du lot numéro cinq de la subdivision des lots numéros quatre-vingt-douze, quatre-vingt-treize quatre-vingt-quatorze et quatre-vingt-quinze (Pties 92, 93, 94, 95) du cadastre de la paroisse de St-Patrice-de-Sherrington, comté de Napierville étant mesuré sur le travers desdits numéros contenant cette moitié-nord dudit lot de subdivision un arpent de largeur sur trente-cinq arpents de profondeur, plus ou moins, sans garantie de mesure précise: bornée à l'ouest par la petite rivière Montréal, à l'est par Patrick Casey ou représentants, au sud par l'autre moitié dudit lot de subdivision et du côté nord par le lot numéro six de la subdivision, avec droit de passage sur ce terrain.

b) Le lot numéro quatre de la subdivision des lots numéros quatre-vingt-douze, quatre vingt-treize, quatre-vingt-quatorze et quatre-vingt-quinze du cadastre de la paroisse de St-Patrice-de-Sherrington, étant mesuré sur le travers desdits numéros contenant deux arpents de largeur sur trente-cinq arpents de profondeur, plus ou moins, sans garantie de mesure précise; borné à l'ouest par la petite rivière Montréal, du côté est par Louis Beaudin ou représentants, du côté sud

fifty-eight (Nos. 529, 531, 532, 535, 536 541 and 558) of the official plan and book of reference of the parish of St. Édouard.

(*b*) Of part of lots five hundred and forty-three and five hundred and forty-four (Pts. Nos. 543, 544) of the said official plan and book of reference of the parish of St. Édouard, bounded in front by the public road, in depth, by the rear of the farms of the parish of St. Jacques-le-Mineur, on the side by G. Provost or representatives, and on the north side by the heirs of L. D. Lafontaine or representatives, on a length approximately one arpent in its north line and of nine arpents approximately in its south line.

(*c*) Of part of lot number four hundred and eighty-one (Pt. 481) of the same cadastre, this part containing three and one third arpents, being the plot of land bounded at one end by G. Provost or representatives and Joseph Beaudin or representatives, at the other end by a discharge on one side by Gaspard Groulx or representatives and on the other by Aubry Range.

(*d*) Of the exact southwest half of lot number five hundred and fifty-nine (Half S.W. 559) of the same cadastre.

(*e*) Of parts of lots numbered five hundred and thirty-seven and five hundred and thirty-nine (Pts. 537 and 539) of the same cadastre, situated on the southeast side of Sloan Range and between the said road and the farms of the parish of St. Jacques-le-Mineur.

(*f*) Lot number five hundred and seventy (570) of the cadastre of the parish of St. Édouard, containing approximately nine arpents, less and to withdraw the part sold to Her Majesty for the construction of the Montreal-New York highway. From all these immovables there must be withdrawn the parts sold to Her Majesty for the purposes of the said highway.

(B) « Another tract of swampy and uncultivated land situated in the parish of St. Patrice de Sherrington, county of Napierville, acquired from Odessa Boyer in the year 1930 composed as follows:

(*a*) The north half of lot number five of the subdivision of lots numbers ninety-two, ninety-three, ninety-four and ninety-five (Pts. 92, 93, 94, 95) of the cadastre of the parish of St. Patrice-de-Sherrington, county of Napierville, being measured across the said numbers containing this north half of the said subdivision lot one arpent in width by thirty-five arpents in depth, more or less, without guarantee of precise measure; bounded on the west by the Petite Rivière Montréal, on the east by Patrick Casey or representatives, on the south by the other half of the said subdivision lot and on the north side by lot number six of the subdivision, with right of way on this plot of land.

(*b*) Lot number four of the subdivision of lots numbers ninety-two, ninety-three, ninety-four and ninety-five of the cadastre of the parish of St. Patrice-de-Sherrington, being measured across the said numbers containing two arpents in width by thirty-five arpents in depth, more or less, without guarantee of precise measure; bounded on the west by the Petite Rivière Montréal, on the east side by Louis Beaudin or representatives, on the south side by lot number three of the

par le lot numéro trois de la subdivision desdits lots et du côté nord par le lot numéro cinq de la subdivision desdits lots.

c) La moitié sud du lot numéro cinq desdits lots quatre-vingt-douze, quatre-vingt-treize, quatre-vingt-quatorze et quatre-vingt-quinze du cadastre de la paroisse de St-Patrice de Sherrington, étant mesuré sur le travers desdits numéros contenant un arpent de largeur sur trente-cinq arpents de profondeur, plus ou moins, sans garantie de mesure précise; borné à l'ouest par la petite rivière Montréal, à l'est par John Bone ou représentants, au sud par le lot numéro quatre de la subdivision desdits lots et du côté nord par le lot numéro cinq de la subdivision.

d) Une terre contenant deux arpents de largeur sur trente-cinq arpents de profondeur, plus ou moins, sans garantie de mesure précise, connue et désignée comme faisant partie des lots numéros quatre-vingt-douze, quatre-vingt-treize, quatre-vingt-quatorze et quatre-vingt-quinze du cadastre de la paroisse de St-Patrice-de-Sherrington, tel que décrit à la vente par Ovila Ménard et autres à Cyprien Provost, enregistrée sous no 9928, distraction faite de un arpent de largeur sur six arpents de profondeur vendue à Patrick Collahan; bornée comme suit à l'ouest par la petite rivière Montréal; à l'est par John Bone ou représentants, au nord par Napoléon Mont-Bleau ou représentants, au sud par Arthur Gagné ou représentants (Tel que susdit, ces lots d'une superficie totale d'environ deux cent dix arpents).

Avec bâtisses y érigées. »

Pour, lesdits immeubles, être mis à l'enchère et adjugés au plus offrant et dernier enchérisseur à la date à laquelle il sera possible au shérif de procéder, sujet aux charges, clauses et conditions indiquées dans le cahier des charges au Greffe du Protonotaire de ladite Cour, toute opposition à fin d'annuler, à fin de charge ou afin de distraire à ladite licitation, devra être déposée au Greffe du protonotaire de ladite Cour dans les délais légaux de même que toute opposition à fin de conserver; et, à défaut par les parties de déposer lesdites oppositions dans les délais voulus, elles seront forcloses du droit de le faire.

Pour être vendu, séparément au bureau d'enregistrement du comté de Napierville, à Napierville, LUNDI, le SIXIÈME jour de DÉCEMBRE 1971, à ONZE heures de l'avant-midi.

Le député shérif dûment assermenté,
ANDRÉ BERGERON.

Saint-Jean, ce 28 octobre 1971. 42879-o

subdivision of the said lots and on the north side by lot number five of the subdivision of the said lots.

(*c*) The south half of lot number five of the said lots ninety-two, ninety-three, ninety-four and ninety-five of the cadastre of the parish of St. Patrice-de-Sherrington, being measured across the said numbers containing one arpent in width by thirty-five arpents in depth, more or less, without guarantee of precise measure; bounded on the west by the Petite Rivière Montréal, on the east by John Bone or representatives, on the south by lot number four of the subdivision of the said lots and on the north side by lot number five of the subdivision.

(*d*) A tract of land containing two arpents in width by thirty-five arpents in depth, more or less, without guarantee of precise measure, known and designated as forming part of lots numbers ninety-two, ninety-three, ninety-four and ninety-five of the cadastre of the parish of St. Patrice-de-Sherrington, as described in the sale by Ovila Ménard and others to Cyprien Provost, registered under No. 9928, withdrawal made of one arpent in width by six arpents in depth sold to Patrick Collahan; bounded as follows: on the west by the Petite Rivière Montréal; on the east by John Bone or representatives, on the north by Napoléon Mont-Bleau or representatives, on the south by Arthur Gagné or representatives (as aforementioned, these lots containing a total of approximately two hundred and ten arpents).

With buildings erected thereon."

The said immovables to be put up for auctio and awarded to the highest and last bidder on the date on which it is possible for the Sheriff to proceed, subject to the charges, clauses and conditions mentioned in the list of charges in the Record Office of the Prothonotary of the said Court, any opposition with a view to cancellation, to charges or to diverting from the said licitation shall be filed at the Record Office of the Prothonotary of the said Court within the time required by law, as well as any opposition with a view to witholding; and, should the parties fail to file the said oppositions within the required time, they shall be precluded from the right to do so.

To be sold separately at the registry office for the county of Napierville, at Napierville, on MONDAY, the SIXTH day of DECEMBER, 1971, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

ANDRÉ BERGERON,
Duly sworn-in as Deputy Sheriff.

Saint-Jean, October 28, 1971. 42879

MONTRÉAL

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Cour Supérieure — District de Montréal

No 807-742. ATLANTIC & GULF STEVEDORES (1964) LTD., demanderesse, *vs* ALPHONSE BÉLANGER et *al*, défendeurs.

MONTREAL

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Superior Court — District of Montreal

No. 807-742. ATLANTIC & GULF STEVEDORES (1964) LTD., plaintiff, *vs* ALPHONSE BÉLANGER et *al*, defendants.

« Un emplacement ayant front sur la rue Victoria, en la ville de Jacques-Cartier, connu et désigné comme étant les lots numéros deux cent treize et deux cent quatorze de la subdivision officielle du lot originaire numéro cent trente-huit (138-213 et 214) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Antoine-de-Longueuil, mesurant cinquante pieds de largeur sur une profondeur de quatre-vingt-quatre pieds (50′ x 84′) mesure anglaise et plus ou moins.

Avec tous les édifices érigés et devant être érigés sur ledit emplacement et plus particulièrement un édifice de bois, recouvert de pierre et de brique comprenant quatre (4) logements, portant le numéro civique 1130, rue Victoria, en la ville de Jacques-Cartier.

Ainsi que le tout subsiste présentement avec tous ses droits, membres et appartenances. »

Pour être vendu au bureau d'enregistrement de Chambly, 201, place Charles Lemoyne, édifice Montval, à Longueuil, le DIXIÈME jour de DÉCEMBRE 1971, à ONZE heures de l'avant-midi.

Bureau du Shérif, *Le shérif adjoint*,
Cour Supérieure, PAUL ST-MARTIN.
Montréal, 27 octobre 1971. 42862

Fieri Facias de Terris
Cour Supérieure — District de Montréal

No 804-682. LA BANQUE D'ÉPARGNE DE LA CITÉ ET DU DISTRICT DE MONTRÉAL, corporation légalement constituée ayant sa principale place d'affaires à Montréal, district judiciaire de Montréal, demanderesse, *vs* WILSON DESCHESNES, résidant et domicilié au numéro 1955 rue Gauthier, à Montréal, app. 1, district judiciaire de Montréal, et *al.*, défendeurs.

Description de l'immeuble

« Un emplacement ayant front sur la première Avenue, dans la ville de Pointe-aux-Trembles, composé de trois lots de terre connus et désignés sous les numéros deux cent soixante-treize, deux cent soixante-quatorze et deux cent soixante-quinze de la subdivision officielle du lot numéro quatre-vingt-treize (93-273, 274 et 275) des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de la Pointe-aux-Trembles.

Avec une maison dessus construite, portant le numéro civique 1017 de la première Avenue, dont le mur nord-ouest est mitoyen avec la propriété adjacente.

Tel que le tout se trouve actuellement, avec toutes les servitudes actives et passives, apparentes ou occultes attachées audit immeuble, sans réserve, et notamment la servitude de droit de vue créée aux termes d'un acte reçu par Me A. Léger, notaire, le dix-sept septembre mil neuf cent cinquante-six, enregistré au bureau d'enregistrement de Montréal, sous le numéro 1226216.

Pour être vendu au bureau du protonotaire, Cour Supérieure, 10 est, rue Craig, 4e étage, chambre #195, en les cité et district de Montréal, le NEUVIÈME jour de DÉCEMBRE 1971, à TROIS heures de l'après-midi.

Bureau du Shérif, *Le shérif adjoint*,
Cour Supérieure, PAUL ST-MARTIN.
Montréal, 27 octobre 1971. 42865-o

"An emplacement fronting on Victoria Street, in the city of Jacques-Cartier, known and designated as being lots numbers two hundred and thirteen and two hundred and fourteen of the official subdivision of the original lot number one hundred and thirty-eight (138-213 and 214) upon the official plan and book of reference of the parish of St-Antoine de Longueuil, measuring fifty feet in width by a depth of eighty-four feet (50′ x 84′) English measure and more or less.

With all the buildings erected and to be erected on the said emplacement and more specially a wooden, stone and brick encased building containing four (4) tenements, bearing civic number 1130 Victoria Street, in the city of Jacques-Cartier.

As the whole now subsists with all its rights, members and appurtenances."

To be sold at the Chambly Registry Office, 201 Place Charles Lemoyne, Montval Building, at Longueuil, on the TENTH day of DECEMBER 1971, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, PAUL ST-MARTIN,
Superior Court, *Assistant Sheriff*.
Montreal, October 27th, 1971. 42862-o

Fieri Facias de Terris
Superior Court — District of Montreal

No. 804-682. THE MONTREAL CITY AND DISTRICT SAVINGS BANK, corporation legally incorporated, having its principal place of business in Montreal, judicial district of Montreal, plaintiff, *vs* WILSON DESCHESNES, residing and domiciled at number 1955 Gauthier Street, in Montreal, Apt. 1, judicial district of Montreal, et *al.*, defendants.

Description of the immovable

"An emplacement fronting on First Avenue, in the city of Pointe-aux-Trembles, composed of three lots of land known and designated under numbers two hundred and seventy-three, two hundred and seventy-four and two hundred and seventy-five of the official subdivision of lot number ninety-three (93-273, 274 and 275) of the official plan and book of reference of the parish of Pointe-aux-Trembles.

With a house constructed thereon, bearing civic number 1017 of First Avenue, whose northwest wall is common with the adjacent property.

As the whole now subsists, with all the servitudes active and passive, apparent and unapparent, attached to the said immovable, without any reservation, and notably the right of view created under the terms of a deed executive before Mr. A. Léger, Notary, on the seventeenth of September, one thousand nine hundred and fifty-six, registered at the Montreal registry office, under number 1226216.

To be sold at the Prothonotary's Office, Superior Court, 10 Craig Street East, 4th floor, room #195, in the ity and district of Montreal, the NINTH day of DECEMBER, 1971, at THREE o'clock in the afternoon.

Sheriff's Office, PAUL ST-MARTIN,
Superior Court, *Assistant Sheriff*.
Montreal, October 27, 1971. 42865

Fieri Facias de Terris

Cour Supérieure — District de Montréal

No 807-568. LA BANQUE D'ÉPARGNE DE LA CITÉ ET DU DISTRICT DE MONTRÉAL, corporation légalement constituée ayant sa principale place d'affaires à Montréal, district judiciaire de Montréal, demanderesse, *vs* GILBERT BILLARD, résidant et domicilié au numéro 89 rue De Galais à Ville de Laval, district de Montréal, et *al*, défendeurs.

« Un immeuble, situé à Laval (Laval-des-Rapides) connu et désigné comme étant la subdivision cinquante du lot numéro deux cent quarante (240-50) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de St-Martin, mesurant cinquante-huit pieds de largeur sur une profondeur de quatre-vingt-un pieds dans sa ligne nord-ouest et quatre-vingt-un et six dixièmes de pied dans sa ligne sud-est et ayant une superficie de quatre mille sept cent quinze pieds et quatre dixièmes de pied carrés, (4,715.4 p.c.) mesure anglaise et plus ou moins.

Avec une maison dessus construite portant le numéro 89 rue De Galais, Laval (Laval-des-Rapides).

Tel que le tout se trouve présentement sans exception ni réserve. »

Pour être vendu au bureau d'enregistrement du comté de Laval, 155 Boul. Je Me Souviens, à Laval, le NEUVIÈME jour de DÉCEMBRE 1971, à ONZE heures de l'avant-midi.

Bureau du Shérif, *Le shérif adjoint*,
Cour Supérieure, PAUL ST-MARTIN.
Montréal, 27 octobre 1971. 42863-o

Fieri Facias de Terris

Superior Court — District of Montreal

No. 807-568. THE MONTREAL CITY AND DISTRICT SAVINGS BANK, corporation legally incorporated, having its principal place of business in Montreal, judicial district of Montreal, plaintiff, *vs* GILBERT BILLARD, residing and domiciled at 89 De Galais Street in the city of Laval, district of Montreal, et *al*, defendants.

"An immovable, situated in Laval (Laval-des-Rapides) known and designated as being subdivision fifty of lot number two hundred and forty (240-50) in the official plan and book of reference of the parish of St. Martin, measuring fifty-eight feet in width by a depth of eighty-one feet in its northwest line and eighty-one and six tenths feet in its southeast line and containing four thousand seven hundred and fifteen and four tenths square feet, (4,715.4 sq. ft.) English measure and more or less.

With a house constructed thereon bearing number 89 De Galais Street, Laval (Laval-des-Rapides).

As the whole now subsists, without any exception or reservation."

To be sold at the county of Laval Registry Office, 155 Je Me Souviens Boulevard, in Laval, the NINTH day of DECEMBER, 1971, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, PAUL ST-MARTIN,
Superior Court, *Assistant Sheriff*.
Montreal, October 27, 1971. 42863

Fieri Facias de Terris

Cour Supérieure — District de Montréal

No 809-070. SOCIÉTÉ CENTRALE D'HYPOTHÈQUES ET DE LOGEMENT, corporation ayant son siège social à Ottawa, Ontario et ayant sa principale place d'affaires pour la province de Québec en la ville de Mont-Royal, district de Montréal, demanderesse, *vs* GEORGE MENDELSOHN, résidant au 2410, rue Gold, dans les ville et district de Montréal, défendeur:

« Un emplacement situé en la ville de Laval, quartier Chomedey, connu et désigné comme étant le lot numéro six cent six de la subdivision officielle du lot originaire numéro quatre-vingt-quatorze (94-606) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Martin.

Mesurant quarante-trois pieds et cinq dixièmes de pied (43.5′) sur une profondeur de quatre-vingt-douze pieds (92′).

Avec une maison dessus érigée portant les numéros civiques 1170 et 1172, rue Henessy. »

Pour être vendu au bureau d'enregistrement du comté de Laval, 155, boulevard Je Me Souviens, à Laval, le NEUVIÈME jour de DÉCEMBRE 1971, à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du Shérif, *Le shérif adjoint*,
Cour Supérieure, PAUL ST-MARTIN.
Montréal, 27 octobre 1971. 42866

Fieri Facias de Terris

Superior Court — District of Montreal

No. 809-070. CENTRAL MORTGAGE AND HOUSING CORPORATION, a corporation, having its head office in Ottawa, Ontario, and having its principal place of business for the Province of Québec, in the town of Mount Royal, district of Montreal, plaintiff, *vs* GEORGE MENDELSOHN, residing at 2410 Gold Street, in the city and district of Montreal, defendant.

"An emplacement situated in the City of Laval, Chomedey Ward, known and designated as being lot number six hundred and six of the official subdivision of the original lot number ninety-four (94-606) of the official plan and book of reference of the parish of St. Martin.

Measuring forty-three feet and five tenths of a foot (43.5′) by a depth of ninety-two feet (92′).

With a house thereon erected bearing civic numbers 1170 and 1172 Henessy Street."

To be sold at the registry office of county of Laval, 155 Je Me Souviens Blvd. in Laval, the NINTH day of DECEMBER 1971, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, PAUL ST-MARTIN,
Superior Court, *Assistant Sheriff*.
Montreal, October 27, 1971. 42866-o

Fieri Facias de Terris

Cour Supérieure — District de Montréal

No 812-036. { LA BANQUE D'ÉPARGNE DE LA CITÉ ET DU DISTRICT DE MONTRÉAL, corporation légalement constituée ayant sa principale place d'affaires au numéro 266 ouest, rue St-Jacques à Montréal, district de Montréal, demanderesse, *vs* GEORGES CHAPUT, débiteur failli, résidant au numéro 10367, rue Hébert, cité de Montréal-Nord, district de Montréal, et C. A. MICHAUD, en sa qualité de syndic à la cession dudit Georges Chaput, 1010, Côte Beaver Hall, Montréal, co-défendeurs.

Désignation

Un emplacement de forme irrégulière ayant front sur la rue de Pontivy, en la ville de Laval (autrefois Laval-des-Rapides), province de Québec, faisant partie des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de St-Martin et composé de:

a) La subdivision cent huit du lot deux cent soixante-cinq (265-108) auxdits plan et livre de renvoi officiels;

b) La subdivision quatre-vingt du lot deux cent soixante-six (266-80) auxdits plan et livre de renvoi officiels; et

c) La subdivision cent sept du lot deux cent soixante-sept (267-107) auxdits plan et livre de renvoi officiels.

Avec la bâtisse en voie de construction portant les numéros 457, 459 et 461 de ladite rue de Pontivy, dont le mur nord est mitoyen.

Sujet aux servitudes enregistrées sous les numéros 252743, 274861 et 281092.

Avec et sujet à une servitude réciproque de droits de vue établie par destination de père de famille aux termes d'un acte de servitude reçu devant L. André Bourbeau, notaire, et enregistré sous le numéro 275332.

Ainsi que ledit immeuble se trouve présentement, avec tous droits et dépendances, sans exception ni réserve.

Chargés en faveur de la Banque d'Épargne et de La Caisse Populaire St-Grégoire-le-Grand.

Pour être vendu au bureau d'enregistrement du comté de Laval, 155, boul. Je Me Souviens, à Laval, le DIXIÈME jour de DÉCEMBRE 1971, à ONZE heures de l'avant-midi.

Bureau du Shérif, *L'Assistant shérif*,
Cour Supérieure, PAUL ST-MARTIN.
Montréal, 27 octobre 1971. 42864-o

Fieri Facias de Terris

Canada — Province de Québec
Cour Supérieure — District de Montréal

No 799-618. { MONTREAL TRUST COMPANY, corps politique et incorporé, dûment constitué et ayant son siège social et sa principale place d'affaires dans la ville et le district de Montréal, demanderesse, *vs* KELVIN LEIGH CUSACK, gentilhomme, domicilié à l'appartement 672,700, rue Peel, dans la ville et le district de Montréal, défendeur.

Fieri Facias de Terris

Superior Court — District of Montreal

No. 812-036. { THE MONTREAL CITY AND DISTRICT SAVINGS BANK, corporation legally incorporated, having its principal place of business at 266 St. James Street West in Montreal, district of Montreal, plaintiff, *vs* GEORGES CHAPUT, bankrupt debtor, residing at 10367 Hébert Street, city of Montreal North, district of Montreal, and C. A. MICHAUD, in his capacity as receiver in the cession of the said Georges Chaput, 1010 Beaver Hall Hill, Montreal, co-defendants.

Designation

An emplacement of irregular configuration fronting on de Pontivy Street, in the city of Laval (formerly Laval-des-Rapides), Province of Québec, forming part of the official plan and book of reference of the parish of St. Martin and composed of:

(*a*) Subdivision one hundred and eight of lot two hundred and sixty-five (265-108) in the said official plan and book of reference;

(*b*) Subdivision eighty of lot two hundred and sixty-six (266-80) in the said official plan and book of reference; and

(*c*) Subdivision one hundred and seven of lot two hundred and sixty-seven (267-107) in the said official plan and book of reference.

With the building under construction bearing numbers 457, 459 and 461 of the said de Pontivy Street, whose north wall is common.

Subject to the servitudes registered under numbers 252743, 274861 and 281092.

With and subject to a mutual servitude of rights of view established by the previous owner under the terms of a deed of servitude executed before L. André Bourbeau, notary, and registered under number 275332.

As the said immovable presently subsists, with all rights and dependencies, without any exception or reservation.

Encumbrances in favour of the Savings Bank and of La Caisse Populaire St. Grégoire-le-Grand.

To be sold at the county of Laval Registry Office, 155 Je Me Souviens Boulevard, in Laval, the TENTH day of DECEMBER, 1971, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, PAUL ST-MARTIN,
Superior Court, *Assistant Sheriff*.
Montreal, October 27, 1971. 42864

Fieri Facias de Terris

Canada — Province of Québec
Superior Court — District of Montreal

No. 799-618. { MONTREAL TRUST COMPANY, a body politic and corporate, duly incorporated and having its head office and principal place of business in the city and district of Montreal, plaintiff, *vs* KELVIN LEIGH CUSACK, gentleman, domiciled at Suite 672,700 Peel Street, in the city and district of Montreal, defendant.

1° Tous les droits, titre et intérêt du défendeur dans une propriété immobilière donnant sur la rue Desrivières, dans la ville de Montréal, connue sous le numéro sept cent onze (711) aux plan et livre de renvoi officiels du quartier Saint-Antoine, dans la ville de Montréal, avec les bâtisses y érigées portant les numéros 734 et 736, rue Desrivières.

2° Un certain emplacement de forme irrégulière, donnant sur la rue Desrivières, dans la ville de Montréal, connu présentement comme étant la subdivision un du lot numéro sept cent dix-neuf (719-1) aux plan et livre de renvoi officiels du quartier Saint-Antoine, dans la ville de Montréal, comprenant vingt-quatre pieds (24′) de largeur sur cinquante-quatre pieds et cinq dixièmes de pied (54.5′) de profondeur sur sa ligne nord-ouest et cinquante-cinq pieds et cinquante-quatre centièmes de pied (55.54′) de profondeur sur sa ligne sud-est, formant une superficie de quatre mille quatre cent un pieds carrés (4,401 pi. ca.), mesures anglaises et plus ou moins.

3° Une propriété immobilière située sur le coin de la rue Saint-Jacques et de la rue Windsor, dans la ville de Montréal, se composant de:

a) Tout le lot numéro sept cent seize (716) aux plan et livre de renvoi officiels du quartier Saint-Antoine, dans la ville de Montréal, moins la partie nord-est laquelle a été expropriée par la ville de Montréal pour y ouvrir ladite rue Windsor.

Ladite partie nord-est du lot, expropriée de cette façon, mesure trente et un pieds et cinq dixièmes de pied (31.5′) de largeur dans sa ligne sud-est, trente-trois pieds (33′) de largeur sur sa ligne nord-ouest sur une profondeur d'environ soixante-douze pieds (72′) et comprend une superficie de deux mille trois cent trente-neuf pieds (2,339′).

b) Tout le lot numéro sept cent dix-sept (717) aux plan et livre de renvoi officiels du quartier Saint-Antoine, dans la ville de Montréal, moins la partie nord-est dudit lot laquelle a été expropriée par la ville de Montréal pour ouvrir la rue Windsor.

Ladite partie nord-est du lot, expropriée de cette façon, mesure trente pieds et sept dixièmes de pied (30.7′) de largeur dans sa ligne sud-est, trente et un pieds et cinq dixièmes de pied (31.5′) sur sa ligne nord-ouest sur une profondeur de soixante-dix pieds (70′), et comprend une superficie de deux mille cent soixante-dix-sept pieds (2,177′).

c) Tout le lot numéro sept cent dix-huit (718) aux plan et livre de renvoi officiels du quartier Saint-Antoine, dans la ville de Montréal, moins la partie nord-est laquelle a été expropriée par la ville de Montréal pour ouvrir ladite rue Windsor.

Ladite partie nord-est du lot, ainsi expropriée mesure trente-trois pieds et cinq dixièmes de pied (33.5′) sur sa ligne sud-est, trente-deux pieds et huit dixièmes de pied (32.8′) sur sa ligne nord-ouest sur une longueur de soixante-six pieds et cinq dixièmes de pied (66.5′) sur sa ligne sud-ouest, et soixante et un pieds et cinq dixièmes de pied (61.5′) sur sa ligne nord-est et com-

1. All the rights, title and interest of the defendant in an immoveable property fronting on Desrivières Street in the city of Montreal, known under the number seven hundred and eleven (711) on the official plan and book of reference of the St. Antoine Ward of the city of Montreal, with the buildings thereon erected bearing civil numbers 734 and 736 Desrivières Street.

2. A certain emplacement of irregular figure, fronting on Desrivières Street, in the city of Montreal, now known as subdivision one of lot number seven hundred and nineteen (719-1) on the official plan and book of reference of the St. Antoine Ward of the city of Montreal, containing twenty-four feet (24′) in width by fifty-four feet and five-tenths of a foot (54.5′) in depth in the northwest line and fifty-five feet and fifty-four one-hundredths of a foot (55.54′) in depth in the southeast line, forming an area of four thousand four hundred and one square feet (4,401 sq. ft.), English measure and more or less.

3. An immoveable property situate on the corner of St. James Street and Windsor Street in the city of Montreal, composed of:

(*a*) The whole of lot number seven hundred and sixteen (716) on the official plan and book of reference of the St. Antoine Ward of the city of Montreal, less the northeast portion thereof which has been expropriated by the city of Montreal for the opening of said Windsor Street.

Which said northeast portion of lot so expropriated measures thirty-one feet and five-tenths of a foot (31.5′) in width on the southeast line, thirty-three feet (33′) in width on the northwest line by a depth of about seventy-two feet (72′) and containing in superficies two thousand three hundred and thirty-nine feet (2,339′).

(*b*) The whole of lot number seven hundred and seventeen (717) on the official plan and book of reference of the St. Antoine Ward of the city of Montreal, less the northeast portion thereof which has been expropriated by the city of Montreal for the opening of Windsor Street.

Which said northeast portion of lot so expropriated measures thirty feet and seven-tenths of a foot (30.7′) in width on the southeast line, thirty-one feet and five-tenths of a foot (31.5′) on the northwest line by a depth of seventy feet (70′), and containing in superficies two thousand one hundred and seventy-seven feet (2,177′).

(*c*) The whole of lot number seven hundred and eighteen (718) on the official plan and book of reference of the St. Antoine Ward of the city of Montreal, less the northeast portion thereof which has been expropriated by the city of Montreal for the opening of said Windsor Street.

Which said northeast portion of lot so expropriated measures thirty-three feet and five-tenths of a foot (33.5′) on the southeast line, thirty-two feet and eight-tenths of a foot (32.8′) on the northwest line by a length of sixty-six feet and five-tenths of a foot (66.5′) on the southwest line and sixty-one feet and five-tenths of a foot (61.5′) on the northeast line and containing a

prend une superficie de deux mille trente-deux pieds (2,032′).

d) Tout le lot sept cent dix-huit A (718 A) aux plan et livre de renvoi officiels du quartier Saint-Antoine, dans la ville de Montréal.

Toutes les mesures citées ci-dessus sont des mesures anglaises et plus ou moins.

Avec les bâtisses y érigées, connues sous le nom de « The Queen's Hotel ».

4° Tous les droits, titre et intérêt du défendeur dans un emplacement donnant sur la rue Desrivières, et qui est la partie nord-est du lot numéro sept cent douze (P. n.e. 712) aux plan et livre de renvoi officiels du quartier Saint-Antoine, dans la ville de Montréal, comprenant trente-cinq pieds (35′) de front sur soixante-douze pieds (72′) de profondeur, mesures anglaises et plus ou moins, bornée en avant par la rue Desrivières, à l'arrière par la partie sud-ouest dudit lot numéro sept cent douze (P. s.o. 712), d'un côté par une ruelle et de l'autre côté par le lot numéro sept cent onze (711) du même cadastre.

Avec la bâtisse y érigée.

Telles que lesdites propriétés existent présentement, avec tous les droits, membres et appartenances, sans exception ou réserve d'aucune sorte.

Pour être vendu « en bloc » à la folle enchère, le NEUVIÈME jour de DÉCEMBRE 1971, à ONZE heures de l'avant-midi au bureau du Protonotaire, Cour Supérieure, 10 est, rue Craig, Chambre #4, 195, dans la cité et le district de Montréal.

Bureau du Shérif,
Cour Supérieure,
Montréal, 27 octobre 1971.

Le shérif adjoint,
PAUL ST-MARTIN.

42868

superficies of two thousand and thirty-two feet (2,032′).

(*d*) The whole of lot number seven hundred and eighteen A (718 A) on the official plan and book of reference of the St. Antoine Ward of the city of Montreal.

All the above measurements are English measure and more or less.

With the buildings thereon erected known as "The Queen's Hotel".

4. All the rights, title and interest of the defendant in an emplacement fronting on Desrivières Street, being the northeast part of lot number seven hundred and twelve (N.E. Pt. 712) on the official plan and book of reference of the St. Antoine Ward of the city of Montreal, containing thirty-five feet (35′) in front by seventy-two feet (72′) in depth, English measure and more or less, bounded in front by Desrivières Street, in rear by the southwest part of the said lot number seven hundred and twelve (S.W. Pt. 712), on one side by a lane and on the other side by lot number seven hundred and eleven (711) of the same cadastre.

With the building thereon erected.

As the said properties now subsist with all their rights, members and appurtenances without exception or reserve of any kind.

To be sold "en bloc" for false bidding, on the NINTH day of DECEMBER, 1971, at ELEVEN o'clock in the morning, at the Prothonotary's Office, Superior Court, 10 Craig East, Room #4, 195, in the city and district of Montreal.

Sheriff's Office,
Superior Court,
Montreal, October 27, 1971.

PAUL ST-MARTIN,
Assistant Sheriff.

42868-o

Fieri Facias de Terris

Cour Supérieure — District de Montréal

No 804-811. FRAND INVESTMENT INC., corps politique incorporé dûment constitué conformément à la Loi et ayant son siège social et sa principale place d'affaires en les ville et district de Montréal, demanderesse, *vs* THOMAS GURENBAUM, administrateur, ayant élu domicile au bureau du protonotaire du district de Montréal, défendeur.

« Un droit indivis de douze et demi pour cent (12½%, titre et intérêt, dans et à un certain emplacement ayant façade sur la Montée de Liesse dans la ville de Saint-Laurent, province de Québec, connu et désigné comme étant une partie du lot originaire cent vingt-six (Ptie 126) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Laurent et bornée ladite partie du lot: en front au sud-ouest par ledit chemin de la Montée de Liesse; en arrière au nord-est par une partie du lot 124 dudit cadastre; d'un côté au nord-ouest par la partie du lot 126 vendue à Irving Mauer et de l'autre côté au sud-est par une partie du lot 126 vendue à Édouard Leduc aux termes de la vente enregistrée à Montréal sous le numéro 1717067; et mesurant ladite partie: trois cent trois pieds (303′) de largeur sur cinq cent trois pieds (503′) de profondeur, mesure anglaise et plus ou moins; la ligne de côté nord-ouest de ladite partie est parallèle à et à

Fieri Facias de Terris

Superior Court — District of Montreal

No. 804-811. FRAND INVESTMENT INC., a body politic and corporate duly incorporated according to law and having its head office and principal place of business in the city and district of Montreal, plaintiff, *vs* THOMAS GURENBAUM, executive, having elected domicile at the prothonotary's Office of the district of Montreal, defendant.

"An undivided twelve and one-half per cent (12½%) right, title and interest in and to that certain emplacement fronting on Montée de Liesse in the city of St-Laurent, Province of Québec, known and designated as being part of the original lot one hundred and twenty-six (Pt. 126) on the official plan and book of reference of the parish of St-Laurent and bounded the said part of lot: in front to the southwest by said Montée de Liesse Road; in rear to the northeast by Part of lot 124 of said cadastre; on one side to the northwest by that part of said lot 126 sold to Irving Mauer and on the other side to the southeast by Part of lot 126 sold to Édouard Leduc under the terms of the sale registered at Montreal under the number 1717067; and measuring the said part: three hundred and three feet (303′) in width by five hundred and three feet (503′) in depth, English measure and more or less; the north-

cent cinquante pieds (150′) au sud-est de la ligne sud-est du lot 126-7 dudit cadastre.

Tel que ladite propriété subsiste présentement avec tous ses droits, membres et appartenances, le tout sans exception ni réserve d'aucune sorte. »

Pour être vendu au bureau du protonotaire, Cour supérieure, 10 est, rue Craig, 4e étage, chambre #195, en les ville et district de Montréal, le DIXIÈME jour de DÉCEMBRE 1971, à ONZE heures de l'avant-midi.

Bureau du Shérif,
Cour Supérieure,
Montréal, 27 octobre 1971.

Le shérif adjoint,
PAUL ST-MARTIN.
42867

Fieri Facias de Terris

Cour Supérieure — District de Montréal

No 804-361. MOE STEINBERG, résidant et domicilié en les ville et district de Montréal, demandeur, *vs* FRANK AIELLO, défendeur.

« Un emplacement ayant façade sur la 12e Avenue, en la cité de LaSalle, connu et désigné comme étant le lot numéro trois mille cent cinq de la subdivision officielle du lot originaire numéro neuf cent quatre-vingt-quinze (995-3105) au cadastre officiel de la paroisse de Lachine.

Avec la bâtisse dessus érigée et portant les numéros civiques 690, 692 et 694, 12e Avenue, cité de LaSalle. »

Pour être vendu au bureau du protonotaire, Cour Supérieure, 10 est, rue Craig, chambre #195, 4e étage, en les ville et district de Montréal, le NEUVIÈME jour de DÉCEMBRE 1971, à DEUX heures de l'avant-midi.

Bureau du Shérif,
Cour Supérieure,
Montréal, 27 octobre 1971.

Le shérif adjoint,
PAUL ST-MARTIN.
42870

Fieri Facias de Terris

Superior Court — District of Montreal

No. 804-361. MOE STEINBERG, residing and domiciled in the city and district of Montreal, plaintiff, *vs* FRANK AIELLO, defendant.

"An emplacement fronting on 12th Avenue, City of LaSalle, known and designated as being the lot number three thousand one hundred and five of the official subdivision of the original lot number nine hundred and ninety-five (995-3105) of the official cadastre of the parish of Lachine.

With the building thereon erected bearing civic numbers 690, 692 and 694, 12th Avenue, City of LaSalle."

To be sold at the Prothonotary's Office, Superior Court, 10 Craig East, Room #195, 4th Floor, in the city and district of Montreal, the NINTH day of DECEMBER 1971, at TWO o'clock in the afternoon.

Sheriff's Office,
Superior Court,
Montreal, October 27, 1971.

PAUL ST-MARTIN,
Assistant Sheriff.
42870-o

QUÉBEC

Fieri Facias de Terris

Québec, à savoir: Cour Provinciale, No 76-093. JOS. GRENIER LTÉE, corps politique et incorporé, ayant son siège social à 947 avenue Royale, Québec 5, P.Q., *vs* ANDRÉ TANGUAY, domicilié à 1402 des Platanes, Orsainville, P.Q., et RAYMOND ROY, avocat, en sa qualité de registrateur pour la division d'enregistrement de Québec, 10 avenue Chauveau.

« Un lot portant le numéro cadastral numéro 660-65 de la ville de Charlesbourg, situé au numéro 1402 des Platanes, à Orsainville, avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances. »

Pour être vendu au bureau d'enregistrement, 10 avenue Chauveau, Québec, le SEPTIÈME jour de DÉCEMBRE 1971, à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif adjoint,
Bureau du Shérif,
Québec, le 2 novembre 1971.

RAYMOND HAINS.
42869-o

QUÉBEC

Fieri Facias de Terris

uébec, to wit : Provincial Court, No. 76-093. JOS. GRENIER LTÉE, body politic and corporate, having its head office at 947 Royale Avenue, Québec 5, P.Q., *vs* ANDRÉ TANGUAY, domiciled at 1402 des Platanes, Orsainville, P.Q., and RAYMOND ROY, advocate, in his capacity as registrar for the Québec registration division, 10 Chauveau Avenue.

"A lot bearing cadastral number 660-65 of the city of Charlesbourg, situated at 1402 des Platanes, in Orsainville, with buildings constructed thereon, circumstances and dependencies."

To be sold at the Registry Office, 10 Chauveau Avenue, Québec, on the SEVENTH day of DECEMBER, 1971, at TEN o'clock in the forenoon.

RAYMOND HAINS,
Sheriff's Office,
Québec, November 2, 1971.

Assistant Sheriff.
42869

RICHELIEU

Canada — Province de Québec
Cour Provinciale — District de Richelieu

No 10,295. { LA BANQUE ROYALE DU CANADA, corps politique incorporé ayant son siège social dans les cité et district de Montréal et une place d'affaires à Varennes, district de Richelieu, demanderesse, *vs* GUY CHICOINE, résidant et domicilié à Verchères, disrtict de Richelieu, défendeur.

Les immeubles connus et désignés comme étant les lots 205-19, 205-20, 205-21, 205-22, aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Verchères, district de Richelieu. »

Pour être vendu au bureau d'enregistrement de Verchères, JEUDI, le TRENTIÈME jour de DÉCEMBRE 1971, à DEUX heures de l'après-midi.

Le shérif,
42837-o FRANÇOIS GÉLINAS.

RICHELIEU

Canada — Province of Québec
Provincial Court — District of Richelieu

No. 10,295. { THE ROYAL BANK OF CANADA, a body politic and incorporated, having its head office in the city and district of Montreal and a place of business in Varennes, district of Richelieu, plaintiff, *vs* GUY CHICOINE, residing and domiciled in Verchères, district of Richelieu, defendant.

"The immoveables known and designated as being lots 205-19, 205-20, 205-21, 205-22, on the official plan and book of reference for the parish of Verchères, district of Richelieu."

To be sold at the Registry Office of Verchères, on THURSDAY, the THIRTIETH day of DECEMBER, 1971, at TWO o'clock in the afternoon.

FRANÇOIS GÉLINAS,
42837 *Sheriff*.

SAINT-FRANÇOIS

Fieri Facias de Terris
District de St-François

Cour Provinciale, (Magog), No M-4131. { LA CITÉ DE MAGOG, corporation municipale légalement constituée, ayant son siège social à Magog, district de St-François, demanderesse, *vs* PIERRE A. LAMOUREUX, autrefois de 703 Avenue Mont-Royal, district de Montréal, et maintenant de lieux inconnus, défendeur.

« Une lisière de terrain connu et désigné au cadastre officiel du canton de Magog Hatley, rang XI, comme étant la subdivision 79 du lot originaire 19 (19/79).

Mesurant soixante-six (66′) pieds de largeur par cent soixante-cinq (165′) pieds de profondeur.

Borné au nord par le lot 19-80 à l'est par le lot 19-89 au sud par le lot 19-78 à l'ouest par le 16e Avenue. »

Pour être vendu au bureau d'enregistrement, à Stanstead Plain, MARDI, le SEPTIÈME jour de DÉCEMBRE 1971, à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du Shérif, *Le shérif*,
Palais de Justice, DONAT JACQUES.
Sherbrooke, le 28 octobre 1971. 42871-o

SAINT-FRANÇOIS

Fieri Facias de Terris
District of St. François

Provincial Court, (Magog), No. M-4131. { THE CITY OF MAGOG, a legally incorporated municipal corporation, having its head office at Magog, district of St. François, plaintiff, *vs* PIERRE A. LAMOUREUX, formerly of 703 Mount Royal Avenue, district of Montreal, present address unknown, defendant.

"A strip of land known and designated in the official cadastre of the township of Magog Hatley, Range XI, as being subdivision 79 of original lot 19 (19/79).

Measuring sixty-six (66′) feet in width by one hundred and sixty-five (165′) feet in depth.

Bounded on the north by lot 19-80, on the east by lot 19-89, on the south by lot 19-78, on the west by 16th Avenue."

To be sold at the Registry Office, at Stanstead Plain, on TUESDAY, the SEVENTH day of DECEMBER, 1971, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, DONAT JACQUES,
Court House, *Sheriff*.
Sherbrooke, October 28, 1971. 42871

Ventes pour taxes

Cité de St-Léonard

Avis public est par les présentes donné par le soussigné, secrétaire-trésorier de la susdite municipalité, que les immeubles ci-après décrits seront vendus aux enchères, à l'Hôtel de Ville de St-Léonard, 6025 est, boulevard Métropolitain, St-Léonard, le TRENTIÈME jour de NOVEMBRE 1971, à DIX heures du matin, pour les taxes municipales et scolaires, avec les intérêts, tel que mentionné ci-après, à moins que lesdites taxes,

Sales for Taxes

City of St. Léonard

Public notice is hereby given by the undersigned Secretary-Treasurer of the said municipality, that the properties hereinafter described, will be sold by auction at the office of the Council of the city of St. Léonard, 6025 Metropolitan Boulevard East, St. Léonard, on the THIRTIETH day of NOVEMBER 1971, at TEN o'clock in the morning, to satisfy the payment of the municipal and school taxes, plus the costs which shall

intérêts, ainsi que les frais, ne soient acquittés avant la date de la vente à l'enchère.

subsequently be incurred, unless the said taxes, interests and cost, be paid before the sale.

Nom des propriétaires Name of proprietors	No fiche Card No.	Cadastre Cadastral	Superficie en pi. car. Area by sq. ft.	Taxes munic. Munic. taxes	Taxes scol. School taxes
Iona Inv. Corp. Toulon Inv. Corp. Menorca Inv. Corp. Modjel Inc. Faradez Realties Inc. Garadez Realties Inc. Abraham Weintraub Imre Goldstein Rachel Weintraub-Sachs Sarah Weintraub-Oberman Mangate Inc. Alex Schneiderman	388-24	P. 398	2,100	$ 546.17	$ 25.41
Bornée au nord-est par une partie originaire No 399; au nord-ouest par le lot 398-28 et par une partie du lot 398-54; au sud-ouest par le lot 398-573 et au sud-est par le lot 398-5. Mesurant 21.75 pieds dans ses lignes nord-est et sud-ouest et 105 pieds dans ses lignes sud-est et nord-ouest.					
				Bounded on the northeast by a part of original lot No. 399; on the northwest by lot No. 398-28 and by a part of lot 398-54; on the southwest by lot 398-573; and on the southeast by lot 398-5. Measuring on its northeast and southwest lines 21.75 feet; and on its southeast and northwest lines 105 feet.	
Chodos Abe Dienstag Baruch Rutenberg Juda	400-85	P. 395	3,689	$ 147.52	$ 57.43
Bornée au sud-ouest par une partie du lot originaire No 395 étant la rue Collerette; au sud-est par la rue Jarry (sans No cadastral); au nord-est par le lot 395-2 et une autre partie du lot No 395 et au nord-ouest par une autre partie du lot 395. Mesurant 14 pieds dans ses lignes sud-est et nord-ouest et 263.5 pieds dans ses lignes nord-est et sud-ouest.					
				Bounded on the southwest by a part of original lot No. 395 (Collerette Street); on the southeast by Jarry Street (without cadastral number); on the northeast by lot 395-2 and another part of lot No. 395; and on the northwest by another part of lot 395. Measuring on its southeast and northwest lines 14 feet; and on its northeast and southwest lines 263.5 feet.	
Chodos Abe Dienstag Baruch Rutenberg Juda	875-25	P. 395	58,980	$1,046.52	$ 395.08
Bornée au sud-est par les lots 395-333-2, 395-331 et 395-332-3; au nord-est par le lot No 396-2147; au nord-ouest par une autre partie du lot No 395 et au sud-ouest par une partie du lot originaire No 394. Mesurant 393.2 pieds dans ses lignes sud-est et nord-ouest et 150 pieds dans ses lignes nord-est et sud-ouest.					
				Bounded on the southwest by lots 395-333-2, 395-331 and 395-332-3; on the northeast by lot No. 396-2147; on the northwest by another part of lot No. 395; and on the southwest by a part of original lot No. 394. Measuring on its southeast and northwest lines 393.2 feet; and on its northeast and southwest lines 150 feet.	
Lewy, Alfred	400-74	P. 391	407	$1,160.39	$ 111.37
Bornée au sud-est par le lot 391-384-3; au nord-est par une partie du lot No 391-384-2; au nord-ouest et au sud-ouest par d'autres parties du lot No 391. Mesurant 2.27 pieds dans ses lignes sud-est et nord-ouest; 181.30 pieds dans sa ligne nord-est et 181.34 pieds dans sa ligne sud-ouest.					
				Bounded on the southeast by lot 391-384-3; on the northeast by a part of lot 391-384-2; on the northwest and southwest by other parts of lot 391. Measuring on its southeast and northwest lines 2.27 feet; on its northeast line 181.30 feet; and on its southwest line 181.34 feet.	
Lewy, Alfred		391-384-P. 2	1,908		
Bornée au sud-est par le lot 391-384-3; au nord-est par le lot 391-384-1-1 étant la rue Du Cap; au nord-ouest par le lot 391-389-2 et au sud-ouest par une partie du lot 391. Mesurant 171.13 pieds dans sa ligne nord-est; 10.7 pieds dans sa ligne nord-ouest; 181.30 pieds dans sa ligne sud-ouest; .84 pied dans sa ligne sud-est; et 14.12 pieds dans une ligne est.					
				Bounded on the southeast by lot 391-384-3; on the northeast by lot 391-384-1-1 (Du Cap Street); on the northwest by lot 391-389-2; and on the southwest by a part of lot 391. Measuring on its northeast line 171.13 feet; on its northwest line 10.7 feet; on its southwest line 181.3 feet; on its southeast line .84 foot; and on its east line 14.12 feet.	
Murphy Cartage Inc.	429-7	409-8-1 (avec bât.- with bldg.)	24,379	$2,300.49	$ 2,669.35
Murphy Cartage Inc.	430-26	411-P. 10	4,211.85		
Bornée au nord-est par le lot 411-17; au nord-ouest par une partie du lot 411-11; au sud-ouest par une partie du lot 410-38 et par le lot 410-37 ainsi que par une partie du lot 410-36; au sud-est par une autre partie du lot 410-10. Mesurant 66.85 pieds dans ses lignes nord-est et sud-ouest et 63 pieds dans ses lignes nord-ouest et sud-est.					
				Bounded on the northeast by lot 411-17; on the northwest by a part of lot 411-11; on the southwest by a part of lot 410-38, by lot 410-37, and by a part of lot 410-36; on the southeast by another part of lot 410-10. Measuring on its northeast and southwest lines 66.85 feet; and on its northwest and southeast lines 63 feet.	
Murphy Cartage Inc.		410-P. 36	557.35		
Bornée au nord-est par une partie du lot 411-10; au nord-ouest par le lot 410-37; au sud-ouest par une partie du lot					
				Bounded on the northeast by a part of lot 411-10; on the northwest by lot 410-37; on the southwest by a part of lot	

419-29 et au sud-est par une autre partie du lot 410-36. Mesurant 5 pieds dans sa ligne nord-est; 71 pieds dans ses lignes nord-ouest et sud-est et 7.85 pieds dans sa ligne sud-ouest.

410-29; and on the southeast by another part of lot 410-36. Measuring on its northeast line 5 feet; on its northwest and southeast lines 71 feet; and on its southwest line 7.85 feet.

Nom des propriétaires Name of proprietors	No fiche Card No.	Cadastre Cadastral	Superficie en pi. car. Area by sq. ft.	Taxes munic. Munic. taxes	Taxes scol. School taxes
Murphy Cartage Inc.		410-37	2,272		
Murphy Cartage Inc.		410-P. 38	1,917		
Bornée au nord-est par une partie du lot 411-10; au nord-ouest par une autre partie du lot 410-38; au sud-ouest par une partie du lot 410-29 et au sud-est par le lot 410-37. Mesurant 27 pieds dans ses lignes nord-est et sud-ouest et 71 pieds dans ses lignes nord-ouest et sud-est.			Bounded on the northeast by a part of lot 411-10; on the northwest by another part of lot 410-38; on the southwest by a part of lot 410-29; and on the southeast by lot 410-37. Measuring on its northeast and southwest lines 27 feet; and on its northwest and southeast lines 71 feet.		
Murphy Cartage Inc.		410-P. 29	1,671.25		
Bornée au nord-est par une partie du lot 410-36, le lot 410-37 et une partie du lot 410-38; au nord-ouest et sud-est par d'autres parties du lot 410-29 et au sud-ouest par une partie du lot 410-129. Mesurant 66.85 pieds dans ses lignes nord-est et sud-ouest et 25 pieds dans ses lignes sud-est et nord-ouest.			Bounded on the northeast by a part of lot 410-36, by lot 410-37 and by a part of lot 410-38; on the northwest and southeast by other parts of lot 410-29 and on the southwest by a part of lot 410-129. Measuring on its northeast and southwest lines 66.85 feet; and on its southeast and northwest lines 25 feet.		
Murphy Cartage Inc.		410-P. 129	33.42	$ 364.56	$ 412.61
Bornée au nord-est par une partie du lot 410-29; au nord-ouest et sud-est par d'autres parties du lot 410-129 et au sud-ouest par une partie des lots 409-8-1 et 409-8-7. Mesurant 66.85 pieds dans ses lignes nord-est et sud-ouest et .5 pied dans ses lignes nord-ouest et sud-est.			Bounded on the northeast by a part of lot 410-29, on the northwest and southeast by other parts of lot 410-129; and on the southwest by a part of lots 409-8-1 and 409-8-7. Measuring on its northeast and southwest lines 66.85 feet; and on its northwest and southeast lines .5 foot.		
Toulon Const. Inc.	640-7-1	395-254	46	$ 7.64	$ 5.77
Toulon Const. Inc.	850-61	395-330	676	119.42	46.54
Corbeil, Roch	875-34-2	P. 402	45,204	967.00	
Bornée vers le nord-est par une partie du lot originaire No 404, vers le sud-est par une partie du lot originaire No 403, vers le sud-ouest par une autre partie du lot originaire No 402, vers le nord-ouest par une autre partie du lot originaire No 402. Mesurant 296.76 pieds dans la ligne nord-est; 222 pieds dans la ligne sud-est; 262.4 pieds dans la ligne sud-ouest; 111.8 pieds dans la ligne nord-ouest.			Bounded on the northeast by a part of original lot No 404; on the southeast by a part of original lot No. 403; on the southwest by another part of original lot No. 402; and on the northwest by another part of original lot No. 402. Measuring on its northeast line 296.76 feet; on its southeast line 222 feet; on its southwest line 262.4 feet; and on its northwest line 111.8 feet.		
Corbeil, Oliva	874-34-1	P. 14	7,952	$ 130.64	
Bornée vers le nord-est par une partie du lot originaire No 402, vers le sud-ouest par les lots Nos 401-325 et 401-326, vers le nord-ouest par une autre partie du lot originaire No 14. Mesurant 211.26 pieds dans la ligne nord-est; 215.43 pieds dans la ligne sud-ouest; 75.87 pieds dans la ligne nord-ouest.			Bounded on the northeast by a part of original lot No. 402; on the southwest by lots Nos. 401-325 and 401-326; on the northwest by another part of original lot No. 14. Measuring on its northeast line 211.26 feet; on its southwest line 215.43 feet; and on its northwest line 75.87 feet.		
Dorval Precision Works Ltd.	727-19	408-60	14,991	$2,846.59	$ 3,581.14
		407-59 (avec bât.-with bldg.)	9,000		
Frank Di Staulo	175-100	424-1-119-2-1	1,264.5	2,584.33	4,649.07
Frank Di Staulo		424-1-119-1	1,260		
Frank Di Staulo		424-1-120-2	2,520		
Frank Di Staulo		424-1-120-1	2,081		
Frank Di Staulo		424-1-121-2	1,709		
Frank Di Staulo		424-1-121-1	2,883		
Frank Di Staulo		424-1-122-2 (avec bât.-with bldg.)	897		

Les immeubles ci-haut mentionnés sont du cadastre de la paroisse du Sault-au-Récollet.

Lesdites ventes seront en outre faites avec toutes les servitudes actives et passives ou occultes attachées aux immeubles.

The above immoveables are to the official plan and reference book of the parish of Sault-au-Récollet.

The said sales will be made with all active and passive servitudes, apparent or occult, attached to the properties.

Donné en la cité de St-Léonard, ce 27e jour d'octobre 1971.

Le secrétaire-trésorier,
GASTON PION.

42856-45-2-o

Given at the city of St. Léonard, this 27th day of October, 1971.

GASTON PION,
Secretary-Treasurer.

42856-45-2-o

Ville de Baie d'Urfé

Comté Robert Baldwin

Avis public est par les présentes donné que les propriétés ci-dessous désignées seront vendues à l'enchère à l'Hôtel de Ville de Baie d'Urfé, JEUDI, le DEUXIÈME jour du mois de DÉCEMBRE, 1971 à DIX heures de l'avant-midi, pour satisfaire au paiement des taxes municipales et scolaires, avec intérêts, plus les frais subséquemment encourus, à moins que ces taxes, intérêts et dépens ne soient payés avant la vente.

La Commission municipale de Québec, par décision en date du 27 septembre 1971, a autorisé une énumération abrégé des numéros cadastraux des immeubles, sous l'autorité de la Loi des cités et villes, article 550 (S.R.Q. 1964, chapitre 193).

Noms des propriétaires	*Cadastre*	*Subdivision*
Mme J. MacInnes	321	82
G. J. Damant	322	12
Leboff, Feinstein & Hooper	322	36
Oakridge West Development	322	45
	322	46
	322	47
	322	48
	322	56
	322	57
	322	58
Les Entreprises Lafleur 1961 (Ltée)	Pt. 323	
D. M. Ferguson	Pt. 324	
M. Calvert	324	3-3, 31

Les immeubles susdits sont tous du cadastre officiel de la paroisse de Ste-Anne du Bout de l'Ile, et situés dans le territoire de la ville de Baie d'Urfé.

Ladite vente sera en outre faite avec toutes les servitudes actives ou passives, apparentes ou occultes attachées audits immeubles.

Donné dans la ville de Baie d'Urfé, ce vingt-sixième jour d'octobre 1971.

(Sceau) *La secrétaire-trésorière,*
ALICE HOPGOOD.

42773-45-2-o

Town of Baie d'Urfé

County of Robert Baldwin

Public notice is hereby given that the properties hereinafter described will be sold by public auction at the Town Hall of Baie d'Urfé, THURSDAY, the SECOND day of the month of DECEMBER, 1971 at TEN o'clock in the forenoon, to satisfy the payment of the Municipal and School taxes, plus the cost which shall subsequently be incurred, unless the said taxes, interest and costs be paid before the sale.

The Québec Municipal Commission, by a decision dated September 27th 1971, has authorized an abridged enumeration of the cadastral numbers of the immoveables under the authority of Section 550 of the Cities and Towns Act (R.S.Q. 1964, Chapter 193).

Names of Proprietors	*Cadastral*	*Subdivision*
Mrs. J. MacInnes	321	82
G. J. Damant	322	12
Leboff, Feinstein & Hooper	322	36
Oakridge West Development	322	45
	322	46
	322	47
	322	48
	322	56
	322	57
	322	58
Les Entreprises Lafleur 1961 (Ltée)	Pt. 323	
D. M. Ferguson	Pt. 324	
M. Calvert	324	3-3, 31

The above immoveables are all of the official cadastre of the parish of Ste. Anne du Bout de l'Ile, and situated in the town of Baie d'Urfé.

The said sale will be made with all active and passive servitudes, apparent or occult attached to the said properties.

Given in the town of Baie d'Urfé, this twenty-sixth day of October, 1971.

(Seal) ALICE HOPGOOD,
Secretary-Treasurer.

42773-45-2-o

Cité de St-Léonard

Avis est par les présentes donné par le soussigné, secrétaire-trésorier de la susdite municipalité, que les immeubles ci-après décrits seront vendus aux enchères, à l'Hôtel de Ville de St-Léonard, 6025 est, boulevard Métropolitain, St-Léonard, LUNDI, le VINGT-NEUVIÈME jour de NOVEMBRE 1971, à DIX heures du matin, pour les taxes municipales et scolaires avec les intérêts, tels que mentionnés ci-après, à moins que lesdites taxes et les intérêts, ainsi que les frais, ne soient acquittés avant la date de la vente à l'enchère.

City of St. Léonard

Notice is hereby given by the undersigned Secretary-Treasurer of the said municipality, that the properties hereinafter described, will be sold by auction at the office of the Council of the city of St. Léonard, 6025 Metropolitan Blvd., East, St. Léonard, on MONDAY, the TWENTY-NINTH day of NOVEMBER, 1971, at TEN o'clock in the morning, to satisfy the payment of the municipal and school taxes with the interests, plus the costs which shall subsequently be incurred, unless the said taxes, interests, and cost, be paid before the sale.

Nom des propriétaires Name of proprietors	No fiche Card No.	Cadastre Cadastral	Superficie en pi. car. Area by sq. ft.	Taxes munic. Munic. taxes	Taxes scol. School taxes
Mlle-Miss. Madeleine Dagenais Mme-Mrs. Cécile Dagenais-Bastien Mme-Mrs. Rosette Dagenais-Larche Mlle-Miss. Simone Dagenais Mlle-Miss Francine Dagenais Mlle-Miss Johanne Dagenais M.-Mr. Stephen Gaty M.-Mr. Andrew Gaty	200-62	P. 414	1,736,810	$53,681.06	$95,147.26

De forme irrégulière, bornée au nord-est par d'autres parties du lot No 414, au sud-est par une autre partie du lot No 414 et par la ligne séparative du cadastre de la paroisse Sault-au-Récollet et de la paroisse de Longue-Pointe, au sud-ouest par le lot No 414-13 et par une autre partie du lot No 414, au nord-ouest par une autre partie du lot No 414 (boulevard Métropolitain).

Mesurant mille trois cent dix-huit pieds et six centièmes de pied (1,318.06) au nord-ouest le long d'une ligne brisée limitant le boulevard Métropolitain, cent seize pieds et vingt-huit centièmes de pied (116.28) dans une ligne nord-est, quatre-vingt-huit pieds (88.0) dans une ligne sud-est, mille soixante-quatre pieds et cinquante-huit centièmes de pied (1,064.58) dans l'autre ligne nord-est, mille trois cent douze pieds et soixante-cinq centièmes de pied (1,312.65) au sud-est le long d'une ligne brisée séparant le cadastre des deux paroisses, deux mille cent soixante-trois pieds et neuf dixièmes de pied (2,163.9) dans la ligne sud-ouest.

Moins toutefois et à distraire de cette description, l'emprise de la rue Jean-Talon, ayant une superficie de 75,013 pieds carrés.

Of irregular form, bounded on the northeast by other parts of lot No. 414, on the southeast by another part of lot No. 414 and by the separative line of cadastre of the parish of Sault-au-Récollet and the parish of Longue Pointe, on the southwest by lot No. 414-13 and by another part of lot No. 414, on the northwest by another part of lot No. 414 (Metropolitan Blvd.).

Measuring 1,318.06 feet on the northwest along a broken line bounding Metropolitan Blvd.; 116.28 feet in a northeast line; 88 feet in a southeast line; 1,064.58 feet in the other northeast line; 1,312.65 feet on the southeast along a broken line separating the cadastre of both parishes; 2,163.9 in the southwest line.

Less however and to withdraw from this description this parcel of land forming part of Jean-Talon Street and containing an area of 75,013 square feet.

Mlle-Miss. Madeleine Dagenais Mme-Mrs. Cécile Dagenais-Bastien Mme-Mrs. Rosette Dagenais-Larche Mlle-Miss. Simone Dagenais Mlle-Miss. Francine Dagenais Mlle-Miss. Johanne Dagenais M.-Mr. Stephen Gaty M.-Mr. Andrew Gaty	400-321 (avec bâtisse) (with building)	P. 414	1,474,883	$70,034.12	$139,091.03

De forme irrégulière, bornée au nord et au nord-est par une autre partie du lot No 414 (élargissement du Chemin St-Léonard), au sud-est par une autre partie du lot No 414 (boulevard Métropolitain) et par une partie du lot No 414-1, au sud-ouest par une autre partie du lot No 414, par le lot No 414-11 et par une partie du lot No 414-1, au nord-ouest par la rue Jarry.

Mesurant cinq cent cinquante-six pieds (556.0) dans la ligne nord le long d'une courbe, huit cent cinquante et un pieds et neuf dixièmes de pied (851.9) au nord-est le long d'une ligne brisée limitant l'élargissement du Chemin St-Léonard, huit cent soixante-quinze pieds et seize centièmes de pied (875.16) au sud-est le long d'une ligne brisée limitant le boulevard Métropolitain, cent cinquante-sept pieds et deux dixièmes de pied (157.2) dans une ligne sud-ouest le long du lot 414-1, cent quarante pieds (140.0) dans l'autre ligne sud-est, huit cent cinquante-huit pieds et trente-neuf centièmes de pied (858.39) au sud-ouest le long d'une ligne brisée, neuf cent quarante-deux pieds (942.0) dans la ligne nord-ouest.

Of irregular form, bounded on the north and northeast by another part of lot No. 414 (enlargement of Chemin St. Léonard), on the southeast by another part of lot No. 414 (Metropolitan Blvd.) and by a part of lot No. 414-1, on the southwest by another part of lot No. 414, by lot No. 414-11 and by a part of lot No. 414-1, at the northwest by Jarry Street.

Measuring 556 feet in its north line; 851.9 feet on the northeast along a broken line bounding enlargement of Chemin St. Léonard; 875.16 feet on the southeast along a broken line bounding Metropolitan Blvd.; 157.2 in a southwest line, along lot No. 414-1; 140 feet in the other southeast line; 858.39 feet on the southwest, along a broken line; 942 feet in the northwest line.

Les immeubles ci-haut mentionnés sont du cadastre de la paroisse du Sault-au-Récollet.

Lesdites ventes seront en outre faites avec toutes les servitudes actives et passives ou occultes attachées aux immeubles.

Donné en la cité de St-Léonard, ce 27e jour d'octobre 1971.

Le secrétaire-trésorier,
GASTON PION.

42856-45-2-o

The above immoveables are to the official plan and reference book of the parish of Sault-au-Récollet.

The said sales will be made with all active and passive servitudes, apparent or occult, attached to the properties.

Given at the city of St. Léonard, this 27th day of October, 1971.

GASTON PION,
Secretary-Treasurer.

42856-45-2-o

Ville d'Aylmer

Avis public est, par les présentes donné, que les propriétés décrites sur la liste ci-jointe seront vendues à l'enchère publique, à la salle du conseil de l'Hôtel de Ville, dans la ville d'Aylmer, au numéro 120 de la rue Principale, LUNDI, le VINGT-NEUVIÈME jour du mois de NOVEMBRE 1971, à DIX heures de l'avant-midi, pour satisfaire au paiement des taxes municipales et scolaires non payées et les intérêts mentionnés dans l'état en plus des frais et intérêts qui ont été ou qui pourront être encourus à moins que lesdites taxes, intérêts et frais soient payés avant la vente.

Ladite vente sera en outre faite, avec toutes les servitudes actives et passives ou occultes, attachées auxdits immeubles.

Town of Aylmer

Public notice is hereby given that the immovable properties described on the attached list, situated in the town of Aylmer, will be sold by public auction in the Council Hall, 120 Main St., Aylmer, on MONDAY, the TWENTY-NINTH day of the month of NOVEMBER 1971, at TEN o'clock in the morning, to satisfy the payment of the unpaid municipal taxes and school taxes, interest and costs mentioned in the statement, in addition to the costs and interest which have been or may be incurred unless said taxes, interest and costs are paid before the sale.

The said sale will be made with all active and passive servitudes apparent or occult attached to the said properties.

No de rôle Role No.	Nom et adresse Name and address	Numéro de lot Lot Number	Taxes mun. Mun. taxes	Taxes scolaires School taxes	Frais Costs	Total
7-12	Mme-Mrs. Thomas Gibeault, 72A rue Charles...	252	$ 84.90	$ 149.09	$ 23.40	$ 257.39
7-13	Mme-Mrs. Thomas Gibeault, 72A rue Charles...	251	84.90	149.09	23.40	257.39
7-14	Mme-Mrs. Thomas Gibeault, 72A rue Charles...	250	84.90	149.09	23.40	257.39
8-52	Mrs. Normand Clarke, 9 Bancroft	782-227	101.22		10.12	111.34
10-9	M. Alcide Lajoie, 52 rue Brook	1497	131.43		13.14	144.57
10-30	M. Frank Forsythe, 122 rue Brook	534	244.92		69.95	769.46
10-54	M. Dany Robinet, 20 Cedar	1455	181.46	113.24	29.47	324.17
11-3	Mme-Mrs. L. Pouliotte, 10 Dollard, Hull	11-66	72.23		7.22	79.45
13-3	M. Dany Robinet, 20 Cedar	11-pt 205	114.93		11.49	126.42
14-42	Mme-Mrs. James Fraser, 14 Cedar	2175-20, 21, 22, 23.	250.88	417.33	66.82	735.03
15-10	M. Rhéal Normand Gravelle, 28 Centre	1534 pt	103.50	142.41	24.59	270.50
15-15	M. Henri Beaudry, 68 rue Centre	585 pt	296.70		29.67	326.37
15-19	M. Frank Read, 7 rue Centre	582	10.32	41.56	5.19	57.07
15-38	M. Paul-Émile Allen, 25 rue Centre	1514	204.78		20.48	225.26
15-54	M. Frank Read, 7 rue Centre	554	9.33	38.36	4.77	52.46
17-15	M. Barry Boyes, R. R. ,2, Lucerne	1672	163.38	663.88	82.73	909.99
17-28	Mme-Mrs. Gertrude Gibeault, 72 Charles	720 pt	597.44	596.03	119.35	1,312.82
21-5	M. M. Dieter Stoschek, 14 Church	1763-46	187.89	158.62	34.65	381.16
22-19	Mme-Mrs. Thomas Gibeault, 72A rue Charles...	281	87.14	149.09	23.62	259.85
22-20	Mme-Mrs. Thomas Gibeault, 72A rue Charles...	282	87.14	149.09	23.62	259.85
22-21	Mme-Mrs. Thomas Gibeault, 72A rue Charles...	283	95.02	158.02	25.30	278.34
23-8	Mme-Mrs. Jeanne Groulx, 86 rue Court	586	199.75	570.15	76.99	846.89
23-24	M. John Louis Hains, 14 Bancroft	781-207	26.59		2.66	29.25
25-10	M. Robert Fortin, 5 rue Derwin	2112	120.99	54.79	17.58	193.36
28-45	Mme-Mrs. Elyse Bard, 55 Eardley	1438	232.45	73.16	30.56	336.17
29-2	M. Oswald Routliffe, 10 rue Elgin	2111	211.72	177.88	38.96	428.56
32-1	M. T. Noël Larocque, 55 Lakeview	2176-27	25.99	49.46	7.55	83.00
32-9	M. Conrad Dubé, 18, 1ère Avenue	2176-217	85.66		8.57	94.23
33-12	M. James A. Mc Dilda, 1087 Wellington St., Ottawa.	782-109	127.11		12.71	139.82
33-35	M. Leonard Alcorn, 25 Forest	782-pt 141 782-pt 142.	107.93		10.79	118.72
33-38	M. Lucien Bédard, 37 Forest	782-pt 137	55.86	86.03	14.19	156.08
33-39	M. Lucien Bédard, 37 Forest	782-136	5.38	10.25	1.56	17.19
35-32	M. René Proulx, 55 rue Front	2090 pt	50.65	118.24	16.89	185.78
35-33	M. René Proulx	2077 pt	167.02	371.96	53.09	592.88
39-7	Mme-Mrs. Nora Davis, 19 Helenore	20 4 pt 2085 pt	74.79	56.04	13.08	143.91
39-10	Mme-Mrs. Joseph Kochan, Box 91, Aylmer	2086 pt	297.23	290.37	58.76	646.36
42-19	M. Ovila Pombert, 31 rue John	2073 pt	279.39		27.94	307.33
47-18	M. André Daigneault, 58 Lake	782-40	10.96		1.10	12.06
47-19	M. André Daigneault	782-39	100.62	91.85	19.25	211.72
47-27	M. James A. Mc Dilda, 11 Lake	782-88	210.10	306.39	51.65	568.14
48-7	M. Bert Goudie, 162½ Sherbrooke, Hull	1781-84	82.78		8.28	91.06
49-14	M. Sidney Callinger, 75 Lakeview	2176-269	53.55	182.54	23.61	259.70
51-3	M. René Vincent, 187 Laurier, Hull	782-221	9.61		.96	10.57
51-4	M. René Vincent	782-222	9.61		.96	10.57
51-5	M. René Vincent	782-223	9.61		.96	10.57
52-68	M. Robert J. Smith, 27 Main, Aylmer	(pt) 1691, 1692	480.41	600.61	108.10	1,189.12

No de rôle Role No.	Nom et adresse Name and address	Numéro de lot Lot Number	Taxes mun. Mun. taxes	Taxes scolaires School taxes	Frais Costs	Total
52–88	M. Donald Dugas, Alexander Rd., Lucerne	731 pt	$ 928.13	$1,522.59	$ 245.07	$ 2,695.79
52–89	M. Donald Dugas	731 pt	162.53	169.34	33.19	365.06
52–99	M. Oswald Routhliffe, 10 Elgin	738 pt	438.64	358.36	79.70	876.70
54–16	M. Paul-E. Guertin, 25 Metcalfe	2082 pt. E	164.11		16.41	180.52
57–41	M. Lorenzo Leblanc, 13 Mountain	782-29	55.90	218.47	27.44	301.81
57–64	Mme-Mrs. C. Routhliffe, 10 Elgin	781-35	50.79	69.90	12.07	132.76
57–70	Est. Roger Kenneth, Mountain Rd.	780-1-2, 778-1 779-1-25, 741-1	132.93	179.95	31.29	344.17
58–8	M. Gérard Croteau, 8 Centre	2021-17	22.43		2.24	24.67
59–6	M. Donald Nickel, 17 Jubilee	1763-26pt 1763-27pt.	247.71	163.11	41.08	451.90
61–11	M. Télesphore Pombert, 26 North	1411	147.81		14.78	162.59
61–39	M. Arthur Cardinal, 17 North	1416	160.76	84.61	24.54	269.91
61–51	M. Lester Kelly, 71 North	447 pt	23.19	11.04	3.42	37.65
62–38	M. Roger Larose, 11 Notre-Dame	1552	317.05	209.31	52.64	579.00
63–10	Mlle-Miss M. Parenteau, 150 Driveway, app. 206, Ottawa.	11-90	39.72	62.47	10.22	112.41
64–2	M. Armand Cardinal, 11 rue Park	717	358.73		35.87	394.60
65–5	M. John W. Salter, 418 Parker	781-234 781-235.	200.55	423.01	62.36	685.92
67–4	M. Albert De Grace, 127 Mutchmore, Hull	11-135, 11-134	121.25	228.60	34.99	384.84
67–37	M. Richard Léon, 29 Pine	11-114	216.27	338.50	55.48	610.25
69–3	M. Adrien Lavigne, 8 rue Queen	1358	8.88		.89	9.77
71–8	M. John Kluke, 20, 2e Avenue	2176-237	57.46	177.19	23.47	258.12
71–10	M. G. Jorgensen, 24, 2e Avenue	2176-235	34.55	87.44	12.20	134.19
71–14	Mme-Mrs. J.-D'arc Ménard, 11, 2e Avenue	2176-228	126.88	289.84	41.67	458.39
71–15	M. Raymond Pariseau, 12, 2e Avenue	2176-229	36.93		3.69	40.62
77–3	Entreprise de Hull Ltée, 118 Principale, Hull	1634 pt, 1643 pt, 1637 pt, 1646 pt, 1645 pt.	491.10	494.25	98.54	1,083.89
77–25	Entreprise de Hull Ltée	1596 pt	19.77	9.42	2.92	32.11
77–43	M. Hendrick Van Ginkel, 47 rue Thomas	1614	220.67	357.22	57.79	635.68
80–10	Mme-Mrs. Raymond Murray, 377 Clarence, app. 2, Ottawa.	2021-58	22.30		2.23	24.53
33–33	M. Preston Nichol, 19 Forest	782-145		140.17	14.02	154.19
63–2	M. Barry Boyes, Mc Connell Rd.	11-100		309.85	30.99	340.84
63–3	M. Robert Durfy, 30 Oak	11-99		143.90	14.39	158.29
10–67	M. James Forsythe, 53 Brook	1458 pt		160.25	16.03	176.28
9–34	M. Florian Gendron, 83 Broad	306, 307		253.60	25.36	278.96
14–27	M. Osmond Howe, 170 Metcalfe, suite 504, Ottawa.	2175-34, 2178-8		382.33	38.23	420.56
14–29	M. Osmond Howe	2175-9, 10 pt ½		289.08	28.91	317.99
33–13	M. Peter Herman, 38 Forest	782-108		190.25	19.03	209.28
8–60	M. John Lurtz, 41 Aylmer Rd.	764		86.52	8.65	95.17
2–4	M. Roy C. Pankhurst, 1 Mac Donald	1763-36		93.18	9.32	102.50
8–50	M. Steve Papas, 5 Bancroft	781-229		33.68	3.37	37.05
35–34	M. Alfred Phillips, 59 Front	2063, pt 2076		181.46	18.15	199.61
15–32	M. Frank Read 7 Centre	1506		222.04	22.20	244.24
40–22	M. John Smiley, 29 Hemlock	11-220		200.12	20.01	220.13
74–1	M. Kyle Smiley, 1 Smiley Ave	781-12, 10 pt W. 11.		47.10	4.71	51.81
34–14	M. Kyle Smiley	2176-276		19.00	1.90	20.90
57–13	M. Melvin Watt, 30 Mountain	15-11		111.09	11.11	122.20
78–15	M. Ronald Sauvé, 61 Tibérius	1355, 1356 pt	35.31	241.92	27.72	304.95
8–3	Jean-Guy Chabot, 793 Mountain Rd., Vanier	782-277		12.74	1.27	14.01
40–3	M. Norbert Larochelle, 60 McGaren, Ottawa	11-240, 11-250 11-251 pt.		270.73	27.07	297.80
1–56	Dr. Georges Lebel, 69 Brady, Hull	766	697.74	438.28	113.60	1,249.62
32–12	Mme-Mrs. Mae Loeman, 792 Byron, Ottawa	2176-193		67.49	6.75	74.24
21–13	Mme-Mrs. Bernadette Wistaff, 339 rue Laramée, Hull.	1763-9		334.96	33.50	368.46
52–62–1	Aylmer Park Deve. Corp., Lucerne, Québec	5-1-3		734.58	73.46	808.04
49–25	Robert Proulx, 99 Lakeview	2176-325		252.89	25.29	278.18

Les propriétés immobilières susdites sont du cadastre officiel de la paroisse du village d'Aylmer et situées dans la ville d'Aylmer.

The above immovable properties are on the plan and in the book of reference of the parish of the village of Aylmer and situated in the town of Aylmer.

La Commission municipale, par une décision en date du 28 juin 1971, a autorisé l'énumération abrégée des numéros de cadastres des propriétés ci-haut décrites.

Donné à Aylmer, ce 28e jour du mois d'octobre 1971.

Condition: comptant.

Le greffier et directeur général,
ANDRÉ J. BURNS.

42880-45-2-o

The Québec Municipal Commission, by a decision dated June 28, 1971 has authorized an abridged enumeration of the cadastral numbers of the above mentioned immovables.

Given at Aylmer, this 28th day of the month of October 1971.

Condition: cash.

ANDRÉ J. BURNS,
Town Clerk and Managing Director.

42880-45-2-o

Ville de Cowansville

Avis public est par les présentes donné que les immeubles ci-dessous décrits, situés dans la ville de Cowansville, seront vendus à l'enchère publique, à la salle du Conseil de l'Hôtel de ville, 220 Place municipale, Cowansville, LUNDI, le VINGT-NEUVIÈME jour de NOVEMBRE 1971, à DIX heures de l'avant-midi, pour satisfaire au paiement des taxes municipales et scolaires avec intérêt, plus les frais encourus ou qui pourront être encourus, à moins que ces taxes, intérêts et frais soient payés avant la vente.

Town of Cowansville

Public notice is hereby given that the immovables described hereunder, situated in the town of Cowansville, will be sold by public auction, in the Council Hall of the City Hall, 220 Place Municipale, Cowansville, on MONDAY, the TWENTY-NINTH day of NOVEMBER 1971, at TEN o'clock in the forenoon, to satisfy the payment of the municipal and school taxes with interest, plus the costs which have been or may be incurred, unless the said taxes, interests and costs be paid before the sale.

Noms des propriétaires Name of property owners	Description cadastrale Cadastral description
Gilles Bisaillon	49-2, 49-3, 49-4, 50-1, 51-1, 51-2, 51-3, 52-1
Guy Larocque	P. 121-10-2
Gaétan Robert	P. 307-92
Gaétan Robert	P. 307-208
Gaétan Robert	P. 307-209
Gaétan Robert	P. 307-213
Gaétan Robert	307-217
Gaétan Robert	307-218
Gaétan Robert	P. 307-257, P. 307-258, P. 307-259, P. 307-260, 307-261, 307-262
Gaétan Robert	307-264, 307-265, 307-266, 307-267, 307-268, 307-269
Gaétan Robert	307-276
Gaétan Robert	307-280, 307-277
Gaétan Robert	307-278, 307-279
Gaétan Robert	P. 307
Rosaire Rocheleau	124-35

Donné à Cowansville, ce 28e jour d'octobre 1971.

Le greffier,
GEORGES H. BERNIER.

42873-45-2-o

Given at Cowansville, this 28th day of October, 1971.

GEORGES H. BERNIER,
Clerk.

42873-45-2-o

INDEX No 45

ARRÊTÉS EN CONSEIL — ***ORDERS IN COUNCIL***

3156 — Original, chasse contrôlée à l'orignal dans le parc des Laurentides, ainsi que dans les réserves suivantes: Parc de la Vérandrye, Réserve de Matane, Réserve du St-Maurice, Réserve de Portneuf, Réserve de la Haute-Mauricie 8075
3156 — Moose, Controlled moose hunt in the Laurentides Park and in the following Reserves: La Vérandrye Park, Matane, St-Maurice, Portneuf and Haute-Mauricie 8075
3391 — Corporation du Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec, *modification aux règlements* 8091
3391 — Corporation of the College of Physicians and Surgeons of the Province of Québec, *amendment to the by-laws* 8091

ARRÊTÉS EN CONSEIL (*suite*) **ORDERS IN COUNCIL** (*continued*)

3606 — Formation et qualification professionnelle de la main-d'oeuvre, *adoption des règlements 1 et 2 (Errata)* 8091
3606 — Vocational Training and Qualification, *adoption of the regulations number 1 and 2 (Errata)* 8091
3723 — Automobile, Cantons de l'Est, *approbation du règlement numéro 1 relatif au prélèvement du comité paritaire* 8083
3723 — Automobile, Eastern Townships, *approval of regulation No. 1 respecting the levy of the Parity Committee* 8083
3725 — Camionnage, Montréal, *addition d'une partie contractante au décret* 8075
3725 — Cartage, Montreal, *addition of a contracting party to the decree* 8075
3726 — Matériaux de construction, province, *modifications au décret* 8078
3726 — Building materials, Province, *amendments to the decree* 8078
3791 — Commission de l'industrie de la construction, *approbation du règlement numéro 1 relatif au prélèvement de la commission* 8088
3791 — Construction Industry Commission, *approval of regulation number 1 respecting the levy of the Commission* 8088
3792 — Commission de l'industrie de la construction, *approbation du règlement numéro 2 relatif à la tenue du régistre et au rapport mensuel de la commission* 8086
3792 — Construction Industry Commission, *approval of regulation number 2 respecting the keeping of the register and the monthly report of the Commission* 8086

AVIS DIVERS ***MISCELLANEOUS NOTICES***

Estate of Maurice Bond and Paulette Dulude-Bond (*Benefit of inventory*) 8072
Montreal, ville-city (*Règl.-By-laws, annex. of certain lots-annex. of certain lots*) 8070
Succession Maurice Bond et Paulette Dulude-Bond (*Bénéfice d'inventaire*) 8072
Université Laval (*Premier conseil-First Council*) 8070

CHANGEMENT DE NOM — Loi du ***CHANGE OF NAME ACT***

Demandes: *Applications:*

Adamowicz, Henry 8045
Cooperstein, Simcha 8045
Cottinier, Charlotte Olive 8045
Fisher dit Riel, Leo William 8045
Madorsky, (Jacob) Jack 8044
Osmond, Robert Arthur 8045
Trempe, Étienne 8044

CAISSES D'ÉPARGNE ET DE CRÉDIT ***SAVINGS AND CREDIT UNIONS***

Aldomal Credit Union (*Amalgamation*) 8046
Caisse d'économie Aldomal (*Fusion*) 8046

COMPAGNIES ÉTRANGÈRES ***EXTRA-PROVINCIAL COMPANIES***

Changements d'agent: *Changes of agent:*

Connors Drilling Ltd. 8046

COMPAGNIES — LOI DES ***COMPANIES ACT***

Demandes d'abandon de charte ***Applications for Surrender of Charter***

Café Tabouret ltée (Le) 8005
Cartier Hypothèque et immeubles ltée 8006
Cartier Mortgage and Realty Ltd. 8006
Centre sportif Mont St-Eustache inc. 8007
Chaussures Max inc. 8007
Cie de développement St-Charles inc. (La) 8006
Club social au chat noir inc. (Le) 8006
Dupré automobile ltée 8006
Grenier & frères ltée 8007
Imprimerie petit journal ltée 8005
Keyran Operating Company Ltd. 8007
Meehan (T. S.) (Bury) Ltd. 8005
Max Shoes Inc. 8007
Shawinigan Charcoal ltée 8007
Société d'habitation de St-Roch inc. (La) 8006
Wolff Farm & Real Estate Consultants Inc. 8007

Dissoutes ***Dissolved***

Algon Équipement inc. 7998
Aqueduc St-Cuthbert Co. ltée 7998
Ariane Industries Inc. 7998
Association Provinciale des Animateurs de Pastorale au Secondaire inc. (L') 7998
Blakenor Limited 7999
Chemise Marco inc. (La) 7999
Club Cherrier (1968) inc. (Le) 7999
Compagnie Immobilière Valran 7999
Édifice Ferland Inc. 7999
Édifice Laure inc. 7999
Éditions Albert inc. (Les) 8000
Entreprises Bisaillon ltée (Les) 8000

Dissoutes *Dissolved*

(*suite*) (*continued*)

Fédération des Écoles de Puériculture et de Soins aux Enfants Malades (La) 8000
Federation of the Schools of Puericulture and Care of the Sick Child (The) 8000
Heritage Holdings Inc. 8000
Home Carpet Ltd. 8003
Kerr Automobiles Ltd. 8000
Laboratoire Canadien de Produits Electro-Vibres, inc. 8000
Laurier Finance Inc. 8001
Legault Tire Service ltée 8001
Marché Fortin ltée 8001
Marco Skirt Inc. 7999
Marvel Kote Distribution Inc. 8001
Mercerie Lecours inc. 8001
Mico inc. 8002
Mont Louis Seigniory Limited 8002
Nicholson (Pat) limitée 8002
Placements J.F.R.M. ltée (Les) 8002
Placements Pierre Roux inc. 8002
Plâtrage St-Laurent (1963) inc. 8002
Rohault Mines Ltd. 8003
Royer, McDonald inc. 8003
Secrétariat Médical Sept-Iles inc. 8003
Société de Prêts Laurier inc. 8001
St-Louis & Fils ltée 8003
Société de Planification Générale inc. (La) 8003
Tapis Maison ltée 8003
Terrains de la Ferte inc. (Les) 8004
Terry (J.) Ltd. 8004
Transportation Trucking Services Inc. 8004
2100 Papineau Realty Inc. 8004
United Plumbing & Heating Inc. 8004
Vivons Jrs. Ltd. 8005
Zante Pizza St. Laurent Ltd. 8005

Divers *Miscellaneous*

Bail Ltd. (*Name ch.*) 8009
Bail ltée (Nom ch.) 8009
Bancroft Industries Limited (*Dir.*) 8008
Blondy Art Luggage Inc. (*Nom-Name ch.*) 8009
Corporation Sepco-Metcon (*Nom ch.*) 8008
Domaine Neufchatel inc. (*Dir.*) 8009
Hydraulic Machinery Company, Limited (*Dir.*) 8009
Modes Anita Rubin ltée (Les) (*Dir.*) 8009
Onyx Films, inc. (*Dir.*) 8008
Perron (Louis-Georges) inc. (*Nom-Name ch.*) 8010
Rubin (Anita) Fashions Ltd. (*Dir.*) 8009
Résidence Ste-Marie (*Règl.-By-laws*) 8010
Russell Knit Ltd. (*Dir.*) 8008
Sepco-Metcon Corporation (*Name ch.*) 8008
Service social Lafontaine (*Règl.-By-laws*) 8008
Tel-Aid (*Règl.-By-laws*) 8009

Lettres patentes *Letters Patent*

A C S Distributors Ltd. 7969
Advanced Mechanical Drive M & M Inc. 7969
Aladin Crane Service Ltd. 7969
Amedo inc. 7970
Amis de l'hôpital polonais St-Stanislas Kostka (Les) 7970
Armoires de Laval inc. 7970
Association des Auxiliaires Familiales diplômées de Québec 7971
Association des directeurs des salles de spectacles des centres culturels inc. (L') 7971
Association des jeunes de Laprairie 7972
Association des Naturopathes de Montréal (L') 7972
Association des sinistrés et évacués de St-Jean-Vianney et de Shipshaw inc. (L') 7973
Atelier d'expression du Cap-de-la-Madeleine inc. (L') 7973
Auto école Provinciale ltée 7973
Bemalux inc. 7974
Besson (George) Inc. 7974
Bevjam Corporation 7975
Bijouterie R. Pilon inc. 7975
Blicher (H.) Inc. 7975
Blouin (Victor) inc. 7976
Boîte à musique Lévis inc. 7976
Boyte (Gérard) inc. 7976
Buanderie Impériale (1971) ltée 7977
C.P.P. Distributors & Services Inc. 7977
Capricorn Productions Ltd. 7977
Carlin (Norbert) inc. 7978
Centre d'accueil Amqui (Le) 7978
Certified Homemaker Association of Québec 7971
Cinéma Le Vimy ltée 7979
Clinique capillaire de l'Est inc. 7979
Club de base-ball Repentigny, junior A inc. (Le) 7979
Club de loisirs pour handicapés de Sherbrooke 7980
Club des bricoleurs ébénistes de St-Joseph de Sorel inc. 7980
Club des campeurs de Saint-Hyacinthe inc. (Le) 7980
Club Enduro de Québec inc. (Le) 7981
Conseil régional de développement 6-C 7981
Couvoir Dorval inc. 7982
Créations d'ameublement Miracle, inc. (Les) 7991
Cummins-Québec Ltd. 7982
Cummins-Québec ltée 7982
Décor Universel de Québec inc. 7982
Disro inc. 7983
Distribution publique Laval inc. 7983
Domaine Laflèche inc. (Le) 7983
Dor-Fit Inc. 7984
Dorval Hatchery Inc. 7982
Eastern Electronics (1971) Inc. 7984
Entreprises de peinture Vermont limitée (Les) 7985
Entreprises J.M.P. inc. (Les) 7985
Films Roger Vallée inc. (Les) 7985
Fortin (L. E.) inc. 7986
Gigy Original Inc. 7986
Gilles Pet Shop Inc. 7986
Girardin, Glackmeyer & Associates Investments, Ltd. 7993
Gratton construction inc. 7987
Habitations Lasalle inc. 7987
Hovergames Distribution Inc. 7987

Lettres patentes (*suite*) — ***Letters Patent*** (*continued*)

Idées de sons de Montréal ltée 7997
Imperial Laundry (1971) Ltd. 7977
Laine Les Rivières inc. 7988
Laurentian Horsemen Inc. 7988
Location de véhicules Nadeau inc. 7992
Loisirs de St-Edwidge de Clifton (Les) 7989
Loisirs de St-Léonard inc. (Les) 7989
Loisirs Notre-Dame-de-la-Merci 7989
Luminarex Inc. 7990
Mathieu de Souza tailleur inc. 7990
Meteor Towing Inc. 7990
Meunerie de Matane inc. (La) 7991
Miracle Art Furniture Creations Inc. 7991
Nadeau Drive Yourself Inc. 7992
Nigu inc. 7992
90th Avenue Restaurant Inc. 7992
Papineau et Dufour ltée 7993
Placements Girardin, Glackmeyer & associés, ltée (Les) 7993
Placements Miel ltée (Les) 7993
Plomberie Gaétan Gagné ltée 7994
Productions Capricorne ltée 7977
Québec Concorde Rollers Inc. 7995
Regan (E. J.) Laboratories Company Ltd. 7994
Rivières Wool Inc. (Les) 7988
Rouleaux Concorde du Québec inc. (Les) 7995
St-Hilaire (Guymont) inc. 7995
Salon Twiggi « uni-sex » inc. 7995
Service de grue Aladin ltée 7969
Service des loisirs de Valcourt inc. 7996
Société artistique, culturelle et sportive de Petite Rivière St-François inc. 7996
Sound Ideas of Montreal Ltd. 7997
Truchon Excavation Inc. 7997
Vermont Paints Enterprises Limited 7985
Zelikobsky & Cie inc. 7997
Zelikobsky & Co. Inc. 7997

Lettres patentes annulées — ***Letters Patent Annulled***

Société St-Jean-Baptiste féminine de Granby (La) 8016

Sièges sociaux — ***Head Offices***

Alliance Advertising & Applied Arts Inc. 8012
Barnea Enterprises Ltd. 8010
Breault & Gosselin Construction Co. Ltd. 8011
Centre universel du granit inc. 8013
Cercogex Inc. 8011
Cie d'informatique de gestion ltée 8011
Compagnie d'exploration minière Duval ltée (La) 8012
Conrad Sportwear Inc. 8012
Cougar Investments Limited 8012
Diamond Expansion Holt Company of Canada 8013
Domaine Neufchatel inc. 8012
Duval Mining Exploration Company Ltd. 8012
Entreprises Michel J. Alepin inc. (Les) 8015
Entreprises René & Robert Asselin inc. (Les) 8015
Fam-Lee Products Corporation 8015
ImNat Ltd. 8014
ImNat ltée 8014
Imprimerie St-Patrice inc. 8014
Industries Lu Bel limitée (Les) 8014
Informatique SGF ltée 8013
Institut de personnalité inc. (L') 8014
Jerimor Fabrics Inc. 8010
Location de véhicules Nadeau inc. 8013
Lu Bel Industries Limited 8014
Marsan (J. M.) & compagnie limitée 8010
Nadeau Drive Yourself Inc. 8013
Oryx Realty Corporation 8011
Universal Granit Center Inc. 8013
Veno (T.) (Eastern) Inc. 8013

DEMANDES À LA LÉGISLATURE — ***APPLICATIONS TO LEGISLATURE***

Bureau d'assainissement des eaux du Québec métropolitain 8042
Bochar Inc. 8043
Greater Québec Water Purification Board 8042

LIQUIDATION DES COMPAGNIES — Loi de la — ***WINDING-UP ACT***

Centre d'achat St. Léonard ltée 8040
Compagnie de téléphone de St-Georges de Windsor, limitée (La) 8040
Constance Ltd. 8041
Christine Ltd. 8041
Interprovincial Properties Corporation Patricia Ltd. 8041
St. Léonard Shopping Centre Ltd. 8040
Société coopérative agricole des Ormeaux 8041

MINISTÈRES — ***DEPARTMENTS***

Affaires municipales — ***Municipal Affairs***

Asbestos, ville-town (*Annex.*) 8073
Baie-Comeau, ville-town (*Mod.-Amend.*) 8072
Rosemère, ville-town (*Règl.-By-laws 228, 229, 230, 231*) 8075

Institutions financières, compagnies et coopératives — ***Financial Institutions, Companies and Cooperatives***

Assurances: — *Insurance:*

Stabilité, compagnie d'assurance-vie (*Annul.*) 8044
Stabilité Life Insurance Company (*Annul.*) 8044
Steinberg's Employees' Mutual Benefit Association (*Annul.*) 8043

Terres et forêts — ***Lands and Forests***

Cadastre: — *Cadastre:*

Longueuil, village 8015
Ste-Agathe des Monts, par. 8016
St-Bruno, par. 8016
Ste-Julie, par. 8016

Travail et de la Main-d'oeuvre — ***Labour and Manpower***

Industrie ou métiers de: — *Industry or Trades of:*

Automobile, Cantons de l'Est (*Appr.*) 8069
Automobile, Eastern Townships (*Appr.*) 8069

NOMINATION — ***APPOINTMENT***

Divers: — *Miscellaneous:*

Côté, Mendoza (*Coroner*) 8046

PROCLAMATIONS — ***PROCLAMATIONS***

Coming into force of the official cadastre of a part of the township of Franquet, situated in the registration division of Abitibi 8023
Coming into force of the official cadastre of a part of the township of Le Neuf, situated in the registration division of Saguenay 8026
Coming into force of the official cadastre of a part of the township of McKenzie, situated in the registration division of the Lake St. John West 8021
Coming into force of the official cadastre of a part of the township of Mitchell, situated in the registration division of Gatineau 8024
Coming into force of the official cadastre of a the township of Obalski, situated in the registration division of the Lake St. John .. 8017
Coming into force of the official cadastre of a part of the township of Pérodeau, situated in the registration division of Labelle 8018
Coming into force of the official cadastre of a part of the township of Roy, situated in the registration division of the Lake St. John West 8020
Land Titles Act in certain electoral districts to the cadastre of a part of the township of Carleton, electoral district of Bonaventure. 8034
Land Titles Act in certain electoral districts to the cadastre of a part of the township of DeMonts, electoral district of Saguenay .. 8031
Land Titles Act in certain electoral districts to the cadastre of a part of the township of Mann, electoral district of Bonaventure .. 8038
Land Titles Act in certain electoral districts to the cadastre of a part of the municipality of Pabos, electoral district of Gaspé-South .. 8027
Land Titles Act in certain electoral districts to the cadastre of a part of the municipality of Pabos, electoral district of Gaspé-South 8029
Land Titles Act in certain electoral districts to the cadastre of a part of the municipality of Pabos, electoral district of Gaspé-South 8032
Land Titles Act in certain electoral districts to the cadastre of a part of the municipality of Pabos, electoral district of Gaspé-South .. 8036
Mise en vigueur du cadastre officiel d'une partie du canton de Franquet, située dans la division d'enregistrement d'Abitibi 8023
Mise en vigueur du cadastre officiel d'une partie du canton de Le Neuf, située dans la division d'enregistrement de Saguenay 8026
Mise en vigueur du cadastre officiel d'une partie du canton de McKenzie, située dans la division d'enregistrement du Lac St-Jean-Ouest 8021
Mise en vigueur du cadastre officiel d'une partie du canton de Mitchell, située dans la division d'enregistrement de Gatineau 8024
Mise en vigueur au cadastre officiel d'une partie du canton d'Obalski, située dans la division d'enregistrement du Lac St-Jean 8017
Mise en vigueur du cadastre officiel d'une partie du canton de Pérodeau, située dans la division d'enregistrement de Labelle 8018
Mise en vigueur du cadastre officiel d'une partie du canton de Roy, située dans la division d'enregistrement du Lac St-Jean-Ouest 8020
Titres de propriété dans certains districts électoraux au cadastre d'une partie du canton de Carleton, district électoral de Bonaventure 8034
Titres de propriété dans certains districts électoraux au cadastre d'une partie du canton de DeMonts, district électoral de Saguenay 8031
Titres de propriété dans certains districts électoraux au cadastre d'une partie du canton de Mann, district électoral de Bonaventure .. 8038
Titres de propriété dans certains districts électoraux au cadastre d'une partie de la municipalité de Pabos, district électoral de Gaspé-Sud 8027
Titres de propriété dans certains districts électoraux au cadastre d'une partie de la municipalité de Pabos, district électoral de Gaspé-Sud 8029
Titres de propriété dans certains districts électoraux au cadastre d'une partie de la municipalité de Pabos, district électoral de Gaspé-Sud 8032
Titres de propriété dans certains districts électoraux au cadastre d'une partie de la municipalité de Pabos, district électoral de Gaspé-Sud 8036

Régie des marchés agricoles du Québec — ***Québec Agricultural Marketing Board***

Ord. F-21 (*Milk price, North Shore Region*) .. 8070
Ord. F.-21 (*Prix du lait, région Côte-Nord*) ... 8070

Régie de l'assurance-maladie — ***Québec Health Insurance Board***

Professionnels désangagés et non-participants. 8098
Withdrawn or non-participating professionals. 8098

SOUMISSIONS — demandes de — ***TENDERS Requests for***

Ancienne-Lorette, ville-town 8064
Chibougamau, ville-town 8048
Fleurimont, munic. 8057
Ile Perrot, ville-town 8055
Les Deux-Rives, c.s.r.-r.s.b. (*Correction*) 8068

SOUMISSIONS — demandes de (*suite*) — ***TENDERS — Requests for*** (*continued*)

Meilleur, c.s.r.-r.s.b. ... 8049
Roxboro, ville-town ... 8053
St-Louis-de-Pintendre, par ... 8051
Thetford Mines, cité-city ... 8062
Touraine, ville-town ... 8066
Windsor, ville-town ... 8060

SYNDICATS PROFESSIONNELS — ***PROFESSIONAL SYNDICATES***

Association des camionneurs artisans du comté de Duplessis (*Const.-Inc.*) ... 8047
Association des camionneurs artisans du comté de Hundingdon (*Const.-Inc.*) ... 8047
Fédération des associations des camionneurs artisans du Nord Ouest québécois (*Const.-Inc.*) ... 8047

VENTES — ***SALES***

Effets non réclamés — ***Unclaimed Baggage***

Canadian National Railway Company ... 8042
Canadian Pacific Express Company ... 8042
Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada ... 8042
Messageries Canadien Pacifique ... 8042

Par Shérifs — ***By Sheriffs***

Beauharnois — ***Beauharnois***

Société des artisans (La) *vs* Sasseville ... 8101

Drummond — ***Drummond***

Canadian Acceptance Canada Ltd. *vs* Vallières et *al* ... 8101

Iberville — ***Iberville***

Bessette *vs* Robert ... 8102
Provost *vs* Provost et *al* ... 8102

Montréal — ***Montreal***

Atlantic & Gulf Stevedors (1964) Ltd. *vs* Bélanger et *al* ... 8104
Banque d'épargne de la cité et du district de Montréal (La) *vs* Billard et *al* ... 8106
Banque d'épargne de la cité et du district de Montréal (La) *vs* Chaput et *al* ... 8107
Banque d'épargne de la cité et du district de Montréal (La) *vs* Deschesnes ... 8105
Central Mortgage and Housing Corporation (The) *vs* Mendelsohn ... 8106
Frand Investment Inc. *vs* Gurenbaum ... 8109
Montreal City and District Savings Bank (The) *vs* Billard et *al* ... 8106
Montreal City and District Savings Bank (The) *vs* Chaput et *al* ... 8107
Montreal City and District Savings Bank (The) *vs* Deschesnes ... 8105
Montreal Trust Company *vs* Cusack ... 8107
Société centrale d'hypothèques et de logement (La) *vs* Mendelsohn ... 8106
Steinberg *vs* Aiello ... 8110

Québec — ***Québec***

Grenier (Jos.) ltée *vs* Tanguay ... 8110

Richelieu — ***Richelieu***

Banque Royale du Canada (La) *vs* Chicoine ... 8111
Royal Bank of Canada (The) *vs* Chicoine ... 8111

Saint-François — ***Saint-François***

Magog, cité-city *vs* Lamoureux ... 8111

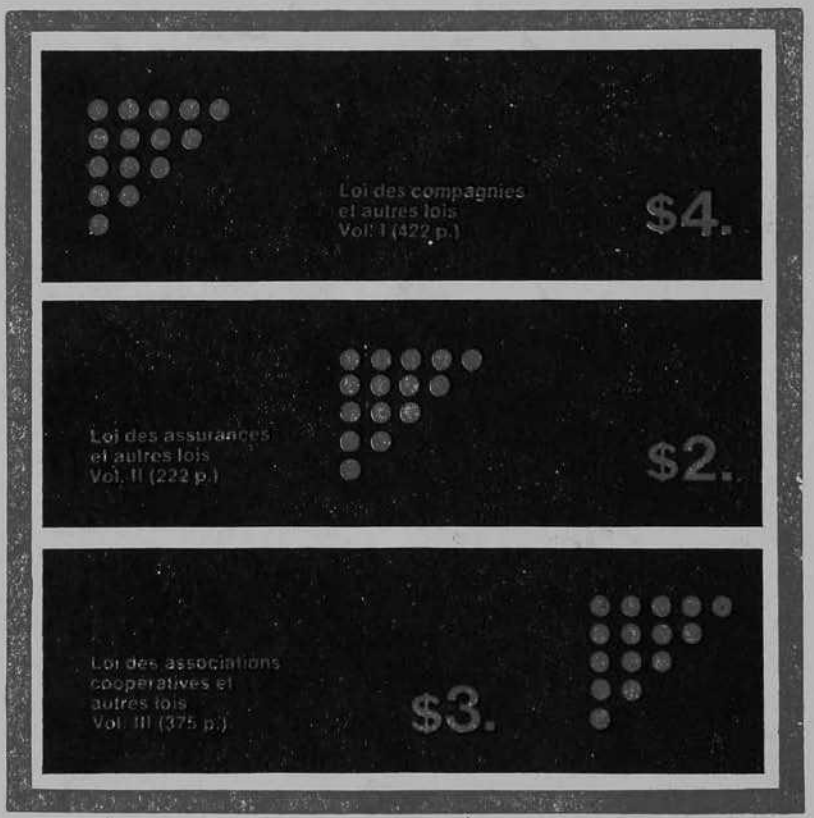
Taxes — ***Taxes***

Aylmer, ville-town ... 8116
Baie d'Urfé, ville-town ... 8114
Cowansville, ville-town ... 8118
St-Léonard, cité-city ... 8111

PRINTED IN CANADA

Recueil des lois du ministère des Institutions financières, compagnies et coopératives.

Compilation of statutes of Financial Institutions, companies and cooperatives Department.



EN VENTE

MONTRÉAL:

librairie de
l'Éditeur officiel du Québec,
310 ouest, rue Ste-Catherine

librairie des Presses de
l'Université de Montréal

Wilson & Lafleur ltée,
39 ouest, rue Notre-Dame

QUÉBEC:

librairie de
l'Éditeur officiel du Québec,
2, rue Saint-Jean

librairie Garneau ltée,
47-49, rue Buade

librairie des Presses de
l'Université Laval

TROIS-RIVIÈRES:

Comptoir de l'Éditeur officiel
du Québec
Bureau régional du ministère
de l'Éducation
2590, boulevard Royal

SAINT-HYACINTHE:

Le Comptoir du Livre
1391, rue Calixa-Lavallée